# Faire mouvement

Rencontre internationale

des Acteurs des Monnaies Sociales et Complémentaires

18 février 2011 - Lyon – France

## Synthèse des débats

*Février 2012*

monnaiesendebat.org

# Présentation

La journée « Faire mouvement » - Rencontre internationale des Acteurs des Monnaies Sociales et Complémentaires était partie intégrante de la Semaine des Monnaies Sociales et Complémentaires (MSC) organisée à Lyon – France, du 15 au 18 février 2011.

Elle s'est inscrite dans la continuité du colloque académique international « Trente années de monnaies sociales et complémentaires – et après ? » des 16 et 17 février organisé par le Laboratoire Triangle (Université Lyon 2) et dont vous retrouvez, en fin d'annexes, un compte-rendu bref mais particulièrement éclairant sur les dynamiques à l'œuvre dans le champ universitaire international et propres aux MSC.

Plus de 250 personnes en provenance des 5 continents ont participé à ces temps d'échange, de débats, de présentations de dispositifs de MSC de par le monde, faisant de ces journées la première rencontre internationale d'importance sur ce thème, à un moment-clef de l'écho médiatique et citoyen sans précédent rencontré, à l'échelle internationale, par la mise à nu précise, documentée et largement commentée des réalités recouvrant les mécanismes économiques et financiers présidant à la marche du monde tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Rassembler les acteurs des MSC pour dialoguer, affirmer, peser, construire et inspirer, constituait le pari que les organisateurs avaient souhaité relever : pari tenu au vu de la mobilisation des participants ayant rejoint l'aventure et des vœux unanimes de continuité formulés à l'issue de la rencontre.

Vous retrouverez ici une synthèse des présentations et débats riches de la journée du 18 février 2011 qui a donné la parole à une diversité inédite de systèmes en place et d'expérimentations en cours de MSC. Cette synthèse est enrichie d'annexes comprenant des présentations complémentaires de dispositifs français et internationaux actualisés (décembre 2011).
Nous vous en souhaitons une lecture à même de vous inspirer et de nourrir vos réflexions et actions.

Des reportages photos et vidéos, des ressources documentaires et des liens complétant les échanges et produits dans la foulée de l'événement sont également disponibles sous licence *creative commons* sur le site :

www.monnaiesendebat.org

Pour nous contacter,

Carlos de Freitas/Institut Palmas Europe

Celina Whitaker/CEDAL – Fondation Beija Flor

écrire à :

monnaiesendebat@gmail.com

# Sommaire


Hier, aujourd'hui, demain ?
*Bilan de la rencontre et de l'année 2011* 04

« Faire mouvement » - Programme de la rencontre 12

Synthèse des débats 16

Mots de Bienvenue 17

Collaborer dans la diversité 21

L'Accorderie – Québec – Canada 22
Institut Palmas – Brésil 26
Community Exchange System (CES) – Afrique du Sud 29
Talent – Voralberg – Autriche 33
Regiogeld – Allemagne 36
Transition Towns Currencies – Royaume Uni 38
C3 – Brésil/Uruguay 41
Nu-Spaarpas – Rotterdam – Pays-Bas 44
Système d'Echange Local (SEL) – France 48
Abeille – Villeneuve-sur-Lot – France 52
Euro-RES – Belgique 55
Sol – France 58

Discussion I
Eléments de contributions, de commentaires et de réactions 61

Rapports des Ateliers 65

Atelier I - Quelle monnaie, pour quels objectifs, et avec quels outils ? 66
Ateliers II - Un monnaie pour qui, avec qui ? 69
Atelier III - S'intégrer ? Transformer ? 72
Atelier IV - Structurer ? Renforcer ? Développer ? 74
Atelier V – Monnaies sociales et Révolution 75

Discussion II
Eléments de contributions, de commentaires et de réactions 77

Annexes 79

Contributions - Autres expériences de monnaies sociales et complémentaires 80

Organisateurs 157

Liste des participants 158

Synthèse « *CC-Conf 2011* » – *Colloque académique* 165

# Hier, aujourd'hui, demain ?

## Les monnaies sociales et complémentaires en débat

### Une journée « Faire mouvement » : pour quoi faire ?

La Semaine internationale des MSC avait pour ambition de :

- démontrer la légitimité et la dynamique du thème dans le champ académique et faire en sorte que se retrouvent, en un même lieu et pour la première fois à cette échelle, le maximum de chercheurs et de praticiens internationaux. Le but : croiser et confronter leurs expériences, propositions, analyses, avis et besoins respectifs, en toutes transdisciplinarité et pluralité,

- montrer la diversité des points de vue défendus et des approches adoptées, des résultats obtenus et des attentes soulevées, la variété des acteurs investis, des architectures monétaires et des outils déployés dans le cadre des systèmes de MSC existants,

- faire émerger les lignes de force, de débats, de per- et de pro-spectives, les positions et enjeux propres à chacun, favoriser et stimuler le dialogue entre les participants et, ce faisant, ouvrir et alimenter un espace de visibilité commune (rompre les isolements, tisser des liens, démontrer la richesse et la solidité des acquis, identifier les leviers, les défis et les risques…),

- accréditer le sérieux et la rigueur des dispositifs de MSC, aider à la reconnaissance du thème et à la collaboration croisée entre chercheurs et acteurs de terrain,

- interpeller les acteurs institutionnels et particulièrement les collectivités locales, sur leurs rôles et responsabilités, sur les possibilités offertes par les dispositifs de MSC en termes de développement social, économique, culturel, territorial ainsi que les acteurs universitaires et plus largement les citoyens.

La journée Acteurs s'est ainsi voulue l'occasion de présentations, de bilans et de dialogues/débats entre porteurs de projets, gestionnaires de dispositifs, élus locaux, techniciens territoriaux, citoyens, artistes et institutions engagés dans l'action et/ou la réflexion autour de la mise en œuvre de MSC.

Locales, sociales, inter-entreprises, fléchées vers des comportements et modes de production et de consommation responsables, de crédit mutuel, sur base-temps ou gagées sur la monnaie nationale ou régionale, affectées, fondantes, les initiatives de monnaies complémentaires, dans leur diversité, avaient pris rendez-vous à Lyon pour « faire mouvement » ensemble. Et ainsi identifier des axes de visibilité et d'entraide communs autorisant les praticiens, à toutes leurs échelles d'action, à pénétrer l'opinion publique ainsi qu'à légitimer leurs dispositifs face à l'orthodoxie des acteurs institutionnels et/ou traditionnels du monde de la finance et de l'économie locale, nationale, régionale ou internationale.

Pour faire société autrement, oeuvrer au changement de cap, libérer l'information, les acteurs des MSC avaient choisi de se retrouver et de démontrer ensemble l'inventivité et la « créactivité » dont ils font preuve au quotidien. Car c'est plus souvent le montage alambiqué des dispositifs financiers internationaux favorisant la spéculation (et ses corollaires délétères) qui sont observés, commentés et loués par les circuits économiques et politiques dits « responsables ».

Ici, il s'agissait au contraire de faire reconnaître les MSC comme facteurs et catalyseurs de développement durable pérenne et de démontrer la nécessité d'investir dans ces alternatives et leur conférer, par là, une envergure nouvelle.

Mêler les porteurs de projets, les citoyens, les techniciens de collectivités locales et les politiques, les observateurs et chercheurs, les régulateurs et les législateurs, de manière transdisciplinaire et égalitaire, dans le cadre d'un espace neutre et ouvert, était un premier pas qui fut vécu par les participants comme un carrefour exceptionnel de témoignages riches de diversités et de perspectives pour l'avenir du mouvement et plus généralement des débats sociétaux contemporains.

## Une première internationale, une réussite revendiquée & des perspectives fécondes

L'assiduité remarquable des participants, dans une salle plénière comble jusqu'aux dernières minutes de la Semaine des MSC, la chaleur des applaudissements ayant retenti lors de sa clôture, les discussions prolongées dans les couloirs du siège de la communauté urbaine du Grand Lyon, accueillant les derniers débats, puis dans les rues de la ville par des groupes de participants, témoignent d'eux-mêmes de l'amplitude et de la qualité de l'élan ayant habité les journées de février 2011.

- Plus de 250 personnes en provenance des 5 continents, d'horizons, d'intérêts et de natures hétérogènes et néanmoins engagées, malgré sa dimension, dans le respect des procédures et attentions indispensables à la bonne marche de ce type d'événement,
- plus de 50 communications réalisées pendant le colloque académique sur l'ensemble de la typologie des MSC existantes (cf. synthèse du colloque réalisée par Jérôme Blanc),
- un effort d'interprétariat en 3 langues (français, anglais et espagnol),
- une rencontre grand public assurant la transition entre les volets académique et citoyen réunissant près de 150 personnes :

ces éléments chiffrés du bilan suffiraient à réjouir durablement des organisateurs.

Cependant, la réussite première qu'il nous paraît capital de dégager reste d'être parvenus à faire co-exister et respecter, notamment dans le temps de la journée acteurs et ce, de manière équilibrée, la parole de chaque type de MSC en dehors de toute considération de « réussite » ou d'excellence ou non des résultats quantitatifs ou qualitatifs, du « poids » institutionnel ou médiatique de tel ou tel dispositif.
Ainsi c'est la biodiversité des expériences qu'il s'agissait, avant tout, de souligner, de défendre, de promouvoir et, ce faisant, de fortifier et de projeter.

Le fort sentiment de décloisonnement, de rupture des isolements érigés faute de temps, de moyens et/ou de connaissances, est ainsi revenu souvent dans les propos des acteurs présents. Il atteste d'un réel besoin de disposer d'un espace offrant une ouverture revendiquée, et surtout appliquée, dans le respect des différences et en mesure d'intégrer avec souplesse les changements nécessaires à la poursuite des objectifs sur lesquels nous étions collectivement engagés en participant à la rencontre.

Des différents retours qui nous sont parvenus, il ressort que les journées ont permis à des dispositifs de se connecter avec des chercheurs et des praticiens ayant intérêt(s) à collaborer avec eux et vice-versa, originaires de pays ou de continents différents.

Les journées ont ainsi été l'occasion de :

- mettre en évidence des axes de réflexion communs minimums aux expériences et réseaux présents (fiscalité, dispositions juridiques et légales comparées, risques idéologiques et politiques, enjeux démocratiques, technologiques, de transformation des cultures et des consciences, de réappropriation de l'économie et de la finance, etc.),
- promouvoir diverses technologies, outils et organisations (logiciels, supports et techniques de communication, méthodologies de gestion et d'articulation, modes de gouvernance…).

Des défis pointés, des risques identifiés, des désirs de partage explorés, des différences affirmées, des débats pluriels, le tout sans exhaustivité à caractère définitif : le programme initial proposé aux participants par les organisateurs visait délibérément à ce que chacun se sente invité à aborder, en toute liberté, le spectre le plus large possible des questions posées aujourd'hui aux praticiens et acteurs accompagnant ou souhaitant appuyer, ou lancer, des projets de MSC.

Toutefois, il est à noter que le succès de l'initiative n'a pas été sans générer, par symétrie, une frustration inévitable des participants : une seule journée était dévolue à l'exploration de la parole des praticiens quand il en aurait probablement fallu *a minima* le double, afin d'autoriser une montée en charge des objectifs-réseaux à même de créer des débats de fond et d'enclencher possiblement sur des actions partagées, pleinement investies par des acteurs présents.
Mais compte-tenu des moyens limités, du calendrier chargé, de la relative méconnaissance des acteurs entre eux, les organisateurs avaient fait le choix d'un programme incluant un temps (organisé en amont) de présentation, nécessairement incompressible, de 12 dispositifs de MSC disposant de suffisamment de recul et/ou illustrant des spécificités à même de donner corps au propos et à l'ambition de la journée Acteurs dès son lancement : apprendre à se re-connaître avant tout.
Intention pleinement satisfaite grâce à la générosité, la disponibilité et la participation de tous à ces journées comme l'atteste la qualité des propos reproduits, et forcément préalable à une avancée significative dans la mise en place et la structuration de points de convergence « politiques » collectivement endossés et défendus, appelés de leurs vœux par certains participants.

Il est en effet apparu clairement et très rapidement, en amont et au cours de ces rencontres, que le temps était effectivement à une re-connaissance respective, et non encore à une structuration plus forte des points de convergences.
Une précipitation, même volontariste et de bonne foi, risquait d'altérer ou de dénaturer le processus nécessairement collectif d'une dynamique plus structurante.

La journée Acteurs fut donc un premier jalon : elle a mis en évidence l'importance et l'intérêt de promouvoir et accompagner toute dynamique oeuvrant au tissage de liens entre initiatives, dans une perspective d'entraide, de convergences et d'avancées collectives sur des problématiques communes, mais également de visibilité commune face à des objectifs et enjeux de transformation sociale partagés, et de constante innovation dans la réponse à ces enjeux.

Dans cette perspective, les journées étaient organisées de manière à permettre la production d'outils-ressources sous licence *creative commons (*vidéos, photos, entretiens), exploitables par tous dans l'avenir, profitant de la présence simultanée, exceptionnelle et en un même lieu, des variétés les plus représentatives de monnaies complémentaires recensées à ce jour.

La revue française *Territoires* et le magazine belge *Financités* ont ainsi été associés en amont afin de réaliser des hors-série faisant écho à l'événement en s'adressant à des publics spécifiques.
La revue *Silence* était également présente et a pu produire un dossier spécial dédié.
L'*International Journal of Community Currency Research*, revue internationale académique et fléchée MSC a également publié un premier numéro reprenant l'état de l'art des dispositifs de MSC et prévoit un prochain numéro relayant un certain nombre des communications présentées lors du colloque.
La Revue française de Socio-économie publiera au premier semestre 2012 un ensemble de communications issues du colloque académique et a lancé un appel à communications autour de la pluralité monétaire où l'on retrouvera probablement un certain nombre d'articles portant sur les MSC.
La SCOP La Péniche était chargée de filmer des entretiens présentant diverses expériences de MSC et de recueillir l'avis de chercheurs ou spécialistes éclairant certains de leurs aspects et caractéristiques.
*Fokus21*, association d'éducation populaire, a réalisé un portrait photographique de certains praticiens qui servent à illustrer les chapitres suivants du document présent et qui, sous forme de panorama, se font support d'exposition itinérante, sur commande d'acteurs intéressés pour sensibiliser divers publics sur les MSC.

L'ensemble de ces ressources ont été pensées pour capitaliser et assurer une continuité aux rencontres de février 2011 : elles sont aujourd'hui disponibles sur le site www.monnaiesendebat.org qui se propose de poursuivre les objectifs fixés lors de la journée Acteurs, et, en ce sens, de contribuer à « faire mouvement » :

- contribuer à diffuser le travail de chacun, l'actualisation des données, les outils créés par chaque réseau/initiative,
- rendre l'information disponible pour les médias, les politiques, les citoyens, les acteurs du changement, afin de permettre à chacun de les réutiliser, de se les réapproprier, d'échanger, de créer, d'innover/imaginer/expérimenter.
- contribuer à la mise en réseau des expériences, dans leur diversité et leur complémentarité, au travers de ce site et de rencontres à construire,
- appuyer la reconnaissance du thème des monnaies sociales et complémentaires, comme outils pour un développement humain, écologique, de justice sociale,

- construire une visibilité plus large autour de ce thème en rassemblant les informations et outils existants,
- favoriser l'interaction entre chercheurs et praticiens.

« Monnaies En Débat » se veut un espace mis à la disposition des initiatives de MSC et des acteurs intéressés pour provoquer la rencontre, l'échange, le débat et affirmer des mutations et des réalités en marche partout dans le monde, portées, traduites, inventées par des praticiens aussi divers que la société sait en produire.

## Ici et ailleurs, quoi de neuf depuis un an ?

Si de nombreuses questions sont restées en suspens et que d'autres sont apparues à l'issue des rencontres de février 2011, il est certain que la Semaine internationale des MSC aura permis de faire rayonner la thématique au-delà du cercle premier des « initiés » et de fluidifier les rouages de la médiatisation des expériences présentes et discutées à cette occasion.

Nous avons assisté à l'éclosion, à large échelle, d'une prise de conscience globale du renouveau nécessaire et l'émergence de changements profonds au travers en particulier :

- du mouvement des indignés et de celui d'« occupation » citoyenne des espaces publics ou emblématiques des dysfonctionnements de la sphère financière internationale (Wall Street + journée mondiale « Occupy » le 12 mai + appels divers comme celui sur l'audit citoyen de la dette),
- des printemps arabes et du formidable soulèvement motivé et porté par l'espoir de renouveau de peuples se trouvant jusque là sous le joug de régimes autoritaires (décembre 2010 et suites),
- aussi d'initiatives telles que les Bank Transfer Days (le 5 mai : mouvement citoyen appelant au transfert volontaire, par les particuliers, de leurs comptes bancaires enregistrés auprès de banques commerciales vers des banques coopératives, communautaires et de proximité),
- ou encore, au niveau intergouvernemental, des débats et négociations autour de l'adoption de taxes sur la finance internationale de type Taxe Tobin.

En concomitance, de nombreuses « nouvelles » thématiques et manières de vivre et de « faire société ensemble » ont commencé à apparaître dans les médias traditionnels et grands publics :

- réseaux d'Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP),
- habitat groupé,
- entrepreneurs sociaux,
- modèles coopératifs,
- revenu de base/universel,
- nouveaux potentiels offerts par les technologies de l'information et de la communication (TIC) et leurs logiciels et outils de mise en réseau dédiés, permettant des réductions de coûts de gestion et de développement des projets collaboratifs, etc.

La thématique des MSC s'est ainsi, elle aussi, trouvée subitement et régulièrement sous les feux de l'actualité au risque d'une « ivresse de la monnaie » (les MSC instrumentalisées et promues par les médias ou certains acteurs comme LA solution à tous les maux, en contradiction avec l'objet même des motifs et objectifs ayant présidé, suite à leur explosion et à leur effondrement pendant la crise des années 30, à leur renaissance au début des années 80, avec l'avènement des LETS au Canada et leur acmé momentanée avec les clubs de troc en Argentine en 2002, et aujourd'hui à leur diffusion progressive).
L'élément le plus marquant reste l'élan citoyen qui s'est emparé des MSC en multipliant les débats de proximité, en produisant des réseaux de circulation de l'information et de co-formation, et en lançant des monnaies locales ou projetant de le faire.

- Elus et politiques (à l'exemple, en France, des programmes d'Europe Ecologie, du Parti Chrétien Démocrate, courant de l'UMP porté par Christine Boutin, qui font explicitement référence à la mise en œuvre de monnaies complémentaires, et des thématiques débattues au sein des divers partis de gauche),
- intellectuels, économistes (atterrés ou moins),

- réseaux de banques coopératives ou solidaires (Nef, Crédit coopératif, Crédits municipaux), d'entrepreneurs (sociaux, coopératifs ou classiques) et d'associations (de l'économie solidaire, de solidarité, d'éducation populaire, de développement durable),
- médias (par exemple la Gazette des communes, le Hors-Série Politis, mais aussi Télérama etc.),
- artistes et grand public :

tous sont désormais susceptibles d'entendre ou de lire des informations sur les MSC et par là de s'investir dans la promotion et/ou l'intégration de tels dispositifs dans leurs programmes de développement.

Un an après l'événement, nul ne pourrait contester qu'une multiplication des initiatives de MSC a lieu aussi bien à l'échelle nationale française qu'à celle, européenne et internationale, dont les échos nous parviennent régulièrement tant par voix de presse qu'au travers des réseaux d'informations dédiés de mieux en mieux structurés.

Il en est ainsi :

- en France et en Belgique (monnaies locales complémentaires, SEL et Accorderies),
- en Allemagne et en Autriche (réseau Regiogeld),
- en Grèce (échanges de services et banques du temps),
- au Royaume-Uni (mouvement des villes en transition),
- en Italie, au Portugal et en Espagne (qui ont vus, tous deux, exploser leurs réseaux de banques du temps),
- en Amérique latine (législations et dispositifs favorables en Equateur, au Venezuela, au Brésil, en Uruguay),
- aux Etats-Unis/Canada (monnaies locales et banques du temps,, réseaux Barter qui continuent de se déployer),
- et dans une moindre mesure en Europe de l'Est, en Asie et en Afrique (à noter même un candidat à l'élection présidentielle sénégalaise, Abdourahmane Sarr, ancien fonctionnaire du FMI, qui a fait campagne sur la base d'un programme économique axé entièrement sur la mise en place et la promotion de MSC couplées à une décentralisation régionalisée du pouvoir, une première mondiale !).

De nombreux débats régionaux et/ou nationaux sont organisés par des réseaux spécialisés, des groupes de travail collaboratifs ou thématiques voient le jour (axés sur les aspects innovations sociales, économiques ou technologiques, démocratiques, paradigmatiques..), des films pédagogiques (courts ou longs, animés ou documentaires classiques, ciblés ou grand public), des manuels de vulgarisation, forcément imprécis mais révélateurs, des ouvrages spécialisés, des campagnes citoyennes relayées tant par les médias que le web, émergent et creusent le sillon de l'essaimage des connaissances, des enjeux et des pratiques (voir bibliographies et autres ressources existantes sur www.monnaiesendebat.org).

A noter que dans le cadre (français) des Etats généraux de l'économie sociale et solidaire, le Collectif Richesses a publié un Cahier d'espérance « Richesse et monnaies » complétant les contributions de divers réseaux de MSC (voir le site des Etats généraux) : le Cahier avait pour vocation notamment de connecter la thématique MSC aux questions des nouveaux indicateurs de richesse portées par le collectif FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesses), à l'exploration de passerelles avec des propositions issues de l'économie sociale et solidaire, et plus largement à la reconfiguration des valeurs et représentations sociales et culturelles des « richesses », préalable à toute « métamorphose » de nos sociétés.

- Des acteurs citoyens (réseaux de militants promouvant des démarches ascendantes de MSC, comme ceux réunis, au niveau français, autour du mouvement des monnaies locales complémentaires se réunissant chaque année lors de rencontres nationales – et dont la 5ème édition se tiendra à la fin du premier semestre 2012 à Mûrs-Erigné - ou, encore le réseau des Villes en Transition oeuvrant pour la résilience des territoires face au pic pétrolier),
- ou élus/institutionnels (élus locaux et collectivités territoriales - et le lancement réussi en France du Sol-Violette en mai 2011 et porté conjointement par la ville de Toulouse et un comité de collèges d'acteurs locaux en est un exemple motivant),

s'emparent de l'outil, l'adaptent et l'appliquent localement ou entament une réflexion sur la question (Nantes, Boulogne sur Mer, Pays de Brest, Lacs de l'Essonne, Région Rhône Alpes, pour les collectivités, Lyon, Pays Basque, Le Havre, Lannemezan, Montauban, etc. pour les citoyens).

Sur le terrain, les systèmes en place ont continué de se déployer, à leur rythme.
On observe des avancées significatives en termes :

- de « poussées » technologiques (paiement par téléphone portable, mises à jour ou émergence de logiciels de gestion de MSC, etc.)
- de couplage de MSC avec des dispositifs de microcrédit ou de capital-risque/fonds de garantie suivant l'exemple pionnier du Banco Palmas au Brésil (Chiemgauer en Allemagne et, dans un avenir proche, au sein de certaines monnaies locales complémentaires en France) ou encore promouvant des orientations durables plus marquées (objectifs environnementaux, réhabilitation de modes de consommation et de production soutenables : notamment au travers du mouvement des Villes en Transition).

Une avancée étonnante nous provient (encore une fois) d'Amérique du Sud avec les Etats regroupés au sein de l'ALBA (Alliance Bolivarienne de notre Amérique) qui ont déployé à titre expérimental une monnaie complémentaire régionale macro-économique à visée sociale et solidaire : le SUCRE (Système Unitaire de Compensation régionale) dont vous retrouverez en annexe une brève présentation et les premiers résultats chiffrés. L'un des nombreux intérêts de la formule adoptée est d'intégrer, dans la boucle des acteurs investis, les Banques Centrales des premiers pays utilisateurs. Une première là encore, même s'il reste à étudier de près les résultats (design, objectifs, potentiels de transformation, etc.) obtenus après 2 exercices consécutifs du SUCRE.

Une profusion de messages et d'initiatives qui promettent aussi bien :

- un « âge d'or » des MSC (investissement par des acteurs associatifs, de citoyens, d'entreprises, de collectivités et élargissement des thématiques et disciplines de recherches intéressées, médiatisation pertinente, innovations technologiques et/ou méthodologiques, intérêt des banques centrales d'Amérique du Sud)
- qu'un risque de dispersion des énergies,
- de survalorisation de certaines MSC plus facilement mises en place car déconnectées des enjeux sociaux locaux ou idéologiques/démocratiques,
- d'effet de mode conjoncturel (effet de crise, renouveau citoyen affaibli quand il ne se dote pas de bases structurelles pérennes)
- mais également de réactions conservatrices plus ou moins agressives des instances de régulation ou de lobby financiers face au rayonnement et à l'essaimage des dispositifs de MSC contrevenant aux logiques spéculatives traditionnelles mais également au monopole institué d'émission de la monnaie par les réseaux bancaires et les Etats (cf. « l'affaire » Bitcoin, monnaie virtuelle « libre » créée ex-nihilo sur le web, par le biais d'un protocole algorithmique et ayant atteint des cours à faire frémir le dollar et des sénateurs américains – mais pas seulement - ou la contestation, montée en épingle en Equateur, en mai 2011, de la légalité de l'UDIS, MSC locale, par la Superintendance des Banques équatoriennes dans un contexte législatif et politique pourtant nettement favorable).

Enfin il convient de souligner, à titre global, un investissement financier des pouvoirs publics et un soutien des acteurs de l'innovation ou de la recherche encore timides malgré des engagements locaux forts comme l'illustre le lancement du Sol-Violette par la ville de Toulouse ou le soutien ponctuel de certaines institutions et collectivités territoriales pour des projets locaux (logistique, animation, recherche, etc.).
Il serait dommageable que la reconnaissance de la thématique MSC, provoque, par manque de moyens dédiés, un goulot d'étranglement contreproductif en regard de l'épanouissement de ces dispositifs.
L'expansion, le saut d'échelle (y compris en terme de réplicabilité) des initiatives permettraient de crédibiliser (aux niveaux qualitatif et quantitatif), auprès du plus grand nombre, ce type de dispositifs complémentaires et de les rendre, ainsi, à terme, plus autonomes financièrement et moins dépendants aussi bien de ressources propres (bénévolat, volontarisme) qu'externes (subventions, dons). Ceci, sans pour autant saper les fondements de leur mise en place : (re)création de liens solidaires conscients et pérennes.
A la manière, plus généralement, des réseaux de l'économie solidaire qui souffre régulièrement du même manque de moyens, les systèmes de MSC sont en effet à même d'assurer un réel tournant dans la transformation des comportements, des politiques et des cultures économiques et financières, tant à l'échelle intime que collective, locale que nationale voire internationale.

L'heure a sonné, pour les acteurs du changement, de donner véritablement leurs chances aux monnaies sociales et complémentaires.

## *Réenchanter la monnaie :*
## quel avenir pour les monnaies sociales et complémentaires ?

« Il n'y a qu'un seul pouvoir vraiment organisé, celui de l'argent »
Jean Jaurès

Rassembler pour peser, construire pour durer, diversifier pour intégrer et transformer : ces mots d'ordre qualifient précisément à la fois les défis et la situation « à la croisée des chemins » face et dans lesquels se retrouvent les MSC, catalyseurs de mutations écologiques et solidaires, de renforcement des économies locales et de démocratisation/réappropriation citoyenne de l'économie et de la finance.

Les MSC sont des leviers pour la transformation des politiques, de l'imaginaire, des consciences, des cultures, des orientations, engagements et responsabilités envers les générations présentes et futures, aussi bien pour les citoyens et acteurs de la société civile que pour les élus, institutions publiques ou privées et acteurs économiques.

A la fois pierres de touche et angulaires de nouveaux choix de sociétés appelés par les métamorphoses de l'anthropocène à l'âge contemporain, requises par les urgences multiples qui se manifestent à nous de manière de plus en plus pressante et violente (changements climatiques, inégalités croissantes, pressions sur les ressources naturelles, migrations liées aux conflits et catastrophes écologiques, alimentaires, économiques…), les MSC sont porteuses de modèles politiques quant aux soubassements économiques et financiers des démocraties contemporaines.
Mais le passage en force de l'économie réelle à l'économie spéculative au cours du XXe siècle a érodé le potentiel de mobilisation des populations et consacré le pouvoir des experts dans la décision publique. Or, si les MSC peuvent constituer des leviers de transformation, elles ne sauraient relever seules le défi de la transformation et de la structuration pour la société de demain.
Ainsi agir en complémentarité des autres mouvements et acteurs sociaux, économiques et culturels, provoquer le croisement, la transdisciplinarité et la conjonction avec d'autres courants de pensées et manifestations du changement portées par des mouvements démocratiques et citoyens, doit être une priorité investie par les praticiens de MSC au risque, sinon, de voir les efforts déployés depuis le début des années 80 être anéantis par les réflexes conservateurs des lobbies, institutions publiques ou privées et des inconscients collectifs.

Les dispositifs de monnaies complémentaires les plus emblématiques (parce que « rassurants » du fait qu'ils disposent de suffisamment de recul, de résultats quantitatifs « probants » ou d'appuis puissants et/ou inédits) engagés, respectivement :

- en France (Sol-Violette depuis mai 2011, notamment, grâce au co-portage financier et politique par la ville de Toulouse),
- en Suisse (le WIR depuis 1934, employé par 1 PME sur 5),
- en Allemagne (le Chiemgauer, expérience qui fait référence au sein du réseau des Regiogeld)
- ou au Brésil (Réseau des banques communautaires de développement type Banco Palmas depuis 1998 dont l'expansion progressive et son ancrage citoyen lui assurent une relative bienveillance des institutions aujourd'hui après des relations nettement plus tendues),

témoignent chacun du fait qu'expérimenter, défricher, essaimer, ouvrir, dialoguer pour enrichir davantage les techniques et technologies, les compétences sociales, sans pour autant perdre de vue les objectifs et enjeux de la solidarité et locale et globale, s'affirme comme le chantier à poursuivre dans l'avenir pour « changer les échanges » et, par là, les modèles de nos sociétés.

- Réaffirmer la monnaie comme bien commun, non comme finalité mais bien comme support de transaction aux valeurs réinvesties de réciprocité, de partage au sein d'une « société de citoyens-associés »,
- défricher des champs relativement nouveaux (alliance MSC et microcrédit) ou davantage prospectifs (comme le couplage avec un revenu universel ou inconditionnel d'existence, des MSC gagées sur des ressources naturelles ou énergétiques),
- se connecter avec des réseaux d'éducation populaire et d'économie solidaire afin d'accroître les prises de consciences transformatrices,
- investir le champ législatif et juridique (afin de renforcer l'assise des dispositifs) :

autant d'enjeux, de défis qui appellent à s'organiser, à dialoguer, à prendre le temps, à durer et à ne pas se laisser glisser trop facilement dans l'agitation, en répondant aux sirènes de « l'innovation » à tout crin, là où il s'agit plus simplement de réapprendre tous ensemble à se servir de l'outil avec raison.
Cela suppose de se concentrer sur la construction attentive des dispositifs en veillant à l'exercice réfléchi d'une démocratie participative ou directe et respectueuse des besoins réels des territoires et des acteurs à la fois porteurs, cibles et garants de la légitimité des projets mis en œuvre.

Cette construction appelle à la redéfinition, à l'adaptation et/ou (ré)investissement collectif dans les outils déjà existants et performants (techniques ou méthodologiques) pour leur conférer toute leur dimension afin qu'ils nourrissent de nouveaux élans, qu'ils viennent en appui aux nouvelles mobilisations, en leur permettant d'éviter les dispersions inutiles et donc fédérer en faisceaux organisés pour passer à l'action. L'exploration des possibles repose souvent sur un subtil équilibre entre agrégat de ce qui précède, libération des imaginaires et, dans un processus continu d'animation des dynamiques, une réappropriation permanente des dispositifs par les acteurs.

Aux praticiens des MSC aujourd'hui de déployer cet effort pleinement, pour installer durablement les MSC dans le paysage social, économique, politique et culturel des citoyens et des institutions.

Il nous paraît également primordial de poursuivre nos actions en lien étroit avec les chercheurs et laboratoires universitaires. Ceux-ci apportent, par leurs travaux, non seulement une prise de recul souvent bénéfique pour l'action, mais aussi la crédibilité scientifique à même de faire fléchir les réflexes protectionnistes et conservateurs infondés au regard des promesses offertes par les dispositifs de MSC.
Les acteurs, pour leur part, contribuent par leur expertise citoyenne, au plus près des besoins, des enjeux, des solutions imaginées dans les territoires, et viennent réinterroger la recherche, dans une dynamique de recherche-action engagée vers les nécessaires transformations sociales. Se tenant, par là, dans le cadre d'analyse d'Edgar Morin qui, face au constat formulé dans la revue Terra Eco « Nous avançons comme des somnambules vers la catastrophe », réaffirme que « Des forces de résistance se manifestent effectivement. ».

A ce titre, nous espérons pouvoir redéployer un espace de dialogue semblable à ces journées de Lyon à compter de 2013, en persévérant dans la mixité et la pluralité des participants : chercheurs, associations, citoyens, élus, techniciens, artistes, collectivités, institutions, entreprises… tous réunis, une nouvelle fois, pour « faire mouvement ».

# « Faire Mouvement » Programme

## 9h - Accueil

## 9h30 - Ouverture – Plénière

Mots de bienvenue

### Rappel des objectifs de la journée :

1/ Libérer l'information
Contribuer à la mise en réseau des expériences et à la création d'outils communs d'entraide et de solidarité, regrouper l'information dans un centre de ressources partagé et œuvrer à diffuser le travail de chacun, l'actualisation des données, les outils créés par chaque réseau/pratique.

2/ Faire mouvement
Les praticiens des MSC sont tous plus ou moins confrontés à de mêmes résistances (collectives, lobbyistes, orthodoxie, (re)connaissance, légalité, etc.), et ce, à différentes échelles (de territoire, d'action, de moyens, etc.).
Par ailleurs ces différentes initiatives reposent chacune sur des architectures monétaires distinctes car chaque fois adaptées au contexte qui les a vues naître et donc se sont fixé des objectifs différents, des focus différents (efficience économique, conscientisation, solidarité/social, consommation durable...) or il ne s'agit pas pour nous de promouvoir tel ou tel design ou de choisir telle ou telle orientation, mais, à ce stade des développements que connaissent les réseaux de MSC, il nous a paru important, compte tenu des échanges avec les uns et les autres, de chercher à faire corps à travers un système d'entraide entre les différents « courants », en termes de reconnaissance, d'appui et de visibilité.
L'objectif principal étant de faire reconnaître le thème des monnaies sociales et complémentaires au travers d'une alliance entre les différentes initiatives et mouvements, pour que l'information sur les MSC et ces initiatives soit disponible pour les médias, les politiques, les citoyens, les acteurs du changement.
Et de permettre par là à chacun de les réutiliser, de se les réapproprier, d'échanger, de créer, d'innover/imaginer/expérimenter.

Il ne s'agit pas de mettre en concurrence des méthodes/approches/designs mais de faire mouvement en étant visibles ensemble et principalement en faisant circuler l'information par des canaux collectifs en rassemblant les outils existant, en leur conférant une visibilité et une dynamique nouvelles.

3/ Favoriser l'interaction entre chercheurs et praticiens
Parce que la reconnaissance académique apporte du crédit aux opérations de MSC en plus de favoriser la vision critique des démarches engagées et donc de dresser un panorama nuancé de l'existant, de réaliser une mise en relief référencée, partagée.

## Collaborer dans la diversité :
Focus sur quelques expériences internationales et françaises déjà à l'oeuvre

12 expériences

Transition Town currencies – United Kingdom/International Network
Palmas System - Brésil
CES - Afrique du Sud
Regiogeld - Allemagne
Talent - Autriche
Accorderie – Québec
Nu-Spaarpas - Pays-Bas
C3 – Brésil/Uruguay
RES – Belgique
Trois expériences françaises : Les SEL, Les Abeilles et SOL Grenoble

*Ces intervenants ont présenté rapidement un bilan de leur expérience et soulevé les questions qui se posent à eux pour l'avenir afin d'ouvrir les débats.*
*Pour ce faire, ils ont répondu à 5 questions :*

*- l'état des lieux de l'expérience*
*- quel type de MSC a été choisi ? Quand a-t-elle été lancée ? Quels acteurs ont aidé ? le public et le territoire visés, l'échelle atteinte, l(es)' impact(s)*
*- les (principaux) résultats, les leviers et les obstacles identifiés, rencontrés, à venir*
*- les besoins et les futurs projets (objectifs à court, moyen et long termes)*
*- les outils utilisés, ceux sur lesquels l'acteur réfléchit pour aller plus loin (information/communication, gestion, etc.)*

## 12h30 - 14h15 : Buffet

## 14h30 - Ateliers thématiques
Durée : 1h30 chacun

## Ateliers transversaux : mise en œuvre des initiatives (éléments-clés du fonctionnement)

### 1/ Quelle monnaie, pour quels objectifs, et avec quels outils ?

Architecture monétaire & outils :

Quel type de monnaie pour quel type de projet ? Quelle est la nature de la monnaie (monnaie de crédit mutuel, monnaie gagée sur la monnaie officielle...) ? Y-a-t-il création monétaire ? Qui émet cette monnaie ? Quelle régulation ?

Quels supports, pourquoi ?

Plateforme de gestion des échanges / des comptes / suivi des transactions

Autres outils TIC employés

### 2/ Un monnaie pour qui, avec qui ?

Comment articuler la monnaie avec les individus et avec le système ? Comment est-elle appropriée et portée « plus ou moins » collectivement ?

Education populaire, communauté d'acteurs, gouvernance, (y compris en travaillant sur le cadre légal/local) :

Information/communication vers les médias et les populations

Comment prendre en compte les intérêts particuliers de chaque acteur et comment construire un intérêt commun ?

Cadre légal, juridique, fiscalité des monnaies complémentaires

Intégration dans les programmes publics locaux.

Gouvernance - Qui est le porteur du projet et de la monnaie et comment se construit sa légitimité?

## Ateliers sur les Enjeux – et comment les monnaies y répondent, leviers /obstacles

### 3/ S'intégrer ? Transformer ?

Comment la monnaie complémentaire s'intègre-t-elle dans un projet politique (pour le territoire), et comment peut-elle être un levier de transformation ?

Comment la monnaie transforme ? ce qu'elle transforme, comment, pourquoi – quels objectifs ?

Effets macro-économiques/sociaux des monnaies complémentaires (inflation, « croissance » emploi, ...)

Quelle dimension sociale du projet de monnaie complémentaire ? Quelle implication des populations à faibles ressources ?

Promotion de démarches environnementales responsables (développement local, consommation durable, etc...), innovations (techniques, systémiques, sociales, etc.).

### 4/ Structurer ? Renforcer ? Développer ?

Comment démultiplier, renforcer les capacités, atteindre un saut qualitatif et quantitatif ?

Replicabilité, sauts d'échelle.

Mise en réseau (acteurs, échelles de territoire, etc.)

Articulation de la monnaie complémentaire avec d'autres modalités d'intervention ou systèmes (microcrédit – politiques publiques...)

## Ateliers « libres » de partage d'expériences.

## 16h - Synthèse entre rapporteurs

« *Récréation* » pour les acteurs

## 16h30 - Plénière de conclusion

Durée : 1h30

Objectif : mise en perspective des discussions et suites à donner à la journée et sur l'avenir possible d'une mise en réseau internationale (outils de communication/information, prochaines étapes, calendrier, etc.).

Premier temps de rapport des groupes

Puis débat sur les suites possibles à donner au mouvement :

Nous avons ouvert un espace de dialogue, soulevé un certain nombre de points, centres d'intérêt communs, commencé (ou continué) à échanger, ….
Le rapport des groupes pointe en quelque sorte notre agenda commun d'intérêt, de travail collectif

-- Les questions qui se posent à nous :

Est-il intéressant de faire en sorte que cet espace ouvert par la journée se déploie de manière plus régulière dans un lieu virtuel d'échange d'expériences et entraide entre les groupes ?

Est-il pertinent de trouver un mode d'articulation entre les différents lieux, centres de ressources déjà existants ? Car l'information sur les systèmes / initiatives existe mais est éparpillée sans visibilité notamment au niveau du grand public et des institutions.

-- la création d'un réseau d'information et de circulation de l'information, de mutualisation / entraide sur les questions/obstacles à dépasser mais aussi de visibilité des initiatives de MSC, dans leur diversité mais aussi dans leur « réalité » (cela existe ailleurs, cela fonctionne comme cela…..) , se mettre en réseau pour peser ensemble.
Il s'agirait de créer de l'information réutilisable par/pour chacun, dans la mise en œuvre de son initiative, mais aussi dans la « justification » de celle -ci
+ Idéalement des rencontres régulières permettant de mettre en avant les expériences.

-- Quels outils met-on en place ?
Alimenter par les questions / rapports des ateliers : qu'est ce qu'il serait intéressant de mettre en place pour continuer à échanger sur tel ou tel point, avoir de la visibilité collective sur tel ou tel point ?

## 18h - Fin de la Rencontre « Acteurs des MSC/Faire Mouvement »

# Synthèse des débats

# Mots de bienvenue

## Ouverture I

Dounia Besson - vice-Présidente de la Communauté Urbaine de Lyon, à l'économie, à l'attractivité au rayonnement, à l'insertion, à l'emploi et à l'économie sociale et solidaire.

Tout d'abord, bienvenue.
Je suis vice-présidente à l'insertion, l'emploi et l'économie solidaire au sein du pôle « rayonnement et attractivité», et j'en suis ravie parce que l'insertion et l'économie solidaire ne sont plus à la marge au Grand Lyon.

Je tiens à dire que je suis très heureuse de vous accueillir ici, au Grand Lyon, pour deux raisons : tout d'abord, vous avez ici représentées 58 communes, et je le souligne parce que nous avons toute une histoire, sur notre territoire, liée à l'économie sociale et solidaire.
Je souhaitais aussi rappeler que le Grand Lyon, aujourd'hui, depuis le début du mandat et même avant, dispose d'une réelle politique en matière d'économie sociale et solidaire : nous l'insérons dans une logique de développement d'activité économique, cohérente avec les politiques d'habitat, de cohésion sociale, de développement urbain et de participation citoyenne.
Et pour ce faire, nous avons mis en place un portage politique fort avec un vice-président au développement économique qui coordonne ces politiques, avec moi-même qui ai en charge l'économie solidaire et avec un conseiller communautaire qui a en charge l'économie sociale.

Ce portage politique fort s'illustre aussi par une gouvernance avec six vice-présidents, qui permet d'irriguer toutes les politiques du Grand Lyon en matière d'habitat et, c'est ce que je rappelais, de cohésion sociale.
Aujourd'hui, l'enjeu est véritablement d'irriguer toutes ces politiques dans le sens du développement durable de notre agglomération. Irriguer l'ESS au sein des politiques publiques du Grand Lyon, c'est animer et également écoconstruire avec les acteurs.
Trois ateliers thématiques permanents fonctionnent ainsi tout au long de l'année, avec les têtes de réseaux de l'économie sociale et solidaire.
Notre objectif est d'installer également un mode de gouvernance au niveau des conférences des Maires sur l'économie sociale et solidaire, car nous avons la chance d'avoir, sur notre territoire, des communes qui expérimentent l'ESS et, je considère qu'à un moment donné, l'expérimentation ne suffit plus et qu'elle doit concrètement s'incarner en politiques de droit commun.

Je tiens également à rappeler que notre partenaire sur ces politiques est la région et je souhaite saluer la présence de Cyril Kretzschmar, qui ouvre ici la conférence avec moi, dans le cadre du contrat d'agglomération.

Les points clés du plan d'action, les axes prioritaires que nous nous sommes fixés, sont l'entrepreunariat, l'habitat coopératif, et « connaître et faire connaître ».
L'entrepreunariat, au sein de «Lyon, Ville de l'entrepreunariat» (puisque nous disposons de ce label au niveau de l'agglomération) c'est tout d'abord professionnaliser et accompagner les acteurs de l'économie sociale et solidaire, flécher et favoriser la reprise, la retransmission d'entreprises vers les salariés, et dans les quartiers en politique de la ville, de flécher vers l'entrepreunariat social. Car aujourd'hui, il est important d'y réfléchir et de le mettre en pratique concrètement.

L'habitat coopératif, c'est également trois objectifs prioritaires : expérimenter de nouveaux modes de production de logements, dans le neuf comme dans l'ancien, afin de favoriser la mixité sociale sur notre territoire du Grand Lyon ; favoriser les initiatives citoyennes qui répondent aux enjeux du développement durable ; et enfin, produire du logement social, (nous avons d'ailleurs fait une étude d'habitat, mais qui n'est pas coopératif, autour de faitières).

Et, pour tout cela : « connaître et faire connaître ! ».
Ainsi aujourd'hui, le soutien du Grand Lyon à cet événement, est réalisé dans cet esprit, connaître et faire connaître, et rendre visible et lisible l'économie sociale et solidaire.
Nous souhaitons également mettre en place un observatoire de l'économie sociale et solidaire sur lequel nous allons travailler dans le courant de cette année avec la CRESS.

Je vais conclure rapidement, et dire qu'aujourd'hui, cet événement reçoit un écho très favorable sur nos territoires. Je parlais d'expérimentation mais j'espère et j'appelle de mes voeux, que ce genre d'actions présentées ici rentre dans le droit commun.
Dans cette période de crise, nous nous questionnons et je tiens à rappeler que forts de nos politiques en matière d'économie sociale et solidaire, qui sont complètement intégrées au développement économique, il est important, comme ici, de donner un signal fort aux citoyens de nos territoires.

Je tiens aussi à revenir sur les monnaies complémentaires et solidaires. En effet, en 2008, nous avions lancé une réflexion sur la mise en place expérimentale de la monnaie SOL, à l'instar de Grenoble, mais les moyens nécessaires à la mise en œuvre par rapport aux résultats produits à l'époque, n'avaient pas permis de donner suite à ce projet.
Mais je souhaite qu'à la fin du mandat nous y arriverons et j'espère que ces échanges et les échanges que vous aurez tout au long de la journée, et que vous avez eus précédemment durant les deux journées académiques, autour de ces monnaies alternatives, seront porteurs d'espoir et de projets concrets.

Je vous remercie.

## Ouverture II

Cyril Kretzschmar - Conseiller régional Rhône-Alpes, délégué à la nouvelle économie, aux nouveaux emplois, à l'artisanat et à l'économie sociale et solidaire.

Je suis très heureux de revoir un certain nombre d'entre vous, présents au colloque académique d'hier et d'avant-hier, de retrouver d'autres personnes que je connais bien et de découvrir aussi des personnes qui nous rejoignent ce matin dans cette belle salle du Grand Lyon.
Merci à Dounia Besson, à l'ensemble de l'équipe du Grand Lyon : Alain Blum et sa collègue Madame Gilotte, de nous accueillir aussi bien, comme très souvent.
Nous essaierons de faire aussi bien lorsque nous serons installés à Confluence, qui accueillera le nouveau siège de la région censé ouvrir dans très peu de temps et que nous aurons l'occasion de vous y accueillir une prochaine fois.

Je remercie également, l'ensemble des initiateurs de la journée Jérôme Blanc et Marie Fare du Laboratoire Triangle de l'Université Lyon 2, David Vallat de l'Université Lyon 2, Carlos de Freitas de l'Institut Palmas Europe, Célina Whitaker du CEDAL et Mariana Cristache et Florence Martin de la CRESS Rhône Alpes.

Nous sommes un certain nombre de la région à participer à la fois au colloque et à cette journée « acteurs ». Ma collègue Marie-Odile Novelli, Vice-Présidente du Conseil Régional, déléguée aux solidarités, à la politique de la ville, à l'habitat et au foncier sera là une bonne partie de la journée ; Olivier Pastor a participé à l'ensemble du colloque et Michel Wilson, Conseiller Technique sur les questions de développement durable au cabinet du Président de la Région Rhône-Alpes, nous a rejoint. Ils sont à votre disposition pour échanger sur ce que nous attendons en tant que région, et pourquoi nous sommes partenaire de cette journée particulièrement, comme de l'ensemble de la démarche de cette première Semaine des Monnaies Sociales et Complémentaires.

Ce qu'il me paraît intéressant aujourd'hui de souligner, c'est ici l'articulation à l'oeuvre entre ces deux précédents jours de colloque académique international et cette journée « Acteurs » qui réunissent, on peut le dire, la fine fleur des spécialistes et praticiens de monnaies locales, sociales et complémentaires, partout dans le monde. Il s'agit du premier colloque international de cette envergure et il est d'ores et déjà une véritable réussite en matière de mobilisation universitaire, de qualité des échanges, et de diversité des profils d'expériences et de porteurs de projets de monnaies locales, sociales et complémentaires présentés ici.

La plupart des porteurs de projets rhône-alpins sont ainsi présents dans la salle et j'en suis heureux.
Un certain nombre de porteurs de projets français, européens et au-delà (latino-américains, nord-américains et asiatiques), sont également réunis avec nous et je crois que c'est une première mondiale qu'il faut saluer très chaudement.
D'autant qu'au-delà de l'échange universitaire (donc intellectuel, théorique), l'enjeu de ce matin (et Carlos et Célina vont clairement le rappeler pour démarrer notre travail) est l'échange de pratiques. Et c'est là, pour nous, tout le sens de notre engagement sur ce travail de rencontre des acteurs : ce sont bien les territoires et les acteurs des territoires, qui portent l'économie du territoire, le développement et le développement humain. Et notamment par la mobilisation des outils financiers.
Avec les monnaies complémentaires, nous est offerte la possibilité d'imaginer que la finance ne soit pas un objet extérieur à toute politique mais bien le vecteur d'une politique. Et pour la région Rhône-Alpes, les monnaies locales et plus globalement l'ensemble des outils financiers mobilisés au service de la solidarité et du développement humain, sont des outils d'adaptation et de transformation de l'économie.
C'est pour cela que notre projet politique s'appuie sur le soutien au développement des monnaies complémentaires.

A ce titre, le travail que vous déployez aujourd'hui dans vos projets, est l'élément de base qui nous permettra, petit à petit, d'avancer sur une véritable politique publique en matière de transformation des outils financiers au service du développement.

En deux mots, la Région attend principalement deux choses de cette journée.
La première, c'est l'émergence d'un réel réseau d'acteurs régionaux. Il y a entre une demi-douzaine et une dizaine de projets de monnaie complémentaire en Rhône-Alpes : il s'agit là vraiment d'une dynamique intéressante. Cela doit être, je crois, la région où l'on retrouve la plus forte densité de projets de monnaie sociale et complémentaire.

Nous sommes donc très sensibles à l'idée de permettre un échange de pratiques entre ces différents projets, ainsi que des complémentarités dans les expérimentations. Il n'y a en effet pas qu'une façon d'expérimenter une démarche monétaire, elles sont nombreuses et diverses, liées, chacune, à des spécificités territoriales et au profil des projets des communautés qui se saisissent de cette question.
Pouvoir réaliser des comparaisons, un benchmarking des expériences, et tirer les meilleures leçons de l'expérience des uns et des autres est une opportunité qui permet aujourd'hui au réseau régional de se nourrir des pratiques du réseau international, qui est aujourd'hui, à la fois celui des universitaires qui travaillent sur le sujet (qui sont en bonne partie présents ici), mais aussi des praticiens, qu'ils soient européens, latino-américains, nord-américains, asiatiques ou africains. Nous avons là une occasion unique de créer des liens, d'échanger des cartes, nos adresses internet, pour aller chercher l'information qui nous manque sur tel ou tel point, l'élément d'exemplarité qui fait défaut, le soutien technique, le réseau, l'expérience etc.

Le deuxième point est que vous puissiez, par ces échanges, nous préciser, à nous Région, ce que vous attendez des collectivités territoriales (je me permets de parler au nom collectif de l'ensemble des collectivités, que ce soit les communes, les inter-communalités, les départements, les régions. En France, on est riche de collectivités, il y a quatre niveaux, bientôt cinq et même six !).

Nous sommes intéressés par ce sujet, mais en interrogation aussi par rapport au rôle que nous pourrions jouer là-dedans. Entre l'émergence de projets locaux qui se développent et la mise en place de structures relativement pyramidales qui vont du haut vers le bas, il nous paraît possible d'inventer autre chose dans l'articulation entre les expériences de terrain et les outils mutualisés, à l'échelle des bassins de vie, des régions, des états ou des continents.

Je finirai là-dessus en vous souhaitant vraiment une très belle journée.
Merci.

*** Actualisation Octobre 2011 ***

La Région Rhône Alpes a inscrit dans son plan de mandat 2010-2014 le soutien au développement des monnaies complémentaires.

Le premier levier est l'aide apportée aux porteurs de projets de monnaies locales sur les territoires (aide financière au démarrage, aide à l'ingénierie).

Le deuxième levier est l'appui à l'échange et à la capitalisation d'expérience, tel le colloque universitaire et lajournée Acteurs de février 2011.

Le troisième volet est la création d'un ou plusieurs outils régionaux à l'étude en cette fin d'année 2011 : garantie, compensation, introduction d'une part monnaie complémentaire dans des services régionaux...

La réflexion est ouverte et doit permettre d'alimenter le projet de la Région et de ses partenaires autour de la transition vers une économie plus humaine.

# Collaborer dans la diversité

## Focus sur quelques expériences internationales et françaises déjà à l'oeuvre

(cc) pascal NK1 / fokus 21

**Pascale CARON,** ancienne Directrice de l'Accorderie de Québec.
Fondée en 2002 au Canada, cette 1ère Accorderie compte en 2011 un peu plus de 2000 membres répartis dans plusieurs quartiers de la ville.
Chaque **Accordeur met à la disposition des autres ses compétences et son savoir-faire sous la forme d'offre de services proposée via le web.**
Un service d'**achat groupé** et de **micro-crédit** a aussi été développé.
Depuis, ce système a essaimé au Canada et arrive en France.
Plus d'infos : www.accorderie.ca

## L'Accorderie, Québec - Canada

http://www.accorderie.ca/
http://www.accorderie.fr/

Pascale Caron & Joël Lebosse– co-fondateurs de l'Accorderie

### Qu'est-ce que l'Accorderie ?

L'Accorderie est née à la fin des années 90 dans la ville de Québec, à l'initiative de deux acteurs institutionnels : la Caisse d'Economie Solidaire Desjardins (où j'étais employée et qui est une coopérative financière entièrement dédiée au financement de l'économie sociale et solidaire), et la Fondation Saint Roch, qui est une petite fondation oeuvrant à l'échelle du quartier Saint Roch.
Le quartier Saint Roch est une poche de pauvreté dans Québec, un quartier où la Fondation se préoccupait essentiellement de sécurité alimentaire.
La Caisse, elle, s'occupait de réaliser des micro-crédits et n'était plus capable de répondre à la demande, parce que le nombre et le montant des prêts à réaliser devenaient de plus en plus importants.
Les deux organisations se connaissant, à l'initiative de deux, trois personnes, dont Joël Lebosse, ces deux organismes ont commencé à réfléchir sur la manière d'agir ensemble ainsi que sur le type d'organisme qu'elles pourraient mettre en place pour répondre à ces deux besoins.

Très vite, on s'est aperçu que si l'on faisait juste du micro-crédit d'un côté ou de la sécurité alimentaire de l'autre, on ne faisait que, comme on dit au Québec, mettre « un emplâtre sur une jambe de bois » : ça ne changerait rien à la situation.
Très vite est donc arrivée l'idée de mettre en place un réseau d'échange de services. Ce réseau d'échange de services s'est basé sur une monnaie sociale : le temps, avec comme principe fondateur, « une heure de service rendu vaut une heure de service reçu ».
Nous nous sommes dit que par ce biais il ne s'agissait pas de reconnaître les diplômes des personnes mais de reconnaître plutôt leur savoir-faire naturel, leur contribution sociale et que l'on faisait en sorte que la contribution sociale de chaque citoyen et citoyenne soit la même pour tous.

Sur cette base, s'est construit un réseau d'échange de services sur trois types d'échange : individuels , collectifs (d'une ou plusieurs personnes vers le groupe) et associatifs (de l'individu vers l'Accorderie pour assurer son fonctionnement et celui des programmes développés).
Pour vous donner un exemple, figurez-vous que tous les 30 juin à Québec, on participe tous à un grand jeu québécois qui est de déménager : tous les baux s'arrêtent en effet au 30 juin ! Essayer de trouver un déménageur le 1er juillet, c'est juste impossible ! L'une des offres de services les plus importantes de l'Accorderie est donc l'aide au déménagement.

Peu à peu s'est constitué ce réseau d'échange de services : ses deux membres fondateurs ont embauché une première personne puis ont « recruté » des membres dans ce que l'on appelle les « organismes du milieu », c'est-à-dire tous les organismes communautaires, les associations qui gravitent autour de l'accompagnement des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou financières.
Et c'est ainsi que l'Accorderie a démarré officiellement en juin 2002, avec une trentaine de personnes, qui ont proposé des offres de services.
En décembre 2010, on comptait 900 membres accordeurs actifs à Québec (qui est une ville de 500 000 habitants) échangeant des offres de service. Au fil des 9 années d'exercice de l'Accorderie, on compte 1 600 personnes qui sont passées dans notre base de données. Et aujourd'hui, à chaque conseil d'administration, 50 nouveaux membres s'ajoutent à ce chiffre !

Nous avons développé trois types de services : échange-temps individuel, échange-temps collectif, qui étaient à la base du système, puis un micro-crédit solidaire grâce à un fonds de prêt mis à disposition de l'Accorderie et qui opère des petits prêts à la consommation à ses membres, qui, spontanément se sont appelés des « accordeurs ».

### Comment l'échange micro-crédit solidaire fonctionne ?

Un comité de prêt est formé de gens qui analysent la demande et qui formulent ensuite un avis auprès du conseil d'administration. Il y a 21 membres dans le comité de prêt.
Ces membres reçoivent des heures pour le temps qu'ils passent à analyser des dossiers.

La personne qui fait une demande de prêt à l'Accorderie bénéficie d'un taux préférentiel très très bas mais doit, en contrepartie, donner 6 heures de son temps. Cela constitue la base de l'échange.

Nous avons également mis en place des échanges associatifs, c'est-à-dire que l'Accorderie fait appel à ses membres pour rendre un certain nombre de services.
Par exemple, nous avons des postiers ambulants, pour les membres qui n'ont pas internet : le postier distribue des courriers de l'Accorderie et reçoit en échange des heures.

Ce système d'échange de services s'est donc monté comme ça, tranquillement avec aujourd'hui 900 membres, 760 offres de service à l'Accorderie de Québec qui couvrent tous les domaines. Si vous êtes intéressés, vous pouvez vous rendre sur le site : www.accorderie.ca et lire notre histoire.

Sur la question du territoire :
On ne pratique des échanges que sur des territoires limités. Très vite, il nous est apparu important et intéressant de travailler sur la base de la proximité.

Quels sont les publics qui utilisent cette monnaie ?
Je vous ai dit qu'au départ, l'Accorderie est née dans un quartier pauvre : l'intention des deux membres fondateurs était clairement de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, mais tout en faisant de la mixité sociale. Aujourd'hui ce qui est très important et une des bases du succès de l'Accorderie, c'est que sur l'ensemble des membres, il y en a à peu près 70 % qui sont des gens à faibles ou très faibles revenus, mais il y en a également 30 % qui sont des gens avec des revenus beaucoup plus importants.

Je ne vous l'ai pas cité, mais nous avons lancé un groupe d'achat qui compte aujourd'hui plus de 400 000 dollars/300 000 euros d'achats de nourriture réalisés en commun, permettant ainsi à des gens qui vivent à partir de l'équivalent du RSA d'avoir accès à des produits biologiques et équitables à moindre coût.
Pour la petite histoire, il faut savoir que, dans les membres de l'Accorderie de Québec, on retrouve des gens du Club Rotary : alors quand vous placez ensemble des gens du Club Rotary avec des gens qui ont l'équivalent du RSA, cela donne des discussions assez intéressantes et des rencontres très très intéressantes en termes de lien social.
La mixité est la force de l'Accorderie.

Les outils développés
Evidemment, lorsqu'on arrive à 900 membres, il faut mettre en place un certain nombre d'outils de gestion comme un site internet, mais également, avec l'aide d'acteurs publics, nous avons fait développer un système informatique.
Aujourd'hui la banque de temps de l'Accorderie est gérée sur informatique avec un espace membres sur internet : chaque accordeur a un code d'accès, va sur internet, consulte les offres, appelle l'accordeur qui offre le service et peut consulter son relevé de banque de temps à tout moment.
Cela a constitué un pas très important : vous imaginez qu'en ce moment, au Québec, il doit faire - 20°, le système ethernet est donc très utilisé. On s'est d'ailleurs aperçu que malgré les faibles revenus de nos accordeurs, 80 % d'entre eux étaient branchés sur internet. On a donc très vite développé des outils ad hoc pour permettre de faciliter les échanges.

La réplication du système
Le succès de l'Accorderie de Québec a entraîné la mise en place d'un réseau d'Accorderies qui en compte aujourd'hui cinq existantes, deux potentielles sans compter de nombreuses autres demandes.
Pour fonctionner au mieux, ce réseau a mis en place une « convention de franchise sociale ».
Pourquoi un cadre juridique ? Pour garder les fondements mêmes de l'Accorderie.
Quand on dit que c'est un organisme qui lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale par la mixité sociale, par le lien social, par une monnaie sociale qu'est le temps, il est quand même certains principes fondateurs que l'on ne peut laisser dériver n'importe comment.

La convention de franchise sociale fixe donc la charte en tant que telle des Accorderies, en disant «attention, vous devez adhérer à la charte» et elle fixe les territoires. A Montréal, qui compte 2,5 millions d'habitants, il y a actuellement deux Accorderies et une troisième potentielle.
Lorsque je vous donne des chiffres, rappelez-vous que le Québec est un territoire très étendu mais qui ne compte que 7,5 millions d'habitants, il faut donc donner toute leur dimension à ces chiffres lorsqu'on les compare à l'échelle de la France. Ainsi quand je vous parle de 1 600 accordeurs sur la ville de Québec ou 5 Accorderies sur le Québec...
On a voulu mettre en place cette convention de franchise sociale pour vraiment ne pas laisser dériver le concept mais ceci dit, chaque Accorderie s'adapte à son territoire. Quand une Accorderie s'installe à

Montréal, dans ce que l'on nomme le Montréal nord, qui serait l'équivalent de vos banlieues dites difficiles, ils ont adapté ce concept à leur réalité. S'il n'est, à chaque fois, pas exactement comme dans la ville de Québec, les nouvelles accorderies doivent adhérer aux principes de la charte.

Spontanément, au fil des 9 années de l'Accorderie, se sont installées aussi des foires d'échange de services qui sont nées à l'initiative même des accordeurs. En effet pour échanger, il faut que les gens se connaissent. Pour ce faire, les Accorderies disposent de salles qui leur sont dédiées et qui souvent s'appellent « les salles des accordeurs », où peuvent se réaliser différentes activités. Comment cela se passe-t-il ? Concrètement, vous venez, vous vous présentez aux autres en disant «et bien, moi, j'échange telle ou telle chose», les gens se connaissant, l'échange se fait plus facilement.

L'Accorderie de Québec a fait des petits au Québec, mais elle va faire aussi des petits en France.
La fondation MACIF, partenaire de la Caisse Desjardins, nous a rendu visite. Très intéressée par le concept, elle a décidé de le développer en France, et actuellement, est en train de se conclure une entente entre le réseau québécois et la MACIF pour que tous les transferts d'outils se fassent en France, aussi bien le manuel d'opération pour ouvrir une Accorderie que toute la structure informatique.
Tout ceci va être transféré en France et deux expérimentations vont être lancées : l'une dans le XIXème arrondissement de Paris et l'autre à Chambéry. Et l'on espère qu'elles feront des petits !

Si l'on parle de réseau international, et bien voici qu'il y a déjà un premier réseau d'Accorderies France-Québec qui va peut-être se mettre en place, et l'on peut espérer que ce réseau va se démultiplier dans d'autres pays, mais également, peut-être, faire mouvement avec les autres monnaies sociales et complémentaires.

CC pascal NK1 / fokus 21

**Sandra MAGALAHES** présente **le Palmas,** monnaie locale basée sur le **crédit à la production (en reais) et à la consommation (en palmas)** et émise par la Banque Palmas dans une favella de Fortaleza au Brésil. Monnaie imprimée sous forme de billets, basée sur la parité avec le réal. **Quarante-six banques communautaires ont vu le jour sur ce modèle.** Les habitants gèrent en 2009 une enveloppe de près de 2 millions de réais ! Plus d'infos : www.banquepalmas.fr et le livre *Viva Favela !* par Joaquim Melo, avec Elodie Bécu et Carlos de Freitas

## Institut Palmas – Brésil

www.bancopalmas.org.br
www.banquepalmas.fr
institutopalmas.weebly.com/

Sandra Magalhaes – Coordinatrice des Projets

Je suis la coordinatrice Projets de l'institut Palmas, qui se trouve dans la région Nordeste du Brésil.
Depuis 1998, nous avons développé un projet cherchant à générer de la solidarité et de l'emploi dans une communauté très pauvre de la cinquième plus grande ville du Brésil, Fortaleza, où j'habite.

### La création du Palmas

Pour vous placer dans le contexte, la monnaie sociale et notre expérience sont étroitement liées à une initiative lancée par l'association des habitants du Conjunto Palmeiras (ASMOCONP) un quartier de Fortaleza et qui s'appelle la « Banque Palmas ». Cette initiative de banque communautaire avait pour but de réorganiser l'économie locale, avec, comme piliers principaux : le micro-crédit et la monnaie sociale.

Pour ce qui concerne la monnaie sociale, nous avons commencé avec les clubs de troc, à partir de l'expérience de l'Argentine, mais au cours du développement du projet, nous avons identifié certaines des limites de cette expérience, et, nous avons donc commencé à réfléchir...
Les personnes pouvaient échanger des produits toutes les semaines, dans un club de troc, mais l'impact était limité en regard de la satisfaction des besoins de la population locale. Etait-il possible de transformer tout le quartier en un grand club de troc ? A partir de cette idée et avec un soutien de la Fondation Strohalm, nous avons développé un processus de « monnaie sociale circulante locale », que nous portons depuis 2002.

### Les caractéristiques et les résultats des monnaies sociales circulantes locales brésiliennes

Cette monnaie, le Palmas, a un caractère très spécifique : elle est indexée sur le réal, la monnaie brésilienne, et est reliée au fonds de crédit de la banque communautaire. L'émission de cette monnaie est faite par la Banque Palmas, au travers d'un système de contrôle social très large sur la base d'un forum local, chargé, toutes les semaines, de réaliser le contrôle social de tout le système, le FECOL.

Le premier défi a tout d'abord été principalement de convaincre la population qui ne croyait pas qu'un morceau de papier pouvait être échangé et se transformer ensuite en réal, et le deuxième était de convaincre la Banque Centrale du Brésil, qui s'est d'abord opposée à ce système (allant jusqu'à nous poursuivre en justice sous le prétexte d'émission de fausse monnaie).

Le système a rencontré un grand succès dans l'ensemble du quartier des Palmeiras : les gens ont découvert qu'ils pouvaient faire des emprunts en réal et en palmas, les crédits en monnaie sociale n'ayant pas de taux d'intérêt. En sus, environ 270 commerçants acceptent aujourd'hui la monnaie sociale dans cette communauté de 32 000 habitants et accordent des réductions aux personnes achetant en monnaie sociale.

Tout ce processus a également connu un succès économique significatif. En 2002, nous avons commencé avec 3 000 palmas, et nous en avons actuellement 46 000 en circulation quotidienne. Nous ne savons pas exactement combien de fois le Palmas circule dans le quartier mais nous savons qu'il a une circulation très rapide.
Les commerçants qui acceptent le Palmas, peuvent ensuite le changer en réal auprès de la Banque Palmas, s'ils en ont besoin pour pouvoir renouveler leurs stocks en achetant des produits en dehors du quartier, ce qui a permis de donner une grande crédibilité à tout le système.
Cela a également développé un sentiment d'empowerment très fort au sein du quartier et permis ainsi de poursuivre toutes les luttes et les développements de la communauté.

Aujourd'hui, à partir de l'expérience de la Banque Palmas, nous avons développé au Brésil, un réseau de 70 banques communautaires, chacune avec sa propre monnaie.

Tout le processus de construction de la monnaie sociale est très intéressant. Nous avons développé un processus réel de déconstruction de tout ce qui nous a été enseigné par l'économie traditionnelle, c'est-à-dire notamment que la monnaie peut appartenir aux habitants, à leur histoire.

Et tout cela apparaît sur la monnaie en étant figuré par des dessins choisis par les habitants parce que dans les territoires où sont implantées les banques communautaires, il y a un processus d'exclusion de la population très important que, par ce biais, nous participons à réduire fortement.

## L'actualité

A présent nous en sommes arrivés au point d'expansion de ce modèle au Brésil, avec l'aide du Ministère du Travail et de l'Emploi qui soutient un processus de création de plus de 43 nouvelles banques communautaires avec de la monnaie sociale.

Avec la Banque Centrale, nous avons aujourd'hui de bons rapports, une relation de respect et un accord de coopération qui a été signé entre la Banque Centrale du Brésil et le Ministère du Travail et de l'Emploi, par l'intermédiaire du Secrétariat National à l'Economie Solidaire, pour réfléchir et mettre en place un cadre réglementaire régulant la mise en place des monnaies sociales.
Nous coopérons également avec des municipalités et des régions qui instaurent des lois locales pour soutenir les différentes banques qui s'implantent sur leurs territoires avec la monnaie sociale.

## Un réseau international des expériences de monnaies sociales et complémentaires ?

Sur la question de la création d'un réseau international, nous sommes disposés à participer et nous pensons que c'est réellement primordial. Un bon nombre d'entre nous, participons à de nombreux forums mondiaux, qui sont des espaces très importants pour continuer à échanger et continuer à apprendre les uns des autres. Et je pense que sur ce sujet, cela va vraiment nous aider dans nos pays, nos localités, pour continuer à avancer.

Je pense que ce qui est le plus important est : comment cet instrument peut changer la vie des gens ? Comment peut-il avoir un résultat concret ? Je pense que c'est le défi le plus important, nous pouvons continuer à nous rencontrer mais si nous n'avons pas, sur le terrain, un résultat concret pour la vie des gens, je pense que c'est un échec.
C'est ainsi que nous nous positionnons à l'Institut Palmas : continuer à avancer au Brésil avec la disposition de la nouvelle Présidente pour éliminer la pauvreté extrême, faire partie de ce réseau ici et aider à construire celui-ci.

(cc) pascal NIK1 / fokus 21

**CES Exchanges in South Africa**

+ Close

| # | Exchange Name (click to register) | Place | Province/State | Currency Name | Symbol |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Cape Town Talent Exchange | Cape Town | Western Cape | Talent | T |
| 2 | Durban Talent Exchange | Durban | KwaZulu-Natal | Talent | T |
| 3 | East London Community Exchange | East London | Eastern Cape | Talent | T |
| 4 | Garden Route Talent Exchange | George | Western Cape | Talent | T |
| 5 | Greyton Community Exchange | Cape Town | Western Cape | Talent | T |
| 6 | Heidelberg (WC) Community Exchange | Heidelberg | Western Cape | Talent | T |
| 7 | Helderberg Talent Exchange | Somerset West | Western Cape | Talent | T |
| 8 | Johannesburg Talent Exchange | Johannesburg | Gauteng | Talent | T |

**Liezl Lambrecht COETZEE** (University of Stellenbosch, South Africa)
présente **les CES (Community Exchange System)**
systèmes de type crédit-mutuel fonctionnant via internet ou le téléphone.
A l'ouverture d'un compte, on reçoit 5000 **Talents**
ainsi qu'une limite maximum en débit
Plus d'infos : www.ces.org

## Community Exchange System (CES) – Afrique du Sud
www.ces.org.za/

Tim Jenkin - Coordinateur

Je suis le designer, le programmeur et le développeur du système d'échange communautaire : le CES.

### Comment est né le CES ?
J'ai toujours été activiste politique et donc, j'ai été fortement impliqué dans la lutte contre l'apartheid pendant les années 80, et lorsque le Congrès africain est arrivé au pouvoir en 1994, et lorsque Nelson Mandela en est devenu le président, je m'attendais à ce qu'il y ait de très grands changements en Afrique du Sud.

Mais au bout de quelques années, je me suis rendu compte que, finalement, il y avait très peu de choses qui changeaient, que la situation était quasiment la même qu'auparavant. Et je me suis également rendu compte que si la lutte politique était partie intégrante de la lutte générale, les pouvoirs économiques, eux, restaient entre les mains des blancs en Afrique du Sud, et même si quelques changements avaient lieu à la marge, au final, le pays et le système restaient les mêmes.

A cette époque, en creusant un peu certaines notions, je me suis rendu compte que le système économique n'est absolument pas soutenable parce que la logique est dérivée d'un système expansionniste sur le plan monétaire. J'ai compris alors que nous serions en mesure de créer un système économique durable qu'à la condition de changer la logique sous-jacente du système d'échange.

Je pense que le CES, ou quelque chose de ce type, à l'avenir, nous permettra de créer les fondations pour mettre en place une logique d'économie basée sur la communauté qui soit soutenable et capable de survivre dans des conditions de décroissance, conditions qui vont forcément advenir avec le *peak oil* et puisque nous allons manquer de plus en plus de ressources naturelles.

### Comment fonctionne le CES ?
Le design et la mise en place des monnaies complémentaires est quelque chose de très important pour nous. Le CES n'est pas un programme en tant que tel, il s'agit essentiellement d'un service web, d'un service intégré (un petit peu comme Facebook ou Gmail) : vous pouvez vous enregistrer, et commencer à utiliser le système tout de suite.
Vous pouvez l'utiliser en tant qu'administrateur d'un groupe existant, un groupe de LETS (Local Exchange Trading Systems) n'importe où dans le monde par exemple ; vous pouvez vous enregistrer en moins d'une journée et commencer à utiliser les fonctionnalités et les systèmes mis à disposition.
Pour les utilisateurs, il est un système online de gestion de comptes, mais il est également une « place de marché » ou un centre commercial en ligne, et peut être utilisé comme réseau social.

Cela veut donc dire que n'importe qui peut démarrer un groupe d'échange, dans son voisinage si aucun groupe d'échange n'existe. Si vous disposez d'un existant (une banque de temps ou un groupe LETS) quelque part dans le monde, vous pouvez tout simplement «poser votre candidature» et utiliser les possibilités du site. Et si vous voyez qu'il y a un groupe dans votre quartier, vous pouvez commencer à utiliser ce système pour communiquer avec votre groupe.
Nous utilisons un logiciel spécifique pour la comptabilité qui fonctionne très bien pour les banques de temps, pour les systèmes d'échange, de troc, pour les monnaies sociales et les différents systèmes hybrides.
Nous proposons également des possibilités pour que vous puissiez créer des monnaies virtuelles adossées sur la monnaie nationale : cela fonctionne comme les monnaies papier dont nous avons entendu parler, simplement ici, on utilise des modes de paiement électroniques.

### L'expansion du système
Le CES a démarré en 2002, en tant que groupe d'échange indépendant, au Cap, en Afrique du Sud, mais très rapidement, le réseau est devenu national et présent un peu partout en Afrique du Sud. Il commence à être connu également dans le monde. Dans les années qui ont suivi, le système est devenu très répandu en Australie, en Nouvelle-Zélande, où chaque groupe de LETS du pays a rejoint le CES.

A ce jour, 23 % des échanges totaux du réseau ont lieu en Australie, ensuite, vous avez les Etats-Unis avec 20 % des échanges, l'Afrique du Sud est en troisième position et puis vous avez l'Espagne et la Finlande.

### Les différents acteurs et partenaires nous ont aidé à mettre en place tout ce système.

Le CES a démarré en tant que partenariat avec le South African New Economics Network mais cette organisation s'est effondrée au bout de quelques années et en 2008, nous nous sommes enregistrés en tant qu'organisation autonome à but non lucratif.
Tout est aujourd'hui financé à travers la monnaie sociale que nous gérons. Nous préférons être autonomes par rapport à des financements extérieurs que nous trouvons périlleux. En effet, par le passé, les financements reçus au travers du partenariat avec le New Economics Network devaient servir à mettre en place des projets périphériques.
A l'époque, le but était d'implanter le CES dans les Townships qui disposent d'une pénétration Internet très basse et de proposer aux habitants d'utiliser les monnaies sociales.
Il s'agissait de créer de petites banques dans des Townships fonctionnant avec le CES mais sur le modèle des banques conventionnelles : les habitants pouvaient utiliser des chèques CES papier pour leurs échanges et ensuite venir nous voir dans la banque pour rentrer les données sur leurs comptes CES. On avait également décidé de permettre aux gens de faire, par exemple, de la publicité pour les services qu'ils proposaient au travers de ces bureaux. Mais une fois que les financements ont été coupés, nous avons dû fermer ces mini-banques et beaucoup de personnes n'ont plus bénéficié des services du CES.
C'est pour cela que depuis, nous avons toujours essayer d'éviter le financement exogène.

### Quel est le territoire couvert ?

Nous n'avons pas véritablement de territoire ou plutôt notre territoire est le monde entier, parce que le CES constitue un réseau global de groupes d'échange. Chacun de ces groupes est 100 % indépendant de tout autre réseau, chacun a ses propres règles, ses propres conditions d'utilisation, et comme je l'ai déjà précisé, dans certains cas, ce sont des groupes de CES, certains sont des banques de temps, il y a aussi des groupes de troc, tout un tas de systèmes. A l'heure actuelle, nous avons 274 groupes d'échange un peu partout dans le monde, dans 34 pays différents. D'autres attendent, qui voudraient rejoindre le réseau et au total, nous avons quelque chose comme 20 500 utilisateurs enregistrés. Ce ne sont pas forcément tous des utilisateurs actifs, mais cela correspond au nombre de personnes enregistrées dans le système à l'heure actuelle.

L'une des caractéristiques clé du CES c'est le système d'échange et d'inter-échange : n'importe qui dans le monde peut échanger avec n'importe qui d'autre dans le monde. Bien sûr, les biens locaux ne peuvent pas être échangés, je ne peux pas demander un massage à quelqu'un en Australie si je suis en Afrique du Sud, néanmoins, s'il y a quelqu'un qui propose, par exemple, de concevoir un site web ou de faire du design dans un domaine donné, ou si quelqu'un qui propose de traduire des documents, je peux signer un accord avec n'importe qui, partout dans le monde, pour que le travail soit réalisé.
L'un de mes collègues a voyagé partout en Australie et en Nouvelle Zélande, et a été nourri et hébergé, et tout un tas d'autres choses, grâce à la monnaie sociale : il a donc pu tout financer et payer grâce au crédit qu'il a acquis localement et régler ses dépenses, là-bas, en Australie.

### Comment fonctionne le CES ?

Souvent les gens nous demandent : « comment est-ce que cela fonctionne ? Est-ce que vous avez un taux de change pour toutes ces monnaies locales ? Et comment pouvez-vous faire pour prendre l'argent dans une communauté et aller dépenser cet l'argent dans une autre communauté ?».
La réponse est que nous utilisons un système de membres virtuels.
Par exemple, un membre donné, un être humain, a un compte dans chaque système. Donc, imaginons que j'habite au Cap, si je souhaite vendre quelque chose à un habitant de Sydney en Australie, je ne vends pas directement à l'acheteur, je vends à cet utilisateur virtuel, qui est un «intermédiaire». C'est comme si la personne avait un compte dans tous les systèmes, donc l'argent ne quitte pas *littéralement* le groupe. Ensuite, vous avez cet utilisateur virtuel qui, comme un véritable être humain, traverse le pont et vend le bien en question à l'acheteur, et cela veut dire que les chiffres restent à l'intérieur du système d'échange à distance.

Il nous a fallu beaucoup de temps pour mettre en place ce système mais c'est un système simple et cela nous permet de fonctionner, d'échanger la monnaie locale de façon très efficace.
Chaque groupe a donc sa propre comptabilité et aucune monnaie ne peut véritablement quitter un groupe pour aller vers un autre. Les taux de conversion sont appliqués automatiquement, parce qu'à l'intérieur du système c'est toujours le vendeur qui démarre la transaction. Pour beaucoup de personnes, ceci est contre-intuitif, parce qu'habituellement on s'imagine que c'est l'acheteur qui donne l'argent au vendeur, mais dans notre système, on ne peut pas véritablement payer. Tout ce que l'on fait, c'est enregistrer la transaction, et

dans ce cadre, il est préférable que ce soit le vendeur qui le fasse. Peu importe les taux de change, le vendeur sait tout simplement quel est le prix, le prix est entré dans le système et le système effectue les conversions.

Pour vous donner une idée de la taille, le taux de croissance du système est contre-cyclique. Lorsque nous avons démarré en 2008, nous avions 8 nouveaux groupes d'échange, les années suivantes, nous en avons eu 6, 4, et puis 15, et en 2008, tout à coup, nous en avons eu 44, en 2009 61 et l'année dernière 110 groupes de plus ont rejoint le système d'échange communautaire. Et nous espérons aujourd'hui que ce chiffre va encore doubler, mais bien sûr cela dépend de l'économie mondiale.

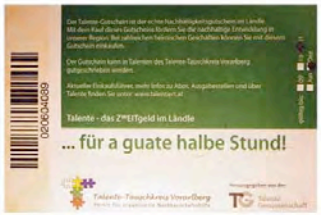
## Quels besoins pour l'avenir ?

Je sautes quelques points pour aller à l'essentiel : le logiciel CES n'est pas dans le domaine public, puisque nous ne le proposons pas vraiment en tant que logiciel, nous proposons plutôt un service web, mais nous sommes en train de développer une nouvelle version et cette nouvelle version sera rendue publique, ainsi, les programmateurs un peu partout dans le monde pourront nous aider à développer le système.

## Un réseau international ?

Comme je l'ai dit, le CES est déjà un réseau international et bien sûr, nous aimerions grandir. Nous sommes donc en train de développer une sorte de système de passerelles, où les systèmes très éloignés pourront profiter de ces passerelles, parce que, comme je l'ai dit, chaque système a ses propres protocoles, qui ne peuvent pas forcément communiquer avec les autres protocoles.
C'est comme si nous avions tous des langues différentes : moi je parle en anglais et vous, vous parlez français et pour se comprendre il faut un traducteur ou un interprète. Nous allons donc mettre en place une sorte de mécanisme de traduction qui permettra de traduire les transactions d'une langue à l'autre pour que nous puissions tous communiquer de façon efficace.
Ainsi, nous pourrons créer des liens entre toutes ces banques de temps qui sont très éloignées les unes des autres, en France et en Papouasie Nouvelle Guinée, par exemple.
Et oui, bien sûr, nous sommes ravis de participer à chaque fois à de grands projets internationaux.
Nous voulons que nos principes deviennent des principes que d'autres puissent mettre en oeuvre à leur tour.

© pascal NK1 / fokus 21




**Rolf SCHILLING** présente **le Tauschkreis (monnaie de talent)**
C'est une monnaie locale mixte (à vocation sociale et économique), **destinée à stopper le déclin de l'économie rurale** autrichienne : "Vivre et acheter à Langenegg ! Utilisez vos talents"
Elle est basée sur la parité avec l'euro, favorise la fidélisation par des remises, et applique un taux de change vers l'euro versé au profit d'un projet municipal.
Plus d'infos : www.talentiert.at

## Talent, Autriche
www.talentiert.at/

Rolf Schilling – Responsable Réseau

Je suis responsable du travail de mise en réseau pour tous les échanges en rapport au système de monnaie complémentaire Talent, dans l'état du Vorarlberg qui se situe en Autriche, à l'ouest du pays.

### Vue d'ensemble du système Talent

A l'heure actuelle, notre système de LETS recense 750 comptes au total, ce qui signifie que nous disposons d'environ 2 000 personnes dans le Vorarlberg (donc 0,5 % de la population) utilisant ce système pour leurs échanges à hauteur d'environ 25 000 heures par an.
Par ailleurs, 35 à 40 % des échanges ne sont pas comptabilisés dans le cadre du système, du fait des relations de long terme existant entre différents membres qui se fichent désormais du retour sur investissement de leur temps échangé.

Ce système d'échange-temps est organisé de la manière suivante : nous disposons de 9 petites régions ; chaque territoire met en place des référents locaux (« personnes-contact ») chargés de développer des relations avec les autorités municipales et les associations locales, afin de s'impliquer dans leurs activités.

Au Vorarlberg, nous bénéficions également d'un système de monnaie régionale mis en place en 2008.
Plus d'un million d'équivalent-euros circule par an, et nous estimons que 20 % d'échanges sont réalisés en plus en transactions cash, ce qui rend plus difficile les évaluations : de manière générale, nous déclarons une circulation d'environ 1,2 millions d'équivalent-euros au total par an.
Par ailleurs, certaines municipalités acceptent le règlement des impôts locaux en monnaie sociale jusqu'à 75 % des montants dus. Trois régions du Vorarlberg bénéficient de cette possibilité.

Une autre caractéristique de notre système est notre banque du temps.
Il s'agit d'un système transgénérationnel (de compensation temps avec épargne des crédits temps entre les générations) que nous avons étendu à partir d'un projet-pilote réalisé dans la région de Leiblachtal.
Nous avons réussi à impliquer le gouvernement national afin de garantir que ce système perdurera dans les prochaines décennies.

En 2010, nous avons également démarré un système de LETS dédié à la jeunesse avec un potentiel de 11 000 participants environ âgés de 12 à 20 ans. L'objectif est de mettre en place un LETS, et que tous ses participants le deviennent de façon durable pour ensuite intégrer le premier cercle LETS créé en 1996. Nous avons encore une fois invité le gouvernement national à nous aider en finançant le programme sur le plan régional.

### Comment fonctionne le Talent ?

Nous avons démarré la monnaie LETS en 1996.
Comme indiqué, le Talent est un système LETS de compensation basé sur le temps : 100 talents correspondent à une heure.

Aujourd'hui, 130 entreprises participent au système en utilisant le Talent comme monnaie complémentaire sur la base d'un taux de change : 1 euro = 11,5 talents.
Le système par coupons (monnaie régionale depuis 2008) est indexé sur l'euro : ces bons peuvent être changé en Talent sans taxe mais uniquement dans ce sens, cela n'est pas réversible.
Pour le change des coupons vers l'euro, est réalisé le prélèvement d'une taxe de 3 à 10%.

Le système de LETS est parfaitement autonome financièrement donc indépendant.
La monnaie régionale par coupons reçoit des financements de l'Union Européenne (EFRE) et nous avons un projet INTERREG avec des partenaires suisses et allemands.

Une étude sur le système de monnaie complémentaire du Voralberg a permis d'établir que si ce système de Talent est très connu (50 % de la population locale sait que le Talent existe) seulement 1 personne sur 100 a recours à cette opportunité : on a donc là un grand potentiel de développement et d'amélioration du système pour les années à venir.

### Objectifs à court et long terme

Notre projet à court terme est de déployer des circuits économiques locaux basés sur la monnaie complémentaire, en commençant avec les entreprises locales puis régionales, pour augmenter la circulation des Talents. A plus long terme, nous espérons que cette monnaie complémentaire sera acceptée comme deuxième système monétaire dans l'Etat du Vorarlberg. C'est-à-dire en complémentarité avec l'euro mais pas à la place de l'euro.

### Outil utilisé

Nous utilisons le programme Cyclos depuis 3 ans pour gérer la monnaie LETS et la monnaie coupon.

### La gouvernance du système ?

L'objectif du processus de décision est de parvenir à des réponses par consensus. Nous disposons d'un bureau constitué de 25 personnes qui prennent des décisions par recours au « bon sens de père de famille ».
Autrement dit, si une personne n'est pas d'accord avec les autres, leur travail est de toujours s'assurer que cette personne soit convaincue et qu'elle change d'avis pour trouver un accord avec les autres.

Nos interlocuteurs nous interrogent souvent sur la manière dont nous sommes structurés et organisés et l'on répond toujours qu'il ne s'agit pas d'un système du haut vers le bas (top-down), mais que l'on essaie toujours de commencer par un système bottom-up, depuis la « base ».
Cela fait maintenant 15 ans que l'on développe le système ensemble, avec la communauté, afin de trouver celui qui sert au mieux ses intérêts. Nous recherchons avant tout un processus de démocratie par la base pour garantir la pérennité et le succès de nos projets.

### Fiscalité en monnaie sociale

Une municipalité acceptant une monnaie LETS ou bien une monnaie coupon en règlement de taxes ou d'impôts locaux a de nombreuses opportunités pour écouler la monnaie complémentaire : au travers des relations avec les associations locales dont le financement de partenariats sur des projets spécifiques, en réalisant des achats ciblés auprès d'entreprises locales également.
Cette année, trois régions du Voralberg expérimentent cette possibilité et les habitants découvrent son fonctionnement en même temps que la collectivité locale.
Cette démarche permet d'injecter davantage de monnaie complémentaire dans le système. Cela existe depuis 2010 et les volumes n'arrêtent pas de croître.

# Regiogeld - Allemagne
www.regiogeld.de

Ludwig Schuster – Représentant du Regiogeld

Avant d'aborder les « regiogeld » (monnaies régionales) actuelles, je vais revenir un peu sur l'historique des premières monnaies régionales en Allemagne.
La première monnaie complémentaire à émerger en Allemagne après la seconde guerre mondiale est née à Thüringer en 1998 : elle s'appelait le Phénix , mais a disparu peu de temps après.
La deuxième, le Roland, est née à Brême en 2002, monnaie indexée sur l'euro et toujours en exercice.
Depuis ce moment-là, de plus en plus d'expérimentation avec la monnaie complémentaire ont eu lieu, la plus connue restant le Chiemgauer lancée en 2003 et qui fonctionne le mieux jusqu'ici.
On a ensuite « copié » le système partout en Allemagne, afin de l'exporter au Royaume-Uni, en France et vers d'autres pays et villes d'Europe.

## Un exemple : le Chiemgauer en chiffres

Aujourd'hui 582 000 chiemgauers sont en circulation, presque 600 entreprises participent au réseau, plus de 3 000 utilisateurs ou membres sont recensés.
Depuis 2010, le Chiemgauer a développé un nouveau champ d'action de micro-crédit délivré soit en chiemgauer soit en euro soit par combinaison des deux, avec différents critères appliqués.
Presque 500 000 euros ont été prêtés en micro-crédits, un tiers ayant été prêté en chiemgauer.
Depuis son existence, le Chiemgauer a pu lever 165 000 euros de dons pour les associations locales, ce qui, d'après une étude, constitue un élément fort de promotion du système auprès des habitants qui participent au réseau.

## Le réseau Regiogeld

Il existe différents types de Regiogeld qui suivent d'autres règles que celles du Chiemgauer.
En même temps que le modèle Chiemgauer indexé sur l'euro, les gens ont en effet commencé à concevoir des monnaies basées sur un système d'échange-temps, ou sur un système de crédit qui n'est pas échangeable en euros. Ils ont appelé ça aussi « Regiogeld ».
Cette dernière approche était surtout concentrée sur des régions structurellement faibles, comme la « zone de rouille » (comme on l'appelle dans l'est de l'Allemagne). En dehors de l'idéalisme de certains qui voulaient réformer les systèmes monétaires, les motivations étaient claires. Dans ces régions, les gens avaient si peu d'argent qu'il leur a paru évident de créer plus de liquidités pour les faire circuler dans la région, et éviter ainsi l'exode forcé.
Il y a eu des essais pour combiner ces deux modèles avec différents taux de réussite.
Il faut savoir également que des systèmes d'échange locaux (LETS) ne sont pas systématiquement inclus sous le titre Regiogeld parce que ces systèmes ne se voient pas comme étant des systèmes « monétaires ». C'est une question idéologique que nous devons encore résoudre.

En 2006, l'association Regiogeld a été fondée à partir du réseau de monnaies complémentaires assez peu structuré de l'époque. L'objectif était de proposer aux médias, aux politiques, aux citoyens, une seule adresse, un seul guichet où les gens pouvaient se rendre pour recevoir l'information pertinente et parler avec un seul interlocuteur, comme un seul mouvement, pour plus d'impact et d'attention. Une autre idée-force était de fournir aux activistes, théoriciens et praticiens, une plate-forme pour partager leurs idées et connaissances.
En 2008, ce terme de Regiogeld a été repris jusque dans les dictionnaires allemands.

Pour les chiffres globaux, il est difficile de vous donner des chiffres fiables, parce que de nombreuses initiatives ne collectent pas ou très peu les données : ce qui suit est donc approximatif.
On compte 2 500 à 3 000 entreprises travaillant avec le Regiogeld.
900 000 d'équivalents-euros circulent à présent dont deux tiers des Regiogelds sont indexés sur l'euro contre un tiers qui ne l'est pas.
Je n'ai pas de chiffres concernant les participants.

Le Regiogeld recense 30 initiatives qui émettent des monnaies complémentaires : 19 adossées à l'euro, 7 non échangeables et les autres combinant les deux d'une façon ou d'une autre.
Les systèmes de micro-crédit sont présents dans au moins trois initiatives du type chiemgauer.
Comme Hugo Godschalk l'a indiqué lors du colloque académique, seulement 55% des monnaies régionales en Allemagne intègrent le concept de demurrage (monnaie fondante) à leur système.

## L'évolution des Regiogeld

On constate une tendance dans certaines initiatives à fusionner les périmètres d'action et à consolider des systèmes plus amples en partageant les infrastructures.

Trois monnaies complémentaires ont ainsi fusionné leurs systèmes : le Urstromtaler démarré en 2004, avec 120 entreprises ; le Sterntaler commencé récemment en 2010 avec 30 entreprises ; le Havelblute commencé en 2006 avec 80 entreprises pour l'instant. Ils ont combiné leurs systèmes pour les fondre en un seul avec pour résultat 250 entreprises présentes dans le réseau et l'équivalent de 50 000 euros en circulation.
Le motif principal de ces fusions est d'abord de fournir un marché d'opportunités plus vastes et une plus grande diversité des produits pour rendre ce système plus attractif pour tous les participants.
La deuxième raison est de créer des synergies et de gagner en efficacité interne, surtout concernant le travail administratif.
Troisièmement, il s'agit d'atteindre ensemble une masse critique de flux de revenus solides pour payer ce travail qui, pour le moment, est réalisé bénévolement.

Lorsque l'on consolide trois systèmes en un seul, plus ample, de grands changements s'opèrent forcément dans la conception et le design dudit système en termes de structuration, de prise de décision, de gestion et de responsabilités. Cela impacte également et nécessairement ses règles monétaires et politiques.

Voici pour les changements principaux :
Ce système est modulaire. C'est-à-dire que les trois initiatives restent visibles individuellement : un bureau régional s'occupe de ses propres clients et de sa région, chaque système conserve son nom régional et les images sur les coupons. Ils partagent les mêmes papiers-monnaies, le même site web, les mêmes logiciels, les mêmes contrats et les mêmes règles.
En terme de statut, on constate un glissement qui s'opère à partir de ce qui n'est plus vraiment une association-type avec des règles démocratiques basiques, vers ce qui n'est pas non plus un acteur à but lucratif en soi, mais davantage une organisation suivant un format juridique équivalent à une SARL constituée des trois gestionnaires provenant de chaque initiative anciennement séparée.
Du coup, certaines règles vont être modifiées, et notamment celles concernant la création et la distribution des liquidités. Auparavant ils fixaient des découverts limités mais sans moyen de les sécuriser ; ils s'orientent aujourd'hui vers des découverts plus limités mais en intégrant le principe de prêts en monnaie complémentaire.
Les prêts seront accordés en échange de garanties qui elles-mêmes seront enregistrées comme dépôt collatéral auprès de la dite « banque centrale ».
Ils comptent dessiner également une autre structuration des frais : ils géraient des frais de démurrage mais ces frais vont être imposés sur l'encours positif des comptes et sera débité directement sur les comptes courants.
Les comptes qui seront à découvert devront payer des agios en euros, pour éviter des problèmes exponentiels d'intérêts composés sortants : il faut rappeler aux gens de se mettre dans le noir et non pas dans le rouge.

© pascal NK1 / fokus 21

**Mark BURTON** présente **la Totnes Pound**
**monnaie locale** lancée en 2006 par la ville éponyme (Angleterre), première **Ville en transition** afin d'encourager l'économie locale et la résilience à l'après pétrole (capacité d'un écosystème à s'adapter à des évènements ou chocs extérieurs et des changements imposés). Sa valeur est garantie par un dépôt équivalent en livre sterling sur un compte bancaire. En 2008, 70 commerçants l'acceptaient.
Plus d'infos : www.transitiontowntotnes.org

## Transition Towns Currencies - Royaume-Uni

http://brixtonpound.org/
www.transitiontowntotnes.org
www.neweconomics.org

Josh Ryan Collins - Brixton Pound & New Economics Foundation

Je viens présenter les monnaies issues du mouvement des Villes en Transition (Transition Towns = TT). Je suis également chercheur à la New Economic Foundation, une organisation qui gère le développement des monnaies complémentaires au Royaume-Uni. Et je suis fondateur-directeur de l'initiative du Brixton Pound à Londres.

Le modèle au Royaume-Uni est très simple, peut-être plus simple que tous les autres modèles dont on a déjà entendu parler. Il s'agit d'une monnaie adossée à parité à la livre sterling (1 B£ = 1 £). Il s'agit là du modèle des monaies développées par les TT : nous avons également au Royaume Uni des LETS et des banques du temps mais je vais me concentrer sur les monnaies locales.

### Fonctionnement du Brixton Pound

Nous disposons de 4 monnaies locales à Totnes, Lewis, Stroud et Brixton (et une monnaie locale en cours d'émergence à Bristol).
Brixton est un quartier de Londres, avec plus de 60 000 habitants.
Vous échangez vos livres contre des Brixton Pound ; l'utilisation en est limitée au travers d'un réseau d'entreprises indépendantes, c'est-à-dire des commerces sans actionnaires, qui sont soit privés, soit familiaux.
L'usage de la monnaie complémentaire est limité à certaines zones du quartier où le système opère : c'est donc une monnaie locale. C'est la meilleure description qu'on puisse en faire.

La raison pour laquelle ces systèmes sont très populaires est qu'ils sont très simples.
Une bonne manière d'établir la confiance avec les commerçants, surtout lorsque vous lancez quelque chose de si nouveau, est de leur permettre de changer la MSC en monnaie nationale.
A Brixton, nous avons longuement débattu sur différents modèles, pendant un an. On s'est dit que ce serait un bon point de départ d'avoir un adossement paritaire de 1 à 1 avec la livre sterling et plus tard, à plus long terme, de trouver peut-être des systèmes innovants d'adossements alternatifs.

### Acteurs impliqués

Nous cherchons à impliquer dans notre démarche des autorités locales et des banques coopératives qui ont démontré beaucoup d'intérêt dan notre modèle.
Au Royaume-Uni, ces banques coopératives ne peuvent prêter qu'aux particuliers, nous butons donc là sur une limitation légale mais nous espérons qu'au printemps la loi sera modifiée pour qu'il leur soit possible de prêter à des commerces dans leur propre région.
Ces banques coopératives sont encadrées par des règlements très stricts eu égard aux taux d'intérêt qu'ils peuvent appliquer et à qui ils peuvent prêter : ce sont donc de très bons partenaires pour les monnaies de transition. Nous recherchons donc activement une intégration avec ces opérateurs financiers.

De leur côté, les autorités locales de Brixton nous ont bien soutenus : elles ont financé le lancement initial de la monnaie et à présent, nous sommes en discussion avec les autorités locales du quartier de Lambeth qui compte 300 000 habitants et qui sont très intéressées. L'idée étant de diffuser le Brixton Pound à travers tout Lambeth pour couvrir plus de territoire et d'habitants. D'autres municipalités sont intéressées au Royaume-Uni. Elles le sont notamment sur la base d'un modèle de monnaie basée sur le temps. Il est probable, pour partie, que cela soit dû au fait que le gouvernement fasse des coupes sombres dans les services publics : 30 % de coupes pour les municipalités rien que cette année et 10 % dans les années à venir. Subitement, tout le monde cherche une alternative à la livre sterling pour couvrir les besoins en services publics. S'il y a opportunité, il y a également danger : on ne peut laisser tomber nos services publics.
Ce problème est donc un combat continu.

### Avantages et inconvénients de ce modèle

Pour le moment, nous fonctionnons uniquement avec une monnaie papier : il n'y a donc pas de monnaie numérique. L'avantage est que ces billets physiques créent un très fort sentiment d'appartenance et d'identité

chez les gens. Ils adorent ces billets ! Nous avons eu une très bonne couverture presse lors du lancement de la monnaie à Brixton. La mairie a fait une étude qui a révélé que nous avions généré 100 000 £ de couverture médiatique positive : c'est en effet ce que la municipalité aurait dû dépenser s'ils avaient cherché à faire passer cela sur la BBC ou à la radio.
Cette version papier de la monnaie est facile à utiliser, surtout pour les petits commerces qui aiment avoir ces billets. Beaucoup de ces commerces travaillent dans une économie grise : ils ne paient pas toujours tous leurs impôts. C'est un modèle simplifié qui crée le lien et la confiance et si cet argent ne peut être placé à la banque, c'est donc à la fois un avantage et un inconvénient.

Pour le moment, les inconvénients prévalent, c'est pourquoi nous travaillons avec la New Economics Foundation (NEF) et le Transition Network qui chapeaute le projet, pour mettre en place un système de plate-forme électronique permettant le traitement des monnaies locales à travers des téléphones mobiles et de disposer en ligne d'un système de gestion bancaire.
L'un des grands inconvénients réside en effet dans les démarches de transaction et de change de la livre sterling vers le Brixton Pound (différents guichets) et inversement, qui pourraient être résolues par l'usage d'une carte de crédit ou monnaie électronique.

Le problème de sécurité à Brixton est également un élément important. Les commerces ne souhaitent pas conserver trop d'argent liquide B£ dans leurs caisses la nuit, ce qui les incite à changer le B£ en livres sterling très rapidement alors même que l'idée est qu'ils conservent ces billets.
Nous pensons également qu'avec un système électronique, nous pourrons appliquer plus facilement des frais de transaction ou des incitations encourageant un comportement plus environnementalement positif et plus social, et qui permettront de rendre ce système financièrement plus durable.
Ce dernier point est important parce que nous ne souhaitons pas dépendre des financements philanthropiques ou des autorités publiques. Au Royaume-Uni, il n'y a que très peu de ressources disponibles pour ce type de projets, du fait des coupes sombres dans nos budgets. On ne veut pas non plus toujours dépendre du travail des bénévoles, il nous faut aller au-delà en créant des projets intégrés avec les banques coopératives, des institutions, des autorités locales, pour ensuite s'intégrer dans les flux de financement plus traditionnels, plus durables.
Nous estimons qu'il est possible d'y parvenir.
Beaucoup de participants ici pensent peut-être que l'on devrait limiter les monnaies complémentaires à leur communauté, mais personnellement, je considère qu'émerge une division entre l'élite bancaire globale, les autorités locales et les petits commerces. Leurs intérêts sont totalement différents. Il faut donc travailler avec des PME, des municipalités aussi, si l'on veut véritablement avancer avec les MSC.

© pascal NK1 / fokus 21

**Camilo RAMADA** présente **le système C3** (Commerce and Consumer Circuit) utilisé notamment en Uruguay. Ce système Business-To-Business a été développé par l'ONG STRO (Social Trade Organization) qui a lancé depuis 30 ans de nombreux programmes utilisant ces nouvelles formes de monnaies et de crédits pour **soutenir les communautés rurales en difficultés** et **augmenter le pouvoir d'achat de leurs membres.**

C3 utilise le **logiciel libre Cyclos, développé en open source.**

Plus d'infos : http://www.stro-ca.org - www.circuitocompras.com.br
http://project.cyclos.org

## C3 – Porto Alegre, Brésil – Uruguay

www.circuitocompras.com.br
www.c3uruguay.com.uy
www.socialtrade.org

Camilo Ramada - STRO

Je représente ici l'organisation Social Trade Organization (STRO) qui agit depuis 20 ans sur la mise en oeuvre d'un certain nombre de modèles pour l'innovation monétaire. Par exemple, avec l'introduction de LETS aux Pays-Bas, de banques du temps ; nous avons également accompagné certaines expériences de monnaies sociales comme le Palmas, qui a beaucoup évolué par la suite.
Nous travaillons dans de nombreux pays, sur différents continents. Nous nous focalisons souvent sur le développement des logiciels qui sont utilisés pour l'administration et la gestion des différentes sortes de réseaux, tels que les LETS par exemple, les projets liés au temps, etc.
Aujourd'hui nous utilisons le logiciel Cyclos qui en est à sa version 3.6. Il a été développé en open source et est donc gratuit. Nous ne connaissons pas tous les groupes utilisant ce logiciel, puisque vous pouvez le télécharger et l'exploiter librement, mais nous savons qu'il existe entre 300 et 500 systèmes qui l'emploient et le déploient à ce jour.
Cyclos met en place un certain nombre d'innovations très intéressantes : il peut être utilisé pour des transactions en ligne, pour des monnaies-papier mais également avec des modules POS/carte à puce, pour des paiements par SMS via téléphone portable, comme cela a lieu au Salvador par exemple.

### Comment fonctionne le C3 ?

Aujourd'hui, nous nous focalisons en grande partie sur le modèle économique C3 : le Circuit de Crédit Commercial.
Nous avons choisi de ne pas l'appeler « monnaie sociale » car nous le voyons davantage comme un moyen de paiement. Il agit comme une carte de crédit qui génèrerait des liquidités supplémentaires pour des entreprises en réseau utilisant le C3 comme système d'échange mutuel : celles-ci réalisent des transactions ensemble sur la base d'une promesse de règlement, formulée sur un avenir proche, et en monnaie interne C3. Ces futurs règlements sont garantis en externe. Les entreprises qui fournissent les produits en échange de paiements futurs peuvent utiliser ces créances ainsi assurées (garanties) afin d'acheter des biens et des services à l'intérieur du réseau. Au final, lorsque la facture sera réglée par le client initial, l'argent sera rendu disponible pour toutes les personnes qui possèdent des droits alloués. Le logiciel effectue la traçabilité de toutes ces transactions et attribue les sommes aux personnes y ayant droit.
Le C3 a donc essentiellement comme objectif de générer des transactions économiques, là où advient un manque de liquidités sur le marché.

Le C3 se focalise sur les entreprises. Les petites et les moyennes entreprises, mais également les grandes entreprises qui peuvent très bien y participer, des consommateurs, des services professionnels, les gouvernements, les municipalités : toute personne ayant une activité économique peut participer à un C3.

### Résultats et essaimage

Jusqu'à maintenant, le seul C3 opérationnel est le CompRaS Circuit, à Porto Alegre (Brésil) dont je suis le gestionnaire.
Cela fait 5 ans qu'il est en place. Il s'agit d'un programme en soi mais il est également un laboratoire, un pilote, qui sert à analyser les méthodes et les technologies employées afin de tester différentes formes de crédit et d'usages de Cyclos.
Parfois le CompRaS fonctionne de façon très intensive, parfois il se passe très peu de choses.
L'un de nos mois les plus intenses, par exemple, fut le mois de juin 2010 où nous avons eu plus de 150 000 euros de transactions réalisées à travers le réseau CompRaS pendant le mois.
Aujourd'hui beaucoup moins de transactions sont réalisées, mais nous sommes en train de démarrer un modèle de crédit à la consommation à travers le réseau CompRaS et nous espérons qu'il aura un impact fort par la suite.

A travers ce réseau CompRaS, nous avons suscité énormément d'intérêt, un peu partout dans le monde, pour ce modèle C3. Il est vu comme un moyen efficace pour la génération de paiements qui peuvent fonctionner en parallèle de la monnaie nationale et être néanmoins échangés avec celle-ci.
Le gouvernement d'Uruguay nous a demandé de mettre en place ce système dans le pays, sur le plan national. Et très brièvement, je voudrais juste indiquer que grâce à ce modèle, les coopératives pour le crédit

(qui disposent d'un réseau très développé et bien implanté en Uruguay) vont attribuer des crédits à travers ce réseau : ces crédits seront réglés au travers de cette monnaie virtuelle interne.
Un autre point important est que le gouvernement s'engage à accepter ces moyens de paiement virtuel pour tous les services qu'il fournit. En Uruguay, le gouvernement fournit encore l'eau, l'électricité, les liaisons téléphoniques, le transport, l'essence : pour tous ces services la monnaie C3 sera acceptée à l'exception des charges sociales et des taxes.
Pour toutes ces règlements, les citoyens pourront payer avec les moyens de paiement virtuel, ce qui signifie en résumé que d'un côté je peux obtenir un crédit en monnaie interne pour démarrer une micro-entreprise et de l'autre convaincre très facilement mes fournisseurs d'accepter ce système de paiement virtuel pour régler les factures d'eau, d'électricité, de transports, de téléphone, etc. puisque tout le monde les paye.

Pour la phase suivante, nous avons prévu de nous concentrer sur la dissémination de ce modèle dans trois pays.
Nous avons des contacts avec la Banque Centrale de l'Equateur qui a dollarisé son économie et ne dispose donc plus de politique monétaire en soi : à travers le C3, ils pensent que nous pourrions les aider à modéliser et créer une situation où plus de liquidités seraient disponibles sur les marchés locaux, sans avoir à émettre de dollars.

Nous sommes également en discussions avec le gouvernement colombien pour le réseau qu'ils sont en train de mettre en place
Nous échangeons aussi avec les responsables des réseaux de coopératives du Paraguay, et même en Europe, on trouve des institutions s'intéressant à notre modèle du fait du manque de circulation des liquidités. Nous discutons donc avec des habitants de Valencia, qui sont présents ici, avec des personnes en provenance du sud de la France qui participent également à cette conférence ; nous avons des contacts avec des organisations en Grèce et d'autres pays.

Sur les financements : il semblerait qu'il y ait des ouvertures pour l'octroi de financements européens pour ces approches : nous examinons les possibilités à partir du programme JEREMIE qui est un fonds de garantie pour les entreprises (micro, TPE, PME), mais aussi au niveau des fonds pour l'innovation et le développement durable.

Pour conclure, j'aimerais dire que quelle que soit l'initiative que vous déployez dans le domaine de la monnaie sociale, il est primordial de disposer d'un plan d'affaires, un « business model », parce que pour assurer la pérennité de nos projets, nous devons nous assurer de la pérennité de leurs financement.
Et je suis ravi de voir que de plus en plus de modèles travaillent à la durabilité de leur plan d'affaires.
Le terme peut paraître très « moche », pour certains réseaux de monnaie sociale qui rejettent ce genre d'approches, néanmoins, pour survivre, le projet a besoin d'argent. Parce qu'énormément de systèmes démarrent avec beaucoup d'enthousiasme, mais s'essoufflent au bout de quelques années et cessent de fonctionner par manque de financement.

C'est donc pour moi l'avantage de disposer d'un réseau d'échange, comme celui que nous mettons en place ici. Je le répète : il y a des modèles qui ont un business model très fort, le système Palmas avec le développement des banques communautaires et le rôle de correspondant bancaire ; c'est un modèle qui est appliqué, et déployé dans plusieurs régions du Brésil aujourd'hui.
Je considère donc que nos objectifs, si nous continuons d'exister, ne devraient pas seulement être d'échanger sur nos méthodes monétaires, sur nos technologies, sur nos logiciels, et sur nos innovations mais également sur nos modèles de développement et nos plans d'affaires.

cc pascal NK1 / fokus 21

**Edgar KAMPERS** présente **le NU,** monnaie électronique
**favorisant les comportements et achats écologiquement responsables.**
Le client peut échanger ses points de fidélité
contre des produits ou des services durables (tickets de transport, etc.)
Elle est émise par NU-Spaarpas à Rotterdam (Pays-Bas)
Plus d'infos : www.nuspaarpas.nl

# Nu Spaarpas – Rotterdam, Pays-bas
www.nuspaarpas.nl

Edgar Kampers - QOIN

J'ai été le président-directeur d'un programme qui s'appellait Nu Spaarpas à Rotterdam. Il s'agissait d'une carte d'achat incitative développée par le secteur public qui a fait l'objet de nombreuses études.

Je suis à présent directeur d'une fondation indépendante qui s'appelle QOIN.
Nous sommes très liés à la Fondation STRO qui travaille beaucoup en Europe et en Amérique Latine sur le développement de projets de ce type auprès de communautés ou d'acteurs locaux.
Je travaille dans le domaine de la monnaie complémentaire depuis 1993, et en 2002, nous avons lancé ce projet Nu Spaarpas dans la ville de Rotterdam.

## Le projet Nu-Spaarpas et les acteurs impliqués

Notre premier objectif très ambitieux était de réduire l'impact environnemental des consommateurs et des citoyens dans la ville de Rotterdam, et en même temps, de changer la qualité des produits et services fournis par les commerces de la ville.
La deuxième ambition était de créer un nouvel instrument destiné aux municipalités afin de leur permettre de changer le comportement des citoyens à travers l'Europe.

La base du partenariat était publique-privée avec de nombreux partenaires : aussi bien la municipalité de Rotterdam, avec trois divisions dont le bureau Agenda 21 local rattaché au bureau des politiques environnementales (une grosse organisation puisqu'ils s'occupent aussi des quais), les réseaux de transport publics de la ville (trains, bus) et également le département d'assainissement (pour la gestion des déchets).
Nous avions également l'appui de la banque coopérative, Rabobank, la plus grande d'Europe et notre organisation, QOIN.

Les financements étaient abondants et provenaient essentiellement de la ville de Rotterdam, de la Rabobank, de l'Union Européenne (Life III) et de la Province Sud des Pays-Bas.
Les aides se sont montées à 2,5 millions d'euros, un vrai luxe comparé aux budgets des autres initiatives présentées auparavant.

## Les objectifs et outils du Nu-Spaarpas

Nous avons combiné deux modèles que l'on avait déjà testés dans d'autres domaines.
Le premier est une carte de fidélité, que l'on peut retrouver sous d'autres enseignes dans le domaine des affaires. Il s'agit par exemple d'aller au supermarché faire ses courses, on reçoit des points en échange des achats pratiqués et l'on peut dépenser ces points en s'offrant des choses utiles ou moins : et habituellement, elles sont inutiles !
Ensuite, il s'agissait des subsides personnels qui sont utilisés aux Pays-Bas dans le domaine social : des gens reçoivent une allocation tous les mois et peuvent la dépenser pour leurs besoins personnels en choisissant ce qu'ils veulent faire avec. Cela peut être payer un voisin, un membre de la famille, etc., ce n'est pas forcément dans le cadre d'une relation professionnelle.
Ainsi, avec la combinaison des deux, au travers d'une carte de fidélité publique ciblant différents objectifs (sociaux, durables), vous disposez d'un outil très intéressant, parce que cela vous permet d'épargner des points pour ensuite pouvoir acheter des objets ou services à forte plus-value écologique tel que c'était alors configuré.
En ce sens, il s'agissait de déployer alors un schéma d'incitation « vert pour vert » comme on l'appelle.

Une liste recensait différents types de produits qui vous permettaient de gagner des points (« earning list ») et une autre recensant ceux sur quoi vous pouviez dépenser vos points (« spending list »).
Par exemple, sur la earning list, l'un des produits qui rencontrait le plus de succès était le tri des déchets : si vous faisiez le tri de vos déchets en vous rendant sur l'un des sites de dépôt et de tri créés pour l'occasion (10 au total dans la ville), vous pouviez obtenir 300 points équivalents à 3 euros.

Autres exemples : vous obteniez des points si vous investissiez sur des produits financiers « verts », offerts par la Robobank essentiellement mais aussi par la banque Triodos, une banque éthique.

Nous avons également attribué des points aux personnes qui utilisaient leur vélo pour aller travailler. Rotterdam connaît de nombreux problèmes de circulation, des entreprises offraient donc à leurs employés à vélo des points Nu-Spaarpas.
Nous avons également des locations de voiture et d'autres produits, des produits pour le corps n'ayant pas été testés sur les animaux et beaucoup de produits labellisés (certains produits étaient des produits néerlandais ; des produits biologiques ; des produits Max Havelaar issus du commerce équitable ; des produits avec label énergie A ou AAA, etc.) : nous proposions une gamme de produits très large.

### Comment le système fonctionnait-il ?

Si je rentrais dans un magasin et achetais un de ces produits, j'obtenais le nombre de points qui correspondait à 1 % de la valeur du produit. S'il s'agissait d'un produit vert, qui se trouvait sur ma earning list, j'obtenais 4 points en plus, c'est-à-dire 4 % de sa valeur en plus.

Au bout d'un certain temps, certaines personnes ont commencé à dépenser leurs points, alors que la plupart des gens gardaient leurs points (ils aimaient tellement leurs points qu'ils cherchaient à en garder un maximum) : ils avaient le droit de les utiliser pour faire des voyages sur le réseau de transport public, par exemple, pour aller visiter des musées ou pour aller dîner dans certains restaurants même s'ils n'étaient pas bio, ou ils pouvaient les utiliser pour se rendre au théâtre. Nous avions également une société de covoiturage qui travaillait avec nous, les personnes pouvaient donc payer pour ses prestations avec leurs points, et bien sûr, aussi les dépenser dans des magasins par l'achat de cadeaux (notamment pour les nouveaux arrivages de produits « verts »).
Nous avions développé une technique de codes barres et de cartes qui fonctionnait très bien (en 2001 ou 2002), mais la Rabobank avec laquelle nous travaillions à l'époque n'a pas su mettre en place une infrastructure déjà existante : nous avons donc dû développer notre propre infrastructure logicielle, ce qui s'est révélé très coûteux alors que ce ne serait plus nécessaire aujourd'hui.

Les gens recevaient une carte à puce de fidélité, un peu comme celles distribuées par votre supermarché local. Les points y étaient stockés, la carte disposait d'un code-barre qui pouvait être scanné dans n'importe quel point de vente et facilitait l'accès au compte de la personne.

### Les résultats et les leçons apprises

Même si les résultats n'ont pas tous été à la hauteur de ce que nous attendions, nous avons néanmoins réussi à opérer pendant 16 mois : ensuite le financement européen a cessé et nous avons alors mis fin au projet.
A ce moment-là, nous avions tout de même 11 000 personnes possédant des cartes, 100 magasins impliqués, et plus de 7 millions de points en circulation.

Je voudrais vous faire part de trois exemples de système de points très différents qui ont très bien fonctionné.

Le premier exemple est le suivant : nous avons eu beaucoup de difficultés pour faire en sorte que les magasins turcs et marocains investissent dans notre projet, mais une fois qu'un restaurant de pizza turc a commencé à vendre des pizzas biologiques, cela a commencé à changer.
C'était dans une rue en particulier, où nous avions plusieurs magasins alimentaires qui vendaient de la nourriture en provenance de pays très divers.

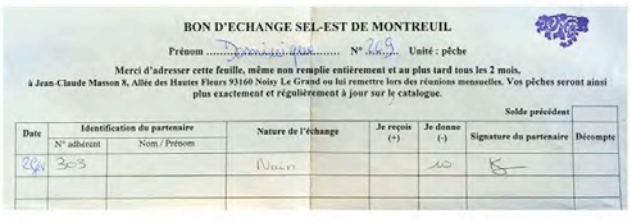
Ensuite, vous aviez des points gagnés grâce à la mobilité ou à votre façon de gérer la mobilité. Il s'agissait aussi bien d'économiser sur l'essence qu'également de répondre au manque de places de parking qui, finalement, a été un argument plus porteur que celui environnemental initialement promu !

Troisième exemple, à propos de la gestion des déchets : beaucoup de municipalités pourraient économiser sur leurs fonds publics avec des schémas de programmes de fidélité à points ; cela leur coûtera toujours moins cher que de créer une vaste campagne de communication pour inciter leurs habitants à trier leurs déchets et a fortiori de récolter en direct les déchets elles-mêmes et de devoir les trier ensuite.
En effet, une personne refusant de faire le tri de ses déchets oblige un camion à venir chez elle recueillir ses déchets ; quelqu'un doit conduire ce camion, quelqu'un doit récolter ses déchets et ensuite, les emmener sur le site de tri et opérer ce tri. Nous avons calculé que cela coûtait 75 euros par foyer. Or, si la personne s'en occupe elle-même, cela coûte environ 10 euros. Auxquels vous pouvez rajouter les 3 euros que nous attribuions sous forme de points. Vous obtenez un écart de 60 euros, c'est-à-dire, imaginez, si vous avez 100 000 ou 300 000 habitants qui s'occupent eux-mêmes de leur tri, vous faites l'économie de 50 euros multipliés par le nombre de personnes qui gèrent eux-mêmes le tri. Pour des villes telles que Rotterdam investir dans ce genre de projets est donc une affaire hautement bénéfique, sur tous les plans.

Avant de terminer, je voudrais simplement dire que nous avons testé beaucoup de dispositions en rapport à la promotion de ce système et nous nous sommes aperçus qu'il y avait énormément de projets très efficaces et de nombreux autres moins.
Alors si vous souhaitez démarrer quelque chose de cet ordre, dans votre communauté, avec votre municipalité et une banque, il vous faut trouver quelle est la technique la plus adaptée, et pour ce faire, je vous conseille de tirer les enseignements des expériences des autres.
Nous avons par exemple tenté de promouvoir le système avec des dépenses de l'ordre de 1600 euros par porteur de carte, ce qui est absolument intenable. Mais a contrario nous avons aussi réussi à mettre en place des systèmes qui ne nous coûtaient quasiment rien : 2,5 euros par personne..

Je voudrais simplement conclure en disant qu'il me paraît primordial de travailler avec les puissances publiques, parce qu'en travaillant seul ou avec vos bénévoles, vous ne parviendrez jamais à toucher que le réseau que vous connaissez déjà et qui est forcément restreint, sans PME par exemple.

Pour instaurer le changement dans ce monde, il faut travailler avec les banques, avec les autorités nationales, avec les municipalités, il faut savoir les aider à prendre tous les projets que vous avez en tête à bras le corps, et avec vous !



BON D'ECHANGE SEL-EST DE MONTREUIL

Prénom ..... N° 269 Unité : pêche

Merci d'adresser cette feuille, même non remplie entièrement et au plus tard tous les 2 mois,
à Jean-Claude Masson 8, Allée des Hautes Fleurs 93160 Noisy Le Grand ou lui remettre lors des réunions mensuelles. Vos pêches seront ainsi
plus exactement et régulièrement à jour sur le catalogue.

| Date | Identification du partenaire | | Nature de l'échange | Je reçois (+) | Je donne (-) | Solde précédent | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | N° adhérent | Nom / Prénom | | | | Signature du partenaire | Décompte |
| 26/4 | 303 | | Nain | | 10 | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

**Dominique DOREE** du SEL (Système d'Echange Local) de Montreuil
présente **le bon d'échange** comptabilisé en **pêches**
en lien avec les anciens murs arboricoles de Louis XIV.
Les SELs s'inspirent du système LETS anglo-saxon créés par Michael LINTON,
pour qui "L'argent est devenu une drogue, dont il faut nous soigner."
**C'est une monnaie d'échange de type crédit mutuel.**
On compte en piafs à Paris, en grains de sel en Ariège et en sardines à Marseille.
Plus d'infos : www.selidaire.org

cc pascal NK1 / fokus 21

## SEL - les Systèmes d'Echanges Locaux - France
http://selidaire.org

Dominique Doré – porte-parole du réseau SEL'idaire pour la rencontre de Lyon

Vous avez beaucoup entendu le mot «projet» aujourd'hui pour parler des monnaies sociales et complémentaires mais je vais demander à tous les Selistes lyonnais et ceux en provenance des autres régions de lever la main, et vous verrez que, pour nous, c'est en place et que cela fonctionne depuis 1994 !

Je ne sais pas exactement quelles étaient les motivations de François Terris lorsqu'il a implanté le premier SEL en Ariège, mais je pense que nous nous sommes largement inspirés de la démarche canadienne.
Dans notre fonctionnement, nous partons de l'idée : une heure vaut une heure, qui est assez largement partagée même si chaque SEL dispose de sa propre unité. Je n'utilise pas le mot «monnaie» puisque, nous avons plutôt tendance à prendre le mot «unité» : nous n'avons pas de convertibilité avec l'euro, ou, au moment de la création, nous n'en avions pas avec les francs.

Généralement, cette unité porte un nom qui fait écho à la localité où s'intègre le SEL : ça peut être le PIAF à Paris (le nom du moineau à Paris) ; ou des noms plus folkloriques : je suis par exemple dans un SEL où l'on appelle l'unité de compte «La pêche », parce qu'il y avait 600 kilomètres de mur à pêches qui permettaient de fournir Versailles en pêches, ainsi, chez nous, on va « pêcher ».

Au fur et à mesure, nous avons eu l'impression qu'il fallait que l'on resserre un peu les rangs, nous avons donc créé des Inter-SEL ; aujourd'hui vous en avez au niveau de la région lyonnaise, de la région parisienne (nous avons 40 SEL en région parisienne) et un du côté de Bordeaux. Une fois par an, nous organisons des rencontres nationales, parce qu'il est important pour nous de faire connaître la *biodiversité* des SEL.
Chaque SEL est différent, chaque SEL fonctionne différemment.
Pour nous aider, nous avons publié un petit manuel qui s'appelle «SEL mode d'emploi» : la première version avait été réalisée en région lyonnaise, et elle a été remise à jour régulièrement et vous pouvez aujourd'hui en retrouver la dernière version sur le site de SEL'idaire.

### Fonctionnement et outils des SEL

Notre fonctionnement se fait souvent sous forme associative même si l'on ne peut pas toujours être en déclaration de fait. Au sein de ces associations ou regroupement, nous ne reprenons pas un fonctionnement pyramidal (issu de la loi 1901 avec président, sous-président, sous-sous-président et tous les étages que vous pouvez noter dans d'autres circonstances), nous préférons plutôt adopter un forme dite « collégiale ».
Ainsi mon titre aujourd'hui est « porte-parole ». Nous sommes plusieurs porte-paroles dans le réseau : nous avons aboli ces notions de hiérarchie.

La plupart des SEL mettent en place des catalogues, où sont recensées les offres et les demandes de chacun. Cette démarche est importante pour nous parce que, bien souvent, dans le monde social, on s'aperçoit que les gens se placent dans une certaine position «je suis celui qui donne de l'argent», «je suis celui qui reçoit l'argent».
Ainsi souvent les gens, lorsqu'ils arrivent dans un SEL, sont «mono-voix» : ils se présentent soit offreurs, soit demandeurs, et tout le rôle de nos associations est alors quelques fois de leur apprendre, quand ils sont demandeurs à devenir offreurs et réciproquement.
Dans un certain nombre de SEL, la mise en place d'un médiateur a d'ailleurs été décidée pour faciliter les relations : par exemple si vous offrez un certain nombre d'unités et que la personne en face trouve que la valeur correspondante à sa demande n'est pas juste, le médiateur entre alors dans le jeu pour aider à résoudre le problème.
Dans notre réunion annuelle, nous avons également mis en place ce que l'on a appelé les « grandes oreilles », c'est-à-dire qu'un certain nombre de personnes portent un badge avec des grandes oreilles et si quelque chose se passe mal, ils jouent leur rôle de médiation. Et tous les lendemains matins, la séance de «râlage» a lieu pour faire remonter tout ce qui n'a pas fonctionné la veille et donner à entendre les ressentis pour repartir sur de meilleures bases pour la suite.

Les SEL ont également un critère incontournable : « le lien est plus fort que le bien », c'est d'ailleurs un message que vous avez déjà beaucoup entendu ici. Pour que cette proximité se concrétise, pour que les gens se rendent compte, nous organisons ce que l'on appelle des « BLE », des Bourses Locales d'Echange, qui

ressemble aux brocantes. Généralement, l'organisateur utilise une salle dans une mairie, ou dans un bistrot et puis, très simplement, on apporte des tables, on dispose ses biens. Selon les SEL, soit on utilise nos unités, soit c'est un peu comme au Monopoly et l'on utilise une unité créée spécialement pour l'occasion. A la fin de la BLE, des compensations peuvent exister. Lorsque les BLE sont organisées en région, par exemple en région parisienne, elles deviennent inter-SEL : à ce moment-là, nous utilisons une feuille spéciale pour l'événement, que l'on appelle « feuille de richesse » dont on se sert également lors des rencontres annuelles.

Je voudrais faire un point sur ce qui nous fâche souvent : lorsque la presse nous dit «Ah ! Vous faites du troc, et vous êtes là pour sauver l'humanité et régler tous les problèmes de la vie courante».
Nous répondons que nous faisons mieux que le troc ! Parce que pour faire du véritable troc, il faudrait que le bien de la personne en face de moi corresponde exactement, en tout cas, dans la définition que l'on en a en France, au mien.. Cela fonctionnait du temps des paysans, où l'on pouvait échanger une journée de corvées contre une journée de corvées, un stock de blé contre des fromages de chèvre ou ce genre de choses. Nous, nous mettons justement en place une unité qui joue le rôle d'une monnaie, c'est-à-dire de rendre la possibilité de cette circulation des biens (et des liens) échangés.

Dans nos outils, nous avons créé une association qui s'appelle SEL'idaire, qui dispose d'un site et qui nous permet de bénéficier d'une banque de données pour faire le point sur les SEL existants et qui permet aux personnes intéressées de chercher un SEL près de chez elles.

### Quelques chiffres et évaluations

Si je prends des chiffres (puisque tout le monde a donné des chiffres), en 94 il y avait un SEL en France ; en 97, 200 ; en 2008, 300 ; et notre banque de données, récemment, indique que nous en comptabilisons 465, déclarés, membre de SEL'idaire ou non.

Nous ne disposons pas du tout de chiffres sur les échanges solidaires, puisque, de toute façon, chaque SEL conserve ses propres informations. Il était d'ailleurs intéressant de venir aux journées plus académiques pour encourager un travail de recherche sur ce point, afin de se rendre compte peut-être.
Mais je peux quand même vous dire qu'il existe une vraie différence entre les SEL de ville et les SEL de campagnes. Dans les SEL de villes, les échanges qui ont lieu sont surtout de type services, on retrouve davantage d'échanges « intellectuels », quand, dans les SEL ruraux, il s'agit davantage de coups de main, d'échanges de journées ou d'échanges alimentaires. Par contre, si en région parisienne, vous arrivez avec des aliments, vous serez complètement pris d'assaut !

Dans les outils et démarches que l'on a pu mettre en place, disons que nous nous rapprochons tout de même un peu des troglodytes ! En effet, nous avons suivi notre petit bonhomme de chemin, sans jamais faire nécessairement de campagnes de publicité. Nous attendons que les journalistes viennent nous voir, nous ne sommes pas pro-actifs dans ce domaine. Nous participons simplement de temps en temps à des salons, comme Marjolaine, qui est, en France, l'un des principaux salons innovants sur le « vivre autrement » par exemple ; 45 bénévoles ont donné de leurs heures pour expliquer les SEL aux participants de Marjolaine, qui ne nous connaissaient pas nécessairement.
Nous avions essayé de mettre en place un système informatique grâce au SEL de Genève, mais malheureusement, les organisateurs de salons demandent un montant tellement fort pour accéder à Internet sur place (environ 700 euros), que l'on est revenu à un système de post-it avec les offres d'un côté et les demandes de l'autre, pour permettre aux participants d'échanger.

Ce qui est intéressant dans notre démarche et également dans nos résultats, c'est qu'un SEL est aussi un révélateur de talent. Vous avez ainsi des gens qui sont fonctionnaires, qui travaillent dans des lieux où leur métier ne leur plaît pas trop, mais ils ont des talents et au sein du SEL ils peuvent venir tester ce talent : « est-ce que je peux devenir masseur, calligraphe, musicien ? ».
Selon moi, le SEL, c'est aussi un peu une étude de marché : les gens vont pouvoir tester leurs prestations, et du coup, mieux la cadrer, mieux la connaître et peut-être démarrer une activité économique.

### Les relations avec les pouvoirs publics

Nous avons relativement peu de contacts avec les autorités publiques.
Tout le monde parle du procès qui a eu lieu dans l'Ariège, des gens l'ont évoqué ces jours-ci. Nous avons très bien compris que si jamais nous échangeons une activité économique avec un commerçant, celui-ci, pour l'Etat, est redevable de la TVA. C'est-à-dire que si une coupe de cheveux est faite dans le cadre d'un SEL par un coiffeur, le coiffeur doit payer la TVA. Or nous fonctionnons sans argent, avec une unité distincte. Nous avons donc tendance à dire à nos membres (pour ne pas avoir à faire toute cette comptabilité un peu compliquée), « si vous êtes coiffeur en activité, et bien venez faire autre chose dans le SEL que de la coiffure » mais par contre « si vous êtes un coiffeur à la retraite, on accepte volontiers vos prestations de coiffure. »

L'ouverture

Nous vous invitons à notre prochaine réunion qui aura lieu à Moulins en Auvergne à partir du 15 août, et nous sommes bien entendu prêts à nous ouvrir vers des réseaux mais peut-être à la manière de ce que nous avons fait jusqu'à présent avec le réseau des AMAP (sur les paniers bio) ou d'habitats groupés qui agissent très concrètement sur le « vivre autrement ».

© pascal NK1 / fokus 21

**Françoise LENOBLE** présente **l'Abeille,** monnaie locale émise par l'association Agir Pour le Vivant à Villeneuve-sur-Lot (France) depuis 2010. 6 000 abeilles, 44 entreprises, 50 adhérents en fév. 2011
Fondante et sous forme de billets, à parité avec l'Euro via un fonds de réserve, son but est de « redonner à la monnaie sa valeur initiale, à savoir celle d'un **vecteur d'échanges permettant de développer les productions locales** et non un outil strictement spéculatif comme c'est le cas aujourd'hui de l'euro.»
Suivant son exemple, d'autres monnaies apparaissent comme la Mesure à Romans dans la Drôme ou encore la Luciole en Ardèche.
Plus d'infos : http://agirpourlevivant.org

## L'Abeille – Villeneuve-sur-Lot, France
http://agirpourlevivant.org/

Françoise Lenoble – Agir pour le vivant

Je viens du Lot-et-Garonne et représente ici l'association Agir pour le vivant. Une association qui s'est donnée comme finalité la défense et la protection de la biodiversité, dont l'humain est une composante.
Nous organisons régulièrement des conférences, des projections-débats, nous intervenons dans des établissements scolaires, pour traiter tous les problèmes actuels qui nous concernent au niveau de l'agriculture, l'alimentation, le problème de l'eau, de la dépollution pétrolière, etc.

### La naissance des Abeilles

L'histoire de notre monnaie est partie de cette association : je souhaite poser ce cadre pour vous montrer que c'est à partir d'un groupe de personnes ayant une vision globale des problèmes actuels de notre société que tout est parti.

Nous nous sommes demandés : « que pouvons-nous faire pour poser notre petite pierre, faire notre petite part, pour participer à la résolution de ces problèmes ? ». Lorsqu'on opère un changement, très souvent on commence par l'alimentation, la santé, etc. et puis vient un moment où l'on aborde aussi le problème de l'économie. Et l'on se demande alors «Mais il y a quelque chose qui ne va pas là : mon argent, qu'en fait la banque ? ».
Alors, on se renseigne et quand on se renseigne, bien souvent, les réponses arrivent très vite : nous avons commencé par vouloir changer de banque en cherchant celle qui était la plus éthique. Nous avons donc déposer notre argent à La Nef. Et on se dit «Très bien, il y a La Nef».
Puis nous avons créé un SEL en 1996, qui fonctionne parfaitement mais qui, comme il l'a été dit, ne peut servir que pour les échanges ponctuels. Alors, quotidiennement, quand je vais chez le boulanger, le boucher, quand je vais chez le coiffeur, je ne peux pas payer en SEL ! Et que puis-je faire ? Où vont mes euros ?

Nous sentions tous que quelque chose manquait, n'allait pas.
Nous n'avions pas de réponse parce que nous n'avions pas toutes les données en main, mais à partir du moment où l'on a commencé à se poser la question, comme je l'indiquais précédemment, les réponses sont arrivées.
Nous avons donc eu connaissance des monnaies locales qui fonctionnaient déjà en Allemagne et nous avons appris que la première avait démarré en 2003. Et nous avons eu connaissance de l'Angleterre où cela bougeait, et l'on s'est dit qu'après tout, il y avait là peut-être des pistes intéressantes.
Et nous nous sommes informés : nous avons lu les livres de Bernard Lietaer, les travaux de Patrick Viveret. Et donc, en quelques mois, nous sommes allés très vite mais aussi parce que le terrain était propice : nous sommes un noyau de personnes impliquées depuis très longtemps dans tous ces domaines d'environnement au niveau de la région, nous sommes déjà connus, nous connaissons les gens, et nous avons essayé dans une première étape de mettre en place le SOL.
Là, nous avons échoué, parce que sur les marchés cela ne prenait pas faute de carte à puce et de terminal : on s'est donc dit qu'il fallait passer par une étape « billet ».
Mais comment ?
Nous avons alors pris contact avec nos amis allemands, qui ont été de très grand conseil, et puis nous avons rencontré une personne, que je qualifierais de providentielle à ce moment-là : Philippe Derudder, qui nous a laissé un soir entre les mains son guide de mise en oeuvre d'une monnaie locale complémentaire.
Nous avions désormais les outils, il ne restait plus qu'à se mettre en marche.
Et rapidement, nous avons commencé à mettre en place l'Abeille, localement, avec des petits bouts de carton de rien du tout comme on dit, pour essayer et voir quel serait l'écho auprès des entreprises, auprès des citoyens.

L'abeille est donc une monnaie vraiment issue des citoyens.

### Les étapes et les résultats

Pendant ce temps, nous préparions les vrais billets et tout ce qu'il nous fallait comme documents pour organiser un lancement très officiel, qui a eu lieu fin janvier 2010.
Nous avons rapidement eu des entreprises impliquées : 9 l'été 2009, 19 lors du lancement. Nous en sommes à une soixantaine aujourd'hui excessivement diversifiées : nous avons par exemple tout ce qui concerne l'alimentation bio et l'agriculture paysanne, car il serait impensable pour nous, étant donné nos convictions,

notre engagement sur le terrain depuis longtemps, d'accepter des agriculteurs qui soient en agriculture intensive, qui produisent des plantes génétiquement modifiées alors que l'on informe quotidiennement pour montrer les dangers de toute cette technologie ! Ce serait impensable pour nous d'avoir des produits qui font des milliers de kilomètres alors qu'on les a dans notre département, qui est un département très riche au niveau des productions légumières, fruitières etc., cela aurait été vraiment inconcevable.
Parce qu'il s'agit bien aussi de redonner une cohérence à nos actions, à nos comportements quotidiens.
Nous avons également tout ce qui concerne la santé alternative, une coiffeuse, une libraire, une marchande de chaussures, une marchande de vêtements, une productrice de savon bio dans le Lot-et-Garonne, et j'en passe.
Vous voyez qu'au bout d'un an, nous arrivons à une cinquantaine. Cela peut paraître peu mais avant tout, cela démontre que c'est possible, que vraiment, on peut le faire lorsqu'on est très motivé.

Au niveau des utilisateurs, on compte environ les deux tiers des adhérents de notre association, c'est-à-dire à peu près une centaine de personnes utilisant peu ou prou l'Abeille.
Nous envisageons notre rôle comme celui de pédagogues (peut-être parce que certains parmi nous étaient enseignants) et nous travaillons à partir de l'idée que nous devons participer à cet éveil des consciences, parce que c'est la première étape avant d'aborder le changement.
Un changement passe par plusieurs étapes, mais la première est l'éveil des consciences.
Mais ce n'est pas non plus parce que l'on en est à l'éveil des consciences que toutes ces consciences vont passer à l'action. Il y a véritablement plusieurs étapes, qui sont d'ailleurs très bien expliquées dans le manuel des Villes en Transition, traduit en français et que proposent les éditions Silence.
Passer d'abord par cet éveil des consciences pour ensuite passer à l'action : il y a toujours un grand fossé entre les deux.

Voilà donc où nous en sommes aujourd'hui.
Un an après le lancement de l'Abeille, nous avons le soutien des élus, ce que nous n'avions pas au début, parce qu'ils pensaient que notre démarche un peu utopique et que l'on cherchait à échapper à la TVA, ce qui n'est absolument pas le cas.
Nous avons donc le soutien des élus locaux, mais aussi des élus régionaux, de notre député maire Jérôme Cahuzac qui est le Président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale.

### Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Nous fonctionnons en auto-financement, le financement ne provenant que des adhésions et de dons qui arrivent suite à l'enthousiasme qu'a généré localement cette aventure et qui fait que l'on sent que l'on est porteur de quelque chose de fort et qu'il faut essayer de répondre, autant qu'il est possible, aux demandes.
La presse a commencé à parler de l'Abeille dans le Lot-et-Garonne, nous avons été sollicités pour intervenir à Paris, en Savoie, dans la Drôme, en Ardèche, en Bretagne, en Normandie...
On ne peut pas répondre à toutes les invitations, mais nous avons essayé de répondre autant que l'on pouvait, et, finalement, nous avons proposé avec nos amis de l'Ardèche, qui ont mis en place La Luciole (les billets sont imprimés depuis 48 heures), de constituer un réseau national.
Nous avons organisé nos premières rencontres nationales au mois de mai 2010, les deuxièmes à l'automne 2010, les prochaines sont prévues normalement, au nord d'Angers, au mois de mai 2011, les suivantes à Villeneuve-sur-Lot en octobre 2011.
L'idée est de constituer un réseau national pour pouvoir offrir à tous les porteurs de projet similaire au nôtre, la possibilité de disposer de tous les outils déjà existant de façon à franchir peut-être quelques étapes un peu plus rapidement et surtout, de leur donner confiance et leur montrer que finalement, c'est possible.

Cette monnaie fonctionne donc, nous avons choisi bien sûr les billets, parce que, comme cela a été dit tout à l'heure, c'est le moyen le plus facile, le plus pratique pour échanger sur les marchés, donc pour créer tout ce réseau et peut-être passer ensuite à une prochaine étape, qui sera peut-être incontournable à moyen terme, les cartes.
Les billets sont des coupons de 1, 2, 5, 10, 20 et 50 abeilles. La monnaie est fondante : il faut donc réactualiser les billets deux fois par an (2 % de fonte, deux fois par an) et si les entreprises demandent la reconversion de leur surplus d'abeilles, nous leur demandons de laisser une petite commission de 2 %.

Les avantages au bout de quelques mois, sont que certaines entreprises se sont rendues compte qu'en consentant des réductions aux porteurs d'abeilles, elles attiraient de nouveaux clients et fidélisaient leur clientèle.

Voilà donc où nous en sommes aujourd'hui.

(cc) pascal NIK1 / fokus 21

**Walter SMETS** présente **le RES,** monnaie complémentaire émise par la coopérative RESPLUS dans plusieurs villes de Belgique afin de soutenir le commerce local.
Le RES fonctionne entre ses membres (5000 PME et 100 000 consommateurs) comme **un système de paiement sans argent comptant**.
Cette monnaie est du même type que le 'Regiogeld' en Allemagne, ou le 'WIR' en Suisse. Elle est basée sur la parité avec l'Euro
Plus d'infos : www.res.be

# Euro-RES - Belgique
www.resplus.be

Walter Smets – Fondateur et administrateur de l'Euro-Res

## L'origine de l'Euro-Res

L'histoire commence il y a 15 ans.
J'étais, dans une vie précédente, commerçant. A un moment, tout a très mal tourné dans les affaires, j'ai tout perdu, et sans aller dans le détail, j'ai expérimenté ce qui arrivait dans ces cas-là, surtout au niveau du comportement des banques : j'étais traité injustement.
C'est à ce moment-là que j'ai eu l'idée de créer une monnaie privée, une monnaie complémentaire (je ne connaissais pas encore ces termes à ce moment-là ; il y a 15 ans, c'était à peine le début d'internet), mais mon idée était de créer un genre de réseau entre commerçants locaux, petits commerçants, des indépendants, qui allaient utiliser une monnaie entre eux pour se payer les uns, les autres, pour payer les services ou les produits entre eux, sans intervention des banques.
Sans le savoir et sans réaliser ce que j'étais en train de faire, j'ai eu l'idée de créer une monnaie complémentaire qui a pour objectif d'apporter un soutien au commerce local.
Tout cela s'est fait à Louvain, une ville universitaire tout près de Bruxelles, de 30 000 habitants. On y trouve beaucoup de petits commerçants, c'est une ville où j'ai toujours vécu et que j'aimais.
J'ai donc pris l'initiative de commencer à créer ce réseau.
Aujourd'hui, 15 ans après, je reste le moteur de cette initiative qui est devenue une vraie coopérative dont les commerçants sont les coopérateurs.
L'objectif initial est resté : accorder un soutien complémentaire à ces commerçants, qui vont du petit boulanger aux avocats. Nous disposons d'une grande diversité de métiers dans le réseau aujourd'hui.

C'est peu après que j'ai démarré cette idée, que j'ai découvert le système WIR en Suisse et également d'autres systèmes de troc, d'échange, de partnering. J'ai commencé à voyager et à partir étudier la plupart de ces initiatives aussi bien en Australie, au Canada qu'aux Etats-Unis : je suis allé partout pour étudier et voir, parce que j'étais très heureux, bien sûr, de découvrir que je n'étais pas le seul à avoir cette idée.
Parce que vous imaginez, à l'époque, ma femme m'a déclaré fou : du fait que j'allais me lancer dans cette aventure plutôt que de recommencer une autre affaire. L'une de mes motivations personnelles d'ailleurs à ce moment-là, c'était justement de prouver aux gens, autour de moi, que je n'étais pas fou.
Aujourd'hui, ils ont heureusement changé d'idée !

## Le fonctionnement

Le modèle RES peut être comparé au modèle WIR en Suisse, qui est également une coopérative avec comme but social d'apporter un soutien au commerce local. C'est aussi le but principal chez RES mais au cours des années, nous avons choisi d'élargir le champ.
Au début, il s'agissait bien de B2B, les commerçants faisaient affaire entre eux, se fournissaient entre eux des services et des produits contre paiement en monnaie RES, qui est indexé à parité avec l'euro. 1 euro-RES vaut 1 euro surtout pour des raisons pratiques, pour éviter d'avoir à gérer un taux de change.

La grande différence entre les caractéristiques de la monnaie RES et celles de l'euro classique (qui était le franc belge à l'époque), c'est que l'euro-RES fonctionne sans intérêt.
La deuxième caractéristique, c'est que cette monnaie n'est, en principe, pas échangeable contre l'euro. Elle est échangeable contre des produits ou des services à des prix normaux du marché qui sont fournis par les coopérateurs dans le réseau. En dehors du réseau, cette monnaie ne vaut rien, il faut l'utiliser dans le réseau.
Et elle fonctionne sans intérêt, ce qui signifie que la coopérative peut accorder des crédits aux utilisateurs (commerçants ou entrepreneurs), sans intérêt. C'est un très grand avantage pour le commerçant.

Au fil des années, nous avons considéré que cela allait trop lentement.
Aujourd'hui, je suis très ambitieux, parce que cela fait 15 ans, parce que j'ai connu une période où j'étais seul avec cette idée, et je vois qu'à présent les choses commencent à bouger, partout dans le monde et j'en suis très content.
Donc, en 2003, nous avons décidé d'impliquer les consommateurs dans le système RES, ce qui nous différencie d'avec le système WIR. Nous souhaitions lancer une carte de fidélité : c'est-à-dire que les consommateurs pourraient bénéficier de remises en euros-RES en pratiquant leurs achats chez des commerçants affiliés, remises qu'ils pourraient épargner et utiliser ensuite pour régler leurs achats dans le réseau.

L'année passée, nous avons donc lancé l'idée et obtenu les autorisations de l'autorité bancaire belge pour que les consommateurs puissent échanger des euros contre des euros-RES, avec une bonification de 10 %. Ce qui signifie que pour 10 euros, ils reçoivent 11 euros-RES, pour 100 euros, 110 euros-RES, etc.
Aujourd'hui, et c'est en cours de lancement, le système permet également le C2C : les consommateurs peuvent faire des paiements, des virements entre eux.

## Les résultats

Quelques chiffres : aujourd'hui, nous avons 5 000 commerçants affiliés et 100 000 consommateurs ayant une carte de paiement.
Le système est tout à fait automatisé comme un système bancaire classique, avec des cartes de paiement, internet banking, paiement par mobile, par SMS, extraits de compte, etc. Tout est complètement automatisé et pour vous donner une idée du volume de transactions, l'année passé il y a eu pour 35 millions d'euros d'achats au sein du réseau.

Nous comptons une vingtaine de salariés à temps plein et qui ne sont donc pas bénévoles.
Notre budget de fonctionnement est de 3,5 millions d'euros par an : ce sont les revenus dont nous avons besoin pour faire fonctionner totalement le système.
Depuis quelques mois, nous commençons en France, ce ne sont que des premiers pas, mais avez déjà aujourd'hui des commerçants membres acceptant l'euros-RES comme mode de paiement.

© pascal NK1 / fokus 21

**Régis BOURGOINT** présente **le SOL Alpin**
monnaie électronique utilisée sur la commune de Grenoble (38).
Cette monnaie veut redonner du sens aux échanges
et se décline sous trois formes pour différents utilisateurs :
SOL engagement (individus),
SOL coopération (associations et entreprises)
et SOL affecté (collectivités vers un public ciblé).
Le SOL s'expérimente dans 5 régions de France.
Plus d'infos : www.sol-reseau.org

## SOL – France
www.sol-reseau.org

Régis Bourgoint - Chargé du développement de la monnaie SOL sur l'agglomération grenobloise

Je vais vous présenter l'ensemble de l'initiative SOL nationale, avec un éclairage local bien entendu, puisque plus compétent pour parler de ce que je fais au quotidien que pour parler de l'ensemble des initiatives nationales.

### L'historique

La monnaie SOL est née en 1999 à partir d'un rapport de Patrick VIVERET qui appelait à la reconsidération des richesses et au lancement d'une monnaie complémentaire valorisant les comportements solidaires écologiquement responsables, et visant finalement à valoriser de nouvelles richesses, des richesses non monétaires et des richesses monétaires à plus-value sociale et environnementale.
En 2004, via un financement par le Fonds Social Européen, le projet SOL était lancé dans sa phase expérimentale dans 5 régions à travers la France ce qui a permis l'investissement des conseils régionaux concernés, des entreprises de l'économie sociale et solidaire (qu'elles soient locales ou nationales), et d'un groupe de pilotage issu de la société civile, représentant les personnes ayant initié ce projet et d'autres personnes qui se sont greffées par la suite, soit en tant qu'expert de la question monétaire, soit en tant que philosophe ou finalement praticiens de longue date du champ monétaire.

Ces initiatives ont été portées généralement par des structures d'appui au niveau local : par exemple, ici, au niveau régional par l'Union Régionale des Scop, donc des coopératives. Le projet a donné lieu à la création de comités locaux d'animation ou comités locaux d'agrément du Sol, qui consistent d'une part, à sensibiliser la population à l'intérêt de créer une monnaie locale complémentaire et, d'autre part, à agréer les structures qui pourraient promouvoir le Sol et la monnaie locale à connotation d'économie sociale et solidaire.

### L'organisation du Sol

L'originalité et la force de cette monnaie est de s'appuyer sur trois types d'économie, donc de renforcer l'hybridation des économies que l'on a l'habitude de côtoyer, à savoir l'économie marchande, l'économie non marchande et l'économie de redistribution, portée par l'Etat et les collectivités locales.

Le Sol déploie trois volets qui correspondent à ces trois formes d'économie.
Aujourd'hui on parle plus spécifiquement de deux volets essentiels, une monnaie adossée sur l'euro, sur la monnaie officielle, que l'on appelle donc le Sol économique ; et un deuxième volet, c'est le Sol Temps, ou le Sol Engagement, qui valorise les initiatives non marchandes.

La deuxième originalité de ce projet réside dans la promotion d'une gouvernance tripartite qui fait intervenir les entreprises de l'économie sociale et solidaire, qui se sont greffées au projet (à l'origine : Chèque Déjeuner, la MACIF et le Crédit Coopératif), et qui au niveau local sont représentées sur l'agglomération grenobloise par exemple. Elles sont membres du Conseil d'Administration et forment un premier collège de membres.
Le deuxième collège intègre les collectivités locales, et favorise donc l'intégration des pouvoirs publics dans le système.
Le troisième collège fait la part belle aux Solistes, c'est-à-dire aux habitants, aux citoyens et aux membres de l'association qui veulent promouvoir la monnaie complémentaire Sol.

### Comment cela fonctionne concrètement ?

Le Sol économique valorise les initiatives de l'économie sociale et solidaire : il s'agit donc avant tout d'une démarche territoriale ancrée sur les besoins recensés des habitants. L'idée est de donner une « couleur » à son porte-monnaie, lui donner la couleur de l'économie sociale et solidaire.
On associe, on agrée des structures qui demandent à rejoindre le Sol, à savoir des associations ou des entreprises qui font la promotion des transports doux, de l'alimentation par circuits courts, des produits locaux, du commerce équitable, de l'épargne solidaire (notamment avec le Crédit Coopératif). Egalement, des initiatives liées au logement et à tout ce qui peut promouvoir une autre façon de construire ou réparer son logement, et enfin les loisirs de proximité.

Prenons l'exemple de la dernière structure que l'on a agréée sur l'agglomération grenobloise : l'amphithéâtre de Pont-de-Claix, qui est une association qui fait la promotion du théâtre, de la danse, des cultures populaires. Le titulaire d'une carte Sol (puisque l'on fonctionne actuellement sur une carte à puce, une

monnaie numérique) peut arriver avec sa carte et payer en Sol, ou, être crédité en bonification Sol sur le montant de ses achats en euros.
Ainsi il bénéficie de Sols soit comme au travers d'une sorte de carte de fidélité, soit, s'il a acquis suffisamment de Sols par ses achats solidaires, utiliser ses Sols dans le réseau des membres agréés.
Les Sols sont utilisables sur un territoire local, mais aussi nationalement.
L'intérêt du Sol est en effet d'avoir déployé également une compétence nationale : les Sols acquis sur Grenoble sont aussi valables à Toulouse, à Lille, à Paris, à Besançon, etc.

Aujourd'hui, sur ce volet économique, nous avons distribué 17 000 cartes depuis 2005, 1 000 sont actuellement et régulièrement utilisées par les consommateurs et 160 prestataires économiques ont été associés à cette initiative depuis le début. Des prestataires qui ont été agréés par des comités locaux d'agrément ou par les associations locales, puisque, maintenant à Grenoble, nous sommes devenu une structure entièrement gérée par des bénévoles.
Voilà pour le premier aspect.

Le deuxième volet, le Sol Temps se réfère aussi à des initiatives qui ont déjà été abordées ici, type banque du temps.
Là, le projet est de valoriser les échanges entre individus, donc les échanges de service comptabilisés en monnaie-temps : les échanges d'individus à associations, c'est-à-dire le bénévolat, les gestes éco-responsables et enfin, les échanges entre associations.
Les initiatives nationales sont nombreuses sur ce terrain : nous avons parlé tout à l'heure de Chambéry qui a envie de reprendre l'initiative de l'Accorderie dont on a parlé au tout début, on peut parler aussi de Lyon où l'on a mis en place une bourse de compétence, donc d'échanges interentreprises, interassociatifs, valorisés en Sol, donc valables spécifiquement pendant la bourse d'échanges, pendant un temps donné, mais aussi indifféremment et intemporellement à travers des échanges qui peuvent avoir lieu au sein de ce réseau-là.

L'objectif pour le Sol Temps ou Sol Engagement est de sensibiliser les collectivités locales afin d'offrir un catalogue d'offres sur leurs territoires. Parce qu'il est bien beau d'acquérir des Sols Temps par l'intermédiaire de son engagement bénévole sur un territoire, mais il faut donc en contrepartie pouvoir en bénéficier, notamment par le biais d'un accès aux services publics, par exemple par l'accès aux transports, aux équipements culturels, socioculturels, sportifs, etc.

### Les enjeux du Sol

Nous avons eu 10 000 euros de transactions réalisées sur l'année 2010, ce qui est finalement assez faible au vu des investissements qui ont été faits sur ce projet. L'enjeu est donc de valider économiquement ce projet, et également de diversifier les supports de transaction.
Aujourd'hui par exemple, à Toulouse, il est mis en place une nouvelle initiative liée à l'échange en coupons papiers et par le biais de paiement mobile également.

L'autre enjeu est de déployer un meilleur ancrage territorial : on peut en effet avoir la vision erronée du projet Sol comme un projet partant du haut vers la base, alors qu'en fait nous essayons de démontrer qu'il est possible de déployer une horizontalité et aussi de mieux répondre à certains besoins territoriaux.
Ainsi la diversité des initiatives locales du Sol montre que ce n'est pas le Sol national qui décide des orientations mais plutôt la base et les initiatives locales qui entendent définir les nouvelles orientations, la première étant de changer le taux de conversion pour arriver à 1 euro = 1 Sol.
D'autres initiatives comme celle-là ont été portées au niveau national par les associations locales ou les comités locaux.

Enfin, le dernier enjeu qui est le plus important à notre sens : il s'agit de faire de l'éducation populaire autour de ces initiatives et donc de valoriser l'outil Sol comme un outil à la portée des citoyens et des habitants, en leur permettant de définir les règles du jeu et en valorisant leurs initiatives collectives et citoyennes locales.

# Discussion I

## Eléments de contributions, de commentaires et de réactions

Alain Roy - La Route des SEL.
L'objectif avoué de cette rencontre étant de créer du lien, je vais vous en proposer un : www.route-des-sel.org. Nous sommes une émanation des SEL en France, et nous échangeons de l'hébergement.
Notre unité est la nuitée, et nous comptons environ 2 000 membres par an.
La seule et unique condition pour adhérer à La Route des SEL est d'être membre d'un SEL.
Nous ne faisons aucune publicité sinon par le biais des SEL dont les membres sont invités à adhérer et recevoir un catalogue qui liste les hébergements disponibles dans l'année.
Cela fait 4 ou 5 ans que l'on est 2 000 membres, l'association existe depuis 13 ans, et nous sommes sur le point de nous ouvrir à l'étranger.
Nous allons mettre nos informations en ligne par le biais d'un site d'inscription qui est en cours de réalisation. Et à partir du moment où vous êtes membre d'un SEL, d'un LETS, d'une Time Bank, que ce soit en Espagne ou en Nouvelle-Zélande, vous serez invité à devenir membre de La Route des SEL.

Molly Scott Cato – Stroud/Transition Network
Je voulais rajouter un point très brièvement par rapport à ce qu'a dit Josh Ryan Collins du Royaume-Uni.
Nous sommes en train de faire des essais avec le demurrage, dans ma ville de Stroud, et je voulais dire que la Grande-Bretagne a une histoire riche et réussie en rapport aux programmes de LETS : nous en avons mis un en place à Stroud par exemple.

J'ai été ravie de voir que ce matin nous avons commencé avec l'utilisation du mot «expérimentation», parce que, c'est cela que nous faisons, surtout dans nos économies développées, c'est le mot expérience qui est très important.

Je pense qu'il est vraiment très important que nous ne soyons pas trop stricts par rapport à nos concepts de réussites et échecs. Est-ce qu'un système est une réussite parce que cela a duré pendant 20 ans ou parce que cela a un chiffre d'affaires d'un million ? Je pense que ce qui est important est de faire des essais et de tirer des enseignements de tout ce que nous faisons, et de les partager avec d'autres, c'est cela qui nous permet à tous de progresser.

Il y a une loi en économie nommée d'après un économiste britannique qui s'appelle Thomas Gresham, qui est la loi de Gresham et qui stipule que le bon argent pousse le mauvais vers la porte, et si vous êtes dans un pays, comme c'est le cas au Royaume-Uni, qui a une monnaie de réserve très forte, vous aurez beaucoup de mal à rentrer en concurrence, en compétition avec cette monnaie.
Selon moi, ce que nous faisons, c'est que nous mettons en oeuvre des projets-tests pour être prêts le jour où le paradigme changera.
Nous appelons notre mouvement « Mouvement de Transition » (Transition Movement) parce que nous considérons que nous sommes en train de mettre en place une transition vers un autre avenir. Peu importe si nous ne savons pas de quoi sera constitué cet avenir, je vois simplement les monnaies sociales comme un schéma qui entre dans ce contexte : nous serons en mesure de proposer de nouvelles compétences pour répondre aux enjeux du monde économique de demain.

Damien Roumet – Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire de Rhône-Alpes.
Selon moi, l'une des propositions de la journée est de réussir également à développer un réseau, au niveau régional, entre toutes les initiatives qui sont présentes sur la région Rhône-Alpes, qui existent, qui sont en train de se monter, celles qui sont en phase d'émergence. Et de réussir à avoir d'une part un message clair et précis auprès des collectivités, des pouvoirs publics et des médias, et d'autre part de parvenir à mutualiser un certain nombre d'outils pour aider au développement de ces initiatives sur le territoire.

J'avais peut-être une question, mais que l'on va sûrement appréhender dans les ateliers ou dans les échanges informels : comment mesurer la taille critique qui ensuite permet l'essaimage des expériences ? On l'a vu avec l'Accorderie, avec le Palmas également, où il y avait nécessité d'une certaine cohérence, cohésion, entre les personnes membres de ces monnaies sociales et locales. Et en même temps comment savoir à partir de quel moment il y a la nécessité d'essaimer, de créer d'autres monnaies à côté, tout en parvenant à conserver cette cohérence et cette cohésion au sein des initiatives territoriales ?

Jean-Paul Pla – Maire-adjoint à l'économie sociale et solidaire, Ville de Toulouse.
Je souhaitais juste faire part de notre expérience à Toulouse dans le cadre du lancement du Sol Violette. Nous avons réalisé tout un travail de concertation pendant près d'un an et demi, avec des habitants, des entreprises solidaires, des banques, des collectivités, etc.
Aujourd'hui nous sommes arrivés au choix et avons voté au mois de décembre le financement et le lancement du Sol Violette sur la ville de Toulouse, sur une zone d'expérimentation de 100 000 habitants.
Le processus s'est déployé avec tout un travail de formation d'un ensemble de structures : associations, entreprises solidaires etc.
Nous avons donc voté et débloqué, au niveau de la ville, 120 000 euros que viendront compléter d'autres financements en provenance d'organismes financiers solidaires, que l'on a cités tout à l'heure (La Nef, le Crédit Coopératif, etc.).
Cependant nous continuons de nous poser un certain nombre de questions : la collectivité a la volonté politique de mettre en place et accompagner le Sol Violette mais reste à savoir comment faire en sorte de parvenir à ce que cette monnaie soit utilisée par tous, et pas seulement par certaines personnes qui portent les projets, que cela ne soit pas de l'entre-soi non plus de certaines personnes plus militantes qui pensent que la société doit changer, et qui ont effectivement fait en sorte que nous soyons preneur de cette démarche. Ce nous, c'est autant ceux qui sont effectivement dans notre monde de l'économie solidaire, que ceux qui sont les plus précarisés et qui voient cela comme un univers très particulier, dans laquelle, très souvent, ils ne sont pas intégrés.
Notre horizon de réflexion et d'action est donc aujourd'hui : comment faire en sorte qu'il y ait réussite dans ce projet, que ce soit l'ensemble des acteurs et des citoyens qui soit réellement concerné ?

Michel Mombrun - Président de l'association SOLICITES en Essonne, Ile-de-France, porteuse également du projet Sol.

J'avais envie de restituer ce que j'ai entendu toute cette matinée et hier soir également, dans cet extraordinaire foisonnement d'initiatives et de richesses, portées par la réalité des territoires et des personnes qui animent cela, par trois mots-clés qui m'apparaissent évidents.

Le premier, « éducation populaire » : la plupart des initiatives, sinon presque toutes, sont portées par une véritable action d'éducation populaire avec tout ce qu'elle avait de reconstruction, d'imagination et d'invention au lendemain de la seconde guerre mondiale en tout cas, en France, puisque c'est un mouvement que j'ai particulièrement bien suivi et connu.

Le deuxième, « développement durable » : toutes ces monnaies sociales, solidaires, complémentaires, sont les monnaies du développement durable, du *sustainable development,* tel que l'on peut l'entendre avec ses valeurs fortes et non pas les dérives auxquelles on assiste aujourd'hui. Et ces valeurs fortes, elles partent de l'intégration de dimensions nouvelles : les limites de notre planète, réintégrer l'être humain comme faisant partie de la diversité du vivant. Françoise Lenoble de Villeneuve-sur-Lot le rappelait tout à l'heure, et cela est absolument essentiel : il faut que les monnaies sociales complémentaires, s'inscrivent dans ces valeurs fortes que porte le développement durable. Et qu'elles reprennent les authentiques richesses qui font notre vie humaine, qu'elles portent les relations, l'amitié, l'affection, l'amour, le plaisir, le ludique, tout ce qu'il est essentiel de remettre au coeur de nos préoccupations parce que c'est cela qui porte le monde et que, sans cela, notre monde serait bien triste et que cela ne vaudrait peut-être pas la peine d'être vécu.

Le dernier terme, « citoyen » : il vient en conclusion de tout cela. Nos démarches ne peuvent être portées que par l'initiative citoyenne, par cette démocratie ascendante, et je prends ce mot exprès, parce que, nous sommes près de Grenoble, où un ancien maire, Hubert Dubedout a initié la démocratie ascendante, celle qui part des citoyens, de leurs préoccupations, de leurs soucis immédiats pour arriver à une meilleure intégration dans les politiques publiques.
L'enjeu et l'outil c'est la réappropriation par les citoyens de leur présent et de leur avenir.
C'est tout cela que l'on porte et ces trois mots clés, avec cette conclusion de la reprise en main des citoyens qui reprennent les champs de leur vie et de leur activité, me semblent être les termes-clefs qui portent cela et qu'il ne faut surtout pas oublier.

Etienne Ayem – Association TAOA
Très rapidement, on parle de conscientisation, d'éveil des consciences, et de communiquer des messages simples pour un sujet assez complexe, assez variable et qui couvre tellement de choses.
Je viens de terminer un projet de BD augmentée sur internet,en 12 pages.
C'est une histoire, une façon d'expliquer les monnaies complémentaires, pourquoi, comment, etc.
Ce n'est pas parfait mais cela donne un support, un moyen.
Pour l'instant elle existe en français, nous avons pour projet de finir de la traduire en anglais.
Vous pouvez la trouver sur internet à cette adresse : http://app.owni.fr/bd-augmentee/

N'hésitez pas à la partager, à la faire tourner, à la diffuser, c'est une façon plus décontractée de parler des monnaies complémentaires et de diffuser notre message.

Stephanie Rearick – Time Bank USA
Je suis coordinatrice d'un nouveau projet qui s'appelle « Time for the World ».
Je voudrais simplement dire que notre objectif est de créer un une communauté d'apprentissage internationale en ligne qui permette de connecter des « penseurs » et des « praticiens » et au travers de laquelle nous pourrions mettre en place des modélisations expérimentales de monnaies complémentaires.
Nous allons proposer des outils de formation, de communication, d'analyse également, et notre objectif est d'y impliquer toutes les personnes qui souhaitent y participer, et je serais ravie que vous visitiez notre site web : http://blog.timeftw.org
Il y a juste un formulaire de contact à remplir. Nous cherchons des contributions de la part de tout le monde, tout sera partagé à travers une licence *creative commons*, donc.. rejoignez-nous !

Jean-Michel Servet – professeur d'études du développement à l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID), Genève
Je me suis demandé en écoutant les différentes interventions, pour caricaturer un peu, comment dans un réseau de commerçants choisis et de consommateurs actifs (si j'ose dire), on arrive à mobiliser les initiatives productives des citoyens eux-mêmes, ce qui était l'un des buts originels des systèmes d'échange local ?
Notamment lorsque les citoyens, mais c'est un exemple très français, n'ont pas par ailleurs l'équivalent d'un statut d'auto-entrepreneur ?
Donc pour ceux qui ne me connaissent pas, je suis universitaire Genevois et lorsque j'habitais Lyon, j'étais membre du Grain de SEL. Je ne sais pas s'il y a des membres du SEL de Villeurbanne mais c'est peut-être au nom de ce souvenir en quelque sorte que je pose cette question, parce que cela m'a interrogé en entendant certains fonctionnements de marchés éthiques, normés, etc. mais qui posent un problème dans la mobilisation même des ressources humaines existantes, pour ne pas faire de nous-mêmes simplement des consommateurs.

Damien Rehar - SEL de Nancy
Nous avons opté pour la monnaie fondante, mais une monnaie fondante annuelle. C'est-à-dire, toutes les fins d'année, ou début janvier, nous brûlons physiquement notre monnaie.
Notre monnaie ce sont des petites cartes, comme des cartes de crédit, à un moment donné, on avait également émis des billets, à l'effigie d'hommes et de femmes politiques du moment, et ces billets étaient valables du temps de la mandature du ministre. Donc, si le ministre avait démissionné, ces billets ne valaient

plus rien. Nous avons considéré que l'argent est un dieu, et du coup, nous le détruisons avant qu'il ne nous détruise et certains se proposaient même de danser nus autour du feu mais bon, en hiver, ce n'est peut-être pas très pratique.
Voilà, c'était simplement un témoignage sur ce type de monnaie.

### Jean-François Marquès – Association TAT - Monnaie Occitan, Pézénas - France

L'Occitan est une monnaie papier que l'on a lancée il y a un an, le 19 janvier 2010 et qui continue de circuler localement. Cela ressemblerait plus à la Lewes Pound en Angleterre.
C'est une monnaie fondante à 100 %, c'est-à-dire qu'au lendemain du 31 décembre elle ne vaut plus rien.
Sur la première année, nous avons eu approximativement une centaine de particuliers et une soixantaine de commerçants. Cette année, l'objectif est d'atteindre 800 à 1000 particuliers.
En 2011, nous avons de nouveau une cinquantaine de commerces sans compter les saisonniers, qui pour certains jouent le jeu.
Les collectivités locales sont attentives, la ville de Pézenas devrait s'impliquer d'avantage : nous espérons mettre en place un partenariat pour qu'elle accepte la monnaie au centre aéré, à la crèche, au restaurant et au cinéma municipal.
Pour plus de détail : http://www.deviseoccitan.com/

### Jean-Michel Cornu - Fondation Internet Nouvelle Génération (FING)

Je voulais faire part de notre démarche pour ceux que cela intéresse : à partir du mois prochain nous lançons un petit groupe d'étude et d'échange pour essayer de voir un peu tout ce que les monnaies complémentaires ne savent pas bien faire, ou qu'elles ne font pas du tout.
Par exemple, est-ce que l'on pourrait faire des monnaies sur la valeur d'usage, de la monnaie qui permette de prendre en compte les systèmes d'estime dans les groupes, c'est-à-dire qu'il s'agirait de monnaies qui ne seraient pas mesurables, qui ne seraient pas forcément transactionnelles, dans le sens où je peux faire quelque chose pour vous et toutes les personnes tout autour, en retour m'accordent leur estime.
Ou bien, mettre en place des monnaies avec lesquelles on pourrait faire de l'investissement sans spéculation.
L'idée est d'essayer d'identifier tout ce qui se fait mal, regarder s'il n'y a pas déjà des gens qui ont trouvé des solutions, pour lancer quelques pistes de recherche et faire ce que l'on appelle de l'innovation monétaire.
http://fing.org/

### Michel Lepesant - Monnaie La Mesure, Romans-sur-Isère, France

Juste une question : on a entendu beaucoup d'exposés d'expériences très diverses. Le mot d'essaimage a été un moment prononcé, mais est-ce qu'on ne risque pas au contraire l'éparpillement avec tellement de formes différentes.
Lorsque j'entends certains défendre le développement durable : est-ce qu'il ne faudrait pas penser pour la transition à sortir du développement aussi, et oser poser des questions un peu plus radicales, car à se contenter de faire du patchwork, on risque finalement, de conserver le système actuel.

# Rapports des ateliers

# Ateliers transversaux
# Mise en œuvre des initiatives
## (éléments-clés du fonctionnement)

## Atelier I
### Quelle monnaie, pour quels objectifs, et avec quels outils ?
### Architecture monétaire & outils

Rapporteur : Claude Henry – Réseau Beijaflor - France

L'atelier a travaillé sur trois grands types de questions

A/ Des questions de sémantique sur les monnaies
B/ Les besoins en « outils », entendus au sens très large du terme
C/ Les relations avec les collectivités locales.

A/ Questions de sémantique
La compréhension de la complexité de la question des monnaies complémentaires (MC) n'est bien entendu pas achevée ; il est encore nécessaire d'échanger sur des aspects encore flous ou en développement, au sein d'une diversité d'approches.
N'a pas été reprise la diversité des formes de monnaies.
C'est en interrogeant chacun sur ses « demandes » que des questions de sens sont apparues, outre les recherches d'outils qu'on traitera au point suivant.

Un exemple, à partir d'un projet malien « Moniba »
On est parfois intrigué par le fait qu'une personne avec des capacités supérieures va pouvoir offrir plus de services que les autres, et donc avoir un compte (quelque soit l'unité de compte ou la monnaie – même dans le crédit mutuel) bien supérieur aux autres.
Dans l'exemple du projet malien, il s'agit d'attribuer des bourses à de futurs enseignants.
Si on désire repérer les meilleurs éléments à soutenir en leur donnant des bourses, ce n'est pas par le montant de leur solde de points dans un système d'échanges d'entraide entre étudiants qu'ils se révéleront, mais par le fait qu'ils auront reçus autant qu'ils auront donné. (leur capacité à se saisir des connaissances des autres mais aussi à transmettre les leurs)
Voir sur www.forum-usages-cooperatifs.net/images/d/d9/Moniba.pdf

La question de la création monétaire a été déjà plusieurs fois évoquée. Des vidéos célèbres en traitent bien. Mais la question de la suppression de la monnaie demande encore à être éclaircie. Au moment du remboursement d'un prêt, l'argent est-il totalement supprimé? Ou entre t-il dans la capacité de la banque à prêter ?

La nécessaire régulation de la masse monétaire a été rappelée ; l'exemple argentin des années 2001/2002 reste dans les mémoires, comme l'expérience à la plus grande échelle jamais réalisée, mais en en même temps en tant que « fracaso » (échec), comme disent les hispanophones par débordement/détournement des règles, et donc par manque de régulation.

Le lien entre la réflexion sur les MC et sur les « biens communs » est-il suffisamment développé ?
Voir le texte de Pascale Delille présenté à la conférence internationale du 16/17 février.

Un exemple a permis de revenir sur des monnaies plus difficiles à comprendre : les monnaies de réputation. Dans une université, il est mis un place un système de citations des travaux des étudiants,d'un type voisin de celui de la renommée des chercheurs à travers le nombre ce citations de leurs textes dans les revues scientifiques de prestige. Ce sont moins des monnaies que des indicateurs (ici de qualité, reconnue, donc de renommée).

## B/ Quels outils ?

Les outils, de quoi parle t-on ? Des outils techniques, sûrement, mais quoi d'autre ?
Comment définir les besoins? Comment en partager les pratiques ?

### B1 - Des outils pour quoi faire ?

Il a été rappelé opportunément que l'intention d'un projet porté par un collectif est premier par rapport au choix des outils techniques.
Il n'y a pas d'outil idéal, passe-partout, d'où l'importance de la transmission et des échanges de savoirs entre collectifs de projet (cf. point B3 ci-dessous).
La conviction est très largement partagée que MC et communautés d'acteurs sont intimement liées.
Des promoteurs de MC ont donc besoin d'outils d'animation de collectifs, de régulation, de qualité démocratique.
Il a été également souligné que l'on doit s'adresser à des publics d'utilisateurs de MC qui ne sont pas des spécialistes. Il faut partir de la culture technique des utilisateurs, et même de la culture tout court (y compris à parler d'analphabétisme). Une ergonomie simple est vivement souhaitée, ainsi que la facilité de configurer les outils polyvalents.
On a noté combien est importante l'appropriation/mutualisation des outils techniques par les membres des collectifs.
Enfin, certains souhaitaient disposer d'outils de simulation avant de se lancer dans des expériences.

### B2 - Des outils pour partager nos expériences

Nous avons souhaité disposer d'outils dans lesquels la capitalisation des expériences soit visible et une capitalisation faite avec un certain nombre de critères qui permettraient à chacun d'aller assez vite pour repérer la ou les expériences, ou les réalisations, qui lui importent en fonction de l'intention présidant à la création de sa monnaie complémentaire.

Quelques exemples :
Le CES - Community Exchange System possède un site fédérateur - http://www.ces.org.za
Le site de Philippe Derruder - voir http://www.lhed.fr/frame.php3
Le site http://monnaie-locale-complementaire.net/ vise à « mutualiser des outils, des informations et de la documentation sur les monnaies locales complémentaires papiers et convertibles » en France.
Une revue en anglais – CCMagazine, Community Currencies Magazine, est disponible, en ligne
http://www.ccmag.net/node/9

### B3 - Les outils techniques les plus souhaités concernent la transmission et la gestion des données de compte.

Des outils (on parle maintenant de plateformes multi-supports) permettent des transmissions par SMS-téléphone mobile, par le Web.
Plusieurs solutions ont été citées, en particulier :
Cyclos (version en français, récente) http://www.cyclos-france.org/
Pay Mobey (actuellement en version « propriétaire », mais une version logiciel libre (LL) est en préparation pour tous les acteurs de l'ESS)
CES sur le site du CES – en anglais- il est possible d'utiliser des outils de gestion des échanges

Des outils sont adaptés à certains types de monnaie, pas à d'autres : monnaies convertibles, monnaies non

convertibles, monnaies temps, monnaies de reconnaissance.

Un choix est à faire selon la taille, la complexité, le degré de sécurité recherché.

On aurait besoin de « place de marché » (market place), offre et demande.
Une existe, le flowplace du Transitioner, prochainement davantage accessible.

Attention, les terminaux spécifiques à une MC particulière semblent condamnés.
Dans les MC de type B2B, des formules de type « barter » nombreuses existent maintenant, élaborées.
Voir le système utilisé par Katao, à Montauban. http://www.katao.fr/

Voir des liens avec plusieurs plateformes sur le site http://www.gtmonnaie.be/taxonomy/term/53

## C/ Relation avec les collectivités locales.

Le point le plus intéressant est celui des monnaies « affectées » par les pouvoirs publics locaux.
L'atelier ne l'a pas abordé, mais est revenu sur la question de la fiscalité. Moins sur la déclaration des impôts à payer (ce point est maintenant largement réglé) mais sur la possibilité de payer ses impôts locaux en MC.
Trop peu d'expériences existent encore sur ce point.
Leur multiplication pourrait être un accélérateur des MC.

Une expérience proche de ce thème a été citée par Bernard Lietaer : les étudiants de l'université Missouri à Kansas City peuvent payer leurs frais de scolarité partiellement en monnaie locale qu'ils obtiennent en rendant des services de type service civique.
« Chaque étudiant doit payer un impôt de 25 Buckaroos chaque semestre à l'université. Pour gagner cet argent, il doit rendre des services, en répondant aux offres d'emploi postées par diverses organisations locales à but non lucratif, auxquelles le Trésor de l'université fournit les Buckaroos et qui payent les étudiants un Buckaroo de l'heure. »
Voir le site http://www.alternatives-economiques.fr/un-emploi-pour-tous-__fr__art_875_45451.html

Deux autres points ont été cités:
- un point positif: le soutien des collectivités locales à des associations ;
- un autre négatif: le règlement partiels d'achats publics en MC rencontre de fortes oppositions chez les tenants de la concurrence pure et dure.

Pour finir, une réflexion de prudence : réfléchissons aux impacts écologiques de nos systèmes de MC.

# Atelier II

## Un monnaie pour qui, avec qui ?

## Comment articuler la monnaie avec les individus et avec le système ? Comment est-elle appropriée et portée « plus ou moins » collectivement ? Education populaire, communauté d'acteurs, gouvernance (y compris en travaillant sur le cadre légal/local)

*La retranscription et le compte-rendu réalisé en plénière pour cet atelier a été remis en cause par certains participants. Les débats de l'atelier ont en effet été pris en note par le rapporteur sous forme d'idées d'emblée organisées par thèmes, et notamment les thèmes proposés dans le cadrage de l'atelier.*
*Certains participants ne s'y sont pas retrouvés, les points forts du compte-rendu ne correspondant pas, de leur point de vue, à la teneur des échanges dans l'atelier.*
*Une tentative a été faite pour une réécriture du compte-rendu après le séminaire, mais les mobilisations a posteriori sur ce type d'activité sont toujours difficiles et n'ont pas abouti. Par conséquent, la conduite à tenir pour la réalisation des actes de la rencontre ne sera jamais satisfaisante pour tous.*
*Nous avons choisi d'intégrer ici le compte-rendu tel que réalisé par le rapporteur, mais en signalant qu'il ne reflète que le regard et l'interprétation de la personne qui l'a réalisé.*

Rapporteur : Christophe Cesetti – Collectif Les Valeureux - France

Nous avons essayé de voir comment articuler les monnaies et les individus, en abordant trois axes, qui sont :

1. l'appropriation : comment les individus peuvent s'approprier les monnaies et donc s'articuler avec elles
2. les individus entre eux, les acteurs en tant que tels : de qui parle-t-on exactement ?
3. Et enfin, le cadre, le contexte, l'environnement dans lesquels cette articulation doit se faire.

### 1/ Appropriation

De la discussion sur l'appropriation, a émergé le fait qu'expliquer ne suffit pas toujours et que le passage à l'acte peut ne pas être immédiat. Ce n'est pas parce que l'on dit les choses qu'elles vont se faire. Tout un cheminement est nécessaire avant de parvenir au résultat final (utiliser des monnaies complémentaires), et pour y parvenir, le chemin est presque aussi important que le résultat obtenu. Il y a donc un gros travail à faire au niveau de l'éducation populaire et sur la notion de confiance : comment s'instaure la confiance ? Quels sont les outils à mettre en place ? Quelles relations avoir entre nous pour faire que cette confiance se mette en place ?
A partie de là, il s'est dit que l'appropriation était peut-être plus facile en fonction de la culture : peut-être que l'élément culturel est un élément qui facilite ou complique l'appropriation des monnaies par des individus. Il y a peut-être un terrain fertile là où les membres du collectif partagent une culture commune ; le partage d'un même « art de vivre ensemble » est un facteur clé de succès pour implémenter des monnaies complémentaires (notion de biotope, écosystème propice ou pas).

Une question a émergé. Alors que le débat était posé en ces termes «les monnaies, pour qui et par qui ?», nous avons évoqué une question qui nous semble préalable : est-ce qu'il ne s'agit pas d'abord de se demander «pourquoi ? pour servir quoi ? pour partager quoi ?» avant de traiter la question du «pour/par qui ? Comment ?» ?

Il y a nécessité à réaliser un questionnement dans un ordre précis quand un collectif veut déployer une monnaie complémentaire. Cet ordonnancement des questions est aussi important que la prise en compte de la culture, laquelle doit nous aider à trouver ce «pourquoi», avec une vision globale, systémique du monde complexe. En outre, il convient de ne pas s'arrêter uniquement à la mise en valeur de la dimension sociale quand on met en place des monnaies complémentaires (environnement, consomm'acteur…). Cet

élargissement est beaucoup ressorti durant les trois jours, où l'on a souvent entendu qu'il faut monter un « cran au-dessus », aller au-delà des monnaies complémentaires comme simple palliatif à la pauvreté.

Il y a aussi un certain nombre de précisions que le groupe a souhaité apporter pour présenter quelles seraient les conditions favorables à une appropriation facile par les utilisateurs des monnaies complémentaires.
Il est essentiel de dire que la monnaie n'est qu'un moyen, et non une fin en soi. Un vaste travail reste à réaliser là-dessus, parce que l'on s'arrête souvent sur les modalités en passant trop vite sur les principes.
Il importe aussi de limiter la quantification à outrance : le risque de la monnaie conventionnelle - et de la monnaie complémentaire par la même occasion - c'est de tout quantifier.
Distinguer des typologies de monnaies contribue également à l'appropriation. Ainsi, un certain nombre de confusions ont été élucidées par Jérôme Blanc avec les typologies de monnaies qui ont pu nous être présentées durant ces 3 jours. Il convient également d'éviter les confusions entre les monnaies sociales, locales, complémentaires, et de comprendre que les richesses peuvent être échangeables, mesurables et exprimables avec ou sans monnaie.

Nous avons également trouvé utile de noter que l'appropriation des monnaies complémentaires par ses utilisateurs serait facilitée en considérant que la monnaie n'est pas seulement un moyen en tant que tel, mais plutôt la représentation d'un courant, d'un flux. Cette notion se réfère au mot « currency » en anglais, que l'on ne retrouve pas en français malheureusement (il faudrait peut-être que l'on s'invente un mot et peut-être que le débat sur la sémantique pourra nous y aider).
Une ouverture vers la notion de monnaie libre a également émergé, comme alternative allant un peu pus loin que les monnaies complémentaires et sociales.

## 2/ Acteurs

Nous avons cherché à comprendre comment les acteurs pouvaient s'articuler entre eux, après avoir fait l'exercice de les identifier. On retrouve les fondateurs, les adhérents et les partenaires qui permettent, dans le cadre de monnaie complémentaire d'échange, d'effectuer ces échanges. Rappelons juste une limite, qui a déjà été évoquée par d'autres ateliers, à savoir que l'échange avec des commerces va peut-être désengager les citoyens de développer de vraies démarches responsables à leur niveau. La question est alors : comment fait-on les choix judicieux des partenaires ? En fonction de quels critères ? Il y a un débat à instaurer entre tous les utilisateurs, les fondateurs et les adhérents des monnaies sur cette problématique.

Nous avons aussi abordé un périmètre d'acteur qui n'est pas souvent évoqué et que je n'ai pas toujours retrouvé dans ces trois jours : les entreprises. Qu'elles soient des associations ou des entreprises privées, à but lucratif ou non, nous avons là des individus qui, avant d'être des salariés, sont des citoyens. Et peut-être qu'en s'adressant à eux d'une certaine façon, il serait possible de parvenir à développer des monnaies complémentaires intra-entreprises et pourquoi pas inter-entreprises. Les entreprises sont en effet souvent critiquées mais il paraît utile de les aider à évoluer, en vue de mettre en place ou aider des monnaies complémentaires.

Un point essentiel pour assurer l'articulation entre ces acteurs est de travailler sur la notion de gouvernance : définition des rôles, qui fait quoi, comment ?
J'ai bien aimé cette phrase « il faut se désaccoutumer de la gestion classique du pouvoir ».
Il faut que l'on invente de nouvelles façons de faire comme la sociocratie, l'holacratie ; nous avons même parlé d'approche holomidale, que je ne connaissais pas, qui, avec l'approche intégrale et les pratiques développées lors du forum social économique, sont des approches et des pratiques de gouvernance qui permettent d'impliquer tout le monde et d'essayer de nouvelles choses.
Quitte à essayer de nouveaux outils, autant essayer également de nouveaux modes de gouvernance, non ?
En termes de risques, nous avons évoqué celui du mélange des fonctions placées entre les mains d'un même individu, notamment le risque de mélange des fonctions politiques et de celles d'opérateur technique. Quand un opérateur technique a la main sur les décisions politiques, cela devient délicat.
Enfin, nous avons évoqué quelques exemples d'architecture de gouvernance : association, pas association, fonds de dotation ou pas etc. mais là, ce serait entrer trop dans le détail.

## 3/ Cadre

Sur la troisième partie « le cadre et le contexte », nous avons abordé quelques moyens structurels qui permettraient d'accompagner les monnaies complémentaires et d'articuler les individus.
Est-ce que l'on instaure une association ou une fondation ?

Il est aussi nécessaire d'aborder l'aspect fiscal qui orientera le cadre dans lequel monnaies et acteurs évolueront. Il a été évoqué par d'autres ateliers lorsqu'il était fait référence au paiement des impôts. A ce titre, j'observe que cet élément est ressorti plusieurs fois dans les ateliers, comme s'il s'agissait d'une notion évidente dans tous les esprits : les collectivités locales doivent cautionner le paiement des taxes locales en monnaie complémentaire. Cela constituerait vraiment un signal fort pour aider à articuler les acteurs entre eux, et avec les institutions. La Banque centrale est aussi un acteur clé qui influence le cadre et qui facilite ou non cette articulation acteurs / monnaies que nous recherchons.. Un gros travail reste à faire avec les Banques Centrales, pour les mettre dans une posture où sans être « pour », au moins elles ne sont pas « contre » et laissent les coudées franches aux initiatives de monnaies complémentaires pour avancer.

Ont été évoqué aussi les aspects légaux et juridiques.
Le risque dans l'utilisation des monnaies complémentaires est d'être constamment rattrapé par le juridique. On prend des risques, un peu à l'image de celui qu'ont couru les personnes qui soutenaient l'IVG à l'époque : voilà des femmes ont pris le risque de faire des choses hors la loi pour, justement, permettre le débat qui a finalement permis de changer la loi. Ainsi, nous faisons un peu la même chose avec les monnaies complémentaires. L'idéal, pour gagner en efficacité, serait , dans un premier temps, de repérer des brèches juridiques du système. Dans notre discussion, il est apparu que la notion de temps (monnaie temps, banque du temps) peut nous aider à contourner certains éléments juridiques, et nous éviter d'être hors la loi.

Un autre point, que l'on n'a pas approfondi mais qui aurait pu être évoqué plus longuement, c'est l'aspect de l'éducation nationale en tant qu'institution (surtout en France, où on l'appelle même « le mammouth »). Il y a des choses à faire au niveau de l'éducation pour aider à articuler, avec les générations futures, les comportements que les uns auront avec les autres, et les comportements que nos enfants auront avec le collectif.

Enfin, il reste cette question, qui est vraiment cruciale : « est-ce qu'une monnaie complémentaire doit forcément s'inscrire dans un cadre politique ou non ? ». Nous n'avons pas abouti à une réponse, mais c'est ce que l'on voulait apporter dans notre approche du cadre nécessaire pour articuler les monnaies et les individus.

# Ateliers sur les enjeux

## et comment les monnaies y répondent, leviers/obstacles

## Atelier III

### S'intégrer ? Transformer ?

Comment la monnaie complémentaire s'intègre-t-elle dans un projet politique (pour le territoire), et comment peut-elle être un levier de transformation ?
Comment la monnaie transforme ? Ce qu'elle transforme, comment, pourquoi – quels objectifs ?

Rapporteur : Lutgarde Dumont – Groupe de travail Monnaie - Belgique

Nous n'avons pas eu le temps d'aborder l'ensemble des points et nous nous sommes concentrés sur l'implication des politiques en nous interrogeant sur «comment impliquer un maximum de gens ? Comment avoir un impact réel dans la société à travers les monnaies complémentaires ?».

Et un peu comme les autres groupes, nous avons abordé deux types de questions :

- premièrement, concernant l'agenda politique social, le pourquoi des monnaies complémentaires : que veut-on obtenir, du point de vue politique, social ? Quel impact veut-on avoir ?

- et deuxièmement, comment est-ce que l'argent ou les monnaies complémentaires peuvent contribuer à réaliser cet impact ?

Sur le premier point, nous avons discuté de la relation entre les citoyens et les politiques, la dualité bottom-up / top-down : est-ce que les politiques nous comprennent, est-ce que les citoyens passent d'abord ?
Il y avait différentes opinions là-dessus mais la question centrale reste : comment crée-t-on des liens de coopération, de compréhension, de collaboration, plutôt que de critique ou d'opposition envers les politiques ?

Pour cela, nous avons considéré, premièrement, qu'il était primordial de développer un nouveau langage, parce que les politiques ne comprennent pas toujours de quoi nous parlons. Nous utilisons un langage qui est imprégné de significations issues de paradigmes « classiques », alors même qu'il nous faut exprimer quelque chose de nouveau.
Et pour cela, il nous paraît nécessaire de réfléchir ensemble, de développer d'autres modèles, d'autres cadres et un autre langage qui deviennent de plus en plus largement utilisés pour que l'on se comprenne.

Deuxièmement, dans ce processus d'apprentissage collectif, quelqu'un a proposé un nouveau terme, c'est « l'ESPérience », un processus d'expérience mais basé sur l'espoir.

Car on ignore avant de commencer où cela doit arriver, arrivera : il s'agit à chaque fois d'un processus, basé sur une confiance que l'on construit au fur et à mesure que l'on essaie, que l'on expérimente des systèmes et que l'on commet des erreurs. Et c'est ainsi que petit à petit, l'on apprend comment mieux gérer l'expérience dans laquelle on s'est lancée.
Il n'y a donc pas d'expert « qui sache avant » comment cela doit se faire, mais une confiance, des valeurs, une éthique qui sont centrales et doivent fixer le cadre dans lequel on peut se permettre de mettre en oeuvre ce processus d'apprentissage collectif.

Pour rejoindre ce qu'ont déjà indiqué les participants du premier atelier, nous ressentons donc quand même le besoin de cadre, de méthodologie de gestion, de démocratie participative, de prise de décision, etc.

Troisièmement, comme d'autres groupes, nous sommes tombés d'accord sur le fait que le processus est plus important que l'argent lui-même, mais qu'en même temps, l'argent peut quand même renforcer les processus. Donc, en reprennant le rapport aux politiques : s'ils ne comprennent pas très bien de quoi il s'agit lorsqu'on parle de monnaies complémentaires, une fois que celles-ci commencent à fonctionner, ils suivent. Ils constatent que cela fonctionne bien, qu'il y a de plus en plus de gens qui adhèrent, donc ils suivront.
Les projets, bien gérés, sont plus importants qu'un discours rôdé convaincant les politiques ; car il est nécessaire de leur présenter des projets concrets auxquels ils peuvent adhérer et donner leur soutien politique.

Les monnaies complémentaires peuvent aussi construire la base d'une réflexion collective sur ce qu'est la consommation, la production : comment veut-on consommer, produire, etc. ?
Là encore, la monnaie sociale et complémentaire est davantage entendue comme un processus qui suit différentes pistes, qui explore différents sens.

Quatrièmement, nous avons pointé un piège à absolument éviter qui est que, même à travers les monnaies complémentaires, l'économie ne peut devenir à nouveau le secteur ou la dimension dominante dans la société. La première question à se poser doit donc rester : comment organisons-nous la société ?
Et deuxièmement, quel rôle est-ce que l'on donne dans ce processus à l'économique, au monétaire etc. ?
L'économie doit, de ce fait, devenir aussi plus éthique, plus durable dans sa dimension sociale, et plus écologique.

Voilà pour l'agenda politique et social.

Il y a eu ensuite toute une discussion sur les monnaies complémentaires comme moyen d'échange versus moyen d'investissement, de crédit ou d'emprunt local.
Doivent-elles être séparées ou non ?
Il est clair que lorsqu'elles fonctionnent comme un moyen d'investissement, l'impact est plus fort sur le développement.
Il s'agissait de la deuxième thématique : l'argent local comme un moyen de développement territorial.
Mais qu'est-ce que le développement ? Il ne faut pas oublier de poser aussi cette question-là.
L'argent comme moyen de développement du territoire, mais la notion de développement n'est pas un objectif en soi, car l'outil monnaie sociale et complémentaire est aussi l'occasion et le moyen de réfléchir à ce qu'est le développement, comment cela reste aussi un développement éthique et durable ?

Les élus peuvent donner une légitimité aux monnaies complémentaire et locales s'ils acceptent le paiement des taxes dans cette monnaie : cela a déjà été évoqué, je ne vais donc pas revenir dessus.

Quatrièmement, nous avons abordé la question de la gestion des fonds de garantie : quels sont les acteurs les mieux placés pour assurer cette gestion ?
Nous avons répondu que c'étaient aux parties prenantes du projet de gérer ce type de fonds : les citoyens, associations, les acteurs de l'économie sociale et solidaire et les élus. En insistant sur le fait que les fonds de garantie peuvent être partiellement utilisés en monnaie complémentaire pour des investissement afin de donner un plus grand impact à nos projets.

# Atelier IV

## Structurer ? Renforcer ? Développer ?

## Comment démultiplier, renforcer les capacités, atteindre un saut qualitatif et quantitatif ?

Rapporteur : non précisé

Pendant l'atelier, nous nous sommes concentrés sur les questions de développement, de croissance, du « mouvement des monnaies complémentaires » à coupler avec un développement socio-économique, et surtout sur le rôle que peuvent jouer ces monnaies dans une transformation sociale.

On s'est préoccupé de savoir comment changer d'échelle, créer une culture de collaboration entre les différentes monnaies complémentaires.
L'un des outils que les participants de notre groupe ont plébiscité est le recours aux technologies open source, aux plate-formes multilingues, au crowd-sourcing et à la pratique de développements mutualisés.

Il nous a paru important également d'éviter une « ONGisation » des pratiques ou une fragmentation qui résulterait en une concurrence entre les monnaies complémentaires qui travaillent dans des domaines similaires et dans les régions similaires et qui génèrerait du coup, une perte d'efficacité, de direction.
Il est primordial donc de maintenir une réciprocité dans la culture administrative et l'organisation des monnaies complémentaires.

Nous avons évoqué aussi l'importance d'inclure des objectifs écologiques dans la conception de ces monnaies, pour encourager de nouveaux types de comportements, et faire émerger une nouvelle ère dans laquelle les institutions économiques reconnaîtront les monnaies complémentaires comme partie intégrante de l'écosystème, des biosphères et de l'environnement.

Un problème perdure : le manque de biens et services disponibles dans les systèmes actuels, au sein du mouvement d'économie solidaire. Et lorsque l'on gère un système basé sur le troc, il est d'autant plus difficile d'inclure de nouveaux membres qui puissent donner autant qu'ils prennent.

Bonne nouvelle néanmoins, nous avons évoqué les organisations qui aident à faire sortir nos expériences de la marge ou « subcuture » de la société dans laquelle elles sont parfois rejetées. Ainsi, la New Economics Foundation, ou STRO, qui aident à légitimer les monnaies complémentaires, à nous crédibiliser et à attirer des financements aussi bien qu'à éveiller l'intérêt et la mobilisation publics et politiques.

Nous avons également émis le souhait de voir une transformation des contenus pédagogiques afin qu'ils reflètent cette transition vers une nouvelle économie dans les manuels scolaires, que la notion d'économie soit mieux questionnée, problématisée.
Egalement qu'il y ait plus d'études réalisées dans les différents cursus concernés, davantage d'étudiants pour creuser les questions qui se posent dans ce champ.

Nous avons achevé nos échanges en interrogeant nos rêves, nos visions de l'avenir.
Nous avons fait un tour de table en nous posant la question : «quel est votre rêve pour l'avenir ?».
L'un d'entre eux était de parvenir à gérer nos intérêts multiples en évitant le statu quo, également comment dépasser les obstacles juridiques avec la croissance du mouvement des monnaies complémentaires et développer des stratégies au niveau national pour établir une coopération nationale, et contourner les obstacles.

Nous avons également abordé les technologies de paiement mobile, surtout intéressantes en Afrique pour la disponibilisation de liquidités et le développement des économies locales.

Nous considérons que les monnaies complémentaires ne sont pas la solution totale mais peuvent avoir un effet exponentiel quand elles sont appliquées à une économie sociale et qu'elles travaillent ensemble.

Nous avons également souligné l'importance de faire « rentrer » le thème des monnaies complémentaires dans la sphère artistique par des productions de théâtre, des films, pour toucher un plus grand public.

# Ateliers « libres »
# de partage d'expériences

## Atelier V

### Monnaies sociales et révolution

ajouté sur proposition de Pablo A. Mayayo Formiga – Red Nacional de Sistemas de Trueke Bolivariano - Venezuela

Rapporteur : Anne Amblès – Mayenne en Transition - France

Tout en se présentant, les participants de nombreux pays d'Amérique latine (Equateur Brésil Colombie Argentine Uruguay Bolivie...) et de Grèce, Espagne, Belgique, Italie et France ont soulevé de nombreuses problématiques, plus ou moins liées entre elles.
Pour tirer parti du temps qui nous restait, nous avons recherché quelques principes consensuels puis un engagement des participants afin que l'atelier soit fertile dans la durée.

Le consensus fondamental s'est établi autour des droits de la Terre Mère (inscrits dans les constitutions les plus récentes d'Amérique latine). Ces droits sont le cadre des droits des peuples et des humains.
Les principes éthiques de la permaculture ont permis de détailler ce consensus :

- prendre soin de la terre (ce qui passe par la reconnaissance de la Pachamama, qui ne devrait jamais être aliénée),
- prendre soin des gens,
- organiser la juste redistribution des excédents

Engagement concret des participants :
ouvrir et faire vivre un espace de coopération et d'articulation régionale

Nous avons besoin d'un espace ouvert, public, au service de toutes les initiatives citoyennes de monnaies sociales, notamment en Amérique Latine et dans les Caraïbes.
Il contribuera à la coopération et l'articulation au niveau mondial, en mettant en valeur la diversité des initiatives à chaque échelle de territoire.

<u>Fonctionnement</u>

- Roberta, jeune universitaire brésilienne, va créer un blog.
- Les participants à l'atelier se sont engagés à participer à ce blog en l'alimentant par des informations et des échanges de vue.
- L'animation tournante du blog sera coordonnée par Heloisa Primavera : c'est une autogestion sans comptabilité.

Rubriques envisagées :

***1.*** Un espace d'échanges d'expériences de base - *notamment :*

- les étapes de mise en place, les relations avec les institutions
- les modalités du contrôle par les citoyens, indispensable même si la monnaie est créée par des institutions
- donc, les modalités de l'éducation populaire, indispensable pour que les citoyens s'emparent de leur pouvoir social et de leurs capacités créatives - il s'agit de développer l'intelligence collective, l'empowerment et les formules de capacitation collaboratives et collectives
- les types de monnaies, les types de mécanismes, de fonctionnements locaux

**2.** Les données

Bases de données, collecte d'informations chiffrées - pour comprendre les modèles de monnaies, les mécanismes et pour pouvoir présenter des modèles crédibles aux autorités (certains chercheurs manquent cruellement de données chiffrées fiables).

**3.** Les cadres conceptuels et théoriques

La monnaie comme droit d'usage et non de propriété, la décroissance, les modalités du développement durable/développement soutenable, la consommation responsable, le paradigme d'abondance et la sortie du paradigme de rareté, la résilience et la transition.

**4.** Le cadre institutionnel

Le rôle des acteurs publics, les politiques publiques, le cadre juridique - par exemple, la loi de décembre 2010 au Venezuela.

**5.** Les ressources

Outils, instruments, technologies de l'information...

**6.** L'agenda des événements

Agendas nationaux de rencontres, forums... tous les temps d'échanges physiques

**7.** Les liens entre espaces virtuels

Liens vers d'autres espaces sur internet, relations avec le Mouvement mondial de Transition et toutes les expériences de nouveau paradigme en marche dans le monde.

# Discussion II

## Éléments de contributions, de commentaires et de réactions

Matthew SLATER – Community Forge – CC Magazine
http://communityforge.net/
http://ccmag.net/

CCMag est notre magazine sur les monnaies sociales et nous souhaitons vivement vous inviter à faire vivre cet outil de diffusion des pratiques.
Le mouvement des monnaies sociales et complémentaires est très diversifié, très dispersé - ce matin toute l'information qui nous a été délivrée au travers des présentations aurait pu être mise en ligne et lue auparavant : nous aurions ainsi pu passer ces deux heures à débattre et discuter.
Vous pouvez utiliser le magazine pour parler au mouvement, pour expliquer vos réussites communautaires, vos échecs et les leçons apprises.
Le magazine a été créé par des bénévoles autour de Community Forge qui au travers de recherches sur internet demandent des articles à des praticiens.
Nous comptons aujourd'hui 1 000 lecteurs.
Vous pouvez le lire en ligne à travers le RSS ou vous pouvez télécharger et imprimer le pdf.
Malheureusement, nous sommes tous anglophones, nous vous invitons donc à traduire ce magazine et ses articles. Community Forge serait ravi de fournir ce projet au bon gestionnaire, car nous avons beaucoup d'autres choses à traiter.
Sur le site du magazine, vous pouvez le lire, nous contacter, soumettre des articles sans vous enregistrer, et vous pouvez cartographier votre communauté sur notre carte, pour que d'autres puissent la trouver.
Mais quoi qu'il arrive, faites partie de ce mouvement global, nous partageons tous des idéaux dans cette salle, mais il faut que l'on avance ensemble sur ce chemin.

Miguel Yasuyuki Hirota – Online Laboratory on Cumplementary Currencies Japan (OLCCJP)
Liste de discussion en espagnol : http://groups.google.com/group/igc3?hl=es
Au mois de janvier, j'ai créé une liste de discussion en espagnol autour des monnaies sociales et complémentaires. On compte aujourd'hui environ 80 personnes de différents pays hispanophones (de l'Espagne, la Colombie, l'Argentine, le Vénézuela, l'Equateur, le Mexique etc.) et je souhaiterais inviter tous ceux qui le souhaitent à rejoindre cette liste qui a vocation à échanger sur tous les thèmes que nous avons débattu au long de cette journée.
La liste s'appelle IGC3 et pour en devenir membre, je vous invite à m'écrire à mig@olccjp.net

Pablo A. Mayayo Formiga – Red Nacional de Sistemas de Trueke Bolivariano - Venezuela
Juste pour apporter un élément de débat en rapport à notre approche collective qui doit être plus disciplinée pour assurer une construction collective de la connaissance.
Il nous faut transcender nos positions de la manière que nous avons discutée dans l'atelier 5 : en adoptant une attitude de « pluri-cosmo-vision » du problème. Il s'agit de rassembler différentes visions du monde en les combinant, par exemple celles des peuples ancestraux d'autres cultures, la vision académique, ou celle qui a un fond judéo-chrétien etc. et encourager le dialogue entre plusieurs approches de différentes visions du monde et non pas plusieurs approches d'une seule vision du monde.

Ce serait pour moi le sens objectif de la création d'un mouvement tel que le nôtre : embrasser nos diversités plutôt que les renvoyer dos à dos.
Et je voudrais juste commenter, en lien avec ce qui a été dit tout à l'heure : nous ne sommes pas encore un mouvement, mais on fait mouvement. C'est la grande réussite de cette journée de l'avoir démontré et il me paraît hautement nécessaire de continuer à creuser cette espace de rassemblement.

Michel Lepesant – Monnaie La Mesure – Romans-sur-Isère, France
L'un des objectifs de cette rencontre aujourd'hui était je crois, de constituer un réseau international des monnaies sociales mais je voudrais signaler qu'en France, il existe un réseau des monnaies locales qui a été en place sous l'impulsion de Philippe Derudder entre autres et de porteurs de projets locaux et citoyens.
Plusieurs rencontres du réseau ont déjà eu lieu réunissant tous les gens qui développent ce types de monnaie en France.
Vous pouvez retrouver toutes les informations sur : http://monnaie-locale-complementaire.net/

Michel Mombrun – Association Solicités
Juste pour signaler que dans le cadre de la préparation et l'organisation des Etats généraux de l'économie sociale et solidaire en juin prochain, un espace de débat a été prévu sur les monnaies sociales et complémentaires.
Un Cahier d'espérances « Richesses et Monnaies » réalisé par le Collectif Richesses abordera ces questions-clefs pour permettre le débat avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire.
Le cahier est un *work in progress* collaboratif auquel vous êtes invité à participer via : http://cahier.collectif-richesses.org/

Pascale Delille – Université Blaise Pascal – Clermont-Ferrand, France
Je repasse à l'international : je voudrais réinsister sur l'importance de travailler en réseau international pour mutualiser les bonnes pratiques, connaître les échecs des autres, se donner des idées mutuellement.
Au minimum en réseau européen, puisque les 4/5 des lois nationales viennent de directives européennes, de règlements européens, nous sommes tous contraints par les mêmes choses, donc si des acteurs trouvent des solutions dans leur pays, on peut éventuellement l'appliquer dans un autre pays, et peut-être également à l'échelle internationale.

Pour reprendre ce que soulignait Célina Whitaker, par rapport à un calendrier d'événements, avant les deux ans où l'on va recréer ce même espace de rencontre, il faudrait se donner un agenda et préparer à l'intérieur de rendez-vous peut-être plus thématiques qui sont déjà programmés, au moins un atelier international monnaies sociales pour continuer à échanger, à avoir une visibilité et surtout, commencer à s'interfacer avec des mouvements de sensibilité proche, comme les acteurs de l'économie solidaire.

# Annexes

# Contributions

# Autres expériences de monnaies sociales et complémentaires

## Expériences françaises


L'Occitan – Pezenas 81
La Bogue – Ardèche Sud 83
L'ECO – Annemasse 86
La Mesure – Romans-sur-Isère 92
La Monnaie Autrement – Chambéry 95
Le Grain – Le Havre 98
L'Heol – Pays de Brest 100
La Muse – Mûrs-Erigné 103
La Luciole – Ardèche Sud 108
Sol-Violette – Toulouse 111
Déodat - Saint Dié 131
Festi'S – Le Cannat 132


## Expériences internationales


Tour d'horizon de MSC en Amérique latine
Contribution - Retour d'expérience TAOA 135
- Le Troc - Argentine 2011 135
- L'UDIS – El Salvador 140
- Le PECES – Honduras 141
- Coopera – Equateur 143
- Le SUCRE – Monnaie Régionale Complémentaire 146

Calgary Dollar - Canada 149
Contribution Institut Veblen - WIR – Suisse 153
Netzbon - Suisse 157

Groupe porteur de l'initiative :
Association TAT

Nom du projet
L'Occitan
www.deviseoccitan.com

Interlocuteur (contact privilégié) :
Jean-François Marquès

Localisation du projet : Pézenas (Hérault) - France

## ORIGINE ET OBJECTIFS

L'Occitan est en circulation depuis 1 an sur le centre ville de pézenas (lancement le 19/01/2010)
L'association TAT regroupe les adhérents (commerces et particuliers) utilisant cette devise locale, « liberté, parité, communauté ».
Le Fonds de Dotation TAT (terre à terre) gère la création monétaire et porte le projet d'aide et de soutien à l'économie locale, en priorité, l'installation de jeune maraichers (en bio de préférence) sur la commune.
La prise de conscience et l'urgence d'agir, s'est faite grâce à la lecture de « Monnaies Régionales » de Bernard Lietard et Margrit Kennedy, de « La dette publique, une affaire rentable » de Jacques Holbecq et Philippe Deruder et la vidéo « l'argent Dette » de Paul Grignon.

## TERRITOIRE ET ACTEURS CONCERNES

La commune de Pézenas, à terme, un rayon de 30km tout autour.
10.000 habitants sur Pézenas, potentiel futur avec Béziers et Agde 100.000 habitants max.
Population visée ; toute catégories
Sur la première année, nous avons eu approximativement une centaine de particuliers et une soixantaine de commerçants. Cette année, l'objectif est d'atteindre 800 à 1000 particuliers.
Cette année, nous avons de nouveau une cinquantaine de commerces sans compter les saisonniers, qui pour certains jouent le jeu.
Les collectivités locales sont attentives, la ville de Pézenas devrait s'impliquer d'avantage : Nous espérons mettre en place un partenariat pour qu'elle accepte la monnaie au centre aéré à la crèche, au restaurant et au cinéma municipal.

## ARCHITECTURE MONETAIRE (LE CIRCUIT)

L'Occitan a la valeur d'un euro. Il n'y a pour l'instant pas de commission de change sur les occitans convertis en euro par les commerçants.
Le particulier lui, achète ses Occitans à parité avec l'Euro mais s'il décide des les reconvertir en euros plus tard, il paye alors une commission de 6% ;
Dans un souci de simplicité, la devise est fondante à 100% le dernier jour de l'année (valable jusqu'au 31/12/2011) Le 1er janvier elle ne vaut plus rien, le commerçant, lui a deux mois pour les convertir ou les échanger.
L'Occitan peut-être acheté pour l'instant dans deux commerces du centre ville et à l'Office de Tourisme.
L'intérêt pour le particulier, outre de participer par son sens civique, à la survie du centre ville et au développement de l'agriculture bio, bénéficie de remises chez certains commerçants.
L'Occitan est garanti par les statuts du Fonds de Dotation (structure semblable à une Fondation, mais plus simple pour agrément) Seul les intérêts des dépôts peuvent être utilisés. Le capital est garanti.

## GROUPE DE PILOTAGE :

L'association TAT a un président et un trésorier (bénévoles)
Le Fonds de Dotation a 4 membres fondateurs (bénévoles)
Pour l'instant tout le système est géré au jour le jour par le président du Fonds de Dotation et le trésorier de l'association TAT. Les décisions importantes sont prises par les 4 ou 5 personnes qui s'impliquent jusqu'à présent à divers degrés.

SUPPORT MATERIEL ET OUTILS DE GESTION :

Comptabilité basique. Un commissaire au compte est prévu dès que l'activité augmentera conséquemment en volume.
Les ressources financières sont insignifiantes ! (5 euros d'adhésion à l'association pour les commerçants, gratuite pour les particuliers)
L'opération n'a pu être lancée en 2010 uniquement que grâce à un apport de 1200 euros de l'association des commerçants pour imprimer les billets. Tout le reste a été élaboré et mis en place bénévolement.
L'objectif pour l'année prochaine est d'obtenir assez de marge avec les intérêts bancaires (projet futur de s'établir à la NEF) la vente de kit collectors et les billets partis à l'étranger pour pouvoir imprimer la prochaine fournée 2012.
Utilisation d'un cabinet de consultant, Quipoo , pour préparer des dossiers de financements, Agglo, Région, Département ou autres fondations.

COMMUNICATION :

Presse régionale, affichage, mailing boite aux lettres

REFERENCES :

« Une monnaie locale pour une économie locale »
Devise locale : Liberté, parité, communauté

Aucun soutien quelconque pour l'instant
Initiative individuelle

ENJEUX DU SYSTEME :

Atteindre une masse monétaire critique : aujourd'hui (fin 2011) nous en sommes à environ 6 000 occitans.
Convaincre plus de commerçants ou services (pour l'instant une soixantaine correspond à un quart des commerces de centre ville)
Le particulier est prêt à jouer le jeu, c'est le commerçant ou prestataire de service qui a besoin de voir son intérêt personnel, avant l'intérêt général !
Manque de moyen financier et de main d'œuvre
Projet porté à bout de bras par quelques personnes !
Nécessité que le sujet soit abordé dans les grands médias (presse TV) pour que ça atteigne les consciences et gagne en crédibilité.
L'objectif pour les années à venir est de mettre au moins 60.000 Occitans en circulation
Les commerçants ne commenceront à être convaincu que lorsqu'il en circulera de + en +, la crédibilité n'est qu'une question de volume !

Commentaires :

Il y a URGENCE ! Le système de création monétaire privé est absurde. La monnaie est un moyen d'échange au même titre qu'une langue régionale, elle n'est la propriété de personne. Elle doit appartenir à la communauté.
Pour l'instant, nécessairement à parité avec l'Euro, plus son usage et sa confiance augmenteront avec le temps, et plus il sera possible d'envisager une évolution différente.
L'argent étant le nerf de la guerre, changeons l'argent et nous changerons de guerre !

Groupe porteur de l'initiative
OPDLM - Observatoire des Pratiques de Développement Local et Mondial

Nom du projet :
Monnaie locale complémentaire « LA BOGUE »
http://opdlm.jimdo.com/la-bogue-monnaie-locale-et-complementaire/

Interlocuteur (contact privilégié) :
Bernard Bruyat, Daniel Flaugère

Localisation du projet : Bassin Aubenas -Vals les Bains (Ardèche Sud)

## ORIGINE ET OBJECTIFS

Présentation de votre projet, de son origine, quels sont ses objectifs, ses valeurs ?
A quels enjeux veut-il répondre. (une monnaie pour qui, pour quoi ?)

Proposer la mise en place d'une Monnaie ascendante et sociale
Le projet citoyen d'une monnaie locale sur le pays Aubenas Vals – monnaie qui aura pour nom celui de « bogue» – a pour objectif la mise en place d'une monnaie complémentaire qui sera adossée à l'euro et qui circulera entre des partenaires – des citoyens, des artisans, des agriculteurs, des entreprises, des commerces, des associations – qui veulent retrouver la maîtrise de l'usage des moyens d'échange. Dans le but de remettre l'économie locale au service du social et de l'humain, dans le respect de la nature et de la vie, dans une démarche de désaccoutumance à la croissance au lieu de simplement inciter à la spéculation et à la consommation.

Pour atteindre cet objectif, cette monnaie sera une monnaie fondante, avec une double entrée. La «fonte» d'une monnaie, c'est simplement la perte d'une partie de sa valeur à échéances fixées à l'avance (par exemple, 2% tous les 6 mois, ou 5% tous les ans...). La « double entrée », c'est la possibilité d'obtenir de la monnaie complémentaire soit par des euros (1 bogue = 1 euro) soit par du temps (par échanges de services ou des engagements dans des actions conformes aux valeurs définies par une charte écrite en commun par les membres de l'association qui porte le projet).

Cette monnaie n'est pas une finalité, elle est un des moyens qui participent à la satisfaction des besoins réels des citoyens en favorisant leur autonomie et leur liberté dans la recherche de la distinction entre l'essentiel et le superflu (ou l'accessoire).

Elle est aussi la marque d'une volonté, d'une "mise en route", au rythme de chacun, pour faire évoluer notre société, par sa base, vers plus d'humanité et qui, dans le respect des personnes et de notre environnement, favorisent toutes les initiatives locales allant dans ce sens.

## TERRITOIRE ET ACTEURS CONCERNES

Quel est le territoire concerné ?
Bassin Aubenas Vals les Bains

Quelle est la population visée ?
50 000

Nombre de personnes utilisatrices (effectives ou prévues)?
Aucune évaluation

Taille du réseau de prestataires (commerces...) ?
Très important

Quels rapports entretenez-vous avec les collectivités locales ?
Nous les informons. Sans aucun contact direct ni d'intérêt de leur part.
Quelques élus à ce jour sont adhérents à La Bogue.

## ARCHITECTURE MONETAIRE (LE CIRCUIT)

Quelle est l'architecture monétaire ? (Banque du temps, monnaie marchande...)
Monnaie marchande et billet de change dans un premier .

La monnaie est-elle adossée à l'€ ?
OUI

Y a-t-il un principe de fonte ? Lequel ?
OUI 2% par trimestre ou 5% /6 mois (montant à déterminer en AG)

Comment obtenir de la monnaie (porte d'entrée)?
Adhésion à l' association « LA BOGUE »

Quels usages de cette monnaie pour les particuliers ?
Achats d'usage pour des produits de consommation courante et services .

Quels usages pour les commerçants ?
Fidélisation d'une clientèle de proximité, sécurité des paiements, gain de clientèle

Quel support (billets...)?
Billets

Conditions de reconversion en € (porte de sortie)?
Mise en place de comptoirs de reconversion
Reconversion pour les prestataires a définir avec eux.

La monnaie est-elle garantie? Comment ?
Par son dépôt équivalent en € auprès d'une banque coopérative

## GROUPE DE PILOTAGE :

Quelle est l'organisation de votre structure ? (effectif, statuts...)
Association loi 1901

Représentation des usagers, des collectivités, des commerçants ... ?
3 Collèges: Membres Fondateurs , Usagers, Prestataires

Quel est le mode de gouvernance du collectif?
Comité de Gestion

## SUPPORT MATERIEL ET OUTILS DE GESTION :

Quels outils utilisez-vous pour gérer la monnaie (émission, circulation
Comptoirs de Changes (CG)

La comptabilité ? (modalité de transaction, logiciel et outils de gestion)
Mise en place au fur et à mesure des ouvertures des CG

Quelles ressources matérielles pour votre projet ?
Prêt d'un local de réunion , bénévolat

Quelles ressources financières pour votre projet ?
Don de LA NEF 3500 €

Quel est le cadre juridique, légal ?
Loi 1901 Association de Reconversion

Quel cadre d'ingénierie bancaire ?
Banque locale, La Nef

COMMUNICATION :

Quelle forme de mobilisation et de sensibilisation pour les usagers ?
Réunions d'informations, correspondance, site et affichage, marchés, manifestations et presse

Pour les collectivités ? les prestataires ?
Réunions d'Informations et contacts directs

REFERENCES :

Y a-t-il un slogan, une phrase qui pourrait symboliser l'expérience?
Replacer l'homme avant le profit

Une charte de valeurs partagées :

« Nous pensons que la monnaie est un moyen réel d'échange entre les humains et non pas une abstraction qui les dépasse et les domine.
Nous avons l'intuition que l'Homme est toujours en construction, et que les valeurs d'humanisme, de tolérance, de solidarité et d'échange dans l'équité sont nécessaires à son devenir.
Nous voulons replacer la monnaie dans le service d'initiatives locales qui répondent à des valeurs partagées. Nous pensons qu'une monnaie est porteuse de sens et d'engagement. Nous rêvons d'une monnaie capable de relier les coeurs généreux. Nous nous engageons à promouvoir la "bogue" comme monnaie locale complémentaire. »

Vous êtes vous inspirés d'autres projets nationaux ou internationaux ?
Oui, et principalement nous avons participer au travaux de mise en place de « LA MESURE » Romans

Quels sont les liens avec les autres expériences existantes ?
LA MESURE Romans et participation aux 4èmes rencontres des MLC

Avez-vous eu recours à des experts ou des soutiens pour monter votre projet ?
Non

ENJEUX DU SYSTEME :

Quels sont les obstacles que vous rencontrés ?
Un manque d'information .Une peur de nos contemporains entretenu par la classe politique d'une relocalisation qu'ils présentent comme un communautarisme.

Quelle est la situation du projet à ce jour?
Présentation officielle Juin 2011 . 2400 billets imprimés.
Mise en circulation Septembre 2011
31 prestataires 60 utilisateurs

Son évolution à moyen terme ?
Servir d'expérience pour d'autres bassins de vie voisins

- Quelques chiffres clés, résultats qualitatifs (effectif ou prévu).
- Quel impact social visé ou obtenu ?
- Quel impact environnemental visé ou obtenu ?
- Quel impact économique visé ou obtenu ?

Ces dernières questions sont traitées tout au long de nos réunions plénières.

Commentaires :
Besoin de partager ce projet avec d'autres expériences
Mise en palace d'échanges avec les MLC voisines dans notre secteur géographique

Groupe porteur de l'initiative
ATB (Aide Technique Bénévole pour la création d'entreprises en Afrique et la Promotion du Commerce Equitable au Nord) Association Loi 1901 – créée en 1984.

Nom du projet (provisoire)
Eco - Une Monnaie Locale pour dynamiser le Commerce de Proximité Solidaire du Commerce Equitable
www.atb-france.org

Interlocuteur (contact privilégié) :
KAKPO Pierre - Président ATB

Localisation du Projet
Annemasse et sa Région (Haute-Savoie)

## ORIGINE ET OBJECTIFS

Présentation de votre projet, de son origine, quels sont ses objectifs, ses valeurs.

Le but du projet est de créer une Monnaie Solidaire Complémentaire à l'Euro, pour dynamiser le "Commerce de Proximité Solidaire du Commerce Equitable".
La Monnaie serait un outil de sensibilisation et d'échanges entre Citoyens- Consommateurs et Commerçants des Centres villes et Centres bourgs.
A la base, il existe un réseau de 165 Commerçants de Proximité Solidaires du Commerce Equitable sur les territoires de la Région d'Annemasse et de Cluses.
Annemasse Agglo est, depuis 2005, la "Cité de la Solidarité Internationale".
Quant à Cluses, elle a obtenu, en 2009, le label "Territoire de Commerce Equitable".
ATB expérimente, depuis 2008, auprès de ces Commerçants de Proximité, un système de 215 bons d'achats remboursables (validité : 6 mois) d'une valeur de 30 Euros chacun, circulant dans ces Commerces de Proximité.
ATB, honorant ses engagements, a ainsi créé un terrain de confiance...

A quels enjeux veut-il répondre (une monnaie pour qui, pour quoi ?)

Il s'agit, pour l'instant, de sensibiliser les Consommateurs à l'utilisation de cet outil puis de sélectionner, parmi les 165 Commerces, 20 à 25 Commerçants de Proximité susceptibles d'accepter cet outil sous forme de moyen de paiement (Monnaie).
Pour expérimenter cette Monnaie, nous sélectionnerons environ 20 Commerces.

En outre, nous voulons donner une dimension écologique, éthique et humaniste à cet outil. En effet, beaucoup de personnes aimeraient contribuer à un monde meilleur, mais ne savent pas comment faire :
avec cette Monnaie, qui donne un pouvoir d'achat supplémentaire, le Consommateur achètera des produits qui ont du sens (Produits Locaux, Bio et Équitables) tout en favorisant le Lien Social le Vivre-Ensemble et la Solidarité.
Quant au Commerçant qui acceptera d'être payé en Monnaie Solidaire, il pourrait, après signature de la Charte, se voir décerner un Label.

## TERRITOIRE ET ACTEURS CONCERNES

Quel est le territoire concerné ?
Annemasse et sa Région (+ de 100.000 habitants).

Quelle est la population visée ?
Les Consommateurs et Commerçants de Proximité d'Annemasse et sa Région.

Nombre de personnes utilisatrices (effectives ou prévues) ?
2.500 personnes, soit 2,5 % de la Population à fin 2012.

Taille du réseau de prestataires (commerces...)
Pour commencer moins de 10 Commerçants sur 165 seront concernés.
Nous agrandirons ensuite le réseau en fonction des résultats et de l'éthique progressive des Commerçants.

Quels rapports entretenez-vous avec les collectivités locales ?
Très bons rapports. Tous les Elus des 12 Communes d'Annemasse Agglo sont tenus informés de notre projet :
285 dossiers de présentation de notre projet de Monnaie Locale ont été envoyés à tous les Elus Locaux d'Annemasse Agglo.
Tous ont été invités à nos P'tit Dej d'information de la Population dans les Cafés/Bars des 12 Communes de l'Agglo) : presque toutes les Mairies ont envoyé un, voire deux représentants, lesquels suivent le projet avec attention. Le Maire d'Annemasse, Conseiller Régional, a détaché une Conseillère Municipale, Déléguée à l'Economie Sociale et Solidaire, pour intégrer le Groupe de Réflexion sur la Monnaie Locale.

## ARCHITECTURE MONETAIRE (LE CIRCUIT)

Quelle est l'architecture monétaire ?
Monnaie marchande ouverte sur le Social, l'Ecologie et la Solidarité.

La monnaie est-elle adossée à l'€ ?
Oui

Y a-t-il un principe de fonte ? lequel ?
Oui. Fonte de 3% tous les 6 mois.

Comment obtenir de la monnaie (porte d'entrée) ?
Librement, en échange d' Euros.

Quels usages de cette monnaie pour les particuliers ?
Achat de Produits Locaux, Bio et Produits Équitables

Quels usages pour les commerçants ?
Les Commerçants accepteront le Paiement en MCL pour des achats de Produits Locaux, Bio et Produits Équitables

Quel support ?
Billets illustrés, numérotés, infalsifiables, de 1, 2, 5,10 et 20 Ecos

Conditions de reconversion en € (porte de sortie)?
Le Commerçant qui demandera une reconversion en Euros acceptera de payer une Commission de Change de 5 % du montant changé.
Le Consommateur ne pourra pas demander de reconversion en Euros.
Il devra utiliser la Monnaie Solidaire qu'il aura changée.

La monnaie est-elle garantie? Comment ?
Oui. Lors du change Euros/Eco, le Monnayeur place les Euros en Banque Coopérative, pour constituer une garantie.
Ex : contre 100 Euros changés, le Monnayeur donne au Consommateur 110 Ecos (soit 10% de pouvoir d'achat supplémentaire) et place, en banque éthique, les 100 Euros.
50 % de la somme placée constitueront un fonds de réserve.
50 % permettront d'octroyer (via une Banque et une charte éthique) des prêts à des producteurs, Entrepreneurs et Commerçants de Proximité Solidaires du Commerce Équitable.
Les Collectivités Locales et Territoriales seront sollicitées pour apporter une garantie relative aux 50 % prêtés pour dynamiser l'Économie Locale.

## GROUPE DE PILOTAGE :

Quelle est l'organisation de votre structure ?
Effectif ATB : 4 actifs + 900 souscripteurs pour l'aide au projet qu'ATB mène au Bénin ;
Statuts : Loi 1901).
ATB a créé un Groupe de Réflexion de 13 personnes, pour ce Projet de création de Monnaie Locale.

Représentation des usagers

Une dizaine d'entre nous seront eux-mêmes des usagers de la Monnaie Locale sur le Territoire d'Annemasse et sa Région, des collectivités (1), des commerçants (3 = 2 actifs + 1 retraité), des "Animateurs Commerce Équitable" sont également présents dans le Groupe (2)
On trouve également un représentant de la Finance (NEF).

Quel est le mode de gouvernance du collectif ?
Pour l'instant, ATB a formé un Groupe de Réflexion et de Concertation. Des membres du Groupe (qui le désirent) peuvent, avec l'accord express du Président de l'Association, représenter "ATB et le Groupe", lors d'une réunion d'information ou de concertation avec d'autres "Groupes Monnaie", en France.

## SUPPORT MATERIEL ET OUTILS DE GESTION :

Quels outils utilisez-vous pour gérer la monnaie (émission, circulation comptabilité modalité de transaction, logiciel et outils de gestion) :
Nous n'avons pas de Monnaie pour l'instant : le projet est en cours de réflexion.

Quelles ressources matérielles pour votre projet ?
Aucun, pour l'instant.

Quelles ressources financières pour votre projet ?
Subventions de la Région Rhône Alpes, du Département 74 et de 2 Collectivités Locales de Haute-Savoie pour la globalité des actions ATB dont le Projet "Commerçants de Proximité Solidaires du Commerce Equitable".

Quel est le cadre juridique, légal ?
Pour l'instant, pas de cadre juridique pour la gestion, puisque la Monnaie n'est pas créée.

Quel cadre d'ingénierie bancaire ?
Inexistant pour l'instant.

## COMMUNICATION :

Quelle forme de mobilisation et de sensibilisation pour les usagers ?
Invitation au Salon ACCES 2010, lieu d'expérimentation de 2 Monnaies locales (Chiemgauer et Abeille).

Pose d'affiches et distribution de tracts pour annoncer les P'tits Dej d'information dans les Communes constituant l'Agglo.

Contacts humains : réunion d'information/sensibilisation/débat dans les Cafés/Bars des 12 Communes d'Annemasse Agglo (80.000 habitants);
Divers entretiens ont lieu dans l'été 2011 avec : le Maire de Moye, Conseiller Général de la Haute-Savoie, le Maire d'Annemasse, Conseiller Régional R. Alpes, le Président de la CCI 74, le Député, Conseiller Général de la Haute-Savoie.
Présentation de la Monnaie Solidaire à l'Association Des Entreprises Lémaniques (ADEL) : environ 7 chefs d'entreprises étaient présents.

Information de vive voix + information papier lors du concert Orchestre à Vent de la Ville d'Annemasse (OVVA) au profit d'ATB.
Les 450 personnes participant au concert ont été informées du Projet de Monnaie Locale.

Organisation, en Mai 2011 du Forum ACCES (Annemasse Carrefour du Commerce Equitable et de la Solidarité) Place de la Mairie, lors de la Quinzaine du Commerce Equitable (promotion du Commerce Equitable; du Commerce Local, de la Solidarité (locale et internationale) et de la Monnaie Locale, à utiliser ultérieurement chez les Commerçants de Proximité Solidaires du Commerce Equitable.

Grand Jeu-concours 2011 : 4,145 coupons – réponses remplis (soit un retour de + 41%). Résultats : l'Eco obtient 3056 Voix.

Grand jeu-concours 2012 dans les Commerces de Proximité, pour choisir, avec l'aide de la Population, le visuel de la Monnaie Solidaire parmi 3 visuels proposés : 10.000 exemplaires seront distribués ;

Contacts Presse :
Sollicitation de médias locaux comme Le Messager & Le Dauphiné Libéré pour l'obtention d'articles de presse sur nos réunions d'information/sensibilisation dans les Cafés/Bars de l'Agglo.

Partenariats avec ParuVendu & la Radio Plus pour promouvoir le Commerce de Proximité Solidaire du Commerce Equitable et la Monnaie Locale – campagne de Mars à Novembre 2011 (9 mois).
-"ParuVendu" (hebdomadaire gratuit - couvrant une zone de 96.083 habitants de 15 ans et plus. 43.789 lecteurs réguliers soit 46 % de la Population de 15 ans et plus. 82 % des lecteurs de "ParuVendu" s'informent de l'actualité locale).
- 9 mois de "campagne papier" avec 40 parutions (Mars à Novembre 2011) dans la Rubrique "*Bons Plans*".
- un an de "*Bons Plans*" Internet.
Valeur des prestations offertes : 9.467 Euros HT.

-"La Radio Plus", première Radio des Alpes
(couverture d'un bassin de + de 1.500.000 habitants avec 100.000 auditeurs/jour, toutes zones confondues (France & Suisse Romande).
- Annonce des Événements dans la Rubrique "*Bons Plans",*
de Mars à Novembre 2011, plusieurs fois par jour, aux heures de grande écoute (6 - 12 h & 16 – 19 h),
- Présentation des divers Événements par les Animateurs Radio,
- Mise en ligne des Événements ATB sur le site de la Radio Plus,
rubrique " "Bons Plans".
- Interview réalisée par la Rédaction afin de promouvoir l'Association ATB
- Jeu - Antenne du Lundi au Vendredi aux heures d'écoute 6–9 h, 9–12 h ou 16 – 19 h, avec, à gagner : des bons d'achat pour produits Équitables ou Produits Locaux.
Valeur des prestations offertes : 8.050 Euros H.T.

Pour les collectivités ?
Invitation des Élus, en Mai 2010, au 8ème Salon ACCES, lieu d'une première expérimentation de 2 Monnaies Locales.
Co organisation, avec Maryline MOUGEL et Eric SERVEL, d'un dîner/débat avec présentation Power Point pour informer les 14 Élus Locaux (dont 6 Conseillers Régionaux) sur les Monnaies Locales.
Envois d'information - papier, par courrier, aux 285 Élus Locaux d'Annemasse Agglo puis : invitation de la Population et des Élus aux réunions d'information/ sensibilisation/débat, dans les Cafés/Bars des 12 Communes.

Les prestataires ?
Réalisation, avec la Fédération des Groupements de Commerçants de Haute-Savoie (Fédé 74 – env. 2.000 adhérents), d'un document de sensibilisation à la Monnaie Solidaire, dans le but de dynamiser le Commerce de Proximité Solidaire du Commerce Équitable.
Ce document de 8 pages couleurs comporte un mode d'emploi pour notre Monnaie Solidaire, des articles de presse locaux et nationaux, dont l'Enquête réalisée par "Le Monde Magazine" du 4 Déc. 2010 sur les Monnaies Locales dans le Monde –
Ce document a été diffusé auprès de 200 Commerçants de Proximité.

En 2011 : Distribution du document du Grand Jeu – concours aux Consommateurs, par les Commerçants de Proximité Solidaires du Commerce Equitable, pour choisir le nom de la Monnaie Solidaire.
En 2011 : idem pour choisir le visuel de la Monnaie Solidaire « Eco ».

REFERENCES :

Y a-t-il un slogan, une phrase qui pourrait symboliser l'expérience ?
« Eco », ma Monnaie Solidaire.

Vous êtes vous inspirés d'autres projets nationaux ou internationaux ?
Chiemgauer, Abeille, Berkshares, RES.

Quels sont les liens avec les autres expériences existantes ?
Liens d'échange et d'amitié avec les fondateurs du Chiemgauer et de l'Abeille. Expérimentation de leur Monnaie lors du 8ème Salon ACCES et informations réciproques sur nos projets en cours.
Liens avec le Réseau des Monnaies Locales en France.

Avez-vous eu recours à des experts ou des soutiens pour monter votre projet ?
Non. Pas pour l'instant. Le projet est en cours de réflexion. Nous avons, dans le groupe, un Membre du Conseil de Surveillance de la NEF, auquel nous référer.

ENJEUX DU SYSTEME :

Quels sont les obstacles que vous rencontrés ?
Pas d'obstacles pour l'instant.

Quelle est la situation du projet à ce jour ?
Nous sommes au stade de la réflexion, information, consultation (Population, puis Commerçants de Proximité Solidaires du Commerce Équitable, Élus).

Son évolution à moyen terme ?
Création des billets puis expérimentation (prévu 2ième semestre 2012).

Quelques chiffres clés, résultats qualitatifs (effectif ou prévu).
Pour l'expérimentation, nous tablons sur 10 à 15.000 Ecos mis en circulation pour 1.000 adhérents à l'Eco, sur une période de 12 mois.

Quel impact social visé ou obtenu ?
Développement de l'Économie de Proximité grâce au pouvoir d'achat supplémentaire et à l'octroi de prêts pour soutenir les productions locales.
Dynamisation du Lien Social : payer en Monnaie Solidaire favorise, intrigue, et suscite dialogue et complicité entre les Citoyens – Consommateurs.
Augmentation du pouvoir d'achat des Consommateurs.
Le change Euros/Ecos donne 10% de pouvoir d'achat en plus.
Solidarité envers les Associations Locales (lors du change Euros/Eco, le Consommateur choisit une association locale, bénéficiaire de la fonte.

Quel impact environnemental visé ou obtenu ?
L'acte d'achat de Produits Locaux ou Bio (à circuit court) et de Produits Équitables (pour lesquels on cherche à réduire l'impact carbone) favorise l'Écologie, et permet aux producteurs du Nord et du Sud d'écouler leur marchandise, selon certains critères qualitatifs, sociaux et environnementaux.

Quel impact économique visé ou obtenu ?
Dynamisation du "Réseau des Commerçants de Proximité Solidaires du Commerce Équitable" dans Annemasse et sa Région.
Augmentation sensible du volume des ventes concernant les Produits Locaux, Bio et Produits Équitables.

Commentaires :
L'essaimage de ce modèle de Monnaie Solidaire, pourrait accentuer l'ensemble des impacts cités ci-dessus, au niveau local, départemental et régional.

L'utilisation d'un tel modèle de Monnaie Locale pourrait être un outil supplémentaire pour trouver des "Solutions Locales face à un désordre global".
En effet, à l'heure de la mondialisation, la création de notre Monnaie n'est pas une initiative locale de "repli sur soi" mais plutôt une " démarche au service de la solidarité, ouverte à toutes les pratiques éthiques, sociales et environnementales existant dans le Monde".

La Monnaie Solidaire pourrait également être un outil de dynamisation du Commerce Équitable Ici, localement (respect des pratiques sociales et environnementales tout au long de la chaîne, depuis la Production jusqu'à la Consommation).

Le 11 Janvier 2011, Madame Véronique MOREIRA, Vice - Présidente du Conseil Régional Rhône-Alpes déléguée à la Solidarité Internationale et en charge du Commerce Equitable, a présenté, aux acteurs départementaux et Structures Régionales concernés, le 2ième Plan d'Aide au Commerce Equitable. Elle a annoncé que, grâce au travail des Acteurs et Structures rhônalpins de Commerce Equitable, la Région Rhône Alpes a obtenu, le 25 Novembre 2010, à Paris, le label de "Territoire de Commerce Equitable".
Ce titre a été décerné par la Fédération Artisans du Monde, Max Havelaar – France et la Plateforme du

Commerce Equitable.
Lors de cette réunion, ATB a présenté son projet de dynamisation du Commerce de Proximité Solidaire du Commerce Equitable et sollicité une aide à la Créativité, en faveur de la Monnaie Locale, tout en précisant que si ce projet-pilote réussissait, son essaimage pourrait peut-être être envisagé en Rhône-Alpes.

Le 13 Décembre 2011, Madame Christine BURKI, Vice – Présidente d'Annemasse Agglo en charge du développement des commerces de proximité est séduite par la nouvelle orientation du projet de Monnaie Locale nous demande de rédiger un article sur le projet « Eco ». Cet article paraîtra dans le bulletin municipale de sa Commune. Elle se propose également de convaincre les 11 autres Vice-Présidents des Communes de Annemasse – Agglo les Voirons pour que ceux-ci fassent de même.

Annemasse, le 15 Décembre 2011

Groupe porteur de l'initiative :
commune-Mesure

Nom du projet
la Mesure
http://monnaie-locale-romans.org/

Groupe « pilote » :
Pierre Alliot - Michel Lepesant - Annie Vital

Localisation du projet : Bassin de vie de Romans – Bourg de Péage (26) - France

## ORIGINE ET OBJECTIFS

Le projet est issu d'un précédent projet réalisé : le Forum Citoyen Romanais (http://forumcitoyenromanais.ma-ra.org/) organisé en octobre 2009 autour du thème : « Changer les échanges ».

Il compte s'intégrer dans le projet des « Territoires en Transition ». Et plus particulièrement, « Romans en transition » (http://le-dar.ouvaton.org/).

C'est un projet résolument citoyen, adoptant une méthodologie ascendante, *bottom-up*.

Redynamiser l'économie locale en relocalisant les échanges,
Favoriser une consommation responsable, éthique et écologique,
Refuser la spéculation,
Explorer le financement solidaire de projets économiques locaux,
Participer à une action citoyenne et démocratique,
Recréer du lien social et de la solidarité.

## TERRITOIRE ET ACTEURS CONCERNES

- Quel est le territoire concerné ?

Le bassin de vie de Romans sur Isère (un peu plus de 35 000 hab) et de Bourg de Péage (un peu plus de 15 000 hab) plus quelques alentours (environ 30 000 hab), soit près de 80 000 habitants.

- Quelle est la population visée ?

Surtout ne pas se cantonner aux consomm'acteurs et élargir : et surtout aux populations défavorisées (permettre de satisfaire par des ressources inutilisées aux besoins insatisfaits).

- Nombre de personnes utilisatrices (effectives ou prévues) ?

Objectif de 1000 utilisateurs au bout d'1 an

- Taille du réseau de prestataires (commerces, artisans, producteurs, associations…) ?

Au bout de 6 mois, nous atteignons la cinquantaine de prestataires (boulangerie, kiné, café, charcutier, matériaux de construction, restaurant, maraîcher, librairie…)

- Quels rapports entretenez-vous avec les collectivités locales ?

Maintenant que le projet est suffisamment lancé, que notre initiative est reconnue, nous essayons de construire avec les institutions territoriales des partenariats en soutiens techniques et financiers.

## ARCHITECTURE MONETAIRE (LE CIRCUIT)

- Le circuit consommateurs/prestataires est maintenant mis en place ; nous explorons la possibilité d'utiliser une partie du fonds de réserve à des fins de finances solidaires, sous la forme par exemple de capital-risque, micro-crédits…
- 1 Mesure = 1 Euro
- A partir d'un seuil (10 000 Mesures en circulation) , nous prévoyons une fonte semestrielle de 3%.
- 2 types de conversion : la conversion « militante » (avec un taux « volontaire ») et la conversion « solidaire » (en partenariat avec le secteur de l'ESS mais aussi avec une municipalité ou une communauté de communes…)
- Support : papier – billets de 1, 3, 5, 10 et 20 Mesures

- Seuls les prestataires reconvertissent avec une « commission » de 2,5%
- Fonds de réserve : 100% au départ ; nous envisageons de le fractionner pour financer des « micro-projets » locaux, conformes aux valeurs éthiques de la Charte de la Mesure.

## GROUPE DE PILOTAGE :

- Association commune-Mesure créée le 10 décembre 2010 – Collectif de gestion + « groupe Pilote » + groupes de travail (consolidation + exploration)
- 3 « collèges » dans l'association : fondateurs – utilisateurs - prestataires
- Pas de « gouvernance » mais une organisation démocratique, citoyenne, transparente et *bottom-up* : une « autre façon de faire de la politique ».

## SUPPORT MATERIEL ET OUTILS DE GESTION :

- Quels outils utilisez-vous pour gérer la monnaie (émission, circulation, comptabilité ?) (modalité de transaction, logiciel et outils de gestion)

Comptabilité en partie traitée par une Maison de Quartier, émission et mise en circulation assurées par l'association.

- Quelles ressources matérielles pour votre projet ?

Locaux associatifs mis à disposition de commune-Mesure + soutien technique + 1 emploi aidé : Maison de quartier Saint-Nicolas.

- Quelles ressources financières pour votre projet ?

Adhésions, contributions lors de la reconversion, fonte trimestrielle, recherche de mutualisation avec d'autres projets associatifs. Donation de la Nef de 2500€ ; subvention Cress de 17500€.

- Quel est le cadre juridique, légal ?

Association loi 1901 (pourquoi pas un SCIC, ensuite).

- Quel cadre d'ingénierie bancaire ?

Compte courant (au Crédit Mutuel) pour le fonctionnement. Compte sur livret à La Nef pour le fonds de réserve.

## COMMUNICATION :

- Quelle forme de mobilisation et de sensibilisation pour les usagers ?

Réunions publiques, diffusion de tracts, articles et interview dans les médias locaux et nationaux (Silence, Age de faire, Gazette des communes) et internationaux (*Asahi Shimbun*). Présence dans les manifestations locales « alternatives » (Faites de la récup, Marché solidaire…).

- Pour les collectivités ? les prestataires ?

Nous rencontrons les élus dans le cadre de différentes institutions économiques locales. Des commerçants sont dans le collectif de gestion. Les associations locales de commerçants sont informées par les commerçants-fondateurs du projet.

## REFERENCES :

- Pas de slogan mais nous déclinons dans toutes les expressions la richesse du nom de notre monnaie : la Mesure
- La seconde réunion de démarrage s'est faite en présence de Françoise Lenoble et de Philippe Derruder : qu'ils en soient vivement remerciés.
- Nous avons évidemment trouvé beaucoup de source d'inspiration dans les expériences étrangères : Chiemgauer et Ithaca Hours par exemple…
- Tous les écrits de Jérôme Blanc nous ont été d'une grande aide ; proposition en cours d'un partenariat entre commune-Mesure et Université Lumière – Lyon II.
- Nous nous engageons activement dans la mis en place du réseau français des monnaies locales complémentaires (convertibles + papier) : http://monnaie-locale-complementaire.net/

## ENJEUX DU SYSTEME :

- Quels sont les obstacles que vous avez rencontrés ?

Il s'agit plutôt de difficultés, notamment juridiques et fiscales, concernant notre exploration d'utilisation d'une partie du fonds de réserve. Nous nous apercevons que la seule « offre » d'une monnaie comme « label éthique » n'est peut-être pas suffisante et que notre exploration de financements solidaires par affectation d'une partie du fonds de réserve correspond à une véritable « demande » tant des utilisateurs que, et c'est plus une bonne surprise, des prestataires : une MLC doit

« faire sens ».

• Quelle est la situation du projet à ce jour?
La Mesure circule depuis le 28 mai 2011 ; le réseau des prestataires se construit lentement mais régulièrement.

• Son évolution à moyen terme ?
Mise en place effective d'un mécanisme de fonte (au-delà du seuil de 10000 Mesures en circulation) et de la participation par la commission de reconversion (au-delà du seuil de 51 prestataires).

• Quelques chiffres clés, résultats qualitatifs (effectif ou prévu).
Nous envisageons en mai 2012 : 500 utilisateurs et 100 prestataires pour 100 000 Mesures en circulation.

• Quel impact social visé ou obtenu ? Quel impact environnemental visé ou obtenu ? Quel impact économique visé ou obtenu ?
Pour ces 3 dernières questions : l'objet de l'association porteuse est de remettre l'économie locale au service du social et de l'humain, dans le respect de la nature et de la vie, au lieu d'une économie globale qui incite simplement à la spéculation et à la consommation.

Commentaires :

L'idée est quand même de constituer un réseau de prestataires éthiques. La Mesure fonctionnera en quelque sorte comme un « label éthique ». Dans « éthique », nous incluons les aspects locaux, sociaux, écologiques, démocratiques et humains.

Nous ne voulons ni d'un projet enfermé dans le « quant-à-soi » des militants et des consomm'acteurs ni d'un projet tellement ouvert qu'il ne deviendrait qu'une carte de fidélité entre commerçants locaux. Entre les deux, nous progressons « sur la crête ».

Pour réussir cet « équilibre », nous demandons aux prestataires non seulement de s'engager par la signature d'une convention mais nous établissons un questionnaire de suivi – que nous appelons questionnaire « au fur et à mesure » : sur les piliers de la « relocalisation », de l'écologie et du social, nous leur demandons d'engager une démarche progressive pour adapter leurs pratiques au label « éthique » de la Mesure, son « âme ».

Nous mettons en avant la dimension exploratoire de notre projet : une « expérimentation sociale », mais aussi écologique, locale et démocratique.

La « légitimité » de notre projet provient de notre volonté de nous donner les « moyens » d'une réelle réappropriation citoyenne des usages de la monnaie :
- tant du côté de la consommation (relocalisation économique, cercle vertueux du réseau éthique pour les prestataires, éducation populaire et citoyenne)
- que du côté de la production (épargne solidaire, partenariats avec les « acteurs » de l'ESS et les collectivités territoriales – financement, soutien, garantie…).

Groupe porteur de l'initiative
*La monnaie autrement, comité SOL du bassin chambérien, groupe d'une quinzaine de personnes indépendantes et de représentants d'associations œuvrant dans le champ de l'économie sociale et solidaire.*

Nom du projet
*La monnaie autrement, comité SOL du bassin chambérien*

Interlocuteurs (personnes-contact)
*Philippe VACHETTE (Président)*
*Marion DUCASSE (coordinatrice de l'association)*

Localisation du projet : Chambéry - France

## ORIGINE ET OBJECTIFS

Présentation de votre projet, de son origine, quels sont ses objectifs, ses valeurs.
Le projet porté par une quinzaine de personnes, et soutenu par une centaine de sympathisants a été initié en janvier 2010.

Il répond au souhait de rendre à la monnaie sa fonction de vecteur d'échanges en créant des outils simples à utiliser qui ne puissent pas faire l'objet d'accumulation ni de spéculation.

Il se réfère aux valeurs de respect de la personne, tolérance, solidarité, lien social et respect de l'environnement.

La volonté est de mettre en circulation et à titre expérimental des monnaies complémentaires à l'échelle du bassin de Chambéry en 2012

A quels enjeux veut-il répondre ? Une monnaie pour qui, pour quoi ?

- reconnaître et valoriser les gestes citoyens, l'implication bénévole et l'intérêt général,
- promouvoir les coopérations territoriales et l'économie locale,
- promouvoir le développement durable,
- soutenir et valoriser l'économie sociale et solidaire,
- créer de nouvelles richesses, notamment pour les personnes en situation de précarité, en valorisant les actions de solidarité et les échanges entre les personnes.

L'année 2012 sera consacrée à l'élaboration des plans stratégiques des trois circuits envisagés, au lancement d'actions expérimentales à l'automne pour la Banque du temps et la validation des gestes écosolidaires (en lien avec la collectivité) et à des actions de communication/extension du réseau de partenaires et usagers potentiels.

## TERRITOIRE ET ACTEURS CONCERNES

Quel est le territoire concerné ?
*Le bassin de vie autour de Chambéry*

Quelle est la population visée ?
*Le projet s'adresse à un large public : nous souhaitons toucher prioritairement des personnes bénéficiant de faibles ressources (minima sociaux, pensions, allocations chômage, étudiants, petits salaires, etc.). Dans un souci de mixité sociale et une assiette suffisamment large étant nécessaire au bon fonctionnement du projet, il est important que d'autres personnes, sans critère de revenu particulier, adhèrent au projet.*

Nombre de personnes utilisatrices (effectives ou prévues) ?
*Objectif : 100 personnes sur la phase expérimentales en 2012*

Taille du réseau de prestataires (commerces…) ?
*Objectif : 15 prestataires sur la phase expérimentales en 2012*

Quels rapports entretenez-vous avec les collectivités locales ?
*Excellentes, nous sommes soutenus par la ville, l'agglomération et la région. En attente de retour sur nos*

*demandes de subvention pour le démarrage.*

## ARCHITECTURE MONETAIRE (LE CIRCUIT)

Quelle est l'architecture monétaire ?

Trois circuits complémentaires d'échanges seront créés :

- une Banque du Temps sur le modèle de l'Accorderie (Québec)
- SOLvert, ou la valorisation des gestes écocitoyens et de solidarité avec les collectivités
- un SOL marchand , (monnaie locale complémentaire adossée à l'euro), ou la valorisation d'une économie locale, sociale et solidaire

## GROUPE DE PILOTAGE :

Quelle est l'organisation de votre structure ?

*Statut association loi 1901 depuis novembre, 14 personnes au CA, 100 sympathisants.*
*Un travail d'ouverture et de mobilisation citoyenne est prévu en 2012 pour mettre en route le projet de monnaie locale.*
*Présence de deux structures ESS au CA : une Régie de quartier et le Secours catholique de Savoie.*
*Participation au projet d'Accorderie de l'Union des Centres sociaux de Chambéry-le-haut.*
*L'Accorderie est pilotée par un comité technique hebdomadaire et un Conseil d'Accorderie. Ces deux instances associent, Accordeurs, membres du CA de LMA et structures partenaires.*

Quel est le mode de gouvernance du collectif ?

*Le plus démocratique possible, volonté d'aller vers une forme de sociocratie et des décisions validées par le plus grand nombre au-delà du CA, en élargissant le travail aux sympathisants.*

## SUPPORT MATERIEL ET OUTILS DE GESTION :

*Un local héberge le bureau de l'association La Monnaie autrement et l'Accorderie. Il est basé dans le quartier des Hauts de Chambéry.*
*Le projet de l'Accorderie dispose d'un site web national permettant de gérer les inscriptions et d'animer les échanges de services.*

## RESSOURCES HUMAINES

Une animatrice a été recrutée à 80% sur le projet Accorderie
Une coordinatrice de l'association La Monnaie autrement a été recrutée à 80%

## COMMUNICATION :

*L'Accorderie est désormais dotée d'outils propres de communication : affiches, tracts, site web.*
*Les supports de communication concernant la monnaie locale seront réalisés en 2012.*

## REFERENCES :

Vous êtes vous inspirés d'autres projets nationaux ou internationaux ?

*L'Accorderie au Québec pour la banque du temps ou SOL coopération. L'expérience du SOL Violette à Toulouse (une visite d'étude a été réalisé en 2011)*

Quels sont les liens avec les autres expériences existantes ?

*Liens étroits avec l'Accorderie qui nous accompagne activement (boîte à outils)*
*Pour le SOL marchand, échanges d'expériences dans le cadre du réseau SOL national, des expériences régionales (SOL Alpin, Lyon, etc...) et du Sol Violette de Toulouse.*

## ENJEUX DU SYSTEME :

Quels sont les obstacles que vous rencontrés ?

*Financiers : mobilisation des fonds auprès des collectivités locales*
*Organisation de l'action et mobilisation de bénévoles pour élaborer le projet, rencontrer les partenaires, etc.*

*Recrutements*

Quelle est la situation du projet à ce jour ?
*Démarrage opérationnel depuis novembre 2011, avec la présence des deux salariées de l'association.*

Son évolution à moyen terme ?
*Développement de l'Accorderie et lancement du SOL en 2012.*

Quelques chiffres clés, résultats qualitatifs (effectif ou prévu).
*Voir plus haut.*

Quel impact social visé ou obtenu ?
*Développement des échanges de services et création de lien de solidarité dans les quartiers, aide à la précarité grâce à la création d'un groupement d'achats (cf Accorderie)*

Quel impact environnemental visé ou obtenu ?
*Développement des écogestes,*

Quel impact économique visé ou obtenu ?
*Soutien à l'économie locale et de proximité, à la production bio et locale.*

Nom du projet :
LE GRAIN
le-grain-ca@lists.riseup.net

Interlocuteur (contact privilégié) :
Martien Blestel, Serge Delamare

Localisation du projet : Le Havre

## ORIGINE ET OBJECTIFS

- Présentation de votre projet, de son origine, quels sont ses objectifs, ses valeurs.
- A quels enjeux veut-il répondre. (une monnaie pour qui, pour quoi ?)

Début des réflexions 1/10/10
Création de l'asso JO du 30/07/11

L'association a pour objet de créer et de développer, sur la région havraise, une économie respectueuse de l'être humain et de son environnement naturel. Elle souhaite ainsi promouvoir et mettre en oeuvre de nouveaux modes d'échange basés sur l'entraide, la coopération et la consommation raisonnée, notamment par la création et l'utilisation d'une monnaie complémentaire locale.

L'association s'adresse à toutes personnes physiques ou morales souhaitant adopter des comportements de production, de distribution et de consommation cohérents avec les valeurs qu'elle défend.

## TERRITOIRE ET ACTEURS CONCERNES

- Quel est le territoire concerné ? Le Havre et environs (20 kms)

- Quelle est la population visée ? Toute

- Nombre de personnes utilisatrices (effectives ou prévues) ? Pas encore à l'oeuvre

- Quels sont les partenaires du projet ? Pas encore à l'oeuvre

- Taille du réseau de prestataires (commerces, artisans, producteurs…) ? Pas encore à l'oeuvre

- Quels rapports entretenez-vous avec les collectivités locales ? En cours

## ARCHITECTURE MONETAIRE (LE CIRCUIT)

- Quelle est l'architecture monétaire ? Monnaie locale marchande

- La monnaie est-elle adossée à l'€ ? OUI

- Y a-t-il un principe de fonte ? lequel ? Entrée progressive après la 1ere année

- Comment obtenir de la monnaie (porte d'entrée) ? Échange contre euros

- Quels usages de cette monnaie pour les particuliers ? Commerçants artisans

- Quels usages pour les commerçants ? Idem particuliers + producteurs locaux

- Quel support (billets…) ? Billets

- Conditions de reconversion en € (porte de sortie) ? A définir

- La monnaie est-elle garantie? Comment ? Oui (fonds de garantie déposé à la NEF)

GROUPE DE PILOTAGE :
- Quelle est l'organisation de votre structure ? (effectifs, statuts...) Association avec Conseil d'administration de 11 personnes

- Représentation des usagers, des collectivités, des commerçants ... ? A définir

- Quel est le mode de gouvernance du collectif ? A définir

SUPPORT MATERIEL ET OUTILS DE GESTION :
- Quels outils utilisez-vous pour gérer la monnaie (émission, circulation comptabilité) ? (modalité de transaction, logiciel et outils de gestion) A définir

- Quelles ressources matérielles pour votre projet ? Personnelles

- Quelles ressources financières pour votre projet ? Avance personnelle + adhésion

- Quel est le cadre juridique, légal ? Association loi 1901

- Quel cadre d'ingénierie bancaire ?

COMMUNICATION :
- Quelle forme de mobilisation et de sensibilisation pour les usagers ? Salons + réseaux

- Pour les collectivités ? Les prestataires ? Triptyque + organisation réunions de présentation

- Pour les partenaires ? Dossier de présentation

REFERENCES :
- Y a-t-il un slogan, une phrase qui pourrait symboliser l'expérience?

- Vous êtes vous inspirés d'autres projets nationaux ou internationaux ? Villeneuve/ Toulouse

- Quels sont les liens avec les autres expériences existantes ? Mail et tél

- Avez-vous eu recours à des experts ou des soutiens pour monter votre projet ? Philippe Derudder

ENJEUX DU SYSTEME :
- Quels sont les obstacles que vous rencontrés ? Moyens humain et financier pour réaliser les outils de communication nécessaires à la constitution d'un bon groupe de prestataires.

- Quelle est la situation du projet à ce jour ? Réalisation de plaquette de présentation aux prestataires afin de les intégrer a la définition des règles

- Son évolution à moyen terme ? Lancement prévu vers été 2012

- Quelques chiffres clés, résultats qualitatifs (effectifs ou prévus). Pas encore à l'oeuvre

- Quel impact social visé ou obtenu ? Comportements solidaires

- Quel impact environnemental visé ou obtenu ? Réduction des transports

- Quel impact économique visé ou obtenu ? Incitation aux circuits courts

Commentaires :
http://www.lehavreinfos.fr/2011/11/12/lepi-future-monnaie-locale-au-havre/

Groupe porteur de l'initiative
ADESS Pays de Brest

Nom du projet
Heol

Interlocuteur (personnes-contact)
*Noa Soudée*
contact@adesspaysdebrest.infini.fr

Localisation du projet : Pays de Brest

## ORIGINE ET OBJECTIFS

Présentation de votre projet, de son origine, quels sont ses objectifs, ses valeurs.

En mai 2009, lors du Colloque politique publique et Economie sociale et solidaire (ESS), organisé par Brest Métropole Océane, un atelier proposait un temps d'information sur les monnaies locales.

Suite à cet atelier, des structures de l'ESS se sont réunies pour réfléchir à la mise en place d'une expérimentation locale.

L'objectif de la mise en place et de l'utilisation d'une monnaie complémentaire est d'œuvrer, localement, à la construction d'une économie complémentaire concrète et performante, favorisant une alternative à une société génératrice d'exclusions, de désordres écologiques, économiques et sociaux.
La monnaie complémentaire a pour objet de favoriser les liens entre les personnes, les projets et productions locaux et respectueux de l'environnement et des êtres humains, en somme, elle a pour objectif de promouvoir la mise en oeuvre des valeurs de l'économie sociale et solidaire.

- A quels enjeux veut-il répondre ? (Une monnaie pour qui, pour quoi ?)

- Valoriser et développer l'économie sociale et solidaire: cette monnaie permettra de promouvoir les biens et services proposées par une économie respectueuse des personnes et de l'environnement et n'ayant pas pour unique objectif la recherche de profit financier.
En parallèle cette monnaie permettra de créer un réseaux d'acteur se reconnaissant dans une charte et favorisera les échanges entre ces acteurs.

- Relocaliser les échanges économiques: cette monnaie ne pourra être dépensée qu'au sein d'un réseau d'entreprises locales connues et ne pourra donc pas alimenter des flux financiers opaques.
Elle permettra ainsi à des structures locales de communiquer et d'augmenter leur chiffre d'affaire.

- Favoriser une économie réelle: 80% de l'économie mondiale est aujourd'hui virtuelle. Cette monnaie ne pourra être utilisée que dans l'économie réelle et locale et sera ainsi source de création de richesse satisfaisant les besoins fondamentaux.

- Sensibiliser à une autre consommation: à travers cette monnaie les personnes pourront donner du sens à leur consommation quotidienne (alimentation, culture et loisirs, sports, services de proximité) et ainsi mettre en pratique les valeurs défendues.

- Participer à la solidarité locale: Le fond de garantie sera placé sur un compte épargne qui permettra à terme de dégager des financements pour des projets ESS locaux.

## TERRITOIRE ET ACTEURS CONCERNES

Quel est le territoire concerné ?
Pays de Brest

Quelle est la population visée ?
Consommateur du Pays de brest et entreprises – associations – commerçants du Pays de Brest

Quels sont les partenaires du projet ?
Brest Métropole Océane, Association La Nef et Crédit Mutuel de Bretagne

Taille du réseau de prestataires (commerces, artisans, producteurs…) ?
17 au lancement de la monnaie

Quels rapports entretenez-vous avec les collectivités locales ?
Brest Métropole Océane est membre du groupe de travail, soutien le projet (subvention au lancement). Une présentation est prévue auprès des élus de la collectivité. Pour l'instant il n'y a pas de participation effective de la collectivité.

## ARCHITECTURE MONETAIRE (LE CIRCUIT)

Quelle est l'architecture monétaire ? (Banque du temps, monnaie marchande…)
Monnaie marchande

La monnaie est-elle adossée à l'€ ?
Oui, 1 Heol = 1 euro

Y a-t-il un principe de fonte ? lequel ?
Oui, 2% tous les trois mois dans un premier temps pour les particuliers pas pour les structures

Comment obtenir de la monnaie (porte d'entrée)?
Conversion de l'euro vers l'Heol

Quels usages de cette monnaie pour les particuliers ?
Achats auprès de certaines structures (agrées et adhérentes au réseau H
Quels usages pour les commerçants ?
Acceptation du paiement en Heol, rendu de monnaie en Heol, achat auprès des fournisseurs

Quel support (billets…)?
5 billets (1, 2, 5, 10, 20)

Conditions de reconversion en € (porte de sortie)?
Uniquement pour les structures avec une contribution encore à définir (entre 2 et 5%)

La monnaie est-elle garantie? Comment ?
Tous les Heol (sans « s » car en Breton) qui circulent ont leur équivalent sur un fond de garanti (en euro) placé sur un compte de la Nef.

## GROUPE DE PILOTAGE :

Quelle est l'organisation de votre structure ? (effectif, statuts…)
L'ADESS Pays de Brest association portée par des acteurs de l'économie sociale et solidaire porte juridiquement le projet, l'anime et le coordonne mais il est piloté par un comité de pilotage (Culture et Liberté, Les Petits Débrouillards, la Nef, Ti ar Bed – commerce équitable, Crédit Mutuel) qui sera à terme élu par les utilisateurs de la monnaie Heol.

Représentation des usagers, des collectivités, des commerçants … ?
A terme le comité de pilotage sera composé des adhérents avec notamment des structures agrées, des particuliers et des membres fondateurs.

Quel est le mode de gouvernance du collectif?
Une assemblée générale Heol se réunit au minimum 1 fois par an et élit notamment le comité de pilotage qui assure la gestion du projet Heol.

## SUPPORT MATERIEL ET OUTILS DE GESTION :

Quelles ressources matérielles pour votre projet ?
Mise à disposition par l'ADESS Pays de Brest de temps salarié.

Quelles ressources financières pour votre projet ?
Subvention pour le lancement du projet (pour l'instant 5750 euros)

## COMMUNICATION :

Quelle forme de mobilisation et de sensibilisation pour les usagers ?
Communication grand public à partir de janvier 2012 à travers les médias et notamment presse locale, dépliants, manifestations et présence sur les marchés notamment.

Pour les collectivités ? les prestataires ?
Réunion d'information, rencontre individuelle, sollicitation individuelle…

Pour les partenaires ?
Présents au départ dans le groupe de travail, aujourd'hui pas de communication spécifique.

## REFERENCES :

Y a-t-il un slogan, une phrase qui pourrait symboliser l'expérience ? La monnaie solidaire

Vous êtes vous inspirés d'autres projets nationaux ou internationaux ? Oui, de l'Abeille à Villeneuve sur Lot et du sol violette à Toulouse

Quels sont les liens avec les autres expériences existantes ? Inscrit sur les listes de diffusion du réseau des monnaies locales et complémentaires, contact téléphonique avec certains responsables et rencontre avec certains acteurs (Toulouse, Philippe Derudder)

Avez-vous eu recours à des experts ou des soutiens pour monter votre projet ? Non

## ENJEUX DU SYSTEME :

Quels sont les obstacles que vous rencontrés ?
Pour l'instant quelques questions pratiques (non falsification des billets, outil de communication..).
A priori la plus grosse difficulté sera de faire passer de manière simple et précise l'intérêt du projet.

Quelle est la situation du projet à ce jour?
Lancement prévu en janvier 2012, 17 prestataires dans le projet

Son évolution à moyen terme ?
Augmentation du nombre de prestataires, mise en circulation de l'Heol

Quel impact social visé ou obtenu ? Cf objectif

Quel impact environnemental visé ou obtenu ? Cf objectif

Quel impact économique visé ou obtenu ? Cf objectif

## Commentaires :

- le Site Internet Heol : http://www.heol.infini.fr/
- l'article d'annonce sur eco-sol-brest : http://eco-sol-brest.net/27-janvier-2012-lancement-de-la.html
- la plaquette de présentation (pdf) : http://www.heol.infini.fr/documents/Plaquette-Heol.pdf
- la Foire aux questions (pdf) : http://www.heol.infini.fr/documents/FAQ-Heol.pdf
- la cinquantaine d'articles sur les monnaies : http://eco-sol-brest.net/-Sol-.html
- l'espace collaboratif sur les monnaies : http://wiki.eco-sol-brest.net/index.php/Monnaies_locales
- l'espace collaboratif sur l'Heol : http://wiki.eco-sol-brest.net/index.php/Heol

Groupe porteur de l'initiative
Association *Agir pour la Transition*

Nom du projet :
La MUSE (Monnaie à Usage Solidaire et Ecologique)
gtcheminsdeterre@gmail.com

Interlocuteur (contact privilégié) :
Philippe Floris, Giovanni Turco

Localisation du projet : Mûrs-Erigné (49) – Maine & Loire

## ORIGINE ET OBJECTIFS

Des citoyens, à l'issue du festival Nature de Mûrs-Erigné ont eu envie de se regrouper afin de passer des Idées aux Actes. Un collectif s'est constitué - ACF 49 (Alternatives et Citoyennes et Fraternelles 49) - dont l'objet est de proposer de nouvelles alternatives et d'inventer une société nouvelle plus humaine, plus fraternelle dans laquelle l'homme constitue la valeur fondamentale.
Des ateliers se sont constitués dont un relatif à la création d'une monnaie complémentaire locale.
Une nouvelle association est née « Agir pour la Transition ». Son objectif : mettre en place, administrer et gérer une monnaie complémentaire locale ayant pour nom la MUSE (Monnaie à Usage Solidaire et Ecologique).
Pour l'utiliser, les particuliers, entreprises …adhèrent à l'association et signent une charte de valeurs concernant, l'environnement, les valeurs humaines, l'activité économique locale, une synergie d'échanges avec les autres partenaires locaux.

A quels enjeux veut-il répondre ? Une monnaie pour qui, pour quoi ?
La Muse pour qui ?
Tous les citoyens (des particuliers, des artisans, des agriculteurs, des entreprises, des commerces, des associations) qui veulent retrouver la maîtrise de l'usage des moyens d'échange, de dynamiser l'économie locale et de la remettre au service du social et de l'humain, dans le respect de la nature et de la vie
Elle est au service du plus grand nombre dans un périmètre géographique compatible avec les objectifs poursuivis de relocalisation.
La Muse pour quoi ?

- pour ouvrir la voie à une économie plus respectueuse de l'être humain et de son environnement,
- pour favoriser les échanges locaux. Elle facilite une meilleure « connexion » entre production et consommation. C'est également le moyen par excellence pour relier toutes les initiatives et alternatives visant à promouvoir la transition,
- pour générer des pratiques au service du développement de la solidarité,
- pour favoriser l'autonomie de l'économie locale vis à vis des circuits de l'économie globale (voire devenir outil monétaire de substitution dans le cas d'une crise financière grave),
- pour soutenir des projets locaux d'intérêts communs,
- pour participer au respect de notre environnement. Son caractère local ou de proximité contribuera à la diminution des pollutions liées aux transports (notamment),
- pour engendrer de nouveaux comportements : reprendre la maîtrise citoyenne de l'usage et de la compréhension de la monnaie, afficher clairement d'autres modèles et pratiques d'un mieux vivre ensemble.

## TERRITOIRE ET ACTEURS CONCERNES

Quel est le territoire concerné ?
« L'épicentre » sera Murs Érigne et LA MUSE sera également utilisée là ou des groupes de citoyens se mobiliseront pour porter la démarche, dans la limite d'un rayon (très approximatif) d'une cinquantaine de km autour de Murs

Quelle est la population visée ?
Tous les citoyens( des particuliers, des artisans, des agriculteurs, des entreprises, des commerces, des associations ) qui veulent retrouver la maîtrise de l'usage des moyens d'échange, de dynamiser l'économie

locale et de la remettre au service du social et de l'humain, dans le respect de la nature et de la vie
Elle est au service du plus grand nombre dans un périmètre géographique compatible avec les objectifs poursuivis de relocalisation.

Nombre de personnes utilisatrices (effectives ou prévues)?
En attente du démarrage courant 2012

Quels sont les partenaires du projet ?
En cours de construction

Taille du réseau de prestataires (commerces, artisans, producteurs...) ?
En cours de construction

Quels rapports entretenez-vous avec les collectivités locales ?
En attente du démarrage courant 2012

## ARCHITECTURE MONETAIRE (LE CIRCUIT)

Quelle est l'architecture monétaire ? (Banque du temps, monnaie marchande...)
Au début, la MUSE sera une monnaie marchande, mais la possibilité d'une entrée temps est envisagée ultérieurement.

La monnaie est-elle adossée à l'€ ?
Oui, à un taux de 1 pour 1, mais une possibilité de taux de solidarité en faveur des plus démunis est prévu par abondement volontaire d'un fonds dédié.

Y a-t-il un principe de fonte ? lequel ?
Oui, à un taux de 2% par an au début, qui sera éventuellement porté à 2% par semestre ou par trimestre.

Comment obtenir de la monnaie (porte d'entrée)?
Achat de MUSES auprès d'entreprises ou d'associations partenaires appelées « comptoirs ».

Quels usages de cette monnaie pour les particuliers ?
Paiement de biens ou de services auprès des prestataires adhérents à l'association.

Quels usages pour les commerçants ?
Paiements de biens ou de services auprès des prestataires adhérents à l'association, éventuellement paiement d'une partie des salaires des employés volontaires.

Quel support (billets...)?
Billets de 50, 20, 10, 5, 2 et 1 MUSE.

Conditions de reconversion en € (porte de sortie)?
Reconversion pour les prestataires uniquement avec une commission au taux de 2%.

La monnaie est-elle garantie? Comment ?
Un fonds de garantie est ouvert à la Nef.

## GROUPE DE PILOTAGE :

Quelle est l'organisation de votre structure ? (effectif, statuts...)
La MUSE est gérée par une association loi 1901 dont le nom est « Agir pour la transition ». Tous les prestataires sont adhérents, tous les usagers doivent adhérer pour acquérir des MUSES.
L'association est gérée par un collectif de gestion qui comprend le président, le secrétaire, le trésorier, les référents des collèges et commissions et leurs suppléants et des membres nommés par cooptation. Les président, secrétaire et trésorier sont élus par le collectif de gestion et approuvés par l'assemblée générale.

Représentation des usagers, des collectivités, des commerçants ... ?
Les collèges des usagers et des prestataires ainsi que les commissions sont représentés au sein du collectif de gestion par leurs référents élus.

Quel est le mode de gouvernance du collectif?
Les décisions sont prises par consentement (toute objection raisonnable ayant été levée), à partir de propositions construites collectivement. En cas de blocage, les décisions sont prises à la majorité des 2/3.

## SUPPORT MATERIEL ET OUTILS DE GESTION :

Quels outils utilisez-vous pour gérer la monnaie (émission, circulation comptabilité) ? (modalité de transaction, logiciel et outils de gestion)
Utilisation de billets uniquement au départ.
Logiciel et outil de gestion : dans l'immédiat les outils bureautique classiques

Modalités pratiques :
Adhésions annuelles
Particuliers : de 5 à 30 euros maximum (distribution systématique de 3 MUSEs la première année)
Entreprises individuelles et associations avec un salarié au plus : de 15 à 50 euros maximum
Entreprises individuelles et associations avec 3 salariés au plus : de 30 à 80 euros maximum
Autres cas : de 50 à 100 euros maximum
10% de remise (par rapport au montant versé) sous forme de MUSEs distribuées aux personnes morales de statut coopératif
le maximum signifie qu'au-delà de ce montant le versement sera traité comme un don (voir ci-dessous)

Achats de MUSEs (ou conversion)
- dans un comptoir
- auprès d'une association partenaire (incitation financière pour la participation à la diffusion de la MUSE)
- à la parité de : 1 MUSE pour 1 Euro minimum

Création d'un fond spécifique de solidarité par l'achat à une parité supérieure à 1 euro. Ce fond sera alimenté par l'achat majoré et dès que possible par les collectivités désireuses de rejoindre notre projet.

Fonte annuelle : 2% applicable à tous
Reconversion :
- 2% - possible uniquement pour les personnes morales ; cette opération s'effectue via le référent du comptoir.
- opération gratuite pour les comptoirs jusqu'à un plafond de 15 000 MUSEs reconverties.

Principes budgétaires et de gestion retenus :
Seront affectées au *fonctionnement* de l'Association :
- les adhésions
- les recettes de la reconversion

Seront affectées au financement de projets éthiques et/ou innovants liés à la thématique de la transition :
- les dons,
- les recettes de la fonte,
- les intérêts générés par le placement du fonds de garantie/réserve à la Nef,
- les sommes affectées au fond de réserve (à terme)

Quelles ressources matérielles pour votre projet ?
Les infrastructures de la commune de Mûrs-Erigné

Quelles ressources financières pour votre projet ?
Voir ci-dessus § « modalités pratiques » + Avances des adhérents et des membres du collectif de gestion de l'association pour l'impression des billets ; Budget global envisagé pour la première année autour de 15 000 euros.

Quel est le cadre juridique, légal ?
Les billets émis sont considérés comme des bons d'achat

Quel cadre d'ingénierie bancaire ?
Aucun dans l'immédiat

## COMMUNICATION :

### Quelle forme de mobilisation et de sensibilisation pour les usagers ?
Nous portons ce projet depuis deux ans.
Au démarrage, nous avons réalisé une réunion publique en invitant Philippe Derruder. Suite à cette soirée, nous avons eu une cinquante d'usagers qui se sont dit intéressés à participer à cette expérimentation. Depuis, nous leur envoyons régulièrement des nouvelles du projet.
Nous tenons également des stands d'informations dans diverses manifestations (Fête Bio, Soirée Attac...).. Nous avons présentés le projet également lors du mois de l'Economie Sociale et Solidaire dans notre département auprès des structures appartenant à ce secteur économique.

### Pour les collectivités ? les prestataires ?
Les prestataires :
Nous organisons des réunions collectives pour mobiliser les prestataires. Nous les rencontrons individuellement également. Nous sollicitons des réseaux proches des valeurs que nous défendons.

Les collectivités locales :
Nous avons rencontrés à plusieurs reprises le maire de Mûrs-Erigné qui fait lui-même partie de l'association "Alternatives citoyennes et fraternelles", association porteuse du projet au départ. Celui-ci présente de l'intérêt pour le projet. Il est en attente pour l'instant quant à la mise en oeuvre effective de la Muse. Nous le solliciterons sans doute une fois le démarrage effectué pour qu'il porte le projet à son conseil municipal, voire au Conseil Général du Maine et Loire.

### Pour les partenaires ?
Lors de réunions publiques, nous avons rencontrés des centres sociaux (habitants et encadrants).

## REFERENCES :

### Y a-t-il un slogan, une phrase qui pourrait symboliser l'expérience?
Un outil de développement pour une économie locale, une alternative citoyenne face à la crise financière... la MUSE vous inspirera-t-elle ?

### Vous êtes vous inspirés d'autres projets nationaux ou internationaux ?
Dès le départ, nous sommes allés à la rencontre des autres expériences sur le territoire national en participant aux rencontres nationales en Ardèche. Nous sommes régulièrement en contact avec l'association « Agir pour le Vivant » de Villeneuve sur lot dont nous nous sommes beaucoup inspirés.

### Quels sont les liens avec les autres expériences existantes ?
Nous échangeons couramment à travers le réseau français par mail. Un représentant de notre projet participe chaque année aux rencontres nationales.

### Avez-vous eu recours à des experts ou des soutiens pour monter votre projet ?
Nous avons eu recours à Philippe Derruder.
Nous avons lu des ouvrages de Bernard Lietaer ou Patrick Viveret.
Nous échangeons régulièrement avec la Présidente d'« Agir pour le vivant ».

## ENJEUX DU SYSTEME :

### Quels sont les obstacles que vous rencontrés ?
Périmètre géographique pertinent lié à la nécessité de trouver des ressources bénévoles sur le terrain.
Entreprises adhérentes au réseau : le seul critère local est-il suffisant ? Nous avons répondu NON à cette question, donc tout le monde ne peut pas faire partie du réseau : cela implique la mise en place de critères conduisant à une évaluation subjective de l'entreprise, mais avec quoi qu'il en soit, la volonté d'un accueil le plus ouvert possible

### Quelle est la situation du projet à ce jour?
Constitution du réseau de professionnels avec possibilité de démarrage au printemps 2012

### Son évolution à moyen terme ?
Faire des prévisions à MT aujourd'hui relève, d'une manière générale, de l'incantation... Dans les

perspectives souhaitées en tout cas figure en bonne place le ralliement de collectivités locales pour développer pleinement le « Solidaire » de la MUSE

Quelques chiffres clés, résultats qualitatifs (effectifs ou prévus)
Trop tôt pour parler de cela : aujourd'hui, IL FAUT DEMARRER !

Quel impact social visé ou obtenu ?
Idem ci-dessus

Quel impact environnemental visé ou obtenu ?
Idem ci-desssus

Quel impact économique visé ou obtenu ?
Idem ci-desssus

Nom du projet
La Luciole

Interlocuteur
Marie-Christine BAUDIN

Localisation du projet : Ardèche du Sud

## ORIGINE ET OBJECTIFS

L'association Lucioles a pour objectif d'ouvrir la voie à une économie plus respectueuse de l'être humain et de son environnement naturel, à savoir :

- mettre l'économie au service de l'homme et de la planète,
- développer la solidarité,
- favoriser les échanges locaux,
- soutenir des projets locaux d'intérêt commun,
- réduire l'impact écologique.

Cette monnaie complémentaire locale répond à plusieurs de ces objectifs en favorisant notamment les échanges locaux dans un esprit d'équité et d'entraide entre particuliers et professionnels.
Ainsi nos euros, ne serviront pas

⇒ à spéculer, thésauriser,
⇒ à voyager dans les paradis fiscaux, dans la grande distribution,
⇒ à investir dans l'industrie pharmaceutique, armement, etc.

La Luciole apporte du sens à nos achats.

## TERRITOIRE ET ACTEURS CONCERNES

Quel est le territoire concerné ? Ardèche du Sud (milieu rural)

Quelle est la population visée ? toute la population de ce bassin de vie

Nombre de personnes utilisatrices (effectives ou prévues)? A ce jour, (décembre 2011) 80 adhérents

Quels sont les partenaires du projet ? des commerces, artisans, producteurs locaux, une association reconnue nationalement Terre et Humanisme

Taille du réseau de prestataires (commerces, artisans, producteurs…) ? environ 40 en 9 mois

Quels rapports entretenez-vous avec les collectivités locales ? à construire

## ARCHITECTURE MONETAIRE (LE CIRCUIT)

Quelle est l'architecture monétaire ? (Banque du temps, monnaie marchande…) monnaie marchande

La monnaie est-elle adossée à l'€ ? oui

Y a-t-il un principe de fonte ? lequel ? non

Comment obtenir de la monnaie (porte d'entrée)? En adhérent à l'association ou/et auprès des comptoirs d'échanges

Quels usages de cette monnaie pour les particuliers ? Achats locaux

Quels usages pour les commerçants ? Soutenir un projet citoyen et local avec comme support l'argent

Quel support (billets…)? billet

Conditions de reconversion en € (porte de sortie)? Uniquement pour les prestataires moyennant une commission de 3 %

La monnaie est-elle garantie? Comment ? par le dépôt des euros sur un compte ouvert à la Nef

## GROUPE DE PILOTAGE :

Quelle est l'organisation de votre structure ? (effectif, statuts…) portée par une association 6 personnes ressources dont une voir deux personnes consacrant beaucoup de temps…. Construire des délégations sur certaines tâches avec les comptoirs d'échanges

Représentation des usagers, des collectivités, des commerçants … ? En cours de création

Quel est le mode de gouvernance du collectif? Par beaucoup d'échanges, de rencontres avec les adhérents et de trouver des solutions collectivement le mieux adapté aux questions et avec l'acquis des autres expériences. Une forme de sociocratie !!!

## SUPPORT MATERIEL ET OUTILS DE GESTION :

Quels outils utilisez-vous pour gérer la monnaie (émission, circulation comptabilité) ? (modalité de transaction, logiciel et outils de gestion) des documents crées par l'association

Quelles ressources matérielles pour votre projet ? ordinateur personnel et matériel de bureau aussi.

Quelles ressources financières pour votre projet ? adhésions et dons

Quel est le cadre juridique, légal ? association

Quel cadre d'ingénierie bancaire ? dépôt sur une banque locale avec transfert immédiat par envoi d'un chèque à la Nef (pas de comptoir en Ardèche)

## COMMUNICATION :

Quelle forme de mobilisation et de sensibilisation pour les usagers ? rencontre collective, par des courriels, par l'information des différents articles, par la participation à des émissions radio et télévision

Pour les collectivités ? les prestataires ? idem

Pour les partenaires ? idem

## REFERENCES :

Y a-t-il un slogan, une phrase qui pourrait symboliser l'expérience? Celle inscrite sur le billet « si vous avez confiance en vous-même, vous inspirerez confiance aux autres » Goethe

Vous êtes vous inspirés d'autres projets nationaux ou internationaux ? oui de l'Abeille de Villeneuve sur Lot

Quels sont les liens avec les autres expériences existantes ? très bonne avec des difficultés de compréhension avec le projet « Bogue » né « dans notre dos » au moment du lancement de la luciole et avec son fondateur, ne souhaitant aucune envie de collaboration….

Avez-vous eu recours à des experts ou des soutiens pour monter votre projet ? soutien de Philippe DERUDDER et un des membres avait été très investi sur le projet SOL sur Grenoble

## ENJEUX DU SYSTEME :

Quels sont les obstacles que vous rencontrés ? le manque de temps toutes les actions se font bénévolement (du temps à trouver entre nos différentes activités personnelles et professionnelles)

Quelle est la situation du projet à ce jour? Après une euphorie, en début de lancement, comment rendre plus acteur les prestataires, les adhérents et que cela ne repose pas uniquement sur « noyau doux » des fondateurs….

Son évolution à moyen terme ? Réfléchir sur la conversion (faut-elle qu'elle se fasse à 100 % ?) // Comment développer le circuit des lucioles avec les prestataires ?

Quelques chiffres clés, résultats qualitatifs (effectifs ou prévus). Aucune idée, il faut de temps au temps et nous ne sommes pas sur des objectifs par les chiffres

Quel impact social visé ou obtenu ? Voir un début de collaboration avec les collectivités locales (RV avec les élus régionaux d'Europe Ecologie en janvier 2012)
Démarrer un travail avec une structure d'insertion locale en début d'année après le RV de janvier
Attendre la validation de la demande de subvention faîte par l'Université Lyon III pour une collaboration éventuelle (dossier Jérôme BLANC et Marie FARE)

Quel impact environnemental visé ou obtenu ? Pas d'étude faîte sur cet impact

Quel impact économique visé ou obtenu ? Idem

Commentaires :

France Inter : http://www.franceinter.fr/emission-carnets-de-campagne-l-ardeche-55

Nos projets :
Pouvoir diffuser nos événements
Continuer un travail de collaboration avec les différents projets locaux.

Groupe porteur de l'initiative
Comité Local d'Agrément du Sol (CLAS) et Ville de Toulouse

Nom du projet
Sol-violette
http://www.sol-violette.fr/

Interlocuteur (personne-contact)
Frédéric Bosqué, Jean-Paul Pla, Andréa Caro

Localisation du projet : Toulouse - France

## ORIGINE ET OBJECTIFS

Présentation de votre projet, de son origine, quels sont ses objectifs, ses valeurs.
Expérimenter puis étendre à Toulouse et son agglomération l'usage d'une monnaie complémentaire et sociale dont la vocation est d'inciter les acteurs de l'économie à produire et à consommer localement dans le respect des hommes et de la nature

A quels enjeux veut-il répondre. (une monnaie pour qui, pour quoi ?)

- Développer une économie locale durable respectueuse des hommes et de la nature, lies aux besoins réels et immédiat des habitants de Toulouse regroupes en réseau
- Faire dialoguer ses parties prenantes par un comité local d agrément cohérent et représentatif pour décider démocratiquement des agréments et des orientations de ce réseau
- Impulser entre eux l'usage d'une monnaie éthique en sol a partir de cartes, de téléphone et de coupons-billet via des consom'acteurs informes et formes a leur usage
- Piloter démocratiquement sa circulation au bénéfice des habitants de Toulouse, de ses entreprises et de sa collectivité

## TERRITOIRE ET ACTEURS CONCERNES

Quel est le territoire concerné ?
*Dans sa phase d'expérimentation 3 territoires :*

- *urbain*
- *péri urbain*
- *un quartier populaire*

Quelle est la population visée ?
*Ces personnes seront prioritairement des usagers des structures de l'économie sociale et solidaire, des bénévoles d'association, des administrés des collectivités territoriales partenaires du projet ainsi que les clients des organisations et/ou des producteurs du développement durable.*

- *Les collectivités territoriales et leurs administrés*
- *Les Associations à but non lucratif et leur bénévoles*
- *Les structures de l'économie sociale et solidaire et leurs usagers*
- *Les Organisations et/ou producteurs du développement durable et leur clients*
- *Les institutions financières bancaire ou non bancaire*

Nombre de personnes utilisatrices (effectives ou prévues)?
*150 citoyens prévus au démarrage : plus de 600 porteurs en décembre 2011*

Taille du réseau de prestataires (commerces…) ?
*15/30 prestataires prévus : plus de 80 prestataires engagés !*

Quels rapports entretenez-vous avec les collectivités locales ?
*La Ville de Toulouse est pilote du projet.*
*70% de son financement est porté par la délégation aux affaires de l'ESS*

*ARCHITECTURE MONETAIRE (LE CIRCUIT)*

Quelle est l'architecture monétaire ? (Banque du temps, monnaie marchande…)
*A compter de mai 2011, durant 6 mois, sur trois territoires (Urbain, Peri-Urbain et un quartier), 150 habitants autour d'une trentaine de structures agrées pour leur respect de l'homme et de la nature, vont apprendre ensemble à utiliser un moyen d'échange (sous la forme d'une carte à puce, d'un téléphone et de coupons- billet) permettant de valoriser une production et une consommation éthique.*
*Sur cette période 27 000 € (27 000 sol) de biens et de services seront échangés via ce moyen d'échange. Habitants et structures pourront ensuite parrainer de nouveaux adhérents à ce circuit économique éthique et étendre ainsi l'usage de ce moyen d'échange vertueux.*
*Pour partie, les sols seront achetés par la Mairie de Toulouse. Ils seront affectés à des usages respectueux des hommes et de la nature en privilégiant une alimentation saine, les transports collectifs, les biens ou services à dimension culturelle ou sportive et les commerces de proximité.*

*Ils seront distribués via les CCAS, les associations de chômeurs, les services municipaux ou les entreprises d'économie mixte aux citoyens ayant un profil correspondant aux enjeux de l'expérimentation (Habitants en situations d'exclusion, familles nombreuses, citoyens aux comportements d'achat éthique,…). Tisseo proposera des Sol pour l'achat de tickets de Métro ou de Bus.*

*Pour partie, les sols seront aussi achetés par les structures agréés de l'économie sociale, solidaire et/ou contribuant à un développement durable puis distribués sous la forme de « points éthiques » à leur clients fidèles. Ceux-ci pourront ensuite par eux-mêmes dépenser leur Sol dans tout le réseau d'acteurs agréés L'émission des sol en circulation sera pris en charge par des partenaires émetteurs sensibles à l'usage éthique d'une monnaie respectueuse des hommes et de la nature : Le Crédit Coopératif (partenaire Historique du projet Sol National), la Nef et le Crédit Mutuel on répondu favorablement à ce financement.*

*En cas d'excédent de Sol dans le réseau, les habitants et les structures pourront, contre une taxe de 5%, convertir à nouveau leur Sol en Euros via le crédit municipal. En cas de besoin en Sol, ils pourront convertir des euros en Sol via les partenaires émetteurs du projet.*

*Un Comité Local d'agrément représentant toutes les parties prenantes du projets (Habitants, Structures agrées, Partenaires émetteurs et élus) sera chargé d'agréer les structures sur la base d'une charte exprimant le type de produits/Services et de structures respectueux des hommes et de la nature. Le principe de gouvernance de ce CLAS sera la transparence et la démocratie participative.*

La monnaie est-elle adossée à l'€ ?
*OUI*

Y a-t-il un principe de fonte ? lequel ?
*OUI 2% par trimestre*

Comment obtenir de la monnaie (porte d'entrée)?
*Partenaire relais (prestataires sol agréé + crédit municipal + Clas)*

Quels usages de cette monnaie pour les particuliers ?
- *services de proximités*
- *transports*
- *Culture & sport*
- *alimentation saine*

Quels usages pour les commerçants ?
- *points de fidélités*
- *appartenance*
- *réputation*

*Quel support (billets…)?*
*Paiement par téléphone et coupon billet*

Conditions de reconversion € (porte de sortie)?
*5 % via le crédit municipal*

La monnaie est-elle garantie? Comment ?
*OUI, par un dépôt d'euro au crédit coopératif*

## GROUPE DE PILOTAGE :

Quelle est l'organisation de votre structure ? (effectif, statuts...)
*Au lancement du projet :*
** un coordinateur 4h/semaine (mise a disposition par une association)*
** un permanent a 3/4 temps (portage par une association mandatée par la Ville de Toulouse)*
** 2 autres association pilotes*
** service de l'ESS de la mairie de Toulouse*
** bénévoles d'Unicité*

Représentation des usagers, des collectivités, des commerçants ... ?
*Création d'un CLAS (Comité local d'agrément du Sol Violette) : Représentation par collège (habitants, prestataires, élus, financiers )*

Quel est le mode de gouvernance du collectif?
*Démocratie par collège des parties prenantes*

## SUPPORT MATERIEL ET OUTILS DE GESTION :

Quels outils utilisez-vous pour gérer la monnaie (émission, circulation comptabilité ? (modalité de transaction, logiciel et outils de gestion)
*Coupon-billet dont le n° d'émission est liée à l'outil de paiement par téléphone (à partir d'un site internet), émission de vignettes à coller sur les coupons billet*

Quelles ressources matérielles pour votre projet ?
*Sites internet, téléphone, serveur vocal, coupon billet*

Quelles ressources financières pour votre projet ?
*75 000 € sur 6 mois, 12 5000 € sur 12*

Quel est le cadre juridique, légal ?
*Portage de la mission par une association déléguée par la Ville de Toulouse. A terme création d'un CLAS sous la forme d'une association*

Quel cadre d'ingénierie bancaire ?
*Crédit coopératif*

## COMMUNICATION :

Quelle forme de mobilisation et de sensibilisation pour les usagers ?
- *Plénière trimestrielle, ateliers de co-construction, atelier de formation à la monnaie*
- *Radio, Tv locale, Presse*
- *Journal de la Ville*
- *distribution de plaquette ( triptyque)*

Pour les collectivités ? les prestataires ?
*Idem*

## REFERENCES :

Y a-t-il un slogan, une phrase qui pourrait symboliser l'expérience?
*"Le sol-violette, une monnaie éthique pour la ville de Toulouse"*

Vous êtes vous inspirés d'autres projets nationaux ou internationaux ?
- *De tous les projets Sol*
- *Les Abeilles pour les coupons-Billet*
- *l'expérience de Paymobey ( paiement par téléphone)*

Quels sont les liens avec les autres expériences existantes ?
*- Coordination avec les autres expériences du Sol via le mouvement national*
*- Réunion d'informations avec d'autres monnaies locales complémentaires*

Avez-vous eu recours à des experts ou des soutiens pour monter votre projet ?
*Non*

## ENJEUX DU SYSTEME :

Quels sont les obstacles que vous rencontrés ?

** éducation populaire à la monnaie pour tous les acteurs*
** problèmes techniques liés aux cartes sol et à leur terminaux*
** limitation des échanges aux seuls consommateurs ( pas de BtoB)*
** pas d'autres supports que la carte ( Billets, téléphone)*

Quelle est la situation du projet à ce jour?
*Il entre dans sa phase d'expérimentation officielle avec l'arrivée de son financement en mai 2011*

Son évolution à moyen terme ?
*Fin de l'expérimentation prévue pour décembre 2011. Si rapport positif, expérimentation généralisée sur tous les territoires de l'agglomération de Toulouse*

Quelques chiffres clés, résultats qualitatifs (effectif ou prévu). Quel impact social visé ou obtenu ? Quel impact environnemental visé ou obtenu ? Quel impact économique visé ou obtenu ?
*3 territoires de Toulouse et son agglomération seront doté d'un circuit économique où l'échange en monnaie complémentaire Sol valorisera une production locale et respectueuse des hommes et de la nature. Les Elus locaux seront en condition de dupliquer ce réseau vertueux à d'autres territoires grâce à une méthodologie approuvée.*
*150 habitants auront une carte Sol ou un compte en sol via téléphone ou encore des coupons-billet. Ils auront acheté dans les six mois près de 27 000 sols (27 000 euros) de produits et de services privés ou public respectant les critères de développement durable.*
*Ces personnes seront prioritairement des usagers des structures de l'économie sociale et solidaire, des bénévoles d'association, des administrés des collectivités territoriales partenaires du projet ainsi que les clients des organisations et/ou des producteurs du développement durable.*
*Ils seront en condition de pouvoir expliquer le projet et de parrainer de nouveau habitants pour étendre le réseau.*
*Une trentaine de structures de l'économie sociale et du développement durable seront capables d'accepter le sol comme moyen d'échange, de le distribuer à de nouveaux clients afin de valoriser leur comportement de consommateurs responsables. Ils auront encaisser environ 27 000 sol ( 27 000 €) en complément de leur activité, ce qui représente, sur la base de 15% de paiement en sol, près de 130 000 € de chiffre d'affaire.*
*Un plan média aura informée les acteurs signifiants du territoire ainsi que la population de cet outil leur permettant de donner un sens « citoyens » à leurs échanges économiques*
*Un rapport final et une méthode de transmission seront disponibles en vue d'étendre cette action à tous les territoires de Toulouse et son agglomération.*
*Un Comité Local d'Agrément représentatif des parties prenantes (élus, Habitants, Structures agrées, partenaires financiers) sera en condition de conduire et d'étendre cette expérimentation de façon transparente et en s'appuyant sur une réelle démocratie participative.*

Mise à jour décembre 2011 :
Le nombre d'euros nantis est égal à 40 945 sol violette. Dont 10 104 ont déjà circulés 3 fois, ce qui a permis de créer 30 312 sols violette de chiffre d'affaire en seulement 6 mois. Voir document de bilan présenté par la Ville de Toulouse au CLAS pages suivantes.

Commentaires :

- Contribution bénévole de l'Ecole Erasme et ses éducateurs spécialisés (4 étudiants)
- Contribution bénévole d'Unicité et ses volontaires en service civil (6 volontaires)
- Contribution bénévole de 150 habitants de Toulouse et son agglomération

# BILAN SOL VIOLETTE

## Axes de l'évaluation du dispositif expérimental

échanger autrement

MAIRIE DE TOULOUSE
www.toulouse.fr

# Sommaire

1. Le sol violette, un outil de développement de l'économie sociale et solidaire ..... 3
2. Dynamique des échanges locaux : le sol violette créateur de richesse économiques, sociales et humaines ..... 4
- Le territoire et la monnaie ..... 4
- Le fonctionnement ..... 4
- Les solistes ..... 4
- Les prestataires ..... 5
- Les partenaires : les maisons des chômeurs, les banques, la collectivité ..... 6
- La gouvernance ..... 6
3. Valorisation et relocalisation des activités ..... 7
- Le sol violette en chiffre et sa circulation ..... 7
- Financement du projet : affectation des dépenses ..... 9
- Dynamisation des territoires et réseau éthique ..... 10
- Augmentation du pouvoir d'achat ..... 10
- L'impact médiatique et la communication ..... 11
4. Lien social et volonté de changement ..... 11
- La gouvernance : un pilotage partagé ..... 11
- Transformation des pratiques et amélioration des connaissances ..... 12
- Les maisons des chômeurs ..... 13
5. Préconisations, prospectives et perspectives ..... 13
- Le sol violette, un projet complexe à mettre en œuvre ..... 13
- Perspectives 2012 ..... 15

# 1. Le sol violette, un outil de développement de l'économie sociale et solidaire

Le projet prend racine entre 2009 et 2011 dans une phase alliant réflexion, prospection et faisabilité. Des ateliers de travail ont été créés et ont permis à plus de 150 personnes de participer à l'élaboration de ce projet.

Ce diagnostic devait permettre de répondre à la question suivante :

**Comment construire, gérer et piloter collectivement un projet de monnaie complémentaire locale répondant à notre territoire et nos besoins ?**

Lancé en mai 2011 à Toulouse, le Sol-violette a pour objectif général d'expérimenter l'usage d'une monnaie complémentaire et sociale dont la vocation est d'inciter les acteurs-actrices de l'économie à produire et consommer localement dans le respect des humains et de la nature, en plaçant les citoyens au cœur du projet. Cette expérimentation étendue sur 3 territoires de la municipalité toulousaine sociologiquement différents, a pour finalité à terme de s'étendre sur l'ensemble de la ville et enfin sur son agglomération, voire du département.

**Objectifs de départ**

3 quartiers (Grand Mirail, Rangueil, Centre Ville)

150 adhérent-e-s

27 000 € nantis

30 entreprises et associations de l'économie sociale et solidaire

**Les objectifs du sol-violette:**

**Objectif 1**
- Développer une économie locale durable (respectueuse des femmes, des hommes et de la nature, liés aux besoins réels et immédiats des habitant-e-s de Toulouse, regroupés en réseau).

**Objectif 2**
- Faire dialoguer ses parties prenantes (par un comité local d'agrément cohérent et représentatif pour décider démocratiquement des agréments et des orientations de ce réseau).

**Objectif 3**
- Impulser entre eux l'usage d'un moyen d'échange éthique (en sol-violette, à partir de moyens d'échange via des consom'acteurs/actrices informé-e-s et formé-e-s à leur usage).

**Objectif 4**
- Piloter démocratiquement sa circulation (aux bénéfices des habitant-e-s de Toulouse, de ses entreprises et de sa collectivité, tous adhérents au réseau).

## 2. Dynamique des échanges locaux : le sol violette créateur de richesse économiques, sociales et humaines

### - Le territoire et la monnaie

### - Le fonctionnement

### - Les solistes

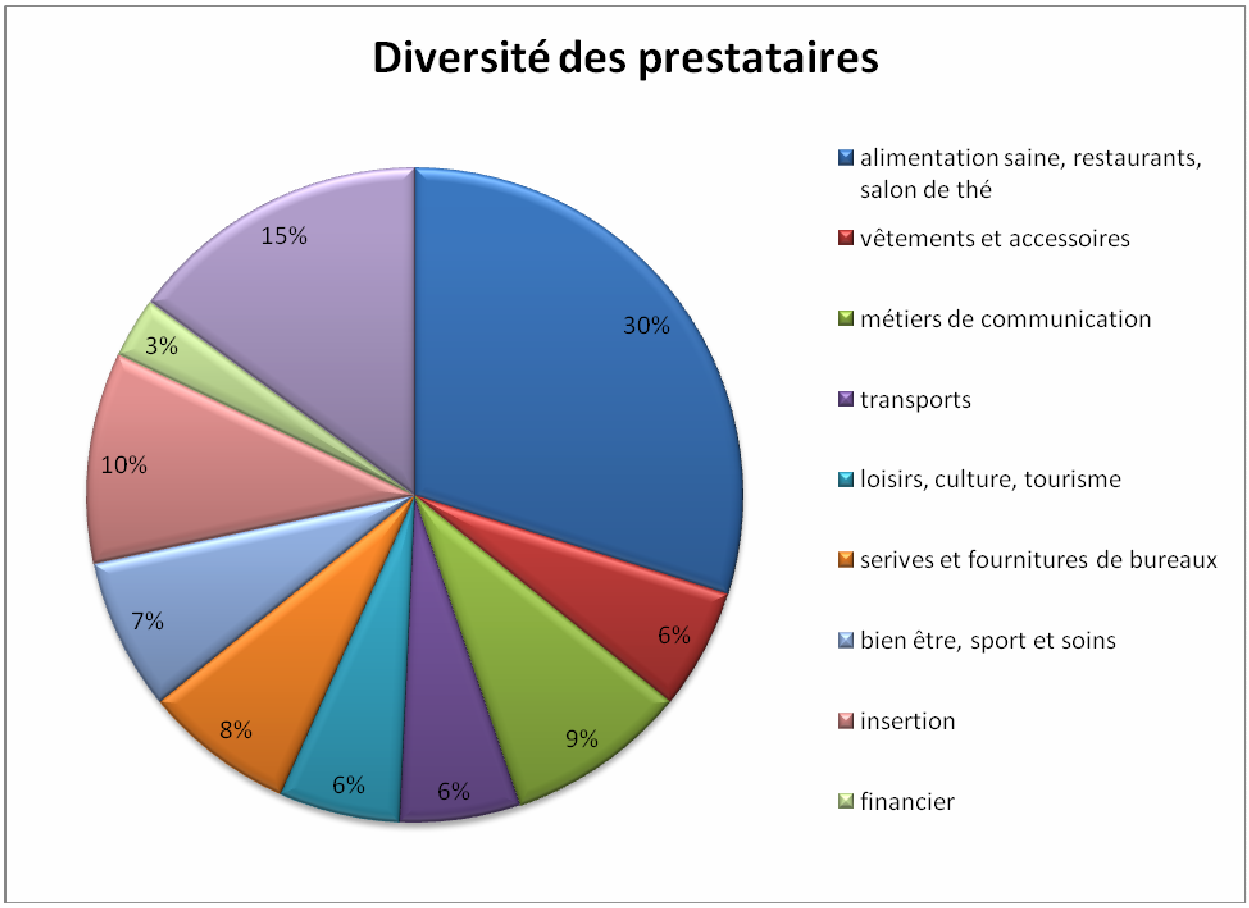
En 6 mois, plus de 600 personnes habitant Toulouse et son Agglomération ont adhéré au Sol violette. L'étude qualitative démontre que les solistes sont en partie des militant-e-s de l'Economie Sociale et Solidaire de tout âge. Les adhérent-e-s du réseau sont des femmes et des hommes toute catégorie socio professionnelle confondue. Cependant, ces adhérent-e-s ne sont pas exclusivement des personnes aux revenus aisés. Parmi les solistes, 25% sont des étudiant-e-s, des chômeurs, des personnes en situation de précarité. Cette diversité de publics s'articule autour du projet fédérateur d'innovation sociale que représente le sol violette. Si cette diversité existe, elle est bien le résultat d'une volonté et de moyens politiques[1].

[1] Le projet Sol violette permet à 30 personnes/familles de 3 Maisons des chômeurs, soit 90 au total, de recevoir 30 sols violette par mois pendant 6 mois. Ces personnes sont donc bénéficiaires du dispositif et font parti intégrante du projet puisque en tant que solistes, ils-elles peuvent participer pleinement à la gouvernance du projet.

## - Les prestataires

Plus de 70 ont été structures agrées par le CLAS (Comité Local d'Agrément du Sol violette). Ces entreprises et associations de l'économie sociale et solidaire proposent une variété de biens et services disponibles en sol-violette.

- **Alimentation saine** (biocoops, épiceries sociale et solidaires, AMAP, magasins de vente de produits équitables, restaurants, traiteur et cuisine à domicile, écolieu avec jardins partagés, salon de thé solidaire, épicerie de producteurs)
- **Vêtements et bijoux** (plusieurs commerces)
- **Métiers de la communication** (graphistes, imprimerie, association de réalisation audiovisuelle et cinématographique, écopapeteries)
- **Transports** (SCIC auto partage, garages associatifs, association location et réparation de vélo)
- **Loisirs, culture, tourisme** (association d'animation et de séjours, tourisme de montagne, écogite, librairie)
- **Services et fournitures de bureaux** (scop de nettoyage industriel, entreprise de fournitures de bureau, maintenance, entretiens, travaux)
- **Financier** (banques)
- **Bien être, sports et soins** (vente de produits naturels, kinésithérapeute, yoga et osthéophanie, sophrologue)
- **Insertion, conseil et formation** (Maisons des chômeurs, Régies de quartier, associations de formation, d'accompagnement et d'insertion)
- **Education populaire et vie associative** (plusieurs structures)



## - Les partenaires : les maisons des chômeurs, les banques, la collectivité

Une des particularités du dispositif a été d'intégrer 3 maisons des chômeurs (TO7, Avenir et Partage) en tant que partenaires.

Par cette volonté, la Ville de Toulouse, à l'initiative de Jean-Paul Pla, conseiller municipal à l'Economie Sociale et Solidaire, s'engage pleinement dans le champ social à travers cette action novatrice.

Le Crédit Municipal et le Crédit Coopératif se sont engagés dans cette démarche du sol violette puisqu'elles travaillent en cohérence et adéquation avec les valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire. Les motivations résident également dans le fait que le sol violette constitue un projet original et innovant.

## - La gouvernance

La gouvernance du projet est construite sur un mode participatif et collectif de démocratie[2]. Ce projet, en rupture à l'égard du modèle dominant classique, établit des formes de gestion novatrice (autonomie de gestion, formes démocratiques de gestion, répartition des pouvoirs et représentation)[3].

L'association CLAS (Comité Local d'Agrément du Sol violette) organise les plénières, les conseils des collèges et les Assemblées générales. Le Conseil des Collèges est contitué de 17 co-président-e-s, représentants les 5 collèges : solistes, prestataires, financeurs, collectivités, fondateurs. L'association a une organisation complexe qui permet néanmoins d'expérimenter la mise en œuvre d'un pilotage partagé. Elle repose sur des valeurs fortes encadrées par une charte.

Une équipe de permanents, constituée de 4 professionnel-le-s (2 ETP), exécute et met en œuvre les décisions prises par le Conseil des collèges et le CLAS.

Les plénières permettent de travailler sur les thématiques et problématiques du sol violette afin de créer un lieu de réflexion collective.

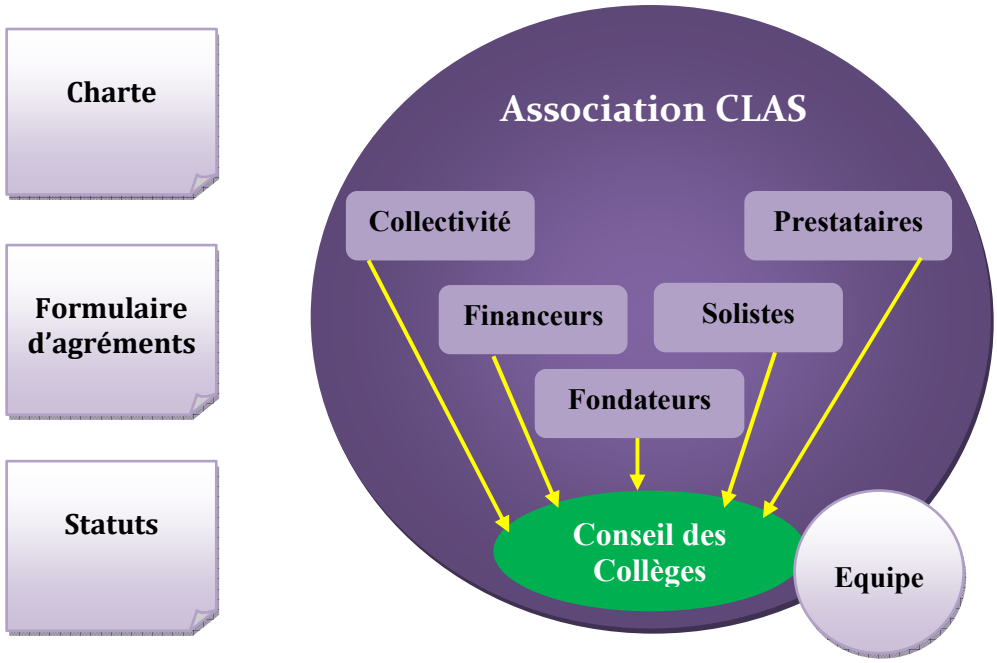
Les agréments et les orientations sont décidés en Conseil des collèges puis approuvés par le CLAS.

Toutes les réunions de l'association sont ouvertes aux adhérent-e-s comme aux sympathisants.

[2] Les prises de décisions et orientations se font par consensus ou consentement (toutes les objections sont traitées), en dernier recours passage à un vote qualifié des 2/3

[3] Blanc et Fare, 2010

Schéma de gouvernance du Sol violette




# 3. Valorisation et relocalisation des activités

## - Le sol violette en chiffre[4] et sa circulation

| | Objectifs de départ | Chiffres du sol violette en 6 mois (novembre 2011) | Taux de croissance |
|---|---|---|---|
| **Investissement de la municipalité Ville de Toulouse** | 120 000€ | 120 000€<br>+ 1 CDD à temps plein sur 3,5 mois | |
| **Nombre de solistes[5]** | 150 adhérent-e-s | Plus de 600 adhérent-e-s<br>(250 ambassadeurs, 80 adhésions parrainées par les états généraux et 90 usagers des maisons des chômeurs) | 400% |
| **Nombre de prestataires[6]** | 30 | 75 | 250% |
| **Euros nantis[7]** | 27 OOO € | 27 OOO € nantis par la ville<br>13 243 € nantis par les toulousain-e-s<br>Soit un total de 40 945 € | 50% |
| **Chiffre d'Affaire en sol violette = PID[8]** | 27 000 sols violette | 30 312 sols violette | 112% |

[4] Les données chiffrées du sol violette sont des statistiques. Elles ont été calculées à partir des coupons-billets scannés tous les 15 jours pendant 6 mois chez les prestataires.

[5] Les solistes sont les personnes adhérentes au réseau sol-violette

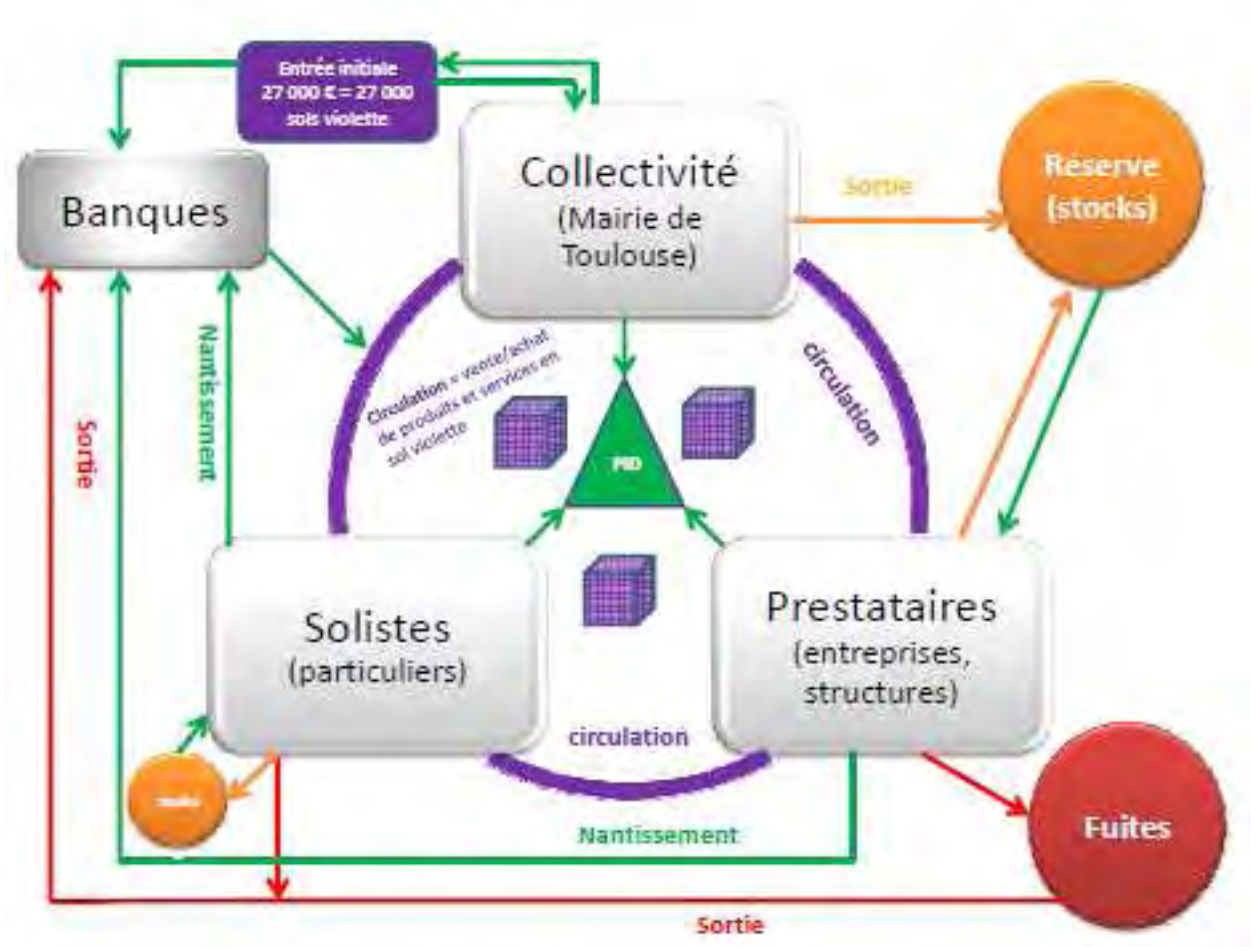
[6] Les prestataires sont les entreprises et les associations de l'économie sociale et solidaire agréées par le CLAS (Comité Local d'Agréments du Sol-violette)

[7] Le nantissement est le changement d'euros en sols-violette. Les euros sont gagés et placés sur des livrets d'épargne solidaire.

[8] PID : Produit Intérieur Doux = production vendue respectueuse des humains et de la nature

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Fuites**[9] | | 12 243 € | 30% |
| **Fonte**[10] | | 4 008 sols violette | |
| **Stocks** | | 6 008 sols-violette en stock chez les commerçants<br>18 289 sols-violette en stock chez les solistes | |
| **Sol-violette en circulation** | 9 000 sols violette qui tournent 3 fois | 10 104 sols violette qui tournent 3 fois | 12% |
| **Montant des transactions**[11] | 27 OOO sols violette | 58 690 sols violette | 217% |
| **Taux de rotation / vitesse de circulation** | Plus de 2,5<br>L'euro a un taux de rotation de 2,4 fois / 1 an | Taux de rotation de 3 sur 6 mois,<br>Donc 6 sur 12 mois | |

Schéma de circulation du sol violette




**Comment fonctionne la circulation du sol violette ?**

[9] Fuite : conversion de sols-violette en euros

[10] Fonte : le coupon-billet sol violette perd 2% de sa valeur s'il n'est pas utilisé au bout de 3 mois.

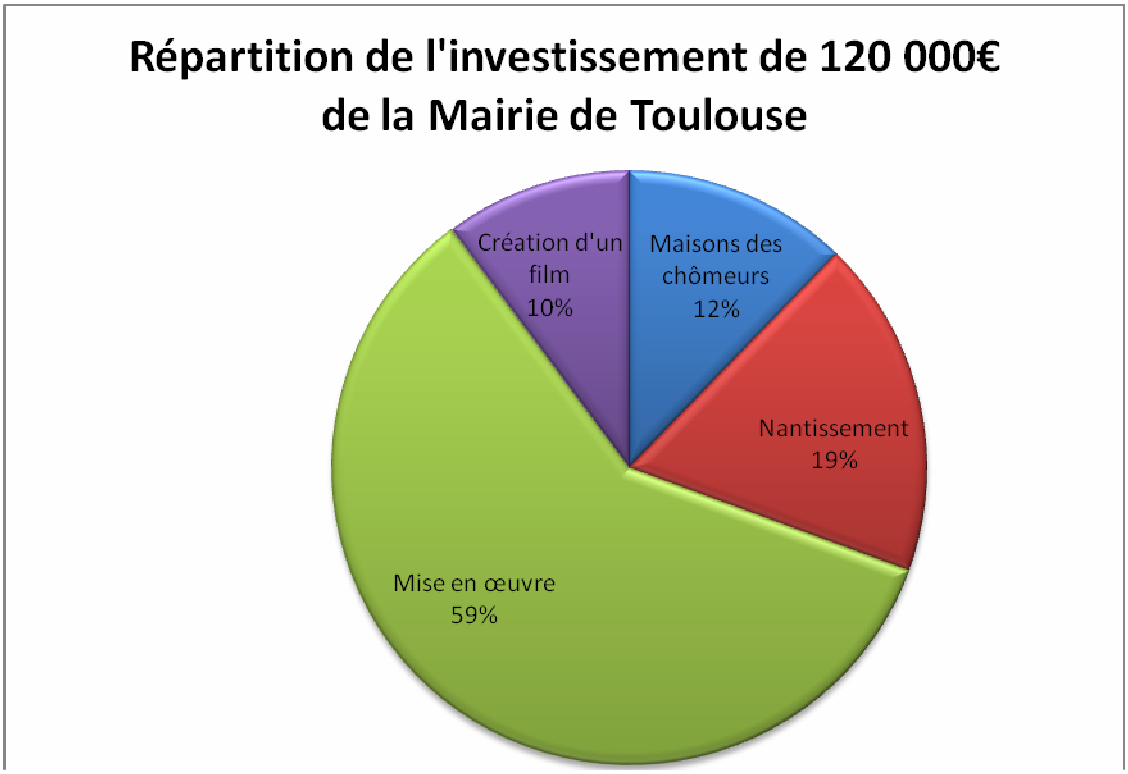
[11] Volume total des transactions entre acteurs

L'élargissement du réseau et du territoire permet de dynamiser les activités[12]. La fonte comme principe du sol violette joue un rôle dynamisant sur la circulation. Le PID représente ici la création des richesses calculées sur la circulation de la monnaie. Le PID de la monnaie éthique toulousaine est égal à 30 312 sols violette. 80% du volume des transactions sont réalisées chez 20% des prestataires[13]. Les stocks et les fuites constituent des risques au sein du « cercle vertueux » que représente la monnaie locale. Ce deuxième indicateur permet de vérifier si la circulation est fluide.

Quatre solutions sont proposées aux prestataires pour agir sur la réduction des stocks et remettre en circulation les sols-violette bloqués :

- Création de points de change
- Etendre le réseau et favoriser le B to B
- Payer une partie des salaires ou prime en sols-violette
- Offrir des sols-violette lors d'achats (équivalent de remises)

### - Financement du projet : affectation des dépenses




Par son soutien financier, la collectivité s'engage et soutient le projet du sol violette en tant qu'outil économique local. Le nantissement de 27 000€ a permis l'impulsion nécessaire au lancement. La mise en œuvre réalisée par les parties prenantes, à travers l'association CLAS et l'équipe de permanents, permet de développer des actions de communication et d'information, de formation, de gestion et de

[12] Plus la diversité de l'offre et la demande est abondante plus la probabilité est élevée que les échanges s'effectuent en sol violette, ce qui permet ainsi d'éviter les risques de fuites monétaires et de créer un véritable circuit autonome local.

[13] Conséquence d'un triptyque articulant visibilité et identification / situation géographique (emplacement stratégique dans la ville) / répondant à un besoin vital (alimentation)

coordination. L'association les Zooms Verts réalise un film-documentaire sur la phase expérimentale du sol-violette. Les 3 maisons des chômeurs s'impliquent dans un travail d'éducation populaire où la monnaie redevient un outil social au service de tou-te-s.
Le projet du Sol-violette reçoit également le soutien financier de la Caisse des Dépôts et de Consignations, ainsi que de la fondation GRDF.

### - Dynamisation[14] des territoires et réseau éthique

Cette phase expérimentale a un taux de croissance de 6%. Sur 6 mois, ce sont 10 104 sols violette qui ont tourné 3 fois. L'expérimentation trop récente du sol-violette ne permet pas encore de mesurer la création de richesses et d'emplois locaux sur l'économie locale. Toutefois, au regard de l'expérience menée en Bavière avec le Chiemgauer (monnaie locale), le sol violette est une réussite compte tenu du nombre de solistes, du nombre de prestataires, du nombre d'euros gagés et du nombre de sols violette mis en circulation. Au bout de 7 ans, le Chiemgauer a un taux de rotation équivalent à 4,5/an contre 2,4/an pour l'euro. Cependant, lors de son lancement les fuites correspondaient à 85% (conversion des Chiemgauer en euros). Les fuites de sols-violette ont été réduites de moitié lors des 2 derniers mois (septembre/octobre), suite à la mise en place de la stratégie de la phase de circulation. Elles représentent 30% sur 6 mois.

Les 20% de prestataires qui reçoivent massivement des sols-violette dans le réseau, représentent la catégorie Alimentation saine (biocoops, restaurants, épiceries). Ceci s'explique par le fait que ces dépenses en sol violette correspondent à une nécessité, s'alimenter étant un besoin vital. Les services, les vêtements et les fournisseurs correspondent à la 2ème catégorie de dépenses (exemples : mobilib, Net sol éco, Adom diffusion, Ethic&Chic). Quelques prestataires réalisent une part de leur chiffre d'affaire en sol violette. Pour les autres, les recettes en sol violette ne sont pas encore probantes, voir inexistantes pour le moment.

Les prestataires qui travaillent en B to C[15], constatent avoir identifié de nouveaux clients grâce au sol violette. Lors des entretiens auprès de solistes, il apparaît également que plus de la moitié des solistes ont découvert des magasins et des structures grâce au réseau.

La part de revenu en sol violette est encore trop infime pour pouvoir la mesurer. Néanmoins, il est intéressant de constater que 10% des prestataires sont prêts à mettre en place un système de prime en sol violette pour les salarié-e-s (ex : primes de fin d'année en sol violette chez 5 prestataires en décembre 2011). Certains versent déjà une partie du salaire en sol violette et d'autres sont prêt à le faire dès qu'ils-elles auront des recettes en sol violette (professions libérales et indépendantes).

### - Augmentation du pouvoir d'achat

Les 5% de pouvoir d'achat en plus au moment du nantissement marque une volonté d'encourager à utiliser la monnaie sol violette en lui redonnant du sens en tant qu'outil d'échange local. Un soliste

[14] Le phénomène de dynamisation est analysé en mesurant la diversité de l'offre et de la demande au sein du dispositif.

[15] B to C : vente directe entre le commerçant et le consommateur

nanti 20€, reçoit 21 sols violette. Les solistes peuvent se procurer des sols violette auprès des banques partenaires et dans des points de change[16].

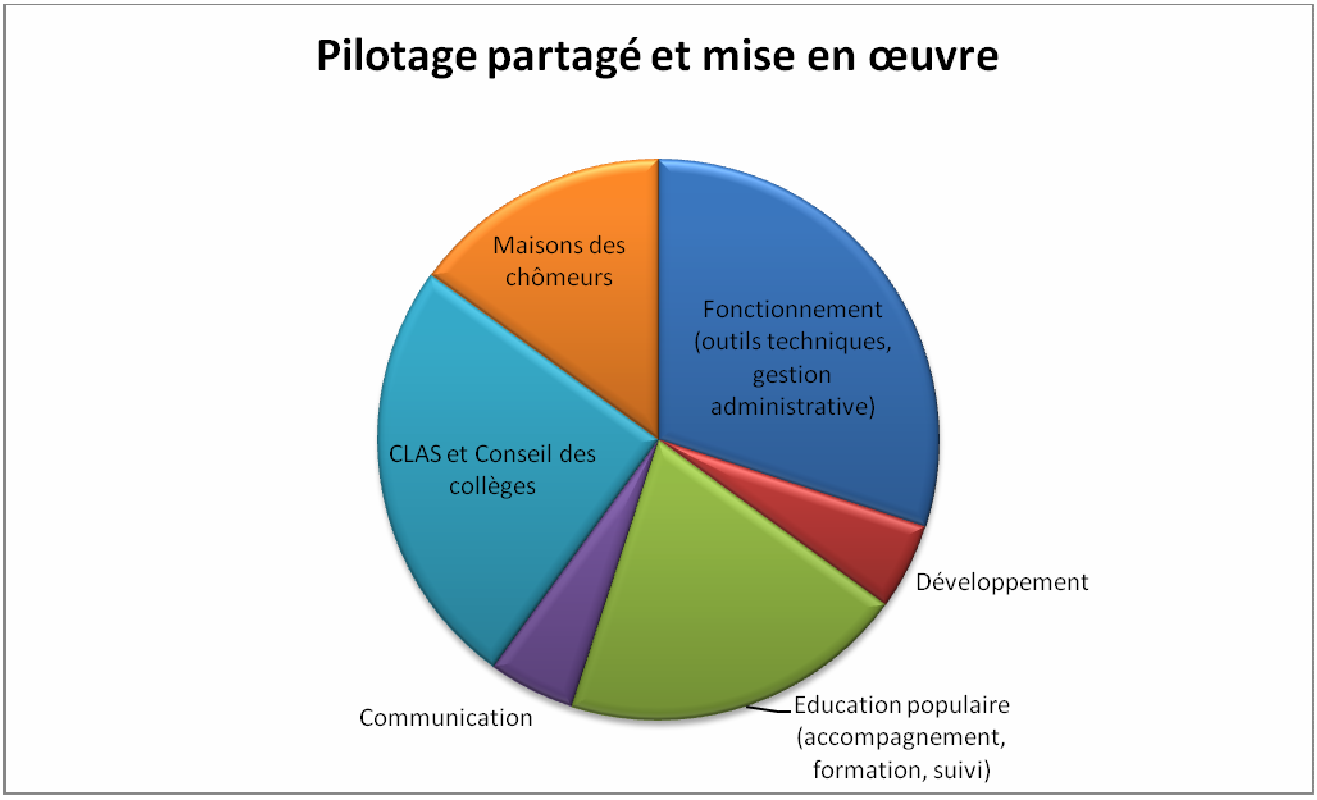
### - L'impact médiatique et la communication

L'effet de l'impact médiatique est non négligeable dans la réussite du projet. Il est à noter que le nombre importants d'articles dans la presse locale et nationale, de reportages télévisés et d'émissions de radio ont participé au développement du réseau sol-violette (Itélé, TF1, France3, Libération, Politis, La Dépêche du Midi, etc.). Cette résonance dans la presse participe à une meilleure connaissance et compréhension du projet par la société civile. La monnaie véhicule également une image positive de la ville de Toulouse. Avec son projet innovant de monnaie locale complémentaire, la ville de Toulouse est un exemple pour d'autres villes et collectivités françaises et européennes. Dans le contexte actuel, le sol violette est un véritable outil de coopération qui promeut un autre rapport à la consommation et replace la monnaie comme outil d'échange.
Les prestataires notent les répercussions directes et indirectes de l'effet média. Une majorité d'entre eux pensent que la communication a eu un impact non négligeable sur leur commerce, notamment en termes d'identification de nouveaux clients.

## 4. Lien social et volonté de changement

### - La gouvernance : un pilotage partagé

Le graphique présenté ci-dessous permet d'illustrer la mise en œuvre de la gouvernance par ses parties prenantes. Entre salariat et bénévolat, l'investissement et l'implication citoyenne du pilotage sont ici mesurés en temps.




[16] Structures où il est possible de changer des euros contre des sols violette

Le pilotage partagé et le principe de démocratie directe sont considérés par l'ensemble des acteurs et actrices du projet comme étant une réussite au vue de la capacité à fédérer et à mobiliser. Cependant certains restent vigilants car ils considèrent que le nombre élevé de réunions peut aussi constituer un frein et un risque potentiel d'essoufflement. L'ouverture des réunions à tous, particulièrement appréciée, est souvent considérée comme une possibilité de pouvoir participer quelque soit son engagement. Cette vieille citoyenne marque une volonté de transparence et de démocratie participative. Toute cette organisation permet de mesurer l'efficience de l'intelligence collective.

A travers ce mode de gouvernance, le principe de recherche action constitue un axe fondamental du projet. Les principes d'éducation populaire du sol violette se déclinent en plusieurs actions qui s'organisent autour de la formation, la sensibilisation, l'accompagnement, et la communication.

### - Transformation des pratiques et amélioration des connaissances

**Le sol violette a rencontré un certain succès et s'est étendu rapidement. Une des raisons de ce développement s'explique par le fait que le sol violette offre une réponse concrète aux préoccupations actuelles des citoyen-ne-s.** Les solistes sont des consom'acteurs qui ont envie de contribuer au changement de société. Ainsi le sol violette offre une solution au niveau local d'utilité sociale et solidaire. En créant ce nouveau système à l'échelle locale, elle permet aux citoyen-ne-s de maîtriser leurs activités, de travailler et de consommer autrement. Finalement, les Toulousain-e-s adhérents au sol violette attendaient de pouvoir construire un réseau de vente de produits et de services solidaires et éthiques sur leur lieu de vie. La création du sol violette répond au besoin d'avoir une monnaie qui ne rentre pas dans les circuits spéculatifs et les réseaux bancaires.

Dans le travail d'enquête qui a été effectué, une question portait sur l'acquisition et/ou l'amélioration de nouvelles connaissances.

*Diriez-vous que le sol violette vous a permis d'acquérir de nouvelles connaissances ? Notamment en termes d'une meilleure compréhension de l'économie et de la finance ?*

Plus de 90% des personnes interrogées affirment avoir acquis une meilleure compréhension des systèmes financiers grâce au travail de vulgarisation lors des réunions et des sessions de formation. Pour certains solistes, ce travail de réflexion avait déjà été amorcé avant de devenir adhérent du sol-violette. Mais ils déclarent que ça pouvait leur paraître « *inaccessible* ». Grâce à la concrétisation de la monnaie locale matérialisée en billet, la théorisation devenait accessible.

« *Le projet est pédagogique. Il m'a permis de renforcer des connaissances. […]Avec le sol violette, on n'est pas dans l'utopie, on est dans du concret. […]C'est un support qui permet de se dire oui c'est possible.* »

Cet aspect du bilan démontre que l'éduction populaire joue un rôle essentiel dans la compréhension et l'appropriation du projet par les citoyen-ne-s.

### - Les maisons des chômeurs

Les solistes des maisons des chômeurs[17] représentent, 15% des adhérents du sol violette. Les profils sont variés.

Chaque association réalise un travail d'accompagnement qui se décline de différente manière selon la structure, en lien avec son territoire et ses publics. Ce travail pédagogique s'illustre par des actions individuelles et/ou collectives de formation et de suivi.
A travers l'étude menée, il apparaît que ces solistes précaires sont devenus progressivement de véritables acteurs et actrices du projet Sol violette. Ils-elles s'organisent pour aller découvrir les prestataires, en parlent autour d'eux, créent des réseaux d'échange et d'entraide. Le travail réalisé par l'équipe de permanents et les maisons des chômeurs a permis de façon ludique d'amorcer une prise de conscience de l'impact local de cette monnaie complémentaire et d'aborder le système complexe des mécanismes financiers. Ce travail pédagogique a impulsé de **nouvelles dynamiques créatrices de liens sociaux et d'ingéniosité** (exemples : création des portefeuilles et cabas, regroupement solidaire pour achat important, déplacement dans la ville pour découvrir les prestataires, différents lieux, échanges sur les bons plans du dispositif, participation aux réunions de l'association CLAS, Conseils des collèges et Plénières, paiement en sol des repas-débat organisés par les associations…). Une véritable **mixité sociale** a été observée lors de plénières de l'association du sol-violette. Notamment lors d'une plénière au Centre Henri Desbals à Bagatelle le 24 octobre 2011, plus de 70 personnes ont participé à cette rencontre. Cette réunion démontre le caractère particulier du dispositif qui permet et facilite la **cohésion sociale.**

A travers des méthodes d'éducation populaire, force est de constater que le projet du sol-violette dynamise les territoires, les liens sociaux, **améliore le pouvoir d'achat** et l**es conditions de vie.**

# 5. Préconisations, prospectives et perspectives

### - Le sol violette, un projet complexe à mettre en œuvre

- **Le sol-violette, un projet novateur** (objectifs 1, 2, 3 et 4)

La phase expérimentale est une réussite au regard de la réalisation du projet novateur que représente le sol violette.
La création artistique et technique[18] des coupons-billets, avec son système anti falsification de code à bulles fait partie intégrante de cette réussite. Lors de la phase expérimentale, il a été observé que les coupons-billets de 1 ont été réalisé en nombre excessif. Tous les acteurs s'accordent sur la nécessité de réduire considérablement le nombre de coupons-billets de 1 et de créer des coupures de 2 et 20.
Le dispositif impulse chez ses parties prenantes un véritable encouragement aux changements de pratiques éthiques et responsables. Il favorise la dynamisation des territoires, dans le sens où les structures qui créent le réseau, travaillent ensemble.
Le dispositif des maisons des chômeurs est une innovation sociale de la municipalité et ouvre en partie une dimension de mixité sociale. Il est évident que la complexité et la compréhension du

[17] Tous se sont portés volontaires pour participer et adhérer pleinement au projet.

[18] Partenaires techniques et artistique : Prooftag / Yann Normand

projet passent par un besoin d'accompagner et de former tous les types de publics (citoyen-ne-s, entreprises, associations, élu-e-s, partenaires).

- **Le sol-violette, un nouveau type de gouvernance** (objectifs 2 et 4)

L'engagement, la mobilisation et la participation active des adhérent-e-s dans le pilotage du projet démontrent que la complexité de ce type de gouvernance ne constitue pas un frein mais bien une réussite. Le projet repose en grande partie sur le travail de l'équipe de permanents malgré une forte mobilisation des bénévoles. Les principes d'éducation populaire participent à l'acquisition et/ou l'amélioration de connaissances sur l'économie, la monnaie et la finance. La monnaie locale retrouve donc son sens premier, en tant qu'outil d'échange, et permet une appropriation par ses parties prenantes pour piloter démocratiquement sa circulation. La forte volonté politique et financière de la Mairie de Toulouse a permis de construire et développer ce projet novateur. Les parties prenantes s'attachent à présent à développer l'auto financement et le pluri financement (Caisse des Dépôts et de Consignations, Fondation GRDF), via les adhésions et les fondations.

- **Le sol-violette et sa mise en œuvre** (objectifs 1 et 3)

Le nombre élevé d'adhésion illustre l'engouement des toulousain-e-s pour ce projet de monnaie locale complémentaire. Il est à souligner qu'une grande partie des adhésions a été pris en charge par l'association CLAS pour favoriser la découverte du sol violette. Les adhérents qui ont payé leur adhésion représentent 25%[19] des solistes. Le nombre de prestataires qui participent au développement du réseau est un succès auquel il faut rester vigilant. Pour cette 1ère phase d'expérimentation, les prestataires ont eu une adhésion cadeau. Un prestataire voulant s'inscrire dans la dynamique du réseau doit à la fois remplir 9 points sur 25 de la demande d'agréments et payer une adhésion.
Le nombre d'euros nantis est égal à 40 945 sol violette. Dont 10 104 ont déjà circulés 3 fois, ce qui a permis de créer 30 312 sols violette de chiffre d'affaire en seulement 6 mois.
La mise en œuvre s'articule entre l'accompagnement réalisé par l'équipe, la recherche de nouveaux prestataires, l'organisation de réunions, l'animation de formation, et le travail de suivi. Cette mise en œuvre a nécessité une grande disponibilité, adaptabilité et réactivité de la part de ses parties prenantes pour trouver des solutions aux problèmes techniques rencontrés. La création d'outils techniques tels que le scan, la datation des coupons et le sol numérique a pour objectif de piloter la circulation du sol violette. Ils engendrent malgré tout des répercussions liées à la technique qui rendent le projet chronophage. La création de points de change a constitué une double réponse : à la demande des adhérents pour s'approvisionner en sols violette et favoriser la circulation chez les prestataires. La gestion de la fonte et de la circulation entraîne un coût non négligeable. Néanmoins, cette gestion est indispensable pour résoudre les problèmes de fuites et de stocks, mais également pour permettre à ses parties prenantes de piloter collectivement sa circulation. Le territoire expérimental constituait un périmètre trop restreint qui a été étendu pour répondre aux besoins identifiés.
La diversification du réseau et la communication apparaissent comme les axes cruciaux pour son développement. Les principales attentes des prestataires et des solistes sont les transports, loisirs, sport, services municipaux, assurances et mutuelles militantes.

[19] 25% = plus de 150 solistes

Une des principales préconisations pour le développement du sol-violette est de favoriser l'autonomie du circuit. Les parties prenantes devront interagir sur 3 flux : le flux des adhésions, le flux des stocks et le flux du chiffre d'affaire. En diversifiant ses financements, notamment en termes d'adhésions, le sol-violette constituera un cercle vertueux autonome de l'économie locale.

## - Perspectives 2012

- **Développement du réseau**

Le sol-violette s'inscrit dans la continuité de son innovation en associant dans sa démarche de nouveaux publics tels que les seniors et les étudiants.

En terme de développement, l'association s'attache à construire et/ou consolider de nouveaux partenariats à travers la culture avec Utopia et d'autres cinémas d'Art et d'Essai, des théâtres, et les services de collectivités. Une autre banque engagée et solidaire, le Crédit Mutuel, est également sollicitée pour intégrer le projet. La piste des mutuelles et des assurances a émergé et est en cours de négociation. Sans oublier d'autres associations et structures prêtes à participer pleinement à l'expansion du réseau. Ce développement du réseau est essentiel pour favoriser la circulation de la monnaie notamment auprès des prestataires, tel que Tisséo pour les transports.

- **Améliorer la fluidité des transactions**

Le sol-violette doit effectivement s'attacher à améliorer la circulation de sa monnaie. La fonte comme principe fondateur du projet engendre des problématiques techniques et un coût humain non négligeable. L'objectif pour 2012 est de développer l'automatisation du scan des billets afin d'améliorer le pilotage de la circulation.
Agir sur la circulation passe aussi par la légalisation du paiement en sol-violette dans les services de l'ensemble des collectivités territoriales.

- **Stratégie du pilotage partagé**

Le projet du sol-violette nécessite également d'améliorer la visibilité de la gouvernance pour permettre une meilleure participation et implication des citoyen-ne-s.

*« Nous pouvons dire que cette période expérimentale a rencontré un vif succès.*

*L'impulsion donnée par la collectivité, Mairie de Toulouse, est venue rejoindre celle des Toulousain-e-s pour remettre la monnaie à sa juste place, un outil au service des citoyen-ne-s. Les adhérent-e-s du Sol violette redeviennent les vrais acteurs d'un développement territorial.*

*D'autre part, ce projet est un véritable sujet pédagogique. Il permet à chacun-e de comprendre le fonctionnement de la monnaie. Ainsi, il offre la possibilité aux toulousain-e-s de choisir une consommation locale, respectueuse des humains et de la nature. Ce choix leur permet de participer au développement du territoire où ils-elles vivent. La ville de Toulouse participe à cette transition vers une métamorphose du système financier et accompagne les citoyen-ne-s pour construire de nouveaux fondements vers un changement de société. »*

**Jean-Paul Pla, élu municipal à l'économie sociale et solidaire**

Groupe porteur de l'initiative
Association REDD (Réseau d'Echange DéoDat)

Nom du projet
Déodat

Interlocuteur (personnes-contact)
*Eric Goujot – Alain Cottel*
http://reddeodat.free.fr/

Localisation du projet : Déodatie (15 km autour de Saint Dié des Vosges 88)

## ORIGINE ET OBJECTIFS

- Présentation de votre projet, de son origine, quels sont ses objectifs, ses valeurs.
- A quels enjeux veut-il répondre. (une monnaie pour qui, pour quoi ?)

Notre monnaie locale, le Déodat, circule sur le territoire (la Déodatie) depuis septembre 2011. Elle se veut un outil d'échange et de fidélisation voué à « créer des ponts plutôt qu'ériger des murs ». Elle vise à dynamiser le commerce local pour favoriser les circuits courts et agir positivement sur notre empreinte écologique.
Elle est accompagnée d'une charte sur le respect de la planète et des personnes que chaque adhérent (habitant ou prestataire/commerçant) s'engage à appliquer.

## TERRITOIRE ET ACTEURS CONCERNES

- Quel est le territoire concerné ? La Déodatie, zone autour de Saint Dié des Vosges
- Quelle est la population visée ? Toute la population
- Taille du réseau de prestataires (commerces…) ? 22 partenaires pour le moment

## ARCHITECTURE MONETAIRE (LE CIRCUIT)

- Quelle est l'architecture monétaire ? Monnaie marchande.
- La monnaie est-elle adossée à l'€ ? Oui
- Y a-t-il un principe de fonte ? lequel ? Oui, 2% par semestre
- Comment obtenir de la monnaie (porte d'entrée)? Auprès des comptoirs affiliés
- Quels usages de cette monnaie pour les particuliers ? Alimentation, Santé, Loisirs
- Quels usages pour les commerçants ? Achat de produits locaux, salaire des employés
- Quel support (billets…)? Billets de 1DD, 5DD et 10DD
- Conditions de reconversion en € (porte de sortie)? Valeur équivalente moins 2%
- La monnaie est-elle garantie? Comment ? Le fonds de garantie est déposé sur un compte spécial à la Nef.

## GROUPE DE PILOTAGE :

- Quelle est l'organisation de votre structure ? (effectif, statuts…) Association loi 1901, C.A. 12 membres
- Représentation des usagers, des collectivités, des commerçants … ? 8 usagers et 4 commerçants ou activité liberale
- Quel est le mode de gouvernance du collectif ? Association

## COMMUNICATION :

- Quelle forme de mobilisation et de sensibilisation pour les usagers ? Site internet, flyers, presse
- Pour les collectivités ? les prestataires ? Site internet

# Le Festi'S, monnaie locale le temps d'un festival

Personne-contact
Pascal Hennequin - Association APEAS & fokus21
http://www.apeas.fr et http://www.fokus21.org

*Retour en quelques questions sur l'expérience menée en juin 2010 lors de FestiSol-Les Estivales de la Biodiversité à St Cannat (13), France.*

- Pourquoi avoir lancé une initiative monétaire ?

Dans le cadre de l'organisation de FestiSol, festival participatif sur les alternatives citoyennes écologiques et solidaires en région PACA (Sud de la France), le groupe Compter et Echanger Autrement avait lancé l'idée d'utiliser une monnaie locale le temps d'un festival avec plusieurs objectifs : comprendre et expérimenter la création monétaire, informer le public présent sur d'autres façons d'échanger, dynamiser les échanges entre structures participantes, mesurer les échanges et enfin (sur proposition des organisateurs !) de réduire le budget en euros en mettant en place un pourcentage de la rémunération des intervenants en monnaie locale réutilisable ensuite dans le réseau ainsi initié, tout cela en prémice de coopérations plus larges au niveau de la Région.

- Quel est le modèle et le fonctionnement de l'initiative : quel type de Monnaie Sociale Complémentaire a été choisi ? Quand a-t-elle été lancée ? Quels acteurs ont aidé ? Quel est le territoire concerné, le public qui utilise cette monnaie ? Quelle est l'échelle atteinte, l(es)' impact(s) ?

En amont, des séances d'informations sur l'argent et les monnaies ont eu lieu afin de se construire une culture commune. Des films comme l'Argent Dette II, ou la Double Face de la Monnaie, ou L'argent ont été regardé en groupe et ont permis de lancer les discussions.

C'est une monnaie locale basée sur la parité avec l'euro qui a été utilisée, pour des raisons évidentes qu'une partie des participants présents était des commerçants (producteurs bio et consommation responsable). Une centaine de structures associatives étaient présentes ainsi que 70 commerçants, et plus de 2000 sont venues pendant les 2 jours grand public. Il était envisagé aussi de créer un système de crédit mutuel entre les structures organisatrices et leurs fournisseurs-partenaires sur une base de 10 à 15% sous cette forme.

A l'occasion du festival qui a eu lieu en juin 2010 à St Cannat, environ 14 000 FestiS ont été utilisés sur les 45 000 FestiS fabriqués avec des valeurs faciales de 5, 1 et 0,2 FestiS. Deux caisses permettaient de faire l'échange 1 euro = 1 FestiS et les commerçants se constituaient un fond de caisse de 200 FestiS en échange d'un chèque de caution. Un petit tract d'information sur la monnaie et l'argent était distribué à cette occasion.
Au départ, il était question de pratiquer un taux de change positif, du genre 100 euros pour 105 FestiS, mais les montants faibles des échanges prévus nous ont fait y renoncer. Le grand public ne pouvait rééchanger ses FestiS en euro, la monnaie étant fondante en totalité au bout des 3 jours. Pour les professionnels, ceux-ci pouvaient repasser en euro, moyennant un taux de change identique, bien qu'au départ un taux de 3% ait été envisagé pour aider à financer l'opération.

- Quels sont les (principaux) résultats, les leviers et les obstacles identifiés, rencontrés, à venir... ?

L'information et la communication ont manqué lors de la phase de change afin d'expliquer les objectifs de la démarche. Il aurait fallu clairement afficher et distribuer par écrit les différents objectifs. Il faut vraiment prévoir des outils de communication en amont et avertir les commerçants d'une telle opération qui peut surprendre.
La confiance a été présente et l'acceptabilité de la monnaie s'est faite puisqu'environ 30% du chiffre d'affaires des commerçants a été réalisé en FestiS, et de 90 à 100 % au bar ou en restauration. Cela a généré des échanges autour de 14000 FestiS.Cependant, beaucoup d'exposants et de commerçants ont vu dans les Festi'S un moyen de contrôler leur chiffre d'affaire et ne sont pas forcément prêts à tant de transparence...
La gestion des 2 caisses et de la "banque centrale" a nécessité un gros travail pour 5 personnes pendant les 3 jours.
700 FestiS ont fondu et sont venus financer le festival. Les bénévoles et les invités ont reçu des FestiS

(environ 15 par jour) pour se restaurer, avec la liberté d'en disposer, facilitant ainsi la trésorerie et la comptabilité des organisateurs tout en laissant le choix aux bénévoles de dépenser leur FestiS où bon leur semblait. Cela a permis aux "caissiers" de mesurer précisément les différents flux d'échange et de limiter la circulation d'euros.
La contrefaçon de billets imprimés sur offset était peu risquée puisque ceux-ci n'avaient une durée que de trois jours. Se pose la question pour des temps plus longs.

Enfin, nous aurions pu faire une monnaie encore plus spéciale, en donnant aux Festi'S des caractéristiques qui la rendent beaucoup plus différente des Euros (avec un taux d'échange aval ou amont permettant de financer un projet d'économie solidaire) ou en donnant au public l'opportunité d'obtenir des Festi'S par d'autres moyens que par l'échange contre des euros.

Finalement, cette expérimentation n'avait pas pour but perdurer dans le temps et était vraiment à but pédagogique.

L'expérience du FestiS a permis de constituer un premier noyau d'acteurs, de semer des graines de changement dans les esprits, notamment avec le SEL de Mars, l'APEAS et plusieurs autres structures de son réseau, afin d'expérimenter d'autres formes de monnaies complémentaires.

- Quels sont les besoins et les futurs projets (objectifs à court, moyen et long termes)
Nous essayons de prolonger cette expérimentation en 2011 avec dans un premier temps une mesure des échanges interstructures déjà existants tout en l'ouvrant à nos adhérents et/où clients. Existe-t-il d'ailleurs un tel outil dans d'autres réseaux ?
Nous essayons de mobiliser plus largement, et mettre par écrit nos objectifs communs afin de lancer une monnaie d'ici un an.

Pour mener à bien ces initiatives, la première étape a été la mobilisation d'acteurs régionaux autour de l'écriture commune d'un Cahier d'Espérance sur les monnaies complémentaires, sociales et locales à l'occasion des Etats Généraux de l'ESS. Vous trouverez ce rapport sur le site http://www.etatsgenerauxesspaca.org/cahiers-esperances.html

Festi 'FRIC
Inventons nos monnaies complémentaires et solidaires !

Ensuite, afin d'accompagner la création de ces monnaies et de mettre en liens les acteurs régionaux, nous travaillons à l'organisation d'un événement en Région PACA prévu en février 2012 : Festi'Fric : face à lacrise, inventons nos monnaies complémentaires et solidaires. Voir www.festifric.org.

Ses objectifs sont :
1/ de dresser un état des lieux des pratiques et de les faire connaître au plus grand nombre (élus, grand public, ...) via un rapport et une cartographie (voir sur le site) des initiatives.
2/ de créer des liens entre ces initiatives, de les renforcer et de les accompagner avec des outils (expo, films, méthodo, ...)
3/ d'utiliser le plus possible d'outils favorisant l'échange et la coopération, avec l'aide d'Outils-Réseaux et de la FING. Il est envisagé aussi d'utiliser lors de ces journées la Roue, monnaie locale développée dans le Vaucluse par l'association SEVE, qui par la suite serait utilisée lors du Forum Alternatif Mondial de l'Eau qui a lieu à Marseille en mars 2012.
4/ et, comme dirait le collectif FAIR : NANOUB (nous allons nous faire du bien !)

Enfin, nous envisageons de lancer en parallèle une étude en PACA pour mettre en place de nouveaux indicateurs territoriaux de richesse, avec l'aide de la méthodologie utilisée en Région Pays de la Loire. (voir : http://www.paysdelaloire.fr/index.php?id=4891)

- Quels sont les outils utilisés, ceux sur lesquels l'acteur réfléchit pour aller plus loin (information/communication, gestion, etc.)
Nous proposons en libre accès notre méthodologie (gestion du flux des caisses, outils de suivi, billets, -…). Nous avons mis en ligne de manière détaillée tout le bilan de cette expérience et les outils : tract d'information, répartition des billets, outils de gestion et de suivi caisse et banque, enquête inter-associative. On se réfèrera à l'annexe Bilan du FestiS dans le bilan du Polyforum FestiSol-Les Estivales/ voir PJ de 30 pages (pages 71 à 103).
Nous avons travaillé avec fokus 21 pour réaliser une exposition photographique Panorama des Monnaies Complémentaires et sociales. Voir pour cela : http://www.fokus21.org/spip.php?article47

- Quel « intérêt » pour une mise en réseau internationale ?
D'une part, toute expérience venant aider les autres et aider à résoudre de nombreux points techniques sont intéressantes à partager : outils d'information, forme électronique utilisant la téléphonie et internet, TVA, impôts, aspect légal, temps nécessaire à la gestion d'une banque alternative, micro-crédit…
A l'instar des SEL, il nous faut échanger entre nous sur nos savoirs et savoir-faire. Peut-être cela permettra aussi de réaliser des échanges inter-monnaies et de créer une architecture alternative des moyens de paiements et d'échanges, des « constellations monétaires » comme dirait Noubel, qui sait ? Avoir un retour sur les ressources nécessaires (temps, moyens) pour lancer et gérer une ou des monnaies, serait un plus. Il faut aussi intégrer en plus de la quantification des échanges – doit on d'ailleurs tout mesurer ? - , des valeurs de reconnaissances pertinentes pour évaluer la qualité et la justesse des échanges et ainsi favoriser ceux qui sont réellement basés sur la réciprocité et la coopération dans l'objectif de re-créer du bien commun. Intérêt aussi pour favoriser des monnaies mondiales non spéculatives… en complément des complémentaires.

# Tour d'horizon de quelques expériences de monnaies sociales et complémentaires en Amérique latine

Retour d'expérience - Contribution de l'association TAOA
Matthieu Vachez – Anne-Cécile Ragot – Nabil Rabhi
http://www.taoaproject.org

## Le troc en Argentine en 2011

### A/ l'état des lieux de l'expérience

La « vie » du système : faire raconter une histoire – comment tout a commencé (sur un exemple)

A General Alvear, Etat de Neuquèn, tout commence en 1998. Les médias commencent à informer sur la création d'un club de troc par un groupe de personnes de Bernal, dans la province de Buenos Aires. L'alternative propose de vivre sans argent. Les reportages attirent l'attention de Gustavo Perez et ses amis à General Alvear. Ils commencent à se réunir en petit groupe pour discuter de la création d'un club. Ils organisent une féria dans une école. A partit de ce moment, ils échangent des produits avec le crédito.

En règle générale, c'est la diffusion médiatique qui à l'origine de l'expérience de Bernal et de son expansion, des volontaires se sont rapprochés des initiateurs pour reproduire des clubs de trocs sur leur territoire.

Y a t il un moment fort/une anecdote marquante ?

Le moment fort se situe quand le nombre de clubs de troc explose en 2001, au pire moment de la crise argentine.
« Ce fut révolutionnaire, un phénomène totalement révolutionnaire, la nécessité a imposé la création d'un marché parallèle, la monnaie sociale a permis de créer ce marché parallèle. Nous faisions des réunions pour expliquer les principes de notre nodo, des dizaines de personnes venaient puis revenaient. Les gens ont commencé à se réunir et à nous demander de former d'autres nodos. Nous avons formé 10 nodos de plus. Nous avions un nodo qui ouvrait le samedi matin, s'y réunissaient là 1000 personnes, c'était impressionnant ! »
Interview Gustavo Perez, General Alvear, Argentina

Y a t il un slogan/une phrase qui résume l'approche ?

« Le Trueque implique un changement de conscience, sans lequel il ne fonctionne pas. Et pour cela il faut une théorie, une capacitation (formation) pour la transmettre et une pratique quotidienne. Théorie et pratique, si nous n'avons pas cette dialectique, rien ne fonctionne »
Interview Carlo Lora Perez, Mar del Plata, Argentina

De quoi les porteurs sont-ils le plus fiers ?
Qu'est ce que la monnaie leur a apporté personnellement ? Au groupe ?

En plus de solutionner le besoin économique, les gens ont commencé à se parler, à sortir de chez eux, à se réunir, à découvrir leurs capacités et leurs forces. Pendant la crise, « la rue était un cimetière, la déprime était générale, l'estime de soi était au plus bas ». Les victimes de la crise pensaient qu'ils n'apportaient rien à la société. Avec le club de troc, « les gens ont commencé à aller mieux économiquement mais aussi psychologiquement, le lien social se reformait ».
Dans le club de troc, « tout ce que la personne amenait était échangé. Tout avait de la valeur. Alors l'estime de soi remontait, c'est un phénomène sociologique important ».
Interview Gustavo Tuti, General Alvear, Argentina

## B/ quel type de MSC a été choisi ? Quand a-t-elle été lancée ? Quels acteurs ont aidé ? saut d'échelle du micro ou plus général ?

Les créateurs des clubs de troc ont lancé l'initiative en mai 1995. Ils ont d'abord testé le crédit mutuel. S'estimant limités dans les possibilités d'échanges, ils ont imaginé une monnaie imprimée pour faciliter les transactions. L'expansion s'est faite par quartier, les clubs de troc ont tissé un maillage sur tout le territoire argentin au plus fort de l'expérience en mai 2002. C'est pourquoi on les appelait communément des nodos (nœuds). Le nodo rayonnait à l'échelle d'un quartier, il rassemblait les classes populaires et les classes moyennes. Les clubs de trocs ont été « victimes » de leur popularité. Les médias les ont très tôt (1995) fait découvrir au Argentins. Le nombre de nodos a doublé tous les ans jusqu'an 2000 atteignant 400 nodos (85000 membres), puis ce chiffre a explosé avec 1800 nodos en 2001 (800 000 membres) et 5000 en 2002 (2 millions). Les Argentins, devenus familiers de cette idée des clubs de trocs sans la pratiquer, ce sont naturellement portés vers ce système par réflexe de survie, au moment où le pays est paralysé par la crise.

## C/ Résultats, leviers, obstacles

### 1- Résultats

« Même si le troc est (presque) mort en Argentine, ce sont des milliers de graines qui ont été plantées, c'est le mouvement des « nouveaux entrepreneurs sans argent » qui a été lancé, c'est la première version (V1) d'un nouveau modèle de société sociale et solidaire qui a été expérimentée, apprenons de leurs erreurs et reprenons le flambeau car il existe d'autres alternatives » TAOA

Les principaux résultats positifs que nous retenons de l'expérience des clubs de troc en Argentine :

« la création de nouveaux débouchés de travail quand il n'y a plus d'emploi »
Le troc offre de nouveaux débouchés de travail, un revenu complémentaire en creditos. Plus qu'un marché complémentaire de biens et de services, on assiste à l'émergence d'un marché du travail complémentaire. Plus encore, le troc aura été la couveuse de nombreux micro-entrepreneurs, et pour certain un tremplin vers l'économie et l'emploi formel.
Comme beaucoup nous l'ont rappelé pendant nos interviews, « ce n'est pas parce qu'il n'y a pas d'emploi, qu'il n'y a pas de travail » et ce n'est pas parce qu'il n'a pas d'emploi que l'on n'a pas le droit de travailler. Le manque d'argent ne doit pas être un frein pour exercer une activité.

« C'est l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs sans argent » - TAOA.

« Une expérience d'éducation populaire »
Nous soulignons l'excellent programme de formation du nodo Obelisco délivré par Heloisa Primavera y Carlos del Valle (dit Charly), pendant près de 7 années. Nous avons rencontré certains de leurs élèves, Nelson César Mendez, Julio, Beatriz Tela, Beatriz Rivero. Tous nous ont témoigné d'une expérience d'apprentissage extraordinaire, qui pour certain a radicalement changé leur vie.
Dès ses débuts, le nodo Obelisco lance différents modules de formation, pour tous, prosommateurs comme coordinateurs. Heloisa et Charly estimaient indispensables d'intégrer la théorie à la pratique pour former des prosommateurs MICRO ENTREPRENEURS, SOLIDAIRES et soucieux de leur RESPONSABILITE SOCIALE. Nous avons été impressionnés par le contenu, les outils et la diversité des formations qui nous amène à qualifier le nodo Obelisco d'université populaire avec des modules de « Coaching et développement personnel », « Techniques de dynamiques de groupes », « Créer son activité », « Programme d'alphabétisation économique ».

« L'expérience des clubs de troc est allée si loin que nous pourrions qualifier l'Argentine du début des années 2002 de país recuperado (en référence au mouvement des empresas recuperadas » TAOA
C'est en découvrant l'organisation très aboutie du réseau Mar y Sierras que nous avons pensé à ce parallèle avec les entreprises récupérées. Le réseau Mar y Sierras comptait différents organes de discussion, de décision et de contrôle ; au niveau des nodos, des différentes zones et au niveau régional ; des Commissions de Coordinateurs, mais aussi des Commissions de Révision des Compte et des Commissions de Travail.
Nous connaissions les fameuses entreprises récupérées (empresas recuperadas) où, après la fuite des patrons, les ouvriers ont repris possession de leur outil de travail pour assurer la survie de leur entreprise ; nous découvrons une expérience de « pays récupéré » où après le désengagement de l'Etat, les Argentins ont décidé de reprendre en main l'organisation de leur pays, pour survivre.

Mais l'échec et l'effondrement des clubs de troc n'a-t-il pas vacciné les Argentins ?

## 2 - Leviers

- idéologie solidaire
- bonne gouvernance et transparence
- formations, coaching, éducation populaire
- prosommateurs, culture du travail et de l'entreprenariat
- coordinateurs moteurs et modèles
- contrôle de l'émission de la monnaie

Un article complet sur chacune de ces bonnes pratiques à venir dans notre prochaine newsletter : inscrivez-vous sur www.taoaproject.org

## 3 - Obstacles

Le principal obstacle fut sans doute le succès des clubs de troc, l'affluence extraordinaire (plus de 2 millions de personnes en 2002) et leur croissance brutale.
La crise fut elle en Argentine, qu'à son apogée, tous se sont rués vers les clubs de troc qui étaient devenue la seule alternative pour manger et survivre. On passe de 85 membres en 2000 à 800 000 en 2001 pour finir à 2 500 000 en 2002. Des milliers de personnes viennent échanger tout ce qu'ils ont dans leur maison (vêtements, meubles, livres …) contre de la nourriture.

### Les formations ne peuvent plus être délivrées à chacun, la notion clé du prosommateur est peu à peu oubliée, et l'idéologie s'évanouie.

« Si le système n'est pas porté par une idéologie forte et à laquelle le plus grand nombre adhère activement, alors rien ne peut fonctionner » Carlos Perez Lora (Red Mar y Sierras)

Les clubs de troc qui étaient à l'origine une « économie complémentaire sociale et solidaire » deviennent une économie de secours, un palliatif à la crise. Les creditos qui se voulaient « une monnaie de transformation sociale » deviennent « la monnaie des pauvres », une monnaie de transition en attendant des jours meilleurs.

### Perte de contrôle de l'émission de monnaie > Surémission de creditos

Le modèle RGT (de Bernal), en voulant imposer son modèle unique et le diriger, a perdu tout contrôle sur la monnaie et s'est transformé en propre instigateur de sa chute.

- Le modèle Bernal (RGT), que ses fondateurs ont appelé « franchise sociale », consiste à vendre des créditos (la monnaie utilisée dans les clubs de troc) contre des pesos argentins (vendre de l'argent contre de l'argent). Ils vendent ensuite des « kits » de vente de créditos, à toute personne souhaitant ouvrir un club de troc, qui elle-même vendra des créditos à ses adhérents, l'équipe de Bernal récupérant alors un pourcentage sur cette vente.
- Le RGT fonctionne en structure hiérarchique fermée, les 3 membres fondateurs gardant la main mise sur toute décision, organisation, information. C'est tout du moins leur volonté initiale, car très rapidement ils perdent le contrôle sur le modèle qu'ils ont eux-mêmes développés, les franchises se multiplient, grandissent, s'autonomisent et la quantité de créditos de Bernal en circulation explose. De cette hyper émission découle une inflation toute aussi forte faisant exploser les prix dans les férias, et signant l'arrêt de mort des autres modèles de clubs de troc qui acceptaient les créditos Bernal mais sans bénéficier de la surémission.

Les Fondateurs, les 3 de Bernal se sont laissés dépasser par le succès des clubs de troc, ils bénéficiaient d'une notoriété extraordinaire dans le pays, certains nous ont dit « qu'ils auraient presque pu devenir président de la république ». Est-ce qu'ils voulaient devenir « les rois du monde » en transformant leur monnaie locale (l'arbolito) en la nouvelle monnaie nationale ? Est-ce qu'ils voulaient transformer cette initiative en entreprise lucrative (en vendant des creditos pour des pesos, entre autre), certains les soupsonnent d'avoir gagner des millions de pesos … de toute évidence, qui dit monnaie (même alternative), dit pouvoir …

L'homme lui-même, la tentation du pouvoir et du bénéfice personnel, est certainement l'un des plus grands obstacles à surmonter. Nous ne naissons pas solidaires, c'est un apprentissage de chaque jour, une lutte contre notre nature formée par des siècles d'individualisme, de conquêtes et de guerres au dépens de l'autre.

Un autre obstacle est sans doute la difficulté à intégrer dans les nodos ceux qui produisent les matières premières, les agriculteurs par exemple.

Le Trueque comporte ses limites en Argentine, notamment car il dépend de l'économie formelle. Même au plus fort de la participation des Argentins, les possibilités de production à l'intérieur du système sont très limitées. Tous les biens et services disponibles impliquent l'utilisation de matières premières et de moyens de production provenant de l'économie conventionnelle. Ainsi, pour la production des prosumidores, il faut des machines, des outils et de l'énergie mais aussi des aliments de bases comme la farine, le sucre et l'huile qu'on ne trouve que sur le marché formel, avec de l'argent. Ceci traduit que le Trueque ne fonctionne que de manière complémentaire et qu'aucun nodo ne peut prétendre être autosuffisant, seulement à effectuer une intégration verticale de la production, chose presque impossible en Argentine avec l'oligopole des latifundios sur les productions agricoles du pays.
En même temps, est-ce que le nodo a vraiment pour vocation d'être autosuffisant ? car dans ce cas, il se substitue au marché conventionnel et on perd la notion de complémentarité, au risque de passer de la communauté ou communautarisme. Mais d'autre part, si les agriculteurs (ou autre fournisseur de matières premières) ne sont pas intégrés dans les nodos, on est obligé d'avoir un revenu dans l'économie conventionnelle pour acheter les matières première et préparer empenadas, tortas, sopas … , ce qui pénalise les plus pauvres.

## D/ Quel est l'avenir des MSC en Argentine ?

### Aujourd'hui

Sur la base du retour d'expérience TAOA (non exhaustif), nous avons constaté :

- Il reste une 20aine de nodos (clubs), de petite taille regroupant au total environ 4000 membres (dont un gros nodo (Viedma) de 2500 membres)
- Il n'y a plus de réseau (chaque nodo croit être le seul survivant de la chute des clubs de troc), ils sont tous isolés et n'échangent pas entre eux, volonté de rester local.
- Ils sont tous portés par une idéologie sociale et solidaire (via la volonté de l'animateur/coordinateur) ou car ils sont liés à d'autres outils de l'ESS (microcrédit, coopératives, commerce équitable, local), le troc n'est plus un outil en soi mais un outil parmi d'autres au service d'une économie différente
- Tous les acteurs ont gardé un souvenir intense du troc, en termes d'enrichissement personnel, de créativité, de lien social mais gardent une frustration du résultat final, de la chute, de la perte de sens de l'initiative première.

### Demain

Propositions toujours non exhaustives, regroupant les témoignages, idées des personnes rencontrées

- Avenir des nodos existants
  - Avenir lié à la volonté d'une seule personne ou d'un petit groupe de personne (animateurs, coordinateurs), qui portent eux meme le projet
  - Forte résistance à recommencer une initiative de type troc (certains ont beaucoup perdu avec le troc, d'autres ont beaucoup donné (en temps, énergie, argent) pour un résultat décevant)
  - Quelque soit l'initiative autour du troc demain en Argentine, tous affirment qu'elle ne pourra jamais avoir la même ampleur qu'elle a eu dans les années 2000
  - Projet de relancer du troc type « Bernal », modèle business très éloigné de l'ESS via Ruben Ravera (co fondateur du premier nodo de Bernal)

- Mouvement social et solidaire et les MSC en Argentine
  - L'éducation populaire diffusée grâce au modèle de troc type RTS (réseau de troc solidaire) a permis de former beaucoup de monde aux principes de l'ESS, à une consommation différente, à de nouveaux modèles économiques : dans ces clubs l'accent était mis sur la formation et l'appropriation des principes de solidarité, de partage des richesses, de créativité personnelle.
  - Projets en cours : projet colibri (via Redlases), diffusion du microcrédit via la BuenaFe (lié parfois à des expériences de troc (Capitan Bermudes, provincia de Rosario)) mais pas de vrai projet de MSC actuellement
  - Risques pour les expériences futures de MSC en Argentine : toute nouvelle monnaie doit se détacher du troc (surexposition du modèle, perte de confiance), l'idée initiale était de créer

une vraie MSC, l'idée générale malheureusement retenue était une « monnaie des pauvres » et les abus du réseau RGT.

- Contexte « régional » :
  - Réseau de clubs de troc en forte expansion au Venezuela sous l'impulsion du gouvernement Chavez
  - Développement du modèle Palmas au Brésil
  - Initiatives diverses de monnaies complémentaires (pas forcément sociales) en Equateur (SUCRE), en Uruguay (C3) et Amérique Centrale (C3)

En conclusion, pays qui a connu une période formidable de créativité, de mouvement populaire, pays qui a réinventé son économie autour d'autres valeurs, et qui est donc ouvert à d'autres expériences. Toutefois beaucoup ont repris le chemin de l'économie formelle, et les initiatives restantes ou à venir restent portées par des petits groupes locaux, volontaires et dévoués, mais loin de créer un mouvement global en Argentine.

## E/ Quelle communication serait la plus pertinente vers les citoyens pour générer de la demande, du désir de MSC ? Les pousser à la pratique/au réveil des consciences ?

- Argentine : se détacher des clubs de troc

L'Argentine est le seul pays au monde à avoir réinventé un système financier au niveau national, par la volonté et l'action de ses citoyens, depuis 1995 avec les clubs de trocs, et avec une très forte explosion lorsque le peuple est descendu dans la rue suite à la crise de 2001 (les casseroles, caserolazos)

- La frustration des clubs de troc
  - Contexte : le troc argentin était un troc multi-réciproque avec une monnaie. Les argentins ont l'habitude des monnaies alternatives, même avant le troc avec les quasi monnaies émises par les gouvernements régionaux.
  - Le problème de l'Argentine est le goût amer que la chute des clubs de troc a laissé. Les gens ont d'abord porté un mouvement, puis ont souffert de sa chute. Il est très difficile dès lors de les ramener vers ce mouvement. Toutes les personnes rencontrées lors de notre parcours nous l'ont confirmé.
  - Le rôle contesté et contestable des médias : les médias ont d'abord ignoré l'initiative clubs de troc, puis lorsqu'ils ont relayé l'initiative, ils ont été aussi acteurs de l'explosion exponentielle, relayant l'initiative « business » du RGT, mais ignorant le RTS et sa vision solidaire.
  - Toutefois, le jeu difficile d'éveil des consciences sans plonger le peuple dans le souvenir des clubs de troc et de leur chute, notamment à cause du non-contrôle de la monnaie, est un travail d'équilibriste. Il ne faut surtout pas sous-estimer les profondes frustrations que le troc a pu laisser dans l'inconscient collectif (« de toute façon, il y avait beaucoup de faux billets », « les dirigeants des clubs s'en sont mis plein les poches », « je me suis retrouvé avec une montagne de billets sans valeurs »)

- Surfer sur les nombreuses petites initiatives locales
  - Le troc a eu un effet bénéfique d'éveil des consciences, de preuve par l'exemple qu'un autre système est possible. Tout le monde a été concerné de près ou de loin par l'expérience.
  - De nombreuses initiatives locales persistent aujourd'hui, principalement car elles ont intégrées une logique solidaire, car elles intègrent d'autres outils comme le microcrédit, le commerce équitable, la production locale, et le troc n'est qu'un outil parmi d'autres au service d'une autre économie.
  - L'exemple de Capitan Bermudes :

  Le meilleur exemple rencontré : Capitan Bermudes, province de Rosario, La Enmarada, une coopérative d'artisans locaux, de produits bios, s'organise autour d'une association qui organise une rencontre de troc une fois par semaine, dans les locaux de la banque BuenaFe (microcrédit), regroupant ainsi les différents acteurs et outils d'une petite ville autour d'une même organisation. Ils ont même leur propre station de radio solidaire qui leur permet de communiquer auprès de la population locale et de relayer leurs initiatives.

- Reconnecter les initiatives existantes
  - De ce que nous avons vu, la plupart des gens rencontrés ont l'impression d'être les seuls à défendre un autre modèle. Il n'y a plus de réseau, d'échanges.

- Une idée pourrait être de donner les moyens (financiers ?) à ces personnes de visiter d'autres expériences (Palmas ?), de passer une semaine avec les acteurs, d'apprendre leurs valeurs, leur démarche, leurs outils. Nous insistons sur le besoin de donner à ces acteurs les moyens de se rencontrer sur le terrain.
- Cela implique une nécessité de moyens de mise en réseau : site internet (type Redlases ?), annuaire des expériences avec les contacts, carte google, reportages, film etc…

El Salvador

## Projet Suchitutut

Monnaie locale UDIS (Unidad de Intercambio Solidario)

de Suchitoto pour le développement de l'économie rurale/urbaine

### Contexte

La région a particulièrement souffert de la guerre civile (1980-1992), la ville de Suchitoto s'est vidée de ses habitants avec la guerre (> 20000 habitants avant la guerre, < 2000 pendant, aujourd'hui > 25 000), dont 69% en zone rurale.

### Origine et objectifs

Le projet Red Xuchit Tutut a pour mission de construire une économie solidaire afin de réduire la fuite des capitaux vers San Salvador ou l'étranger, et de reconstruire le lien rural/urbain détruit par la guerre.

Le développement de l'économie locale est possible grâce à :

- une monnaie locale émise par une coopérative d'épargne et de crédit aux agriculteurs
- des taux d'intérêts plus attractifs pour les agriculteurs (s'ils prennent un crédit en monnaie locale)
- des formations et développements de compétences pour améliorer la production et la commercialisation des produits locaux mais aussi pour éveiller les consciences sur une autre économie, une autre consommation.

### Comment cela fonctionne?

La monnaie à Suchitoto s'appelle l'UDIS (Unité D'Inter échanges Solidaires de Suchitoto). Elle a la même valeur que la monnaie nationale au Salvador, le dollar américain. Elle peut être émise de 4 façons différentes :

- par le change : changer des $ en UDIS à une caisse de change permet ensuite d'aller dépenser la monnaie locale dans le réseau de magasins affiliés, sans contraintes, sans perte de valeur (cible : les touristes nationaux et étrangers)
- par le crédit : émission de crédit par la coopérative d'agriculteurs ACORG, si l'agriculteur prend un crédit en UDIS, il bénéficie d'un taux d'intérêt préférentiel (10% au lieu de 12%), et il peut rembourser en UDIS.
- via les dépenses institutionnelles des organisations du réseau (achat matériel, défraiement)
- par le change avec une monnaie locale de San Salvador (Punto Transacciones), monnaie de développement de PME-PMI (type RES, C3) dans la capitale salvadorienne.

La valeur de réserve (réserve obligatoire), qui garantit l'émission de chaque UDIS, est constituée de $ (via le change), mais surtout de la capacité de remboursement des crédits (méthode de Loan Backed Currency, LBC). Cette valeur de réserve est ensuite utilisée à 50% pour émettre de nouveaux crédits. La réserve obligatoire est alors de 50% de la valeur en UDIS émise.

La comptabilité est très simple, puisque 1 UDIS = 1US $, les commerçants convertissent les UDIS en dollar dans leur comptabilité.

## Où en est-on ?

Au bout de 3 ans, le projet compte 100 commerces affiliés, 50 en zone rurale, 50 en zone urbaine, avec des restaurants, des hôtels, des artisans, des cliniques, la preuve que l'offre est réelle et diversifiée.

La fondation REDES met l'accent sur les formations des producteurs agricoles, des commerçants, de la population locale pour leur apprendre les bénéfices d'une économie locale, pour leur permettre de changer leurs habitudes de consommation (préférer les produits locaux, boire un jus de fruit frais plutôt qu'un Coca Cola, qui de plus coûte deux fois plus cher !). Elle forme aussi les agriculteurs à mieux produire, et à mieux vendre, notamment lors du marché hebdomadaire (qui avait disparu avec la guerre), les commerçants à mieux gérer leur négoce, toute une série de formations, de coaching qui viennent en soutien, en complémentarité avec le développement d'une monnaie et d'une économie locale.

## Mais un projet encore en devenir…

Toutefois, la fondation REDES doit encore travailler sur le développement de la demande, car en 2010, seuls 3000 UDIS ont circulé dans le réseau, et certains artisans critiquent le manque de débouchés pour dépenser leurs UDIS (peu de fournisseurs auprès de qui dépenser les UDIS en dehors du circuit des fruits & légumes locaux). Sans émission, pas de circulation.

D'autre part, Suchitoto est une ville touristique, une manne financière à intégrer au maximum dans le réseau, car les touristes dépensent, alors autant qu'ils dépensent en monnaie locale ! Le faible intérêt de la mairie et le peu de moyens de communications expliquent grandement cette faiblesse actuelle.

## Plus d'infos

Article TAOA sur le projet Suchitutut: http://www.taoaproject.org/?p=2590

Site officiel de la monnaie locale : http://www.redsuchitoto.com/redsuchitoto.php

Porteur du projet : www.redes.org

Honduras

# Projet Gota Verde

### Une monnaie locale - le PECES - pour un projet de développement local durable

## Contexte

Yoro est une petite ville du Nord Est du Honduras, dans une région enclavée, la province de Yoro.
Petite ville très pauvre, avec une forte présence des narcotrafiquants. La région est montagneuse, et les principales activités sont l'agriculture et l'exploitation forestière

## Objectifs

- Développement d'une entreprise viable qui organise la production et la commercialisation des biocarburants à BYSA, Biocombustibles de Yoro SA
  Les petits producteurs agricoles sont propriétaires à 49% de BYSA, FUNDER possédant les 51% restants. La stratégie de FUNDER, est d'investir, de soutenir, puis de développer, former et ensuite de se désengager progressivement des structures qu'elle a fondée ou appuyée.
  La fabrication du biocarburant est aujourd'hui à base d'huiles végétales usagées, mais devrait à terme être fabriquée à partir de la graine de Jatropha (pinon). La culture du Jatropha peut être cultivée sur des sols impropres aux cultures alimentaires, et Gota Verde forme les producteurs à la diversification des cultures (soja, tournesol…)

- Développement agricole :
  La fondation soutient les agriculteurs locaux, en leurs achetant les semences pour les revendre en volume sur le marché national ou international. Les semences peuvent être payées en Peces, monnaie locale, afin d'injecter la monnaie dans le circuit commercial local (agriculteurs dépensent

ensuite leur peces dans les magasins affiliés ou pour acheter du biocarburant.
Elle forme les agriculteurs aux nouvelles techniques, leur fournit les outils nécessaires et les accompagne dans le développement de leur activité.

- Développement de l'économie locale
  La création d'une monnaie locale, les peces vient alors englober ce projet avec pour objectif d'éviter la fuite de l'argent en dehors de la région, promouvoir l'échanges de biens et services au sein du réseau local.
  C'est une monnaie locale, acceptée dans d'autres villes (Victoria, Sulaco), au total 3 villes avec Yoro.

En résumé :

- BYSA émet une quantité de peces, avec comme réserve obligatoire les stocks de biocarburants ou la monnaie nationale échangée.
- Les producteurs vendent leurs semences à BYSA qui les paye en peces.
- Les producteurs achètent dans les magasins affiliés au réseau local avec leur peces.
- Les magasins locaux (ou producteurs) achètent entre eux ou leur biocarburants à BYSA en peces.

## Où en est-on ?

Circulation : 2010 : émission 344 000 peces (18 000 US$), circulation 45 000 (2350 US$)

La monnaie circule via :

- Employés de BYSA, FUNDER (recoivent une avance en peces) à 19 employés
- Les adhérents de BYSA (qui recoivent le prix de la vente de semences à BYSA en peces)
- Achat de matériel de bureau, Evénements (réunion dans les magasins affiliés – location local)
- Achat de biocombustibles, Achat de matières premières (chimiques etc…) pour biodiésel
- Promotion des entreprises, Férias, stands, autres clients, Paiements de services
- Construction de bureau, équipements (par exemple construction de l'usine de biodiesel)

Parfois, la fondation est bloquée par la réserve obligatoire, elle ne peut émettre plus de peces que ce qu'elle détient en réserve pour garantir l'émission. Le problème devrait disparaitre avec la montée en puissance de la production de biocarburant.
La monnaie locale vient boucler et agréger les projets de développement agricole local et production locale de biocarburants en intégrant le réseau commercial local.

Avantages :

- L'argent ne sort pas de la région, contribue au développement local.
- Pour les producteurs et adhérents : réduction sur les prix des biocarburants et certains magasins affiliés.
- Pour les magasins : augmentation des ventes grâce à l'intégration d'une nouvelle clientèle (celle affiliée au réseau), bénéficient de formations pour développer leur activité, offrir un meilleur service au client, renforce leur sécurité (moins de monnaie nationale en caisse).
- L'idée est acceptée et même reprise ailleurs : à Victoria les producteurs ont créé leur propre réseau, d'autres vont plus loin, la mairie de Yoro convertit les aides aux pauvres, malades en peces (permet d'affecter la monnaie)
- Le projet insiste bien sur la complémentarité de la monnaie : c'est une monnaie complémentaire, pas de substitution !

En conclusion, le projet Gota Verde est un vrai projet de développement durable :

- Projet social (soutien à l'agriculture locale, monnaie locale, formations)
- Projet écologique (production et utilisation de biocarburants)
- Projet économique (création d'une industrie de transformation, rentable, permettant à terme de financer les autres projets)

## Plus d'infos

Les articles TAOA sur Gota Verde: http://www.taoaproject.org/?p=2653
Site officiel Gota Verde : http://www.gotaverde.org/new_portal/
Fondation Funder: http://www.funder.hn/

Equateur

# COOPERA : coopérative financière de consommation

En Equateur, les habitants contrôlent leur épargne et s'offrent un outil de crédit en s'organisant autour de structures financières populaires. Il en existe de différentes formes : coopératives financières, caisses d'épargne et de crédit ou banques communales ; autant d'alternatives au système bancaire traditionnel, désavoué lors de la crise financière de 1998.

Aujourd'hui, le mouvement coopératif va plus loin avec la structuration en réseau de coopératives financières, et la mise en place d'outils de développement économique local comme les monnaies locales. Les pouvoirs publics viennent de renforcer encore plus le mouvement en donnant un cadre légal à ces coopératives mais également aux monnaies complémentaires.

La coopérative financière Coopera est un exemple emblématique de ce mouvement, elle est à la fois une coopérative financière et une coopérative de consommation.

## Origine et objectifs

### Les coopératives financières

En Equateur, comme dans de nombreux pays d'Amérique du Sud, le système bancaire traditionnel n'est pas diffus sur l'ensemble du territoire. Les zones rurales ne possèdent pas un tissu important de banques, alors que la population y est la plus nombreuse. Les habitants doivent se rendre dans une ville plus grande pour retirer leurs bons de développement humain[1] et les mandats de leurs parents émigrés à l'étranger.
Les banques traditionnelles mettent des barrières importantes à l'obtention d'un crédit, les agriculteurs, souvent pauvres, sont considérés comme sujets à de forts risques..

Au début des années 1990, des coopératives financières ont émergée, elles sont de taille humaine, la gestion est démocratique. Le sociétaire trouve dans ce cadre la possibilité de financer l'activité productive qu'il souhaitera développer dans le futur.
Leur nombre atteint 1500 coopératives et 600 caisses d'épargne en 2011.

La coopérative a pour mission de financer l'activité locale et de répondre aux besoins de financement de ces sociétaires. Il s'agit d'une structure financière sans but lucratif, elle peut donc proposer des prêts à des taux d'intérêt plus bas que le marché.
Elles sont administrées et contrôlées par des membres de la communauté, générant un grand sentiment de pertinence, de solidarité et de démocratie.

En décembre 2007, les coopératives, qui étaient jusqu'à lors organisées en réseaux régionaux, ont décidé de constituer une instance d'intégration nationale appelée Réseau National de Finances Populaires et Solidaires, RENAFIPSE.
L'objectif est de défendre les intérêts spécifiques des acteurs de la finance populaire et l'identité même des coopératives qui, si elles devaient être reconnue comme des institutions bancaires classiques, ne pourraient plus lier épargnants et emprunteurs et proposer des taux d'intérêts préférentiels à ces sociétaires.
En 2007, le réseau expérimente les monnaies sociales avec l'appui de la fondation Pachamama et la fondation STRO. 3 coopératives sont pilote pour le projet : Integral, Sigchos et Coopera

### COOPERA

Coopera démarre son activité en 2004 comme coopérative financière, offrant des services bancaires d'épargne et de crédit à ses sociétaires. Au départ, elle réunit 8 personnes, aujourd'hui la coopérative compte 80 000 sociétaires dont 10000 producteurs et éleveurs, et elle emploie 500 personnes

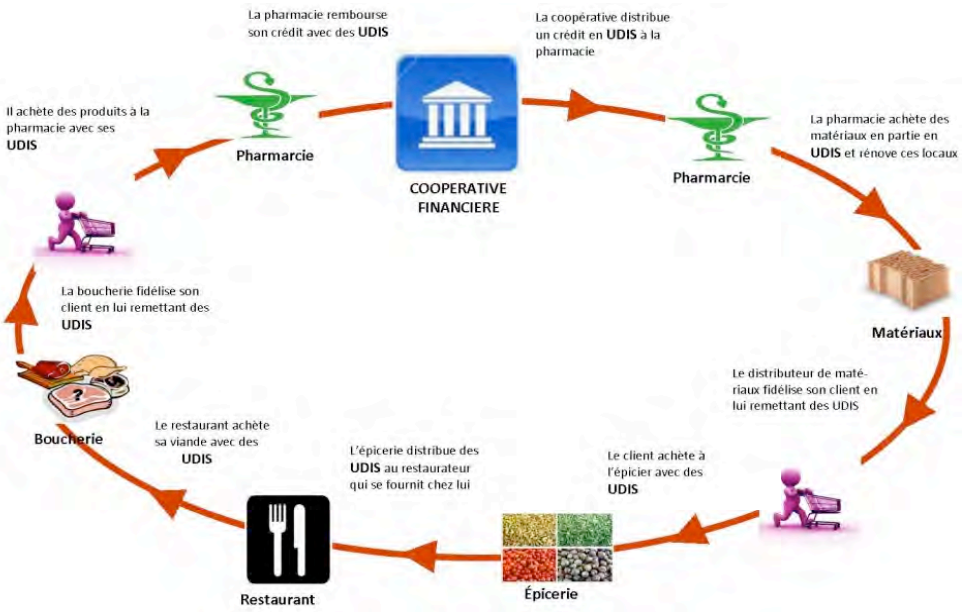
La direction comprend alors qu'elle dispose d'une diversité suffisante de sociétaires pour élargir son modèle et offrir un service de distribution solidaire aux agriculteurs et éleveurs. En effet les producteurs sont en nombre assez grand pour réunir un large éventail de produits de consommation courant et de bonne qualité. Ces producteurs subissent comme la plupart les prix « négociés » par la grande distribution ou les grosses multinationales de l'exportation de fruits et légumes.

1 Allocation monétaire de 30 USD mensuels destinée aux familles très pauvres.

Coopera leur propose un engagement à acheter un montant prédéfini de leur production annuelle et à un prix équitable, plus élevé que le marché. La coopérative assure elle-même la distribution de ses produits, sans passer par des intermédiaires, permettant ainsi de proposer le produit des cultures et élevages à des prix avantageux aux sociétaires-consommateurs de la ville de Cuenca et de sa périphérie.

Un premier magasin est ouvert à Cuenca, il sert également de plateforme de stockage des produits venant de la montagne et de la côte. Le succès est rapide. Coopera ouvre 5 magasins supplémentaire et construit une plateforme de distribution à San Joaquin, toujours près de Cuenca. Cette plateforme reçoit 1500 produits différents, des produits agricoles déclarée d'origine biologique

Aujourd'hui, la coopérative compte 80 000 sociétaires dont 10000 producteurs et éleveurs, et elle emploie 500 personnes.
Elle proposera des crédits à taux préférentiels si le sociétaire opte pour tout ou partie d'UDIS dans le montant du prêt.
Les UDIS pourront être dépensés dans les magasins Coopera et dans les nombreux restaurants et autres magasins de la ville qui se fournissent ou empruntent à la Coopérative.




## Les objectifs de la monnaie locale

- Renforcer l'économie locale en créant un cercle vertueux de consommation dans la région
- Pérenniser la protection de l'agriculture paysanne en garantissant des revenus décents aux agriculteurs au travers de la coopérative de consommation
- Fidéliser les sociétaires de la coopérative et augmenter leur nombre
- Réduire l'utilisation du dollar dans le circuit d'emprunt-consommation

## Comment cela fonctionne ?

Coopera met en place la monnaie sociale UDIS et la met en circulation par trois canaux différents : le prêt bancaire, l'achat du produit dans les magasins Coopera, la consommation dans les magasins entrant dans e réseaux Coopera (épiceries, restaurants, etc). L'UDIS est gagé sur le dollar, 1 UDIS = 1 dollar. Des fonds en dollars sont bloqués au niveau du nombre d'UDIS émis.

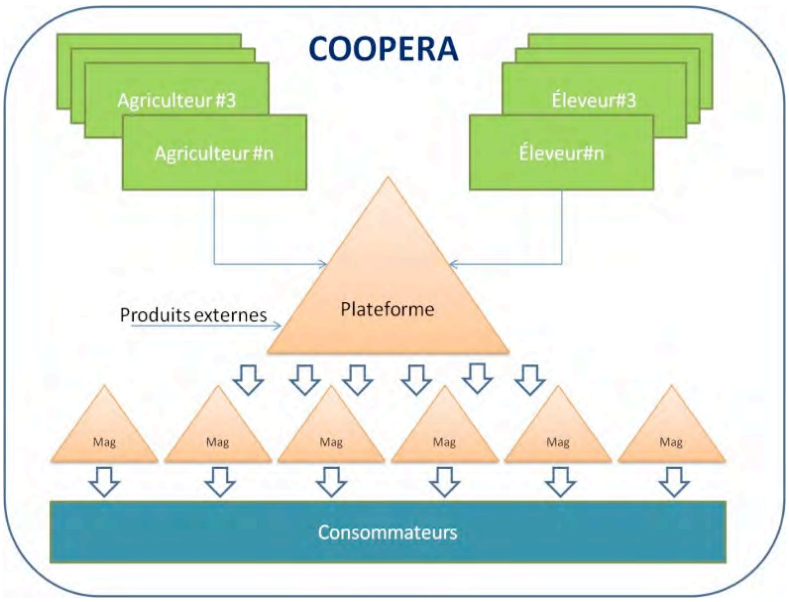
Comme toute coopérative financière, Coopera :

- gère l'épargne des sociétaires
- identifie et finance les projets susceptibles de développer l'économie locale
- offre des crédits aux sociétaires à des taux d'intérêt préférentiel

Les prêts pourront comprendre tout ou partie de monnaie locale. Plus la proportion de monnaie locale est importante dans le prêt, moins le taux d'intérêt est élevé.

En tant que coopérative de consommation, Coopera :

- approvisionne sa plateforme de distribution en produits agricoles et d'élevage auprès de ses sociétaires-producteurs
- augmente son offre de produits en transformant une part des produits : confitures, sauces, conserves, charcuterie, boucherie.
- alimente les six magasins possédés en propre à Cuenca et sa périphérie




- étiquette tous les produits en double, un prix pour les sociétaires, un prix pour le public. La différence est de quelques centimes mais suffisante pour inciter à l'inscription.

Coopera va distribuer la monnaie sociale UDIS comme des bons d'achat, de 2 à 10% du montant acheté.

La coopérative offre un vrai service aux agriculteurs grâce à une ferme expérimentale construite à coté de la plateforme. Les employés testent des semences et des modes de culture biologique pour accumuler des savoirs qui seront transmis à toute la communauté des agriculteurs.

La pertinence d'une monnaie complémentaire sera plus grande pour les agriculteurs, quand ils pourront dépenser leurs UDIS pour l'achat de fournitures. C'est ce que compte faire la coopérative en intégrant la partie amont dans la chaîne de solidarité : les semences, le matériel et les intrants agricoles.

Coopera et les commerçants participants au système de monnaie locale dispose d'un instrument de fidélisation des clients. En amont, cette fidélisation renforce un système qui propose des revenus justes aux producteurs.

## Où en est-on ?

La monnaie locale devait être lancée en mai, mais la date a été repoussée suite une polémique dans les médias contre les monnaies locales, celles-ci étant qualifiées de substitut à la monnaie nationale, le dollar. La polémique a été dissipée par le président de la République et la nouvelle loi sur l'ESS a légalisé officiellement l'usage des monnaies complémentaires.

### Plus d'infos

Les coopératives financières en Equateur http://www.taoaproject.org/?p=2863
Des coopératives adoptent les monnaies sociales http://www.taoaproject.org/?p=2886
Coopera, une « AMAP » de 80 000 adhérents http://www.taoaproject.org/?p=2891

Nouvelle Architecture Financière Régionale

# Le SUCRE

Monnaie complémentaire macroéconomique
Région Amérique latine

Le SUCRE est un système de paiement, une monnaie circulant au sein des pays membres de l'Alliance Bolivarienne de notre Amérique –ALBA.
Il représente un des piliers de la Nouvelle Architecture Financière Régionale dont cherchent à se doter les pays d'Amérique latine pour s'affranchir de la dépendance du dollar et des systèmes financiers internationaux.
Sa vocation est de renforcer le commerce régional au sein de l'Amérique latine et d'appuyer un autre type de développement : solidaire.

## Origine et objectifs

Le SUCRE est une monnaie complémentaire régionale, à vocation économique, qui circule entre les pays par le biais de leur Banque centrale. Cette monnaie fut initialement proposée dans un cadre communautaire plus large que l'ALBA, l'UNASUR, Union des Nations Sud-Américaines, rassemblant tous les pays du continent sud-américain à l'exception de la Guyane française.
Le SUCRE est un instrument proposé lors de « l'Initiative de Quito » de mai 2007 en complément de la constitution d'une banque de développement régionale, la Banque du Sud, et d'un fonds financier alternatif au FMI, le Fonds du Sud. Seule la Banque du Sud a fait consensus au sein de l'UNASUR.
Le SUCRE s'est alors constitué dans un cadre communautaire alternatif mais non exclusif, l'ALBA, comprenant l'Equateur, la Bolivie, le Venezuela, le Nicaragua, Cuba et d'autres pays des Caraïbes.

Le SUCRE est un outil pensé pour privilégier les échanges entre pays qui se donnent des objectifs solidaires de développement. Il se donne comme objectifs :

- d'offrir une monnaie protégeant de la spéculation et servant exclusivement à l'échange de biens, de services et de savoirs,
- de favoriser la convergence des économies : les pays trop excédentaires dans leur échanges financent des projets productifs dans les pays déficitaires.
- Ces investissements doivent satisfaire en priorité les besoins sociaux et se réaliser au travers d'entreprises publiques, coopératives et communautaires.

## Comment cela fonctionne ?

Le SUCRE signifie Système Unitaire de Compensation REgionale de paiements.

C'est une monnaie complémentaire – elle ne se substitue pas à la monnaie nationale–, elle est virtuelle et ne circule qu'entre banques centrales.

Les banques centrales de chaque pays sont connectées au travers d'une chambre de compensation qui enregistre l'état des échanges en « sucres ».
Chaque pays commence par acheter des « sucres » au taux de 1,25 dollar et en remplit les réserves d'une chambre de compensation.

L'échange en « sucre » n'est pas obligatoire pour les acteurs économiques.

Quand un acheteur demande à sa banque le paiement du vendeur dans son pays, les Banques centrales échangent les « sucres » au montant acheté, le vendeur est alors payé dans sa monnaie nationale.
La circulation est transparente pour l'acheteur et le vendeur ainsi que pour leur banque commerciale.

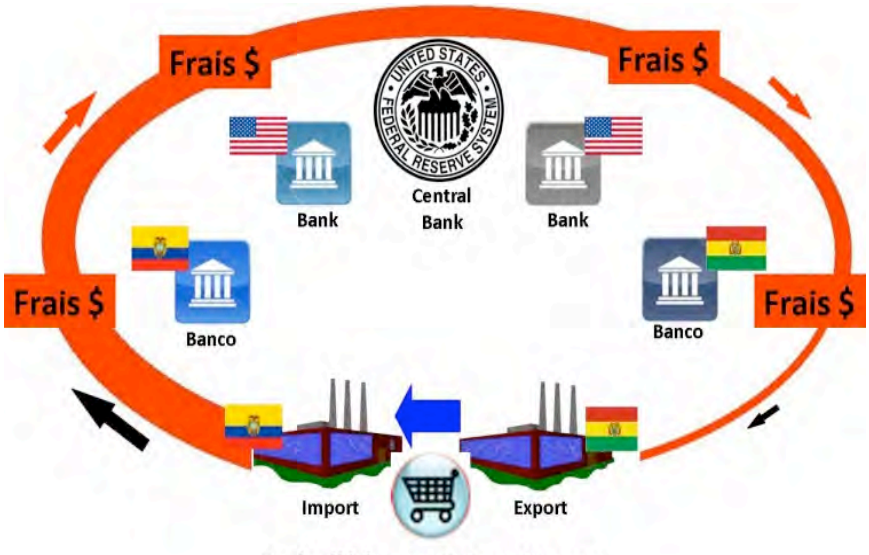
Le processus est un service gratuit offert par la Banque centrale aux acteurs économiques.

**Cycle d'échanges internationaux**
**(passage par le SUCRE)**

Tous les six mois, les banques centrales calculent le solde des échanges réalisés en Sucres et le cas échéant, rachètent des sucres pour combler leur position déficitaire.
Si un pays dispose d'un solde trop excédentaire en Sucres, il doit participer à l'effort de solidarité en investissant dans des projets permettant de diversifier la production du pays déficitaire.
Ces investissements doivent satisfaire en priorité les besoins sociaux.

## Les avantages du système

De fait, le coût de l'échange commercial est considérablement réduit par rapport au fonctionnement actuel qui exige de convertir d'abord la monnaie nationale en dollar, passer par de nombreux intermédiaires bancaires étrangers, pour au final payer le vendeur dans sa monnaie nationale.




**Cycle d'échanges internationaux**
**(passage obligé par dollars)**

La monnaie Sucre permet de faciliter et stimuler les échanges dans la zone en supprimant les intermédiaires.

Les entreprises coopératives et communautaires ont plus de facilités à effectuer et renforcer leurs échanges au niveau régional, le marché financier traditionnel ne sélectionne plus les biens échangés en privilégiant ceux à haute valeur ajoutée capitalistique.

Où en est on ?

Le SUCRE a démarré en juillet 2010.
Fin juin 2011, des biens ont été échangés entre les pays à hauteur de 47 millions de Sucres – des opérations sont en cours à hauteur de 97 millions de Sucres, pour un total de 144 millions de sucres, ce qui représente une avancée significative dans l'objectif de clore l'année 2011 avec un montant négocié de 300 millions de sucres.
La multiplication des échanges dans cette monnaie dépend de la volonté politique : des pays comme le Venezuela (gros importateur) vont contraindre leurs entreprises publiques à privilégier les échanges au sein de l'ALBA en utilisant le Sucre.

Les pays de l'ALBA entreprennent de convaincre les autres pays de l'UNASUR à entrer dans le système.

Plus d'infos
http://www.sucrealba.org/

## Contribution TAOA à la journée « Faire mouvement »

### *Quelques idées sur la mise en réseau*

Sans répondre aux nombreuses questions que posent la mise en réseau internationale, voici un court témoignage sur notre retour d'expérience et les prémices d'une idée en construction pour un nouvel outil : le réseau social monetic.

Sans mise en réseau international, le projet TAOA n'existerait pas.

TAOA c'est 3 amis qui, il y a encore 1 an, n'avaient jamais entendu parler des monnaies sociales. Tout de suite convaincus, nous avons quitté nos emplois et construit un projet pour promouvoir et soutenir le développement des monnaies sociales. La première année du projet est consacrée au TERRAIN : aller à la rencontre des acteurs des initiatives de monnaies sociales en Amérique du Sud. Partant de rien, nous avons commencé par contacter Françoise Wautiez dont nous avions trouvé l'email dans une publication sur les clubs de troc en Argentine dont elle était le co-auteur avec Heloisa Primavera. Membre du Pole de Socio Economie Solidaire, elle nous a ouvert son réseau et notamment renvoyés vers Miguel Yasuyuki Hirota. Ce dernier nous a introduits auprès de Heloisa Primavera et donné mille autres contacts dont la Fondation STRO, avec qui nous passerons près de 3 mois entre l'Uruguay et l'Amérique Centrale. En parallèle, Jérôme Auriac ami et consultant dans le Développement Durable nous a permis de rencontrer Carlos de Freitas sur les banques Palmas qui nous a mis en contact avec Célina Whitaker sur le SOL … pendant que Serge Orru (WWF) nous recommandait auprès de Patrick Viveret. Une fois en Argentine, de contacts en contacts, nous avons pu faire le tour des grands acteurs du troc Argentin. Grâce à la base de données Complementary Currency de Stephen de Meulenaere, nous avons contacté les réseaux de troc au Venezuela et sommes invités fin juin à leur rencontre nationale. Aujourd'hui une journaliste nous sollicite pour l'aider dans son enquête sur les monnaies sociales en Amérique du Sud.

Ces quelques anecdotes pour témoigner de l'importance de la mise en réseau international.

Pour, à notre tour, participer à la mise en réseau international, TAOA réfléchit à la création d'un réseau social pour que les acteurs des monnaies sociales complémentaires puissent se rencontrer : « Monetic ».

Grâce aux outils web open source, on peut maintenant créer son propre réseau social gratuitement avec NING :
http://reseaupensant.net/post/Creer-son-propre-reseau-social-avec-Ning

Dans le même esprit que le réseau social du WWF-France, Planète Attitude : http://www.planete-attitude.fr/, qui est un lieu d'échange, de débats et de mobilisation autour des questions de préservation de l'environnement.
MONETIC pourrait être dans un premier temps avant tout un lieu de rencontre et de mise en réseau mais aussi de partage, discussions et mobilisation.

Bien sûr, il ne suffit pas de créer un réseau, encore faut-il l'animer ! Et se posent évidemment les questions des ressources humaines et financières.

5 questions aux acteurs des monnaies sociales et complémentaires

# Calgary Dollar – Canada

Contact
Gerald Wheatley
The Arusha Centre
www.arusha.org

## Give an overview (state of the art) of your experience

Calgary Dollars has $80,000 of complementary currency in circulation since 1996. They are issued C$20 to each new participant who list goods or services for sale. in 2000 The City of Calgary unanimously endorsed Calgary Dollars as a valuable CED tool. Calgary Dollars is funded by the City of Calgary and the Calgary United Way.
An overview video of Calgary Dollars is at:
http://www.youtube.com/watch?v=JpqaXgSv7dk

## What type of complementary currency did you choose ? When was it launched ? Who helped ?

Calgary Dollars was started in 1996, It is a fiat currency, backed by the participants' listings which demonstrate their willingness to accept the currency. The system was started by The Arusha Centre a registered charity founded in 1972.

The public & the territory targeted, the scale you have reached, the impact(s)
Calgary Dollars serves the Bow Chinook Bioregion which has Calgary, Alberta as it's major city. Impacts are reported in the attached program logic model and Data Analysis report to the United Way.

## The achievement (main ones), the levers, the obstacles you met/are meeting/feel you will meet

Calgary Dollars references the Alberta Prosperity Certificate that was issued in our province in 1936 by the Premier as a solution to the global depression.

## Your needs and future projects (objectives in short and long term)

Calgary Dollars uses a program logic model to manage planning. We are communicating with the Mayor's office to discuss acceptance of Calgary Dollars by the City of Calgary.

## The tools you have been using and those you have been reflecting on in order to go further (information/communication, management, etc.)

Calgary Dollars uses GeoDesics online database.

The Arusha Centre
C/O The Old Y Building
#106, 223-12 Ave. SW
Calgary, Alberta Canada T2R 0G9
el: 403.270.3200
Fax: 403.270.8832
www.arusha.org

Calgary Dollars program funding from The Calgary and Area United Way

Data Analysis Report

Total program participants : 448
Program participants surveyed: 222
Program participants surveyed that are in LICO households: 67
Program participants surveyed that are in LICO households, as percentage of sample: 30%
Total program participants in LICO households: 134

## Economic Status

Calgary Dollars low income participants
Two relevant annual household income categories were tracked in the 2010 survey, up to $24,000/year and $24,000 - $36,000/year. These categories are part of the City of Calgary – FCSS reporting requirements. 66/222 participants are low income (30% of sample or 134 of population of 448 participants).

LICO Number of People/Household Income thresholds:
1 person in household: $22,229
2 people in household: $27,674
3 people in household : $34,022
4 people in household: $41,307
5 people in household: $46,850
6 people in household: $52,838
7 people in household or more: $58,827

“1 person in household” LICO status:
-48 qualifying households in this category.

“3 people in household” LICO status:
-15 qualifying households in this category.

“5 people in household” LICO status:
-4 qualifying households in this category.

## Executive summary of Impacts for LICO Participants

Data analysis shows that LICO participants increased economic and social capital as a result of Calgary Dollars participation. They earned Calgary Dollars income that was augmented by the federal currency and barter transactions which combined to markedly improve participants financial wealth. Calgary Dollars participation also resulted in job references, potential for financial crisis support, and an increase in the skills needed for improved economic participation such as marketing skills.

Economic prosperity is linked with perceptions and self-confidence. In 2010, Calgary Dollars is demonstrated to increase low income participants contentment with their income, relationships of trust in the community, and reduce their social isolation through mixing with other income and demographic populations. These assets provide long term economic benefits for low income participants as they participate in Calgary Dollars.

LICO Participants - Impact

LICO Program Logic Model attached

*Economic Benefit:*
*-28% of participants average C$12 - C$240/yr.*
*-15% of participants average between C$240-C$600/yr.*
*-43% average C$0 per month. Of these, 59% earned between C$12 and C$6000/yr. with one respondent in this category earning over C$12,000/yr. Further analysis shows that of those reporting an average of C$0/month, 67% earned barter income as a result of C$ and 41% earned between $600 - $6000 in annual barter activity. 31% of this group also earned Canadian dollars as a result of C$ activity.*

*-27% earn between $120 - $6000/yr. in federal currency as a result of C$.*

*-54% earned between $300 and $4200 in bartered goods and services as a result of C$ per year.*

*Use of Crisis Services:*
*-The number of LICO respondents that had accessed crises services before joining and after joining remained the same, unlike the full sample. This suggests that those above LICO moved away from crises service dependence and C$ benefits alone were not sufficient for LICO participants to reduce crises service use immediately.*

*The powerful social role of Calgary Dollars is confirmed by 57% of respondents stating that they'd met one or more contact through Calgary Dollars that would lend them $500 if needed. Also, 70% have one or more C$ contact that would be a helpful contact if looking for a job.*

*Healthy Food as a Basic Need:*
*51% use their Calgary Dollars for food purchases. Although there are numerous food sources in Calgary Dollars, the high profile locations are two health food grocery stores where organic, locally-grown food is emphasized. These healthy, but often expensive, food choices are made more affordable by Calgary Dollars. Furthermore, local business is supported as participants are connected to these enterprises.*

*Diversity:*
*78% of respondents stated that, as a result of Calgary Dollars involvement, they now have at least a few contacts that speak a different language than their own.*

All Participants - *Impact*

*Full Sample Program Logic Model attached*

*Economic Benefit:*
*-24% of participants average C$12 – C$240/yr.*
*-10% of participants average between C$240-C$600/yr.*
*-41% average 0 per month. Of these, 54% earned between C$12/yr. and C$6000/year, and 28% earned C$2400 or more annually. 37% earned barter income as a result of C$, 20% earned between $600-$6000 in annual barter activity. 22% earned Canadian dollars as a result of C$ activity.*

*-27% earn between $120-$12,000/yr. in federal currency as a result of C$.*

*-40% earned between $120 and $12000 in bartered goods and services per year.*

*Use of Crisis Services:*
*-48% decrease in accessing crises services after joining C$. This may result from the increased access to social and economic capital that results from Calgary Dollars. Timely access to goods, services, referrals, and support aid in crisis prevention and are durable over time in the Calgary Dollars community.*

*The powerful social role of Calgary Dollars is confirmed by 53% of respondents stating that they'd met one or more contact through Calgary Dollars that would lend them $500 if needed. Also, 65% have one or more C$ contact that would be a helpful contact if looking for a job.*

*Healthy Food as a Basic Need:*
*37% use their Calgary Dollars for food purchases. Although there are numerous food sources in Calgary Dollars, the high profile locations are two health food grocery stores where organic, locally-grown food is emphasized. These healthy, but often expensive, food choices are made more affordable by Calgary Dollars. Furthermore, local business is supported as participants are connected to these enterprises.*

*Diversity:*
*59% of respondents stated that, as a result of Calgary Dollars involvement, they now have at least a few contacts that speak a different language than their own.*

*84% of respondents acquired contacts of a visibly different ethnic group than their own as a result of Calgary Dollars.*

*Synergy of Social and Economic Benefits creates Long Term Poverty Reduction:*
*Calgary Dollars empowers participants to contribute to their community and this process, while providing immediate personal benefit, builds social resources which participants over time.*
*"I have learned community skills. contacts I could in this community to keep me out of poverty. I am house poor ie once bus are paid, not much left for essentials. Poverty is Beyond what LICO is. LICO is a poor measurement for actually of life, relationship + community - these are far more valluble + help me get through month to month. Calgary$ helps people from going into crisis.. "*

Demographic Data

72% Women
69% Caucasian
1% First Nations, Metis, Non-status, or C-31 status
100% English speaking
52 Neighbourhoods represented
34% Married/common law, 66% single
84% Graduated high school
39% Have bachelor's degree
34% Are working at a paid job or business
6.7% are self-employed
75% Have lived in Calgary over 10 years
16% Joined C$ prior to 2005, 34% joined since 2009

*73% of respondents acquired contacts of a visibly different ethnic group than their own as a result of Calgary Dollars.*

Demographic Data

69% Women
84% Caucasian
5% First Nations, Metis, Non-status, or C-31 status
96% English speaking
120 Neighbourhoods represented
36% Married, 31% single
93% Graduated high school
44% Have bachelor's degree
53% Are working at paid job or business
9% are self-employed.
74% Have lived in Calgary over 10 years
20% Joined C$ prior to 2005, 54% joined since 2009

Veblen Institute for Economic Reforms

# Pluralité monétaire et stabilité économique : la leçon suisse

WOJTEK KALINOWSKI*

OCTOBRE 2011

**La monnaie complémentaire suisse WIR est l'exemple type d'une création monétaire gérée par les agents économiques en dehors du système bancaire traditionnel. Confrontées au resserrement du crédit et à la crise de liquidité, les PME suisses augmentent leurs transactions en WIR ; lorsque la conjoncture s'améliore, elles reviennent au franc suisse. Cet effet contra-cyclique montre le potentiel des monnaies parallèles comme outil de stabilité macro-économique.**

La récente crise financière économique a remis à l'ordre du jour la stabilité macro-économique. Ocampo (2005) observe cependant que l'usage politique de cette notion évolue au fil des débats académiques : dans les décennies d'après-guerre, elle véhiculait surtout la théorie keynésienne où la stabilité est pensée comme équilibre interne et externe d'une économie, et implique le plein-emploi et croissance soutenue. A partir de la fin des années 1970, le focus s'est déplacé vers la stabilité des prix et la maîtrise des finances publiques. Plus récemment encore, les crises financières répétées sont venues rappeler, surtout depuis les années 1990, le rôle pro-cyclique et foncièrement déstabilisant du système financier et monétaire actuel.

Cette note présente la pluralité monétaire comme un outil potentiel d'une politique visant à stabiliser une économie devenue intrinsèquement instable. Par pluralité on entend un système où une ou plusieurs monnaies parallèles circulent à l'intérieur d'une économie aux côtés de la monnaie principale – en la complétant et sans l'ambition quelconque de la remplacer.

Les monnaies parallèles occupent une place de choix dans l'innovation sociale et la réflexion théorique sur les modèles économiques alternatifs. Elles prennent des formes différentes – monnaie locale, monnaie-temps, systèmes d'échange locaux, systèmes de crédit interentreprises – et offrent une grande variété d'applications possibles : crédits mutuels, outils de cohésion territoriale et sociale, leviers de la transition écologique… Pour un aperçu des monnaies parallèles ou « complémentaires » – c'est ainsi qu'on appelle souvent des monnaies destinées à compléter la monnaie nationale – et la différence entre les différentes « familles » de monnaies –, on se reportera utilement aux travaux de Lietaer (2001, 2010 et 2011) et Blanc (1998 et 2007). Ici, nous ne retenons qu'un aspect très limité du débat, le rôle potentiellement contra-cyclique des monnaies parallèles.

Par-delà leur diversité, le principe fondateur des monnaies parallèles comme le WIR est la création monétaire « spontanée », autrement dit gérée par les agents économiques eux-mêmes en dehors des circuits bancaires traditionnels. En ce qu'elles défient le quasi-monopole des banques sur la

*Co-directeur de l'Institut

**Institut Veblen pour les réformes économiques**

**38, rue St-Sabin, 75011 Paris, France**
**Tel : + 33(0)1 43 14 75 75**
**Fax : + 33(0)1 43 14 75 99**
**www.veblen-institute.org**

création de la monnaie par le biais du crédit, les monnaies parallèles et les cercles d'échange économiques restent controversés aux yeux des régulateurs et banques centrales. Dans le même temps, l'instabilité intrinsèque du système monétaire et financier actuel incite à la recherche d'alternatives.

## Une monnaie ancienne mais méconnue

De loin la plus ancienne et la plus importante des monnaies complémentaires actuellement en circulation, la monnaie suisse WIR reste pourtant largement méconnue. Créée en 1934, elle est utilisée actuellement par environ 60 000 petites et moyennes entreprise dans tous les secteurs de l'économie, mais surtout dans le BTP, le commerce (gros et détail) et la manutention (voir tableau ci-après). Le volume des échanges en WIR s'élevaient en 2008 à 1,5 milliards de francs suisses (Lietaer 2011:117) ; un chiffre très supérieur au poids d'autres monnaies parallèles mais qui reste modique une fois rapporté à la masse monétaire globale (0,35% de M2 en 2003).

Si WIR est la plus connue des monnaies de ce type, elle n'est pas la seule : on peut la comparer aux monnaies plus récentes comme RES en Belgique ou C3 en Uruguay. En différence de la WIR, qui n'est pas convertible au franc suisse, la C3 peut par exemple être convertie en monnaie nationale. Cependant, ces monnaies sont trop récentes pour qu'on puisse tirer quelques conclusions de leur impact. Avec plus de 75 ans d'existence, la WIR offre un terrain de recherche unique pour étudier l'impact de long-terme d'une monnaie parallèle.

Pourtant, les travaux consacrés au fonctionnement de la WIR ne sont pas encore nombreux. Ceux qui existent (Studer 1998, Stodder 2007 et 2010) pointent néanmoins vers plusieurs avantages :

- les petites et moyennes entreprises y trouvent une source de crédit et de liquidité supplémentaire, particulièrement précieuse en temps de resserrement du crédit bancaire traditionnel ;
- sur le plan macro-économique, cet usage de la WIR comme « réserve de crédit » se traduit par un effet contra-cyclique, contrairement à l'offre monétaire globale, aux effets pro-cycliques avérés ;
- A l'échelle des territoires, l'usage de la WIR renforce les liens entre les entreprises locales et contribue à préserver le tissu économique.

## Un cercle d'échange, une chambre de compensation et une banque coopérative

La monnaie WIR a été créée dans le contexte la Grande dépression, en réponse à la crise de liquidité qui asphyxiait l'économie suisse de l'époque. Les fondateurs du système étaient fortement influencés par l'esprit d'entraide et les théories économiques de Silvio Gesell, pour qui le dysfonctionnement du système monétaire traditionnel vient de la contradiction intrinsèque entre deux fonctions de la

**Le nombre et la part des entreprises suisses utilisant la monnaie WIR en 2005, par secteur. Chiffres d'affaires, soldes bancaires et vitesse de circulation.**

| Industry | All Swiss | All WIR | Portion WIR/Swiss | (1,000 SFr) Turnover | (1,000 SFr) Balance | (Swiss Fr.) Av. Bal. | Turn/Balance = Velocity |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| RETAIL, of which | 62,380 | 14,275 | 22.9% | 345,757 | 127,100 | 8,904 | 2.72 |
| Registered | | 5,933 | 9.5% | 223,822 | 64,958 | 10,949 | 3.446 |
| Non-Registered | | 8,342 | 13.4% | 121,935 | 62,142 | 7,449 | 1.962 |
| SERVICES, of which | 164,709 | 10,380 | 6.3% | 213,515 | 88,788 | 8,554 | 2.405 |
| Registered | | 3,817 | 2.3% | 112,186 | 30,745 | 8,055 | 3.649 |
| Non-Registered | | 6,563 | 4.0% | 101,329 | 58,044 | 8,844 | 1.746 |
| HOSPITALITY, of which | 28,006 | 3,438 | 12.3% | 73,021 | 22,416 | 6,520 | 3.257 |
| Registered | | 2,099 | 7.5% | 61,872 | 16,156 | 7,697 | 3.83 |
| Non-Registered | | 1,339 | 4.8% | 11,148 | 6,261 | 4,676 | 1.781 |
| CONSTRUCTION, of which | 57,268 | 21,162 | 37.0% | 527,619 | 210,477 | 9,946 | 2.507 |
| Registered | | 6,992 | 12.2% | 280,169 | 82,462 | 11,794 | 3.398 |
| Non-Registered | | 14,170 | 24.7% | 247,450 | 128,015 | 9,034 | 1.933 |
| MANUFACTURING, of which | 38,421 | 7,310 | 19.0% | 230,196 | 101,884 | 13,938 | 2.259 |
| Registered | | 1,820 | 4.7% | 87,418 | 26,092 | 14,336 | 3.350 |
| Non-Registered | | 5,490 | 14.3% | 142,778 | 75,792 | 13,805 | 1.884 |
| WHOLESALE, of which | 21,762 | 4,138 | 19.0% | 223,631 | 73,787 | 17,832 | 3.031 |
| Registered | | 1,027 | 4.7% | 80,371 | 15,462 | 15,056 | 5.198 |
| Non-Registered | | 3,111 | 14.3% | 143,260 | 58,325 | 18,748 | 2.456 |
| TOTALS, of which | 372,546 | 60,703 | 16.3% | 1,613,739 | 624,452 | 10,287 | 2.584 |
| Registered | | 21,688 | 5.8% | 845,838 | 235,874 | 10,876 | 3.586 |
| Non-Registered | | 39,015 | 10.5% | 767,901 | 388,578 | 9,960 | 1.976 |

**Source:** WIR Panel Data, 2010

Environ 16% des entreprises suisses utilisaient la monnaie WIR en 2005. La différence entre les firmes « enregistrées » et « non enregistrées » tient au type d'engagement : les premières s'engagent à accepter une part de la transaction en WIR de façon régulière, les seconds les utilisent de façon ad hoc.

Tableau produit par Stodder (2010:4) sur la base des données fournies par la banque WIR.

monnaie, celle du moyen d'échange et celle de la valeur de réserve. Les écrits de Gesell avaient inspiré plusieurs expérimentations locales à la même époque. De ces différentes sources a découlé le principe d'un **cercle économique privé**, WIR (du mot *Wirtschaftsring*), où les biens et les services s'échangent au moyen d'une monnaie complémentaire.

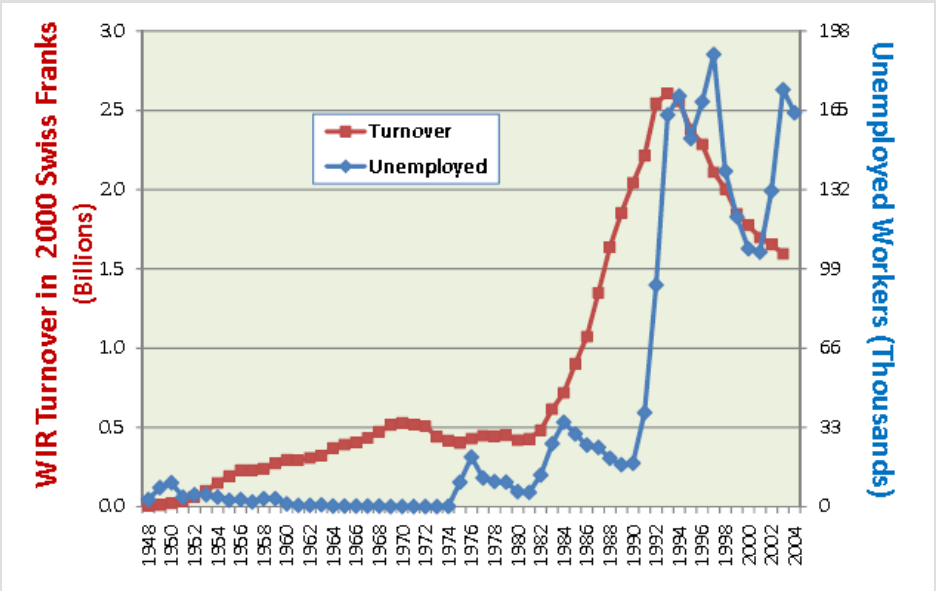
Le cercle offre à ses membres une forme de crédit interentreprises reposant sur la création monétaire autonome. Les membres s'engagent à accepter de régler une certaine part de la transaction en WIR (typiquement, 50% du paiement jusqu'au plafond de 2000 francs) : du point de vue de l'acheteur, la part WIR de la transaction équivaut à un crédit non bancaire, crédit qu'il lui faudra rembourser en vendant à son tour ses produits en WIR ; du point de vue du vendeur, cette part représente non pas une promesse de paiement futur – comme c'est le cas avec le crédit interentreprises traditionnel – mais l'argent comptant qu'il peut aussitôt utiliser pour acheter d'autres biens et services. Autre différence de taille : le prêt n'est pas accordé par le vendeur mais par le cercle d'échange lui-même.

En effet, entre les deux agents, la **chambre de compensation** remplit un rôle essentiel dans le système, comparable à celle d'une banque centrale. Elle mutualise les risques de défaut, crée la confiance entre les agents et enregistre toutes les transactions dans le système. C'est ici que se produit la création monétaire, dans la transaction économique elle-même. Du point de vue de l'entreprise, le système s'apparente à un compte individuel normal, avec des débits et des crédits et un dépassement autorisé. Le solde négatif est toléré sans taux d'intérêt dans les limité d'un plafond accordé en fonction de l'historique des paiements et de la crédibilité de l'entreprise. Mais au niveau du système dans son ensemble, la somme des crédits et des débits est toujours zéro. C'est cette souplesse et cet auto-équilibre dans l'octroi de crédit qui font dire à Studer (1998:31) que le potentiel d'un cercle d'échange centralisé est « pratiquement sans limites ».

Les transactions effectuées en WIR sont purement électroniques ; la monnaie n'existe qu'à travers les opérations enregistrées dans la chambre de compensation : « L'argent ne quitte en réalité jamais le bureau central, mais reste plutôt dans les comptes dans le rôle du créditeur. Lorsqu'un prêt est accordé, un actif et un passif sont créés simultanément. Le bénéficiaire du prêt reçoit la somme en WIR et le passif au même moment ». (Studer 1998, p. 31).

Cette mécanique fondamentale de la WIR– celle d'un cercle d'échange privé avec une chambre de compensation – a depuis été complétée par une **banque coopérative** offrant à ses clients des services bancaires plus classiques (prêts commerciaux accordés indépendamment des échanges au sein du cercle économique, services de paiement, etc.). Il s'agissait en partie de répondre à un problème classique dans tous les cercles d'échange, à savoir l'asymétrie entre l'offre et la

**Nombre de chômeurs (en milliers, échelle de droite) et volume de transactions effectués en WIR (en milliards de francs suisses, échelle de gauche), 1948-2004.**




A partir des années 1970, le système WIR est réservé aux petites et moyennes entreprises, plus sensibles au ralentissement des activités et avec moins d'accès au crédit que les grandes firmes. D'où la corrélation entre le chômage et le volume des transactions passées en WIR, à partir des années 1990.

Graphique repris de Stodder (2009).

demande : les agents achètent volontiers en monnaie complémentaire mais préfèrent être payés en monnaie normale, qui ne souffre pas des mêmes limitations géographiques et ni en termes d'offre. Cette asymétrie des préférences explique pourquoi, dans de nombreux cercles d'échange, l'intensité des échanges tend à stagner voire décliner avec le temps. Dans le cas de la WIR, pour rembourser les prêts commerciaux accordés par la banque, les entreprises doivent continuer de vendre leurs produits en WIR, ce qui augmente la demande globale de WIR dans le cercle d'échange.

Une deuxième modification allant dans le même sens, décidée en 1973, a été de supprimer la possibilité de revendre les WIR en francs suisses au moment de la sortie du système. En effet, en « bradant le prix » de la WIR, les sortants donnaient l'impression d'une monnaie « moins bonne » et minaient la confiance dans le système. Depuis, un surplus accumulé ne peut être dépensé qu'à l'intérieur du cercle d'échange.

## Cercles d'échange et création monétaire

Sur le très long terme, les volumes des transactions effectuées en WIR tendent à augmenter avec la masse monétaire globale. A l'intérieur du cycle économique en revanche, Stodder observe un effet contra-cyclique vérifié statistiquement : la demande de WIR baisse en période de croissance et augmente en période de crise. Il l'explique par les différents coûts d'opportunité, la WIR dépassant « la productivité transactionnelle de la monnaie classique, surtout lorsque celle-ci est limitée par la lutte contre l'inflation ». (Stodder 2009:14). Plus précisément :

- La force motrice de l'effet contra-cyclique est l'octroi du crédit non bancaire qu'offre le système WIR, plutôt que la vitesse de circulation. En temps de crise, les firmes augmentent leur transaction en WIR.
- Cet effet contra-cyclique est le plus marqué pour les firmes en périphérie du système, celles qui ne sont pas formellement affilées au cercle d'échange mais utilisent la WIR de façon ponctuelle.
- Dans la période récente, l'usage de la WIR suit l'évolution du taux du chômage (voir le graphe page 3). A partir des années 1970, le système WIR est réservé aux petites et moyennes entreprises, plus sensibles aux fluctuations du chômage que les autres.

En résumé, la capacité du cercle d'échange de maintenir la demande au moment même où celle-ci s'affaisse le qualifie au rang d'outil de politique macro-économique à part entière. Mais le cas de la WIR illustre également le renouveau des cercles d'échange dans le sillage de la révolution des technologies de l'information. Traditionnellement, un système monétaire décentralisé est justifié par la complexité de l'économie contemporaine : « *Les systèmes monétaires décentralisés ont émergé lorsque les volumes d'information générés par une économie complexe étaient devenus trop importants pour être gérés par la technologie d'information ancienne. Les technologies de l'information modernes rendent les systèmes d'échange de nouveau possibles.* » (Stodder 2010:1). La recherche se focalise sur l'impact macro-économique des nouvelles technologies sur la formation des prix et la gestion des stocks. Le cas de la WIR montre cependant que les nouvelles technologies peuvent contribuer à la stabilité macro-économique d'une autre manière : en changeant de façon radicale le mécanisme de l'allocation du crédit.

## Références


Blanc, J., 1998 « Les monnaies parallèles : évaluation et enjeux théoriques du phénomène », *Revue d'Economie Financière*, septembre, n°49, pp. 81-102.

Blanc, J., 2007, « Les monnaies sociales : dynamique et logiques des dispositifs », *RECMA. Revue internationale de l'économie sociale*, n°303, mars, pp. 30-43.

Fischer, S., 1974. « Money and the production function » *Economic Inquiry*, 12, 517-533.

Lietaer, B., 2001, The Future of Money: Beyond Greed and Scarcity, Random House.

Lietaer, B., Ulanowicz R.E., Goerner S.J, McLaren, N., « Is Our Monetary Structure a Systemic Cause for Financial Instability? Evidence and Remedies from Nature, » *Journal of Futures Studies, Special Issue on the Financial Crisis*, April.

Lietaer, B., Hallsmith G., 2011, Creating Wealth. Growing local economies with local currencies, New Society Publishers.

Ocampo, J.A., 2005, « A broad View on Macroeconomic Stability », DESA Working Paper n° 1,

Rosl, G., 2006. *Regional currencies in Germany – local competition for the euro?* Economic Studies No.43/2006,www.bundesbank.de/download/volkswirtschaft/dkp/2006/200643dkp_en.pdf.

Stodder, S. 2007, Reciprocal Exchange and Macro-economic stability: Switzerland's Wirtschaftsring Rensselaer Polytechnic Institute at Hartford Hartford.

Stodder, S.,2009, « Complementary Credit Networks and Macro-Economic Stability: Switzerland's Wirtschaftsring », *Journal of Economic Behavior & Organization*, 72, October, pp. 79–95.

Stodder, S., 2010, « The Macro-Stability of Swiss WIR-Bank Spending: Balance and Leverage Effects », Rensselaer Polytechnic Institute, November.

Studer, T., 1998. WIR in Unserer volkwirtschaft. Basel, WIR.

5 questions aux acteurs des monnaies sociales et complémentaires

# Netzbon - Suisse

Contact
Isidor Wallimann
www.viavia.ch/netzbon

## Give an overview (state of the art) of your experience

10 years of experience since the start. We started in a very small circle to test it out (withouth hard currency backing). Then, we went with the BNB into the entire urban space of Basel, but backed the BNB with the Swiss Franc. Backing the BNB with CHF was for purely pragmatic (not theoretical or ideological reasons) since participants (businesses in particular) desired to have a safety valve.
- What type of complementary currency did you choose ? When was it launched ? Who helped ? The public & the territory targeted, the scale you have reached, the impact(s)
See www.viavia.ch/netzbon
The BonNetzBon BNB was launched 7 years ago. It was all done by the Social Economy Association Basel and its members (mostly individual membership).
We cover the entire urban space and the region of Basel. About 70 businesses accept the BNB as a currency.

## The achievement (main ones), the levers, the obstacles you met/are meeting/feel you will meet

We rely on slow but steady growth. All is building from the buttom up. We do not wish to be corrupted by top down money, be it by wealthy NGOs or by the State.
We emphasize networks and work through networks that reflect various social movements, mostly new social movements.

## Your needs and future projects (objectives in short and long term)

We work on a budget of about 10 thousand Euros/per year for all activities within the Social Economy Basel, including a 10% secretarial position.
We are mainly based on self help and idealism, not money. It has carried us since the beginning of the Social Economy Basel in 1995, and we have steadily grown.

## The tools you have been using and those you have been reflecting on in order to go further (information/communication, management, etc.)

See www.viavia.ch/netzbon and the comments made above.

## Do you think it is a necessity to build an international CCC movement ? How do you see it ? How would you contribute ? To what extend ?

Our work is transnational already. We exchange local currencies with across the borders with France (SOL Alsace, Mulhouse) and Germany (Dreyecker in Baden).
Also we work in a transnational cooperation with all that pertains the Social Economy. Particularly strong is the cooperation with the social economy in Mulhouse.

# Les organisateurs

« Faire Mouvement », Rencontre internationale des Acteurs des Monnaies Sociales et Complémentaires a été organisée par :

Soutenue par :

Ministère de la Culture et de la Communication

Délégation générale à la langue française

*Les portraits de praticiens des monnaies sociales et complémentaires illustrant la synthèse des présentations « Collaborer dans la diversité » sont extraits de l'exposition Panorama des monnaies sociales et complémentaires réalisée par l'association fokus21 lors des rencontres. Plus d'informations :* www.fokus21.org – contact@fokus21.org

*Ce travail documentaire est sous contrat Creative Commons « Paternité – Pas d'utilisation commerciale – Partage à l'identique » (voir* http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/fr/*) Vous êtes libres de partager (reproduire, distribuer et communiquer l'oeuvre) et de remixer (modifier l'oeuvre) selon les conditions suivantes : sous réserve de mentionner l'association fokus21 et de faire référence à la Semaine des Monnaies Sociales et Complémentaires – Lyon, France 2011.*

**Liste des participants - "Faire mouvement" - Rencontre internationale des Acteurs des monnaies sociales et complémentaires - Lyon - France - 18 février 2011**

| Typologie Participants | Pays | Prénom | NOM | Structure/Projet | Site web | Textes CC-conf |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Artiste | NL | DETTE | GLASHOWER | | | |
| Asso | BEL | IGOR | BYTTEBIER | new shoes today | www.newshoestoday.com | |
| Asso | FR | JEAN PATRICK | ABELSOHN | | | |
| Asso | FR | JEAN JACQUES | ANCEL | Dialogues en Humanité | http://dialoguesenhumanite.org/ | |
| Asso | FR | AGNÈS | BONNAUD | AMAP/SEL | | |
| Asso | FR | CARINE | DARTIGUEPEYROU | Club de Budapest | http://clubdebudapest.org/ | |
| Asso | FR | SYLVAIN | DUMAS | Horizons partagés / Lyon (solidarité internationale / microfinance) | http://www.horizonspartages.com/ | |
| Asso | FR | PASCAL | HENNEQUIN | Fokus21 | http://www.fokus21.org | |
| Asso | FR | PHILIPPE | JURY | CIRIDD - Responsable prospective, recherche et développement | | |
| Asso | FR | WOJTEK | KALINOWSKI | Institut Veblen | http://www.veblen-institute.org/ | |
| Asso | FR | AURORE | LALUCQ | Institut Veblen | http://www.veblen-institute.org/ | |
| Asso | FR | BERNARD | LEMOULT | Ecole Des Mines Nantes / responsable mission DD | http://www.mines-nantes.fr/fr/L-Ecole/Agenda-21-engagement-societal | |
| Asso | FR | BRIGITTE | MANDON | Espace Khiasma (banlieue parisienne) accueille en résidence la vidéaste Chantal Briet qui va faire un travail intitulé "Enfin riches", autour donc, de la richesse, l'argent, la monnaie..... | http://www.khiasma.net | |
| Asso | FR | RODRIGUE | OLAVARRIA | France Libertés | http://www.france-libertes.org/ | |
| Asso | GER | VARINIA | VINAY-FORGA | Dialogues en Humanité | http://dialoguesenhumanite.org/association | |
| Asso Internat | ESP | CARMEN | DASTIS | Associació Arbre de la Pau - Monnaie Catalogne | http://www.arbrepau.net/ | |
| Banque Centrale Equateur | EQ | WAGNER | FIERRO | Banque Centrale Equateur | | |
| Banque Centrale Equateur | EQ | ROBERTO | SALAZAR | Banque Centrale Equateur | | |
| CC France | FR | FRANÇOISE | BERTON | Isle sur la Sorgue - projet de Monnaie Locale. | | |
| CC France | FR | CAROLINE | CHABOT LALOY | THE TRANSITIONER | http://people.thetransitioner.org | |
| CC France | FR | VINCENT | DELAHAYE | Collectif Manger sans paysans+ Projet monétaire (paiement régional) en PACA | http://www.chickenflu.org/spip.php?article11 | |
| CC France | FR | GÉRARD | JACQUET | valechange, réseau d'échanges multilatéraux | http://valechange.free.fr/ | |
| CC France | FR | VIVIEN | LETURCQ | SEVE Projet MCLVaucluse | | |
| CC France | FR | DAMIEN | REHAR | ISOSEL Nancy | | |
| CC France | FR | ANNIE | VITAL | Commune - Mesure (Monnaie Locale Romans) | http://monnaie-locale-romans.org/ | |
| CC France | FR | BRIAN | WILLS | Groupe Monnaie Locale, Projet de Territoire, Communauté de Communes Autour d'Anduze (Gard) | | |
| CC France Artiste | FR | CECILE | ROUSSEAU | Le Cosmos Kolej – la Gare Franche compagnie théâtrale et équipement culturel de résidence et de production artistique - Quartiers Nord de Marseille - Résidence d'un paysagiste avec idée de création d'une banque, bank of paradise 2012-2013 | www.cosmoskolej.org | |
| CC France Barter | FR | ARTHUR | BARD | E Barter | www.e-barter.fr Pour vous connecter vous pouvez utiliser le compte de démo : identifiant : demo@demo.fr mot de passe : **chambery** | |
| CC France Barter | FR | SEBASTIEN | FOLLIET | E Barter | www.e-barter.fr Pour vous connecter vous pouvez utiliser le compte de démo : identifiant : demo@demo.fr mot de passe : **chambery** | |
| CC France MCL | FR | PIERRE | ALLIOT | Commune - Mesure (Monnaie Locale Romans) | http://monnaie-locale-romans.org/ | |
| CC France MCL | FR | JACQUELINE | BALVET | Groupe monnaie autour d'Anduze (Gard) | | |
| CC France MCL | FR | PIERRE | BALVET | Groupe monnaie autour d'Anduze (Gard) | | |
| CC France MCL | FR | MARIE-CHRISTINE | BAUDIN | Les Lucioles (Ardèche) | http://monnaie-locale-complementaire.net/les-projets-en-france/rhone-alpes/ardeche/ | |
| CC France MCL | FR | BERNARD | BRUYAT | Monnaie La Bogue - OPDLM | http://monnaie-locale-complementaire.net/les-projets-en-france/rhone-alpes/ardeche/ | |
| CC France MCL | FR | EVELYNE | EPIARD | Projet Monnaie locale en pays d'APT (Lubéron) -Collectif ESS APT | | |
| CC France MCL | FR | ROGER | FERNANDEZ | Projet Monnaie locale en pays d'APT (Lubéron) -Collectif ESS APT | | |
| CC France MCL | FR | JEAN CHRISTOPHE | GUYOMART | l'EcHo, monnaie complémentaire locale de la région angevine et Doctorant Université d'Angers | | |
| CC France MCL | FR | FRANÇOISE | LENOBLE | Monnaie Locale Abeilles (Villeneuve sur Lot) | http://agirpourlevivant.org/ | |
| CC France MCL | FR | MICHEL | LEPESANT | Commune - Mesure (Monnaie Locale Romans) | http://monnaie-locale-romans.org/ | |
| CC France MCL | FR | PIERRE | MANTE | Terre&Humanisme + Les Lucioles (MCL Ardèche) | http://monnaie-locale-complementaire.net/les-projets-en-france/rhone-alpes/ardeche/ | |
| CC France MCL | FR | MARILYNE | MOUGEL | Réseau national des monnaies locales + groupe Monnaies de La Nef | (http://monnaie-locale-complementaire.net/ et www.lanef.com | |
| CC France MCL | FR | GAETANE | GRATTE | Projet Monnaie locale en pays d'APT (Lubéron) -Collectif ESS APT | | |
| CC France MCL | FR | PIERRE | KAKPO | Association ATB - Projet monnaie locale Annemasse Agglo | www.atb-france.org | |
| CC France Occitan | FR | CHARLES | DOLFUS | L'Occitan - Monnaie locale de Pézenas | http://deviseoccitan.org/ | |
| Cc France Occitan | FR | JEAN-FRANÇOIS | MARQUÈS | L'Occitan - Monnaie locale de Pézenas | http://deviseoccitan.org/ | |
| CC France Projet | FR | RAYMOND | AITKEN | Association JOJOBA / projet C3 en PACA en lien avec STRO | | |
| CC France Projet | FR | SYLVAIN | COSSON | Projet Monnaie Locale | | |
| CC France Projet | FR | ANNE-FRANÇOISE | GAY | | | |
| CC France Projet | FR | SARA | HAMMAMI | Nantes - Mise en place d'une coopérative Intégrale sur le modèle catalan autour d'un EcoRéseaux fonctionnant avec des monnaies sociales | | |

**Liste des participants - “Faire mouvement” - Rencontre internationale des Acteurs des monnaies sociales et complémentaires - Lyon - France - 18 février 2011**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CC France Projet | FR | FRANCIS | MEULEY | ATB + Projet ML Annemasse | http://atb-france.org | |
| CC France Projet Ab | FR | JUSTINE | KARCHER | | http://monnaie-locale-complementaire.net/les-projets-en-france/rhone-alpes/ardeche/ | |
| CC France Sels | FR | VÉRONIQUE | BOSSE PLATIERE | SEL OULLINS | http://www.selidaire.org/spip/ | |
| CC France Sels | FR | ELIANE | DESJARDINS | SEL Carpentras | http://www.lebeausel.fr/ | |
| CC France Sels | FR | DOMINIQUE | DORE | Coordination SEL Ile de France | http://intersel.apinc.org/ | |
| CC France Sels | FR | DANIELLE | JAUFFRET | SEL | | |
| CC France Sels | FR | RAYMOND | NEBOT | SEL Carpentras | http://lebeausel.fr | |
| CC France SOL | FR | LAILA | AOUDJ | SOL Alsace | http://www.sol-reseau.org | |
| CC France SOL | FR | NADIA | BENQUÉ | Sol Ile de France | http://www.sol-reseau.org | |
| CC France SOL | FR | FRÉDÉRIC | BOSQUE | SOL-Violette Toulouse | http://www.sol-reseau.org et http://sol-violette.by.catalyz.fr/ | |
| CC France SOL | FR | RÉGIS | BOURGOINT | Sol Alpin | http://www.sol-reseau.org et http://www.rhone-alpesolidaires.org/blogs/reseausol | |
| CC France SOL | FR | ANDREA | CARO | SOL- Violette Toulouse | http://www.sol-reseau.org et http://sol-violette.by.catalyz.fr/ | |
| CC France SOL | FR | RENÉ | DE CÉGLIÉ | Sol Alpin | http://www.sol-reseau.org et http://www.rhone-alpesolidaires.org/blogs/reseausol | |
| CC France SOL | FR | COLLETTE | FILLION-NICOLLET | Sol Alpin | http://www.sol-reseau.org et http://www.rhone-alpesolidaires.org/blogs/reseausol | |
| CC France SOL | FR | ANAIS | GUI-DIBY | Sol Alpin | http://www.sol-reseau.org et http://www.rhone-alpesolidaires.org/blogs/reseausol | |
| CC France SOL | FR | FANNY | ISNARD | APES SOL Pas de Calais | http://www.apes-npdc.org/spip.php?rubrique111 | |
| CC France SOL | FR | SÉBASTIEN | KRAFT | La Monnaie Autrement Chambery + Oxalis SCOP | http://www.sol-reseau.org | |
| CC France SOL | FR | YVES | MACQUET | La monnaie autrement Chambery SOL | http://www.sol-reseau.org | |
| CC France SOL | FR | MICHEL | MOMBRUN | SOL Viry Chatillon - Solicités | http://www.sol-reseau.org et http://www.solicites.org/index.php?option=com_content&task=view&id=8557&Itemid=147 | |
| CC France SOL | FR | JEAN-PAUL | PLA | Toulouse / Conseiller Municipal Délégué Economie sociale et solidaire | http://www.sol-reseau.org et http://sol-violette.by.catalyz.fr/ | |
| CC France SOL | FR | JEAN | RUEZ | La Monnaie Autrement Chambery | http://www.sol-reseau.org | |
| CC France SOL | FR | EMMANUEL | SOULIAS | MACIF - Association SOL | www.macif.fr | |
| CC France SOL | FR | OLIVIER | TRUCHE | Sol Alpin | http://www.sol-reseau.org et http://www.rhone-alpesolidaires.org/blogs/reseausol | |
| CC France SOL | FR | PHILIPPE | VACHETTE | La Monnaie Autrement Chambery | http://www.sol-reseau.org | |
| CC France SOL | FR | MARTINE | WADIER | La Monnaie Autrement Chambery | http://www.sol-reseau.org | |
| CC France Transition | FR | ANNE | AMBLÈS | Association "pistes d'hier à demain" + Mayenne en Transition | | |
| CC France Transition | FR | RALPH | BOHLKE | Réseau soutien aux initiatives de transition IDF | http://transition-parisidf.ouvaton.org/ | |
| CC France Transition | FR | ANDRE | MIARD | Territoires en Transition (Sud du Gard) - SEL’idaires | | |
| CC Internat | AUSTR | ANNETTE | LOUDON | LETS Sydney + Community Forge | http://auslets.org/sydney http://communityforge.net/ | |
| CC Internat | AUTR | ROLF | SCHILLING | TALENT | http://www.talentiert.at/ | |
| CC Internat | BEL | LUTGARDE | DUMONT | Université de Louvain + Groupe de travail Monnaie | | |
| CC Internat | BEL | WALTHER | SMETS | RES | http://www.res.be/fr/index.asp?pid=a02 | |
| CC Internat | BR | SANDRA | MAGALHAES | Institut Palmas | http://www.bancopalmas.fr/ http://www.bancopalmas.org.br/ | |
| CC Internat | BR | CAMILO | RAMADA | Instrodi / STRO Brasil / uruguay | http://www.instrodi.org/ y http://www.stro.org.uy/ y http://www.c3uruguay.com.uy/ | |
| CC Internat | CAN | PASCALE | CARON | Accorderie | http://www.accorderie.ca/spip.php?rubrique2 | |
| CC Internat | CAN | JOEL | LE BOSSE | Accorderie | http://www.accorderie.ca/spip.php?rubrique2 | |
| CC Internat | ESP | RAFAEL | BELTRAN | Valencia (proyecto C3 con STRO) | | |
| CC Internat | ESP | ANTONIO | COLLADO IZQUIERDO | Valencia (proyecto C3 con STRO) / Fundacion El Olmo | www.fundacionelolmo.org | |
| CC Internat | ESP | TON | DALMAU | Associació Arbre de la Pau - Monnaie Catalogne | http://economiav2.blogspot.com/ y http://ecol3vng.blogspot.com/ | |
| CC Internat | ESP | ERNEST | FENOLLOSA | Valencia (proyecto C3 con STRO) | | |
| CC Internat | ESP | ENRIC | MONTESA | CIAE -Valencia (proyecto C3 con STRO) | | |
| CC Internat | ESP | RAFAEL | PALANQUES | Valencia (proyecto C3 con STRO) | | |
| CC Internat | ESP | JOAQUIN | SELVA | Valencia (proyecto C3 con STRO) | | |
| CC Internat | ESP | XES | XES | XES (Xarxa d’economia solidària de Catalunya) : L'Economie Solidaire Réseau XES de Catalunya est une entité qui fait la promotion d'un projet complémentaire de la monnaie sociale, le ECOSOL, en se concentrant comme un outil pour le renforcement de l'économie sociale de Catalunya | http://www.xes.cat | |
| CC Internat | ESP/ ARG | OSCAR | VIERA | Avocat et économiste | | |
| CC Internat | FR | JEAN MICHEL | CORNU | Projet au Mali de monnaie de crédit mutuel le MONIBA pour la formation professionnelle | http://www.eco-sol-brest.net/Monnaies-locales-Le-projet-Moniba.html | |
| CC Internat | GER | HANS-JÜRGEN | FISCHBECK | Expérience de Monnaie à Brandebourg (projet ESF Good Practice in Social Innovation) | iq-consult.com | |
| CC Internat | GER | UWE | KELLERMANN | Expérience de Monnaie à Brandebourg (projet ESF Good Practice in Social Innovation) | iq-consult.com | |
| CC Internat | GER | KATHRIN | LATSCH | REGIO | http://www.regiogeld.de/ and http://www.monneta.org/ | |
| CC Internat | GER | LUDWIG | SCHUSTER | REGIO | http://www.regiogeld.de/ | |
| CC Internat | KENYA | WILLIAM | RUDDICK | Community Forge | http://communityforge.net/ | |
| CC Internat | NL | SANDER | DE RIJKE | QOIN | http://www.qoin.com/ | |
| CC Internat | NL | EDGAR | KAMPERS | QOIN | http://www.qoin.com | |
| CC Internat | PT | SHAWN | BERLIN | Community Forge | http://communityforge.net/ | |
| CC Internat | SA | TIM | JENKIN | Community Exchage System - South Africa | http://www.ces.org.za/ | |
| CC Internat | Suisse | TIM | ANDERSON | Sel du Lac / Community Forge | http://www.seldulac.ch/ | |

| Liste des participants - “Faire mouvement” - Rencontre internationale des Acteurs des monnaies sociales et complémentaires - Lyon - France - 18 février 2011 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CC Internat | Suisse | MATTHEW | SLATER | Community Forge - CC Mag | http://www.ccmag.net/ http://communityforge.net/ | |
| CC Internat | Suisse | JOSHUA | ZEIDNER | Community Forge | http://communityforge.net/ | |
| CC Internat | UK | GAVIN | ATKINS | Holy Cross Center Trust | http://www.hcct.org.uk/ and http://www.timebanking.org/ | |
| CC Internat | UK | SAM | HOPLEY | CEO TIME BANK UK | http://www.hcct.org.uk/ and http://www.timebanking.org/ | |
| CC Internat | UK | OU LAWRENCE HUGUES | MOORE CHRIS | FairShare | http://www.timebanking.org/ | |
| CC Internat | UK | JOSH | RYAN-COLLINS | Transition Towns / brixton pound /NEF | http://www.transitionnetwork.org/blogs/josh-ryan-collins/ and http://www.neweconomics.org/projects/monetary-reform | Lessons in monetary theory from complementary currencies |
| CC Internat | UKR | Humanitarian Center | Humanitarian Center | ROCSystem (Robust Complementary Community Currency Systems) / Time Banks Ukraine | http://www.bankvremeni.org/intro.jsf | |
| CC Internat | US | MARC | BRAKKEN | Time For The World | http://blog.timeftw.org/ | Deploying Time Banking for Human-scaled Economic Development (Marc Brakken, Stephanie Rearick, and Preston Austin) |
| CC Internat | VEN | LUISANGELA CRISTINA | ABATE HUNG | Sistema de Trueke Merideño (Mérida) – Red Nacional de Sistemas de Trueke Bolivariano – Universidad de Los Andes, Facultad de ciencias forestales y ambientales, escuela de geografía | | |
| CC Internat | VEN | GLADIS RAMONA | GONZALEZ PEREZ | Sistema de Trueke Ticoporo, Barinas, Venezuela. Red Nacional de Sistemas de Trueke Bolivariano. Espacio Agroecológico “La Chigüira” | | |
| CC Internat | VEN | PABLO ALBERTO | MAYAYO FORMIGA | Sistema de Trueke Ticoporo, Barinas, Venezuela. Red Nacional de Sistemas de Trueke Bolivariano. Espacio Agroecológico “La Chigüira” | | |
| CC Internat | GR | NIKOS | BOGONIKOLOS | | www.ovolos.gr | |
| CC Internat C3 | ESP | DAVID | COLLADO PEREZ | Valencia (proyecto C3 con STRO) / Fundacion El Olmo | www.fundacionelolmo.org | |
| CC Internat LETS | BEL | HANS | LUYTEN | Commissioner LETS Flanders | | |
| Coll Rech + CC | KEN | JOEL | THOMPSON | doctorant / Strathmore University in Kenya | http://africurrency.org/ | Rebuilding Social Capital in the Spirit of Ubuntu The Potential of Community Currencies in Pioneering Sustainable Development in Africa |
| Coll Rech + CC | UK | MARK | BURTON | Université de Bristol + 2 expériences monnaies UK | | |
| Coll Rech + CC | US | STEPHANIE | REARICK | Time For The World, TimeBanks USA, Dane County TimeBank | http://blog.timeftw.org/ http://danecountytimebank.org | Deploying Time Banking for Human-scaled Economic Development (Marc Brakken, Stephanie Rearick, and Preston Austin) |
| Coll Rech + expert | ARG | HELOISA | PRIMAVERA | Université de Buenos Aires / RedLASES / redes de trueque SOLIDARIO | www.redlases.org.ar | |
| Coll Rech + expert | ASIE | STEPHEN | DEMEULENAERE | | http://www.complementarycurrency.org | |
| Coll Rech + expert | BEL | BERNARD | LIETAER | Expert | http://www.lietaer.com/ | Economic Efficiency and Resilience. The scientific evidence for the need for complementary currencies |
| Coll Rech + expert | FR | PATRICK | VIVERET | Association SOL | | |
| Collectivité locale | FR | OLIVIER | LEVY | Chargé de Mission Ingénierie Financière Direction Développement Economique et Emploi - Région Rhône Alpes | | |
| Collectivité locale | FR | MARIE ODILE | NOVELLI | Vice-présidente Région Rhône Alpes chargée du Logement, Politique de la Ville et Solidarités | | |
| Collectivité locale | FR | LUC | VOITURIER | Chargé de Mission Région Rhône Alpes rattaché à la direction du Logement, Politique de la Ville et Solidarités | | |

**Liste des participants - “Faire mouvement” - Rencontre internationale des Acteurs des monnaies sociales et complémentaires - Lyon - France - 18 février 2011**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Consult | AUSTR | KAREL | BOELE | Jnana Australia / Organisation for Local Economic Co-operation and Development : Developing a community currency system + CC Bank | http://www.jnana.com.au | |
| Consult | FR | CHRISTOPHE | CESETTI | Collectif les Valeureux | http://www.wix.com/valeureux/valeureux | |
| Consult | FR | BÉNIGNE | DU PARC | interfacesconsulting | http://1001monnaies.com/ | |
| Consult | FR | ETIENNE | HAYEM | Collectif Les Valeureux et Association TAOA | http://www.zoupic.com et http://www.wix.com/valeureux/valeureux | |
| Consult | FR | SOPHIE | HUET | Consultante en architecture monétaire | http://quipoo.com/ | |
| Consult | FR | ANDRÉ | LALOY | THE TRANSITIONER | http://people.thetransitioner.org | |
| Consult | FR | CHRISTOPHE | PLACE | Collectif Les Valeureux et Vivaltruism | http://altern-actif.blog.youphil.com/ et et http://www.wix.com/valeureux/valeureux | Financement des architectes de la transition vers les monnaies complémentaires |
| Consult | FR | SYBILLE | SAINT GIRONS | Collectif Les Valeureux | http://www.wix.com/valeureux/valeureux | |
| divers | FR | JEAN-PIERRE | BIGORRE | | | |
| divers | FR | MICHEL | BONNET | Banque Populaire Loire et Lyonnais | | |
| Elu | FR | J.V. | JEHANNO | Ai participé à un débat contradictoire sur les monnaies complémentaires en tant qu'ancien Conseiller Régional Rhône-Alpes. Suis impliqué dans l'ESS. Souhaite suivre de plus près les expériences en cours | | |
| Elu RA | FR | ERIC | PIOLLE | Conseiller régional Rhone Alpes - Isère | http://www.rhonealpes.fr/ | |
| Elue | FR | DOUNIA | BESSON | vice-Présidente de la communauté urbaine de Lyon - Economie, attractivité et rayonnement<br>Insertion, emploi et économie solidaire | | |
| Etudiant | FR | PIERRE | BOZON | Master 2, Entrepreneuriat des projets socio-économiques, Economie Sociale & Solidaire - Université Lumière, Lyon 2 | | |
| Etudiant | FR | BENOIT | MOUGENOT | Master 2, Entrepreneuriat des projets socio-économiques, Economie Sociale & Solidaire - Université Lumière, Lyon 2 | | |
| Fonctionnaire territorial | FR | ISABELLE | GILOTTE | Communauté Urbaine de Lyon - Délégation générale au développement économique - Direction des services aux entreprises | www.economie.grandlyon.com | |
| Journaliste | BEL | ANTOINE | ATTOUT | Magazine Financités | http://www.financite.be/rfa/publications,fr,175.html | |
| Journaliste | FR | MARC | CHINAL | Les éditions RJTP - Réalisation d'interviews des acteurs MSC | www.lyonvideos.fr | |
| Journaliste | FR | JEAN MARC | LUQUET | Revue Silence | http://www.revuesilence.net/ | |
| Journaliste | FR | NOURA | MEBTOUCHE | Tribune Le Progrès | | |
| Journaliste | FR | MARIE PIERRE | NAJMAN | revue Silence | http://www.revuesilence.net/ | |
| Média | VEN | PEDRO | SANTANA HERNANDEZ | | | |
| orga | FR | JEROME | BLANC | Université Lyon 2 / LEFI | | Classifying “CCs”: Community, complementary and local currencies’ types and generations |
| orga | FR | ALAIN | BLUM | Grand Lyon | http://www.grandlyon.com/ | |
| orga | FR | CARLOS | DE FREITAS | Institut Palmas | http://www.banquepalmas.fr/ et http://www.bancopalmas.org.br | |
| orga | FR | MARIE | FARE | Doctorante - Université Lyon 2 LEFI | | Analyse comparative de deux dispositifs de monnaies sociales en termes de développement soutenable : L’Accorderie et le SOL |
| orga | FR | CYRIL | KREZSCHMAR | Conseiller Régional Rhône Alpes, délégué à la nouvelle économie, aux nouveaux emplois, à l'artisanat et à l'économie sociale et solidaire | http://www.rhonealpes.fr/ | |
| orga | FR | OLIVIER | PASTOR | Chargé de mission Région Rhône-Alpes | http://www.rhonealpes.fr/ | |
| orga | FR | DAVID | VALLAT | Université Claude Bernard Lyon 1 - TRIANGLE, ENS/CNRS | | L’ambivalence monétaire ou la construction sociale de la monnaie (David Vallat, Cyrille Ferraton) |
| Orga | FR | CELINA | WHITAKER | SOL / CEDAL | http://www.collectif-richesses.org/ | |
| Sém Recherche | ARG | RICARDO | ORZI | Universidad Nacional de Luján (Argentina) Maestría en Economía Social (UNGS, Argentina). | | La moneda social como institución potenciadora de la Economía Social y Solidaria. |
| Sém Recherche | ARG | MARIA ADELA | PLASENCIA | Universidad Nacional de Luján (Argentina) Maestría en Economía Social (UNGS, Argentina). | | ¿Es conveniente la oxidacion de una moneda social ? Ventajas y limitaciones del mecanismo de oxidacion en e el caso de Venado Tuerto, Argentina |
| Sém Recherche | ARG | JOSE ALBERTO | SBATELLA | | | El rol de las monedas provinciales y la soberanía monetaria en Argentina |
| Sém Recherche | ASIE | MME | DEMEULENAERE | | http://www.complementarycurrency.org | |

| Liste des participants - “Faire mouvement” - Rencontre internationale des Acteurs des monnaies sociales et complémentaires - Lyon - France - 18 février 2011 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sém Recherche | ASIE | KEN-ICHI | KURITA | Doctorant /Graduate School of Economics, Hokkaido University, Japan. | | Relationship between Shopping Streets and Community Currency Circulation: a Case Study of the City of Musashino, Tokyo, Japan (Ken-ichi Kurita, Yoshihisa Miyazaki, Makoto Nishibe) |
| Sém Recherche | ASIE | YOSHIHISA | MIYAZAKI | Doctorant / Graduate School of Economics, Hokkaido University, Japan. | | Relationship between Shopping Streets and Community Currency Circulation: a Case Study of the City of Musashino, Tokyo, Japan (Ken-ichi Kurita, Yoshihisa Miyazaki, Makoto Nishibe) |
| Sém Recherche | BEL | ALEXIA | FOUARGE | Chercheuse | | Quelle est la viabilité financière et sociale d'une monnaie sociale locale au sein d’une banque communautaire au Brésil? Etude de la Banco Bem |
| Sém Recherche | BEL | MAREK | HUDON | Université Libre de Bruxelles | | Complementarity between complementary currencies and microfinance |
| Sém Recherche | BEL | MARION | LEBOEUF | Doctorant | | |
| Sém Recherche | BEL | CAMILLE | MEYER | Doctorant / Université Libre de Bruxelles | | |
| Sém Recherche | BEL | SAMUEL | SONCK | Doctorant Université Louvain | | |
| Sém Recherche | BR | VICTORIA | ARRAIS DE PAIVIA | Donctorant / Universidade Federal do ceara / Brasil | | Posibilidades y límites de las finanzas solidarias en el Nordeste brasilero: reflexiones sobre las experiencias de gestión social de los Fondos Rotativos Solidarios y Monedas Sociales Circulantes Locales (Clarício dos Santos Filho – BNB Victoria Régia Arrais de Paiva – UFC) |
| Sém Recherche | BR | GENAUTO | CARVALHO DE FRANCA FILHO | Universidade Federal da Bahia / Brasil | | Les enjeux de l’usage des monnaies sociales en tant qu’outil stratégique pour la construction de réseaux locaux d’économie solidaire : une analyse de l’expérience des Banques Communautaires de Développement (BCDs) au Brésil |
| Sém Recherche | COSTA RICA | ERICK | BRENES | STRO Region Andina + Ph.D. Candidate Universita della Calabria | http://www.stro-ca.org/ | Complementary currencies for sustainable local economies in Central America |
| Sém Recherche | ESP | JOSEP LLUIS | DE LA ROSA I ESTEVA | University of Girona, Catalonia | | Wits: Complementary Currencies Backed by Knowledge (Pep Lluis de la Rosa i Esteva, Teresa Bosch) |
| Sém Recherche | FR | PASCALE | DELILLE | Université Blaise Pascal - Clermont Ferrand | | Les monnaies complémentaires et la responsabilité sociale |
| Sém Recherche | FR | PAULINE | GILLET | Doctorant | | |

| Liste des participants - “Faire mouvement” - Rencontre internationale des Acteurs des monnaies sociales et complémentaires - Lyon - France - 18 février 2011 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sém Recherche | FR | PEPITA | OULD AHMED | Université Paris 1- IRD | | Une économie politique des systèmes monétaires communautaires en Argentine : « les clubs de troc » |
| Sém Recherche | FR | ANDREA | PARACCHINI | Reporter d’Espoirs | | |
| Sém Recherche | GER | ROLF | SCHROEDER | Community Currencies in Germany | www.cc-literature.org | |
| Sém Recherche | GR | IRENE | SOTIROPOULOU | PhD Student Department of Economics, University of Crete | http://economics.soc.uoc.gr/html/static_content/econ_phd/EN/Sotiropoulou/scv.html | Exchange networks and parallel currencies on the map o Greece : goegraphical pattenrs and schemes‘ activity. |
| Sém Recherche | HU | ZSUZSANNA | SZALAY | Corvinus University of Budapest, Hungary | | Local exchange trade systems in the central-european postcommunistic countries (Petr Jelinek, Alois Konečný, Zsuzsanna Eszter Szalay) |
| Sém Recherche | IT | UMBEROT | PARISI | | | The Integration of the stamped money issue into the general equilibrium models (Pietro Minozzi, Umberto Parisi) |
| Sém Recherche | JP | YASUYUKI | HIROTA | | http://www.olccjp.net/ http://mig76en.wordpress.com/ | Análisis sobre el estancamiento del desarrollo de monedas complementarias en Japón: - Enfoque a sus propósitos y a la característica cultural del país asiático |
| Sém Recherche | JP | MAKOTO | NISHIBE | Graduate School of Economics, Hokkaido University, JAPAN | | Relationship between Shopping Streets and Community Currency Circulation: a Case Study of the City of Musashino, Tokyo, Japan (Ken-ichi Kurita, Yoshihisa Miyazaki, Makoto Nishibe) |
| Sém Recherche | SA | LIEZL | COETZEE | Doctorant / University of Stellenbosch / South Africa | | Global tools enhance local exchange through Community Currency in an Alternate Economy |
| Sém Recherche | UK | NOEL | LONGHURST | CSERGE School of Environmental Science University of East Anglia | | Harnessing Grassroots Innovations: Complementary Currencies and Sustainability |
| Sém Recherche | UK | MOLLY | SCOTT CATO | UWIC Business school, Cardiff, | http://gaianeconomics.blogspot.com/ | Stroud Pound: A Local Currency to Map, Measure and Strengthen the Local Economy |
| Sém Recherche | Suisse | JEAN MICHEL | SERVET | IHEID Genève | | Monnaie complémentaire versus microcrédit de groupe et tontines: contribution comparée au développement local soutenable et solidaire par l’inclusion financière |
| Sém Recherche | CAN | MELINA | YOUNG | | | Business-to-business barter exchange: A Viable Marketplace |
| | FR | JEROME | DESQUILBET | | | |
| | ARG | MONICA | CARNE | | | |
| | BEL | LEANDER | BINDEWALD | | http://www.criterical.net/ | |
| | BOL | ALPHONSO M. | DORADO | | | |
| | BR | CHICO | WHITAKER | Forum Social Mondial | | |
| | FR | CHARLINE | BOYER | | | |
| | FR | ANNE CLAIRE | CROIZE | | | |
| | FR | YANN | DELATY | | | |
| | FR | DELPHINE | FOURNET | | | |
| | FR | JEAN FRANCOIS | GONNET | Santé Environnement Rhône-Alpes | http://www.sera.asso.fr | |

**Liste des participants - “Faire mouvement” - Rencontre internationale des Acteurs des monnaies sociales et complémentaires - Lyon - France - 18 février 2011**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | FR | MARIE-JEANNE | GUTIERREZ | | | |
| | FR | MARIE CHANTAL | HENRION | Banque du temps + Carrefour des citoyens + projet de monnaie L'Isle sur la Sorgue | | |
| | FR | BRUNO | LANG | Association Aider Initiatives (Val de drôme) | www.aider-initiatives.fr | |
| | FR | NATHANAËL | LEGEARD | Les Dessin'Acteurs + En lien avec les Projets MSC Equateur ( RENAFIPSE) | http://www.dessinacteurs.org/category/L-association et http://renafipse.ec/ | |
| | FR | GAELLE | LEROUX | Mairie de Lyon | | |
| | FR | BENEDICTE | LESOURD | | | |
| | FR | CECILE | MASERA | | | |
| | FR | MARC | PORCHERON | | | |
| | FR | MYLENE | REMY | EELV - Sel | | |
| | FR | DANIELE | RONZY | | | |
| | FR | DENIS NOEL | ROUGE | Doctorant | | |
| | FR | DAMIEN | ROUMET | CRESS Rhône-Alpes | http://www.cress-rhone-alpes.org | |
| | FR | BERTRAND | SENE | "Economiste écologiste" / Les Valeureux | http://www.wix.com/valeureux/valeureux | |
| | FR | MELANIE | VENET | | | |
| | FR | MICHEL | WILSON | Conseil Régional Rhone Alpes | | |
| | HU | ANNA | PATRUBANY | | | |
| | HU | TAMAS | PERKOVATZ | | | |
| | HU | ISTVAN | VARGAS | | | |
| | IT | PIETRO | MINOZZI | | | |
| | LUX | KATY | FOX | Centre for Ecological Learning Luxembourg CELL Asbl | http://cell.lu/ | |
| | NL | MARCO | SACHY | Doctorant | | |
| | NL | JOSEPH | VAN KEULEN | | http://www.communicatiecontact.nl/ | |
| | NZ | LINNEA | LINDSTROEM | Living Economies (educational trust), New Zealand | | |
| | UK | COLIN | TINGLE | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

# Trente années de monnaies sociales et complémentaires : et après ?

## Synthèse du colloque *CC-Conf 2011*

## Colloque international sur les monnaies sociales et complémentaires

## 16-17 février 2011

*Le colloque CC-Conf 2011 a été organisé dans la ville de Lyon (France) par les laboratoires Triangle (UMR 5206) et LEFI (EA 4012). Il s'est tenu sur le site de l'ENS Lyon, campus Descartes et a été rendu possible par la réunion de nombreuses institutions autour de ce projet[2]. Ce document présente ce colloque, ses à-côtés et essaie de synthétiser les grandes lignes des débats qui s'y sont développés.*

*En téléchargement :*

- *le programme trilingue (anglais, français, espagnol)* *http://conferences.ish-lyon.cnrs.fr/public/conferences/4/schedConfs/3/program-fr_CA.pdf*

- *le livret des résumés trilingue - http://triangle.ens-lyon.fr/IMG/pdf/Abstracts.pdf*

### Le contexte : trente années de monnaies sociales et complémentaires

Depuis les années 1980, se sont développés dans le monde des dispositifs locaux d'échange basés sur la mise en oeuvre de monnaies spécifiques. On ne dispose que d'estimations discutables sur leur étendue, et leur diversité est méconnue ; mais il semble que 4000 à 5000 dispositifs de ce type existent aujourd'hui dans plus de 50 pays, autour d'un nombre de plus en plus important de modèles : LETS, banques de temps, réseaux de trueque sur le modèle argentin, monnaies Hour sur le modèle d'Ithaca, monnaies de type Regio sur le modèle allemand, monnaies et banques communautaires sur le modèle de Fortaleza, monnaie à projets multiples comme la monnaie SOL en France, monnaies locales de « villes en transition », systèmes de type RES, etc.

Cette vague de monnaies est inédite à l'échelle mondiale depuis les débuts de l'industrialisation au tournant du XIXe siècle. Ces dispositifs sont qualifiés de « monnaies sociales », « monnaies complémentaires », « monnaies communautaires », « monnaies locales » ou encore « monnaies libres ». Ces diverses dénominations ne renvoient pas exactement aux mêmes objectifs ni aux mêmes réalités. Jusqu'ici, ces dispositifs n'ont généralement pas franchi deux frontières : celle de la soumission à de purs objectifs politiques, et celle de l'intégration dans la logique lucrative d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises.

Si depuis les années 1990 cette vague a rencontré l'intérêt de certains chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS), le bilan demeure mitigé : il faut certes reconnaître l'émergence d'un nouveau champ de la recherche sur cet objet qui apparaît nouveau par son ampleur et par sa nature, mais on ne peut que regretter le faible écho que ces travaux ont eu dans les SHS en général et la faiblesse de leur visibilité académique, qui en fait un domaine encore très marginal.

[2] Le colloque a reçu le soutien de l'Institut Veblen pour les réformes économiques et la FPH (Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'homme), l'Institut Caisse des dépôts et consignations pour la recherche, le Cluster 12 « Dynamiques sociales et territoriales » de la région Rhône-Alpes ainsi que la région Rhône-Alpes, la Direction générale à la langue française et aux langues de France du Ministère de la culture et de la communication, la coopérative RES et le Conseil général du Rhône. Il va sans dire qu'il a aussi été porté et financé par les laboratoires et université organisateurs : le laboratoire Triangle (UMR 5206) et le LEFI (Laboratoire d'économie de la firme et des institutions, EA 4012), l'université Lumière Lyon 2, l'ENS Lyon (École normale supérieure) et l'Institut des sciences de l'homme (ISH). Enfin, il a été soutenu par la Chaire d'entrepreneuriat en économie sociale et solidaire de l'université Lumière Lyon 2.

## Objectifs du colloque et événements associés

Un constat simple est à l'origine de ce colloque : alors que les initiatives de monnaies sociales et complémentaires se multiplient depuis trente ans dans le monde, et alors que la recherche se déploie peu à peu autour de ces expériences, aucun colloque international répondant aux critères ayant cours dans le monde scientifique n'a été organisé[3]. Les critères sont ceux de l'appel à communications ouvert à la communauté scientifique, dont les réponses sont évaluées anonymement par un comité scientifique qui sélectionne ainsi les propositions de communication. On peut ajouter qu'il n'existe pas de revue scientifique reconnue par les multiples instances d'évaluation de la recherche. La seule revue à vocation scientifique centrée sur ce champ, l'*International Journal of Community Currency Research*, fondée en 1997 et qui dispose d'un comité de lecture, n'est pas référencée dans les listes de revues pertinentes par les instances d'évaluation de la recherche (en France, le CNRS et l'AERES). Alors que cette revue est d'emblée lue par les spécialistes du champ, il y a un frein académique à la publication par les chercheurs dans cette revue, ainsi que cela a été souligné durant l'une des tables rondes du colloque organisée sur l'infrastructure intellectuelle du champ.

Le colloque CC-Conf visait précisément à établir dans le champ scientifique la légitimité de travaux de recherche sur les monnaies sociales et complémentaires en montrant qu'il existe une communauté significative de chercheurs qui, s'ils sont trop souvent isolés dans leurs universités ou laboratoires respectifs, ont largement commencé à travailler ce champ et ont besoin d'une reconnaissance scientifique nationale et internationale. Le colloque visait aussi à rassembler le plus largement possible cette communauté scientifique, ce qui passait par la mise en lien, voire en réseau, de chercheurs généralement peu connectés du fait de distances géographiques et linguistiques. Le principe d'une traduction simultanée pour un colloque trilingue a donc été posé, permettant de connecter les trois grandes communautés linguistiques de recherche et d'expérience sur les monnaies sociales et complémentaires, à savoir les communautés anglophone, hispanophone et francophone. Il s'agissait aussi de rassembler des chercheurs quelle que soit leur discipline, les travaux sur les monnaies sociales et complémentaires se réduisant très mal à une discipline isolée des autres. Les trois langues et l'ouverture disciplinaire ont probablement permis de toucher la plupart des chercheurs versés dans ce champ.

L'appel à communications, lancé en mai 2010, a suscité un intérêt plus important que prévu. Il cherchait à faire émerger des bilans de la dynamique enclenchée il y a bientôt trois décennies, sous forme d'études monographiques comme d'analyses comparatives au plan international et au plan historique, mais il encourageait aussi les approches théoriques. Au total, 73 propositions ont été déposées. On peut souligner que les propositions sont venues non seulement de chercheurs confirmés, mais aussi de jeunes chercheurs ainsi que de praticiens, certains se situant à la fois dans la recherche et dans l'action. Les critères de sélection des propositions par le comité scientifique ont toutefois réduit la diversité des intervenants et ramené à 53 le nombre de propositions acceptées et finalement présentées.
Au total, le colloque a accueilli 64 intervenants dont la répartition illustre l'étendue de l'écho que le colloque a eu au plan international (Tableau 1).

Un autre point significatif est la présence massive d'un public venu écouter, élément très inhabituel dans les colloques académiques, portant à 175 personnes le nombre total de participants. Il faut resituer cette présence dans le contexte d'un événement de trois jours incluant une journée destinée aux acteurs praticiens, élus locaux, chargés de mission etc[4]. Au total, 264 personnes ont participé à tout ou partie de ces trois jours, avec la répartition indiquée ci-dessous (Tableau 1).

---

[3] Le colloque international de Weimar, « Monetary Regionalisation », organisé les 28-29 septembre 2006, a constitué un jalon vers le colloque de Lyon, dans la mesure où il a probablement été le premier colloque sur les monnaies sociales et complémentaires s'orientant vers la recherche (tout en ne rompant pas le lien avec les praticiens). Il a d'ailleurs été suivi de deux jours destinés aux praticiens germanophones.

[4] Voir http://monnaiesendebat.wordpress.com/. Ce site existe aussi en version espagnole, anglaise et portugaise. Ce volet Journée acteurs a été organisé par l'Institut Palmas, l'Association SOL, le CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique Latine), les laboratoires LEFI et Triangle, la CRESS Rhône-Alpes (Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire) et la région Rhône-Alpes, avec le soutien du Grand Lyon, de la FPH (Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'homme), de la Caisse des dépôts et consignations, de la coopérative RES et la Direction générale à la langue française et aux langues de France du Ministère de la culture et de la communication.

Enfin, plus de 150 personnes ont assisté à la conférence tous publics du jeudi 17 février au soir, « La monnaie réinventée : éclairages internationaux sur les monnaies sociales et complémentaires Argentine – Brésil – France – Royaume-Uni » organisée au Palais de la mutualité, dont une partie non négligeable n'a pas participé aux trois jours de rencontre[5].

**Tableau 1 – Origine des participants aux trois jours sur les monnaies sociales et complémentaires, 16-18/02/2011**

| | Colloque de recherche 16-17 février | | Journée Acteurs, 18 février | Total des participants, CC-Conf + JA hors doubles inscriptions |
|---|---|---|---|---|
| | Intervenants | Total participants | | |
| France | 12 | 68 | 124 | 144 |
| Europe hors France | 24 | 62 | 48 | 70 |
| Amérique latine | 10 | 21 | 18 | 25 |
| Etats-Unis et Canada | 8 | 10 | 5 | 10 |
| Asie | 8 | 8 | 6 | 9 |
| Afrique | 2 | 4 | 4 | 4 |
| Océanie | 0 | 2 | 2 | 2 |
| Total | 64 | 175 | 207 | 264 |

L'écho important qu'ont eu ces événements renforce l'idée mise en avant à la fois dans les objectifs du colloque de recherche (16-17 février) et dans ceux de la Journée Acteurs (18 février) : connecter et contribuer à mettre en réseau à un niveau international les mouvements existants. C'est aussi une incitation puissante à reproduire l'expérience en organisant à nouveau, et ailleurs qu'en France, tout à la fois un colloque de recherche et un événement destiné aux praticiens, chacun étant ouvert à l'autre.

## Thématiques discutées

Du point de vue des terrains, les expériences latino-américaines et européennes ont été particulièrement étudiées lors de ce colloque. Les dynamiques brésiliennes des années 2000 se sont traduites par des travaux sur les banques communautaires et autres innovations au Brésil (7 textes). L'ampleur exceptionnelle atteinte par les systèmes argentins de trueque autour de 2001-02 puis, en dépit de l'opinion commune, le maintien d'une dynamique significative de monnaies sociales depuis lors, se sont aussi traduits par de nombreux travaux présentés lors du colloque (7 textes). L'Amérique du Nord a été traitée dans six textes, certains revenant sur des expériences historiques des années trente. Les études présentées sur les cas européens sont moins concentrées sur des pays particuliers puisqu'elles ont porté sur 12 pays (discutés dans 16 textes). Les diverses expériences japonaises ont fait l'objet de 4 présentations. Enfin, 14 textes ont saisi l'objet de manière transversale en interrogeant des dimensions théoriques et parfois avec des objectifs de réforme.

Beaucoup des textes présentés ont proposé une évaluation de dispositifs, sous forme monographique ou comparative et plus ou moins articulées à des approches théoriques. Certains ont tenté d'établir un état des lieux de leur développement et des difficultés rencontrées : en Grèce (Sotiropoulou), en Hongrie, république Tchèque et Pologne (Jelinek, Konecny et Szalay), au Québec (Boulianne et Comeau), au Japon (Hirota) ou en Argentine (Gomez) ; de manière plus précise, dans le cas d'une monnaie communautaire au Brésil (Fouarge). D'autres ont avancé dans la voie de l'évaluation de la manière dont ces monnaies sont vécues et employées : cas des Regiogeld allemands (Thiel), des monnaies sociales au Québec (Lizotte) ou de banques de temps en Espagne (Cuenca García). D'autres encore ont évalué leur impact socio-économique : dans un district de Tokyo (Kurita et Miyazaki), en comparant un dispositif

[5] Cette conférence a rassemblé Josh-Ryan Collins (New Economics Foundation/Villes en Transition, Royaume-Uni), Jean-Louis Laville (Professeur au CNAM, sociologue économiste et auteur du livre *Politique de l'association*), Sandra Magalhaes (Coordinatrice des projets, Institut Palmas, Brésil) et Heloïsa Primavera (Professeur à la Faculté des Sciences Sociales, Université de Buenos Aires), soirée animée par Jérôme Blanc (Maître de Conférence, Laboratoire Triangle – Université Lyon 2).

rural au Japon à un LETS à Stockholm (Nakazato et Hiramoto), de monnaies communautaires en périphérie de São Paulo (Braz et Silva ; Tsukumo et Corrales), dans le Nordeste du Brésil (Arrais de Paiva) ou encore dans les banques de temps aux Etats-Unis (Rearick, Austin et Brakken). Young a étudié en particulier les effets induits par la création de réseaux d'échange interentreprises.

L'impact de dispositifs généralement locaux peut aussi être macroéconomique. C'est ce qu'a évalué Stodder au sujet de la banque suisse WIR, dont la monnaie propre existe depuis 1934 et joue un rôle contracyclique pour l'économie suisse. Lietaer a développé l'idée selon laquelle une variété de monnaies plutôt que des monopoles nationaux sert l'objectif de stabilité financière et de résilience. A contrario, Mediouni a analysé le contexte macroéconomique de l'explosion des monnaies parallèles en Argentine vers 2001-03.

Il est à noter que plusieurs textes ont rapporté de manière très directe les possibilités des monnaies sociales et complémentaires au développement soutenable. Scott-Cato et Suarez ont présenté le cas d'une monnaie de « ville en transition » (Transition Town), le Stroud Pound, comme outil de renforcement et de résilience, mais aussi d'analyse, du territoire local. Fare a comparé le SOL en France et l'Accorderie au Québec (un système incluant une banque de temps) par rapport à des objectifs de développement local soutenable au-delà du seul environnement. Joachain a analysé les potentialités environnementales de ces monnaies, en s'appuyant sur trois cas (dont l'expérience de Nu-Sparpaas à Rotterdam). A partir d'une étude au champ large, Longhurst et Seyfang ont conclu que les potentialités en termes de développement soutenable dans sa dimension environnementale restent encore à réaliser. Thompson a expliqué en quoi ces monnaies pouvaient être un outil intéressant pour le développement soutenable dans le cadre d'un pays comme le Kenya.

D'autres textes ont inscrit plus ou moins directement ces monnaies dans les dynamiques d'économie sociale et solidaire. Ricardo Orzi, à partir d'expériences argentines, a analysé la capacité des monnaies sociales à soutenir le développement d'une économie sociale et solidaire. Krister Volkmann a présenté une étude des systèmes germaniques en Allemagne, Suisse et Autriche les inscrivant directement dans une économie solidaire. Bruno Poljokan et Lenissa Lenza ont présenté l'expérience brésilienne de la carte Fora do Eixo, qui est un outil de soutien et de développement culturel à l'intérieur de l'économie solidaire. De la Rosa i Esteva a présenté un projet de monnaie articulée à la production de savoir. Coetzee a analysé en quoi le dispositif du CES, d'origine sud-africaine, soutient une économie du don, centrée sur la réciprocité, et en quoi l'outil internet se révèle un bon outil communautaire. Jean-Michel Servet a comparé les monnaies complémentaires avec les tontines et le microcrédit dans leur impact sur l'inclusion financière et le développement local. Marek Hudon a étudié les complémentarités possibles entre monnaies complémentaires et microfinance. Glémain a rapproché le microcrédit solidaire des logiques d'une monnaie sociale. Enfin, plusieurs textes ont étudié le cas des banques communautaires brésiliennes (en particulier le Banco Palmas) en interrogeant leur capacité à soutenir le développement local articulé à une économie solidaire (deux textes de Genauto Carvalho di França Filho, Jeová Torres Silva Jr et Ariádne Scalfoni Rigo, un texte de Victoria Regia Arrais de Paiva et Claricio dos Santos Filho).

Les monnaies sociales et complémentaires, on le comprend, peuvent aussi s'articuler à des politiques publiques, en particulier à l'échelle locale. Gatch a analysé les monnaies municipales émises aux Etats-Unis durant la Grande dépression en anticipation de rentrées fiscales. Sbattella a présenté le cas des monnaies émises par les provinces argentines en particulier durant la grande crise de 2001-03. D'un point de vue normatif, Mylondo a défendu l'idée d'expérimentation locale d'un revenu inconditionnel versé sous forme de monnaie complémentaire. Moins appuyée sans doute, la question du rôle des pouvoirs publics dans un univers d'initiatives militantes a été abordée par beaucoup des intervenants. Par ailleurs, l'une des deux tables rondes du colloque a été organisée autour de cette question du rapport aux politiques publiques, mettant à une même table chercheurs et élus locaux.

Les questions de gouvernance et d'ingénierie ont aussi été évoquées : dans le cas du trueque en Argentine (Gomez), des banques de temps aux Etats-Unis (Rearick, Austin et Brakken), ou à partir des méthodologies de la fondation néerlandaise Strohalm en Amérique centrale (Brenes), tandis que la question du financement des « architectes » monétaires - un métier nouveau ! - a été posée directement par Place.

Certains textes ont renvoyé le phénomène des monnaies sociales et complémentaires à la théorie monétaire et à la question plus large de la théorisation. Jérôme Blanc a proposé une réflexion sur les types de monnaies resituant les monnaies sociales dans un cadre plus large. Pascale Delille a proposé d'utiliser le cadre théorique de Elinor Ostrom sur la gouvernance des biens communs en l'appliquant au cas des SEL. David Vallat et Cyrille Ferraton ont replacé les SEL dans un cadre théorique socio-économique où la monnaie apparaît comme construction sociale. Makoto Nishibe a resitué, quant à lui, les systèmes LETS dans un cadre théorique néo-institutionnaliste et considéré ces monnaies comme un médium de communication intégré. Dans un autre texte, Makoto Nishibe présente avec Nozomi Kichiji une modélisation comparant le mode d'émission monétaire courant (un mode « concentré ») et celui des LETS (un mode « dispersé »). La contribution de Josh Ryan-Collins a interpellé la théorie monétaire à ce sujet en confrontant deux cas (le Brixton Pound et le WIR) à plusieurs orientations théoriques de la monnaie. Une dimension particulière et technique est celle de la monnaie dite fondante, imaginée par Silvio Gesell (1916). Hugo Godschalk a fait le point sur les attendus et les techniques de mise en place de la monnaie fondante, tandis que María Adela Plasencia a étudié les effets de cette technique sur la circulation monétaire dans le cas d'un dispositif argentin dans la ville de Venado Tuerto. Sarah Elvins a analysé la manière dont les « *scrips* », ces monnaies locales de la Grande dépression aux Etats-Unis, ont été présentés au public, afin d'en tirer des leçons pour aujourd'hui. Enfin, Umberto Parisi et Pietro Minozzi ont proposé une théorisation de la monnaie fondante dans le cadre théorique d'un modèle IS-LM.

Enfin, la monnaie ne va pas sans rapport au politique. Saiag a analysé cette dimension à partir d'une comparaison entre deux monnaies argentines, montrant que des différences organisationnelles engendrent des effets de répartition des revenus opposés. Ould-Ahmed, d'un autre point de vue, a étudié l'évolution du discours de légitimation du trueque dans le contexte argentin.

Au total, ce colloque a permis de faire émerger et d'identifier une communauté de recherche jusqu'ici éparpillée et peu consciente d'elle-même.
La première table ronde du colloque, qui a porté sur les outils d'analyse à disposition des chercheurs, a permis de souligner tout à la fois la faiblesse de l'infrastructure intellectuelle, qui serait à même de rassembler les chercheurs, et son émergence progressive, sous la forme notamment de sites dédiés aux ressources relatives aux monnaies sociales et complémentaires, dont un site bibliographique de recension des écrits, ou encore sous la forme de la seule revue existant dans ce domaine, l'International Journal of Community Currency Research (IJCCR, revue en ligne).

Trente ans après l'émergence des monnaies sociales et complémentaires dans le monde, beaucoup reste à faire pour connaître et comprendre la variété des initiatives existantes et leur portée, mais un chemin significatif a déjà été parcouru et les dynamiques de recherche à leur sujet s'accélèrent visiblement.

Jérôme Blanc - UMR Triangle *

* Triangle (UMR 5206), Institut des sciences de l'Homme, 14 avenue Berthelot, 69363 Lyon cedex 07 (France).
Tél : 04 72 72 64 07 - Fax : 04 72 72 65 55. E-mail : Jerome.Blanc@univ-lyon2.fr